

UNIVERSITE DE YAOUNDE I

Paix-Travail-Patrie

CENTRE DE RECHERCHE ET DE FORMATION
DOCTORALE EN SCIENCES HUMAINES,
SOCIALES ET EDUCATIVES

UNITE DE RECHERCHE ET DE FORMATION
DOCTORALE EN SCIENCES HUMAINES ET
SOCIALES

DEPARTEMENT D'HISTOIRE



UNIVERSITY OF YAOUNDE I

Peace-Work-Fatherland

POST GRADUATE SCHOOL FOR SOCIAL AND
EDUCATIONAL SCIENCES

DOCTORAL RESEARCH UNIT FOR SOCIAL
SCIENCES

DEPARTMENT OF HISTORY

**ACTEURS INTERNATIONAUX A L'EPREUVE DE LA
LUTTE CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE AU
CAMEROUN SEPTENTRIONAL (1973-2020)**

Mémoire présenté et soutenu en vue de l'obtention du Diplôme de Master en Histoire.

Option : Histoire des Relations Internationales

Rédigé par

Jean Baptiste NGAH ATEBA

Licencié en Histoire Université de Douala

Membres du Jury

Président :	André TASSOU (Pr)	Université de Yaoundé I
Rapporteur :	Christian TSALA TSALA (Pr)	Université de Yaoundé I
Examineur :	Georges Fru KUM (MC)	Université de Yaoundé I

Juillet 2022

SOMMAIRE

SOMMAIRE	i
DÉDICACE	ii
REMERCIEMENTS	iii
LISTE DES ILLUSTRATIONS	iv
LISTE DES ABRÉVIATIONS, ACRONYMES ET DES SIGLES	vi
RÉSUMÉ	x
ABSTRACT	xi
INTRODUCTION GENERALE	1
CHAPITRE I : CONTEXTE HISTORIQUE, FONDEMENTS JURIDIQUES ET CAUSES DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE AU CAMEROUN SEPTENTRIONAL	36
I- CONTEXTE HISTORIQUE MONDIAL DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE AVANT L'IMPLICATION DES ACTEURS INTERNATIONAUX DANS LA LUTTE CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE AU NORD CAMEROUN	37
II- LES DETERMINANTS JURIDICO-POLITIQUES ET TYPOLOGIE D'ACTEURS INTERNATIONAUX INTERVENANT DANS LA LUTTE CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE AU NORD-CAMEROUN	43
III- CAUSES ET EVOLUTION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE AU NORD CAMEROUN DEPUIS LES INSTALLATIONS DES ACTEURS INTERNATIONAUX	55
CHAPITRE II :ACTIVITE AGRICOLE ET POLITIQUES D'AIDE INTERNATIONALE EN MATIERE DE SECURITE ALIMENTAIRE AU NORD CAMEROUN	71
I- L'ACTIVITE AGROPASTORALE AU NORD CAMEROUN	71
II- LE DEPLOIEMENT DES ACTEURS INTERNATIONAUX DANS LA LUTTE CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE AU NORD CAMEROUN	78
III- LES REALISATIONS DES ACTEURS INTERNATIONAUX INTERVENANT DANS LA LUTTE CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE AU NORD CAMEROUN	81
CHAPITRE III : LES REALITES ET LES LOGIQUES DE LA LUTTE CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE AU CAMEROUN SEPTENTRIONAL	96
I- L'IMPACT DES ALEAS CLIMATIQUES DANS LES DEPLOIEMENTS DES ACTEURS INTERNATIONAUX AU NORD CAMEROUN	97
II- LES ENTRAVES SECURITAIRES ET LA DIFFICILE ACTIVITE DES ACTEURS INTERNATIONAUX AU NORD CAMEROUN	103
III- LES OBSTACLES SOCIOLOGIQUES RENCONTRES PAR LES ACTEURS INTERNATIONAUX DANS LEURS MISSIONS AU NORD CAMEROUN	108
CHAPITRE IV : EVALUATION DES MECANISMES ET DES OUTILS DEPLOYES PAR LES ACTEURS INTERNATIONAUX AU CAMEROUN SEPTENTRIONAL	122
I- IMPACTS DE L'INTERVENTION DES ACTEURS INTERNATIONAUX DANS LA LUTTE CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE AU NORD CAMEROUN	122
II-LIMITES ET ENJEUX DE L'AIDE INTERNATIONALE AU NORD CAMEROUN	130
III- BILAN, DEFIS ET PERSPECTIVES POUR UNE SECURITE ALIMENTAIRE MAITRISABLE AU NORD CAMEROUN	136
CONCLUSION GENERALE	148
ANNEXES	151
SOURCES ET REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	195
TABLE DES MATIERES	211

À

nos parents Pierre Célestin ATEBA NDZANA de regretté mémoire
et Germaine EYEDA

REMERCIEMENTS

L'aboutissement de ce travail n'aurait certainement pas été possible sans le soutien de certaines personnes à qui nous tenons à signifier notre reconnaissance. Nos remerciements vont tout d'abord à l'endroit du professeur C. Christian TSALA TSALA qui a dirigé ce travail. Nous lui disons infiniment merci pour son soutien, sa disponibilité et ses nombreux conseils.

Nos remerciements vont ensuite à l'endroit de tous les enseignants des départements d'Histoires des Universités de Douala et de Yaoundé I pour la qualité des enseignements dans notre formation académique.

Toute notre profonde gratitude à nos différents informateurs, notamment les autorités et cadres de plusieurs Ministères, mais particulièrement à Messieurs Othon MATAPIT et Dominique ATEBA du Comité de gestion et d'assistance FAO/PAM, à Messieurs Niem BELL de la CAPA et JONAS TSAFO de la DESA du MINADER, aux trois gouverneurs des trois régions septentrionales pour leurs facilitations à cette recherche. Les personnels des Organisations Internationales particulièrement à Messieurs Ibrahima, Cédric du PAM, à Monsieur Habdouraman de la FAO, ainsi qu'à Mme Helène MARIGOH du PADFA, aux populations des régions septentrionales, aux réfugiés du Camp de Minawao et aux déplacés internes du camp de Zamai pour leur collaboration sans faille et facilitation à notre collecte de données de terrain.

Toute notre reconnaissance à la grande famille ATEBA, nos oncles Alexandre ATEBA, Celestin NGA, Jean Paul BESSALA, Raphael ETEME, Janvier NDJANA pour leurs conseils et soutiens multiformes. À nos frères, sœurs, cousins et cousines pour leurs encouragements. Que chacun de vous trouve en ce travail, un minimum de satisfaction et une lueur d'espoir.

A tous nos camarades, amis et grands frères particulièrement au Dr Oumarou SALI, Dr Bertrand IGUIGUI, M. Rodrigue PIAPLIE NJIMFO, Joclair NGOUNE, Joseph Raoul ETEME NGAH, Prosper GASSISSOU, Serge Pascal DINAMOU, merci infiniment pour vos orientations, vos conseils et corrections.

A tous ceux qui, de prêt ou de loin, ont contribué à la réalisation de ce travail. Qu'ils y trouvent la satisfaction que leur appui n'aura pas été vain.

LISTE DES ILLUSTRATIONS

LES TABLEAUX

1- structure des réfugiés de l'Extrême-Nord par sexe et par catégorie (septembre 2019)	59
2- Distribution spatiale des déplacés par département dans la région de l'Extrême - Nord (avril 2019).....	59
3- Evolution de la population du Cameroun par région de 1976 à 2019	61
4- Quelques grandes inondations recensées dans la région de l'Extrême-Nord Cameroun de 1970 à 2000	65
5- Evolution de la pauvreté entre 2001 et 2014 au Cameroun	67
6- Top quatre des régions présentant les plus forts taux d'insécurité alimentaire au Cameroun en 2017.	69
7- Les différentes cultures pratiquées dans les trois régions du Nord-Cameroun.....	72
8- Productions comparées de la région du nord entre 2016 et 2017	74
9- Productions comparées de la Région du Nord entre 2019 et 2018	75
10- Comparaison des productions et superficies de quelques cultures des années 2016 et 2017 dans la région de l'Adamaoua.....	77
11- Comparaison des productions et superficies de quelques cultures des années 2015 et 2016 dans la région de l'Adamaoua.	77
12- Liste des OI et ONGI intervenant dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord-Cameroun	79
13- Tableau récapitulatif des activités menées par la FAO au Nord Cameroun période 2015 – 2016.....	82
14- Quelques projets de développement initiés par le PAM au Nord Cameroun	84
15- Quelques opérations d'aides d'urgences du PAM dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord Cameroun	85
16- Projet d'appui au développement des filières agricoles (PADFA I).....	89
17- Projet d'appui au développement des filières agricoles (PADFA II)	90
18- Présentation des résultats du Projet par rapport aux objectifs stratégiques nationaux de l'ONGI Plan international	93
19- Niveau d'alimentation journalière des populations du Nord en période de soudure	110
20- Les résultats et apports du projet PADFA I au Nord Cameroun	124
21- Effets induits du projet PADFA I au Nord Cameroun.....	125
22- Evolution du PIB du Cameroun ces 10 dernières années	129

23- Evolution de la pauvreté au Cameroun depuis 1996	129
--	-----

CARTES

1- Représentation du Cameroun septentrional.....	15
2- Taux de prévalence de l'insécurité alimentaire au Nord Cameroun en 2016	43

PHOTOS

1- Don de l'Unicef au MINEDUB dans la région de l'Adamaoua	120
2- Exemple de réalisation des Etats unis dans la région de l'Adamaoua	120
3 et 4- Les réalisations de l'ONG Internationale PLAN au Camp des réfugiés de Minawao	121

DIAGRAMMMES

<u>1</u> - Fréquence hebdomadaire de consommation des aliments au Nord Cameroun	69
<u>2</u> - Niveau d'instruction par région au Cameroun en 2007	112
<u>3</u> - Niveau de diplomation par région	112

LISTE DES ABRÉVIATIONS, ACRONYMES ET DES SIGLES

ACF	Action Contre la Faim
AD	Adamaoua
AEFALSH	Association des Etudiants de la Faculté des Arts Lettres et Sciences Humaines
AFR	<i>African Forest Landscape Restoration Initiative</i>
AI	Acteurs Internationaux
ASA	Afrique Subsaharienne
Av J-C	Avant Jésus-Christ
BAD	Banque africaine de Développement
BH	Boko-Haram
BID	Banque Interaméricaine de Développement
BM	Banque Mondiale
BUCREP	Bureau Central de Recensement et d'Etude de la Population du Cameroun
CCU	Centre Catholique Universitaire
CEMAC	Coopération Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CFA	Communauté Financière africaine
CG	Comité de Gestion
CICR	Comité Internationale de la Croix Rouge
CISA	Comité Interministériel de la Sécurité Alimentaire
CMR	Cameroun
CNC	Comité National de Coordination
CRF	Croix-Rouge Française
CTNSA	Comité Technique National de Sécurité Alimentaire
DSCE	Document de Stratégie pour la Croissance Economique
DSRP	Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté
EC	Equivalent Céréaliier
ECAM	Enquête Camerounaise Auprès des Ménages
EFA	Exploitation Familiale Agricole
EN	Extrême-Nord
FAO	<i>Food and Agriculture Organisation</i>

FARA	Forum pour la Recherche Agricole en Afrique
FIDA	Fonds international pour le Développement Agricole
FIRMS	<i>The Fire Information for Resource Management system</i>
FVC	Fonds Vert Climat
GANE	Groupe Armé Non Etatique
GEF	<i>Global Environmental Facility</i>
GIZ	<i>Deutsche Gesellschaft fur Internationale Zusammenarbeit</i>
Ha	Hectare
IAM	Insécurité Alimentaire Modéré
IAS	Insécurité Alimentaire Sévère
IDH	Indice de Développement Humain
IFC	Institut Français du Cameroun
INJS	Institut National de la Jeunesse et des Sports
INS	Institut Nationale de la Statistique
IRIC	Institut des Relations Internationales du Cameroun
JECFA	Comité Mixte FAO/OMS d'Experts des Additifs Alimentaires
Km	Kilomètre
MIDEVIV	Mission de Développement des Cultures Vivrières, Maraichères et Fruitières
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINATD	Ministère de l'Administration Territoriale et Décentralisation
MINEDUB	Ministère de l'Education de Base
MINEPAT	Ministère de l'Economie de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINEPDED	Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et Développement Durable
MINEPIA	Ministère des Pêches et des Industries Animales
MINFI	Ministère des Finances
MINFOF	Ministère des Forêts et de la Faune
MINIRESI	Ministère de la Recherche Scientifique et de l'innovation
MINSANTE	Ministère de la Santé Publique
Mm	Millimètre
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique

O.P.E.P	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
O.C.D.E	Organisation de Coopération et de Développement Economique
OI	Organisations Internationales
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONACC	Observatoire National sur les Changements Climatiques
ONGI	Organisation Non Gouvernemental Internationale
ONU	Organisation des Nations Unies
OS	Objectif Spécifique
PADFA	Projet d'Appui au Développement des Filières Agricoles
PAEPARD	Plateforme pour le Partenariat Afrique-Europe dans le domaine de la Recherche pour le Développement
PAFO	Organisation Panafricaine des Agriculteurs
PAN-LCD	Plan d'Action National de Lutte Contre la Désertification
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PARA	Plan Alimentaire Régional pour l'Afrique
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PMI	<i>Project Management Institute</i>
PNSA	Programme National de Sécurité Alimentaire
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
Pr	Professeur
PROPAC	Plateforme Régionale des Organisations Paysannes d'Afrique Centrale
PSFE	Programme Sectoriel Foret-Environnement
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PUI	Première Urgence Internationale
PvH	Personnes vivant avec un Handicap
PVVIH	Personnes vivant avec le VIH
READINESS	Renforcement des Capacités du Pays pour une Résilience et une Atténuation accrue Potentielle aux changements Climatiques grâce à l'agroforesterie dans les Régions du Nord et de l'Extrême-Nord Cameroun

RESSOR	Restauration des sols par l'agroforesterie
RUFORUM	<i>The Regional Universities Forum for Capacity Building in Agriculture</i>
SA	Sécurité Alimentaire
SDN	Société Des Nations
SDSR	Stratégie de Développement du Secteur Rural
SI	Solidarité Internationale
SIDA	Syndrome d'Immunodéficience Acquise
TPE	Très Petites Entreprises
UA	Union africaine
UCAC	Université Catholique d'Afrique Centrale
UCC	Unité Centrale de Coordination
UE	Union Européenne
UE	Unité d'Enseignement
UNESCO	<i>United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation</i>
UNHCR	<i>United Nations High Commissioner for Refugees</i>
UNICEF	<i>United Nations International Children's</i>
VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine
WASH	<i>Water, Sanitation and hygiene</i>

RÉSUMÉ

Depuis plusieurs décennies, le Cameroun septentrional est confronté à de sérieux problèmes d'insécurité alimentaire. Pourtant, cette Région connaît en même temps une forte présence des acteurs internationaux qui s'y investissent. Le présent travail qui porte sur "**Les acteurs internationaux à l'épreuve de la lutte contre l'insécurité alimentaire au Cameroun septentrional 1973 – 2020**" soulève le problème de la pertinence ou de l'efficacité voir l'impact des interventions des acteurs internationaux dans la résolution des problèmes d'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun. Cette étude vise alors à justifier l'échec ou l'inefficacité des interventions des acteurs internationaux impliqués depuis dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord-Cameroun. Pour mener à bien cette étude, de nombreuses théories telles que le réalisme, le libéralisme et le trans – nationalisme ont guidés notre raisonnement ainsi que plusieurs méthodes de recherche à l'instar de la méthode documentaire qui nous a permis de savoir exploiter les différentes sources en les confrontant et en prenant du recul face à leur divergence d'opinions. La méthode par observation quand-à elle nous a permis de mieux analyser les faits sur la durée ; la méthode comparative en ce qui la concerne nous a été d'un apport important dans la mesure où elle nous a permis de mieux juger les évolutions des différentes productions. En fin les méthodes quantitatives, et qualitatives qui nous ont permis de mesurer l'ampleur de la situation de l'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun. Il ressort de nos investigations que si la présence des acteurs internationaux au Nord - Cameroun n'a pas pu résoudre le problème d'insécurité alimentaire entre 1973 et 2020, cela est non seulement dû aux multiples variations des facteurs, mais aussi à la faible vision des acteurs nationaux et internationaux sur les réelles pistes de sortie des problèmes d'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun.

Mots clés : Acteurs Internationaux, Insécurité alimentaire, Cameroun septentrional.

ABSTRACT

For many decades now, the Northern part of Cameroon has been faced serious issues of food insecurity despite the very important presence of non-governmental organizations that invest in this domain. This study centered on “International actors and the fight against food insecurity in the northern part of Cameroon 1973-2020”, examines the pertinence and efficiency of the interventions of international actors in the fight against food insecurity in the Northern part of Cameroon. This study is aimed at listing the different international actors implicated in this fight, Presents the basic and type of actors in voved; carries out an evaluation of the evolution food insecurity problems in area of study in order to examine the impact of the presence of these international organizations. In the course of this study many theories like realism, liberalism and trans-nationalism guided our reasoning. Also, analysis methods like the documentary method enabled us to exploit and confront the different sources in their divergent opinions. The observation method permitted us to better analyses facts in a given period of time. The comparative method was also very important, because it permitted us to judge the evolution of production. Finally, the quantitative and qualitative methods enabled us measure the intensity of the food insecurity. It appears from our investigations that if the presence of international actors in the Northern part of Cameroon could not solve the problem of food insecurity between 1973 and 2020, this is not only due to the multiple variations of the factors, but also to the weak vision of the national factors and international organizations on the real ways out of the problems of food insecurity in the Northern part of Cameroon.

Key words: *International Actors, food insecurity, septentrional Cameroon.*

INTRODUCTION GENERALE

1- Présentation du sujet

L'insécurité alimentaire est un phénomène mondial très ancien et assez complexe à appréhender. Ses multiples origines font incessamment redouter l'ensemble de la planète car il n'épargne aucun continent. En Europe par exemple ce phénomène existe depuis l'antiquité. Plusieurs grandes famines ont d'ailleurs marqué le cours de l'histoire de ce continent. Les historiens s'accordent à estimer à plus de 400¹ le nombre de famines enregistrées dans ce continent entre l'an 441 avant Jésus-Christ et les années 1800 avec un bilan remarquable sur les vies humaines. En Asie, de 1333 à 1943, ce fléau a occasionné environ 100 Millions de morts dans les seuls pays de l'Inde et la Chine.² En Amérique comme en Afrique, plusieurs pays ont été durement frappés par ce problème et le sont davantage jusqu'à nos jours.

Au lendemain des deux grandes guerres et même de la guerre froide, le monde vit de manière permanente de multiples crises et catastrophes impactant directement la qualité de vie des hommes d'où les questions d'insécurité alimentaire dans le monde. Face à cette inquiétante situation, les hommes se sont mobilisés à travers une politique de solidarité internationale pour secourir les zones les plus touchées par ce fléau.³ Ces mobilisations ont progressivement donné lieu à la mise sur pied des regroupements formel avec la création des organisations internationales à vocations spécifiques telle que l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agricultures⁴ et autres dans le but barrer la voie à l'accroissement des problèmes de famine dans le monde. Un cadre juridique codifiant les interventions de ces institutions onusiennes dans le monde interviendra afin de lutter efficacement contre les problèmes liés à l'insécurité alimentaire. Le Cameroun, pays ayant déjà montré sa détermination à lutter contre ce phénomène à travers la signature et la ratification des différents traités, est depuis quelques décennies plongé dans de multiples crises faisant accroître la vulnérabilité de ses populations à l'instar du conflit Boko-Haram (BH) dans les régions de l'Extrême-Nord (EN) et du Nord (N) ; la crise centrafricaine avec son phénomène de réfugiés centrafricains constitue une énorme pression sur les ressources

¹ K. Nubukpo, *L'insécurité alimentaire en Afrique subsaharienne, le rôle des incertitudes*, Paris, l'harmattan, 2000, p. 67.

² Ce chiffre a été produit sur la base du cumul des chiffres de quelques grandes famines ayant ponctué l'histoire des peuples chinois et indiens sur la période allant des années 1333 à 1943.

³ Il s'agit des premières initiatives de solidarité internationale initiée par un certain David Lubin dans le but de lutter contre la forte progression des problèmes de famine dans le monde. C'est cette initiative qui fut concrétisée plus tard par la mise sur pied des organisations internationales humanitaires.

⁴ Charte des Nations Unies.

disponibles dans les régions de l'Est (E) et de l'Adamaoua (AD). La crise socio-politique des régions dites "anglophones" que sont le Nord-Ouest (NW) et le Sud-Ouest (SW). Ces différentes crises n'ont fait qu'accroître par leur instabilité sur les populations la vulnérabilité de celle-ci et d'avantage celles des régions septentrionales.

La dureté du climat, et l'existence d'autres facteurs tels sécuritaire, et sociologique placent de loin le septentrion camerounais comme la zone la plus touchée par le phénomène d'insécurité alimentaire dans le pays⁵. L'Etat du Cameroun face à cette situation a mis en place des politiques dans le but de palier à ce problème⁶. Mais en raison de la multiplicité des crises et catastrophes dans le pays, le gouvernement semble être débordé et se trouve incapable d'apporter une riposte conséquente face à ce phénomène d'où son appel à l'aide internationale notamment les institutions humanitaires des Nations Unies, les organisations régionales, les institutions bancaires, les Etats amis, et les Organisations Non Gouvernementales Internationales.

L'anthropologie alimentaire dans son étude nous renseigne par ailleurs que l'homme depuis son existence est un être profondément attaché à certaines valeurs inhérentes à lui et sans lesquelles il n'existerait point. Ce discours sur les aliments nous fait aussi savoir que tout ce que fait ou peut faire l'être humain a pour finalité de lui garantir le pain. Dans ce cas, s'alimenter s'apparente à non seulement comme un devoir, mais plus encore à une obligation. Cette vive attirance de l'homme vers l'aliment se justifie dans le rôle plus qu'important que joue l'aliment dans la survie de l'homme. Depuis les premiers hommes la recherche à la nourriture a toujours été au centre des attentions. Mais c'est précisément depuis le néolithique (-10000 avant J.C) avec la découverte du feu que l'on a assisté à ce que l'on a appelé la "la grande révolution du Néolithique". L'histoire nous renseigne d'ailleurs que ce fut la transformation de cette nourriture qui a impulsé l'invention d'homo habilis⁷ et cette transformation a irréfutablement transformé le mode de vie des hommes contemporains. C'est

⁵ D'après une communication du Ministre de l'agriculture et du développement rural datant du 16 octobre 2020 à l'occasion de la journée mondiale de l'alimentation. Communiqué rendu publique par la chaîne de télévision nationale CRTV dans son journal officiel du 20h 30 et mis en ligne sur le site <https://www.Crtv.cm> consulté le 12 janvier 2021 à 5h 50min.

⁶ Dans le but de lutter efficacement contre l'aggravation du phénomène d'insécurité alimentaire au Cameroun, les autorités de la République ayant constaté ont depuis les indépendances initiées une panoplie de projets et programmes dont les plus actuels sont: le projet ACEFA, PEA-jeune et PADFA. Ces différents projets bien que soutenus par les partenaires internationaux du Cameroun, le cap d'une autosuffisance alimentaire est loin d'être atteint dans le pays.

⁷ A. Daiawe, "Genre de lutte contre les crises alimentaires et mutations dans les sociétés de la Région de l'Extrême-Nord Cameroun de 1984 - 2016", thèse présentée en vue de l'obtention du Doctorat/Ph.D en Histoire à l'Université de Maroua, département d'histoire, 2019, p.3.

autour de cette nourriture que naîtra l'invention du feu, l'agriculture, l'élevage et par conséquent la sédentarisation de l'homme.

La prépondérance de la nourriture et sa rareté dans le monde ont déjà fait l'objet de grandes assises internationales preuve que la question préoccupe tant la communauté internationale. Entre les trois dernières décennies du XX^e siècle et les deux premières du XXI^e, la question de la faim a déjà fait à quatre reprises l'objet de grandes assises internationales.

En 1974, se tenait à Rome le tout premier sommet Mondial sur l'alimentation ouvrant ainsi la porte d'une série d'assises dans le but de compromettre l'existence des crises alimentaires qui faisaient depuis de nombreux dégâts dans le monde. La méconnaissance du monde sur les vraies capacités du phénomène de la faim ou des insécurités alimentaires justifierait l'impréparation des pays à prévenir les famines et à trouver des solutions appropriées contre elles. Le tout premier sommet international sur la sécurité alimentaire de 1974 fut donc une belle occasion pour le monde entier de prendre conscience sur l'impact de ce phénomène. Au-delà de cette conférence l'on a assisté à bien d'autres conférences sur la sécurité alimentaire à savoir la conférence de 1996, la conférence de 2002 et celle de 2008.

Ces quatre dernières décennies, L'insécurité alimentaire est plutôt devenue une préoccupation majeure pour l'humanité. Une grande partie de la population mondiale (1,7 milliards) ne parvient pas à satisfaire ses besoins nutritionnels à des niveaux adéquats. Ce phénomène fait perdre plus de 25 milliards de dollars chaque année au continent africain. La faim affecte plus de 10,9% (837 millions) de la population mondiale et environ 821 millions sont chroniquement sous-alimentés dont 804 millions vivent dans les pays en développement.⁸

L'Afrique avec plus de 20% de sa population sous-alimentée reste la région dont la proportion est grande par rapport à sa population totale estimée à 1,3 milliards en 2018⁹. La tendance est relativement plus accentuée en Afrique subsaharienne (ASA) où environ 27% de la population sont sous-alimentés. Par ailleurs, l'Afrique centrale est la deuxième sous-région ayant la proportion de la population sous-alimentée la plus élevée avec 23% de

⁸ Daiawe, "Genre de lutte", p.3.

⁹ Démographie de l'Afrique, https://fr.m.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9mographie_de_l'Afrique, consulté le 10/10/2020 à 9h 18 min.

personnes soit plus de 41 millions sur un total de 180 millions d'habitants vivant en sécurité alimentaire.¹⁰

Au Cameroun, d'après l'analyse globale de la vulnérabilité et de la sécurité alimentaire réalisée conjointement par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et le Programme National de lutte contre la sécurité alimentaire (PNSA) sur l'ensemble du territoire en 2019 montre qu'environ 16% des ménages souffrent d'insécurité alimentaire soit 5,5 millions de personnes donc 211000 sont en situation grave.¹¹ Cette insécurité affecte autant les villes que les campagnes (environ 22% des ménages ruraux et 10,5% des ménages urbains). Les régions septentrionales dans cette situations sont dans le pays les Régions les plus touchées par les problèmes d'insécurité alimentaire au vu des plus récentes données publiées par cette enquête et bien d'autres : 33,7% des ménages dans l'Extrême-Nord, 15, 3% dans le Nord et 15, 4% dans l'Adamaoua.¹² Une communication du ministre en charge l'agriculture et du développement rural datant du 16 octobre 2020 à l'occasion de la journée mondial de l'alimentation renseignait d'ailleurs que le pays compte près de quatre millions de personnes en manque de nourriture et de moyens d'existence et dont plus de la moitié provenait des régions septentrionales.¹³ C'est donc au regard de l'importante menace dans le monde du phénomène d'insécurité alimentaire et de son aggravation dans la partie septentrionales du Cameroun que nous avons optés formulé notre thématique comme suit : "Acteurs internationaux à l'épreuve de la lutte contre l'insécurité alimentaire au Cameroun septentrional : 1973 - 2020". Ainsi, quelles peuvent bien être les raisons ayant motivé le choix de cette thématique ?

2- Les raisons du choix de ce sujet

Le choix de ce sujet repose sur au moins trois importantes raisons à savoir : les raisons personnelles, socio-culturelles et scientifiques.

¹⁰ Démographie de l'Afrique, https://fr.m.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9mographie_de_l'Afrique, consulté le 10/10/2020 à 9h 18 min.

¹¹ Rapport PAM/PNSA, étude sur la vulnérabilité et de la sécurité alimentaire au Cameroun, 2019, p. 5.

¹² <http://www.cameroon-tribune.cm> Cameroun situation de la sécurité alimentaire en 2019 consulté le 12/01/2021 à 11h 10min.

¹³ Point de presse du Ministre de l'agriculture et du développement rural à l'occasion de journée mondiale de l'alimentation, Yaoundé, 16 Octobre 2020, www.Crtv.cm, consulté le 12 janvier 2021 à 11h 05 min.

a) Les motivations personnelles

Elles reposent essentiellement sur le partage des expériences vécus par mes proches alors en service dans les régions septentrionales, des informations diffusées dans diverses chaînes d'informations et des informations parus dans la presse écrite.

En effet, fortement marqué par les histoires très émouvantes relatées par un oncle et relayées par une tante tous directeurs d'écoles primaires dans différentes villes et villages des régions septentrionales, celles-ci ont eu un très grand impact sur notre perception des problèmes socio-économique et environnementaux dans cette partie du pays. Ces contes sur le difficile vécu quotidien de la plupart des populations septentrionales feront naître en nous des envies de curiosité sur leurs situations. Le déclenchement du conflit Boko – Haram dans les mêmes régions du Cameroun septentrional et les violences desdites attaques telles que décriées dans les journaux écrits et télévisés du pays depuis les années 2014 ont créés en nous des situations d'insouciance devenant très curieux de comprendre le nouvel environnement de ces populations. Notre motivation personnelle à investiguer sur des problèmes d'insécurité alimentaire dans les Régions septentrionales réside donc en bref sur notre grand désir de connaître ces régions sahéliennes, l'envie de comprendre leur environnement, de comprendre aussi pourquoi malgré les multiples soutiens apportés à la Région, les conditions de vie des populations de cette partie du pays sont toujours à plaindre.

b) Les motivations socio-économiques

Le choix porté sur ce sujet de recherche s'est aussi adossé sur des raisons socio-économiques. Elles proviennent des envies de comprendre la grande incongruité existante entre le grand potentiel agricole et économique du Cameroun et le mal être de ses populations en particulier celle de sa partie septentrionale.

Le Cameroun dans la sous-région Afrique Centrale est un pays considéré comme un géant au vu de ses multiples ressources (humaines, agricoles et minières). Dans la Sous-Région le pays est réputé comme étant l'économie la plus diversifiée. Une réputation qui vaut au pays sa place de locomotive Sous Régionale. Mais les études isolées sur les différentes Régions du pays laissent entrevoir d'énormes disparités sociales où certaines Régions disposent acceptablement des denrées alimentaires et/ou dans d'autres s'alimentent s'apparente à une prouesse. Cependant, comment comprendre qu'avec ces exaltantes richesses dont dispose le Cameroun, le pays peine toujours à nourrir ses habitants ? La grande pauvreté et la sous-alimentation demeure un fait réel au sein de la population et d'avantage celle de la partie

septentrionale du pays. Le choix de cette thématique et de sa zone d'étude qu'est le septentrion repose donc aussi sur nos envies de comprendre certains paradoxes autour de la question du développement du Cameroun.

c) Les motivations scientifiques

Sur le plan scientifique, le désir de produire ce travail est un rêve devenu réalité dans la mesure où nous avons toujours voulu être idéologiquement utile dans la société encore plus au monde de la science ou de la connaissance. La production de ce travail scientifique est donc pour nous un premier pas vers l'atteinte de nos objectifs scientifiques. Ce travail est donc une sorte de modeste contribution au monde des idées. Le sujet en question a déjà bel et bien fait l'objet d'étude de nos prédécesseurs, seulement que ceux-ci ne l'ont pas abordé dans l'optique d'examiner le problème de l'efficacité des interventions acteurs internationaux dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun. Ce présent travail a donc ceci de particulier qu'il voudrait évaluer les stratégies de la multitude d'acteurs d'aides internationales intervenant au Nord - Cameroun dans le domaine de la sécurité alimentaire. Dès lors, intéressons-nous à présent aux différents cadres qui baliseront cette étude.

3- Cadre théorique et conceptuel de l'étude

a) Cadre théorique de l'étude

En sciences humaines ou sociales, tout travail de recherche doit s'inscrire dans un cadre théorique bien déterminé. Cette partie est alors pour tout chercheur engagé une sorte de trajectoire d'idée car c'est elle qui lui permet de donner une bonne orientation à son travail en lui permettant de l'inscrire dans un sillage scientifique. Cependant, le présent travail se trouve être comme un point focal où se bousculent une panoplie de théories des relations internationales. Sur la pléthore de théories exploitables à cet effet, nous allons prioritairement faire recourt à quelques-unes à l'instar du réalisme, du trans-nationalisme et du libéralisme.

Le réalisme

Il est une théorie des relations internationales dont les précurseurs sont Thucydide, Nicolas Machiavel et Thomas Hobbes elle vit le jour dans le contexte de guerre principalement la guerre du Péloponnèse opposant Athènes à Sparte.¹⁴ Elle développe comme idée la centralité de l'Etat dans les relations internationales. Cette théorie privilégie l'Etat en

¹⁴ G. Dussouy, *Traité des Relations internationales. Tome II : les théories de l'interétatiques*, Paris, Editions l'Harmattan, 2008, p. 115.

faisant de lui l'acteur essentiel, voir exclusif de la scène internationale.¹⁵ Pour Hans Morgenthau, le réalisme doit trouver la voie dans le domaine de la politique internationale.¹⁶ Dans le cadre de notre étude, cette théorie intervient dans le but de démontrer que malgré la panoplie d'acteurs internationaux présent dans le Cameroun septentrional l'Etat du Cameroun reste au centre de toutes ses initiatives de développement, car c'est lui qui régule sa politique interne c'est lui qui est le principal initiateur des projets de développement. L'Etat du Cameroun est donc d'après ce courant de pensée entièrement responsable de sa stabilité politique, économique et sociale bref du bien ou mal être de sa population.

Le transnationalisme est une approche des relations internationales développée par les précurseurs comme Jean Huntzinger, Robert Keohane et Joseph Nye. L'un des ouvrages fondateurs de l'école transnationaliste est sans aucun doute le livre de James Rosenau, *Turbulence in World Politics : a Theory of Change and Continuity*, publié en 1990.¹⁷ Les publications de Robert Keohane et de Joseph Nye, en révélant l'intensification de l'interdépendance entre les États, entre les problèmes qui les unissent, ont ouvert la voie au courant transnationaliste. En soutenant l'idée selon laquelle la force militaire n'était plus prioritaire, tandis que des acteurs multiples étaient en mesure d'interagir avec les politiques des États, cette "école" entend rompre avec l' "international", qui se réfère au seul système des nations.¹⁸ Cette théorie stipule que la société internationale n'est pas internationale. Elle est trans-nationale en ce sens qu'elle n'est pas faite que de coexistence des États dotés chacun d'intérêts spécifiques et homogènes. Elle est faite de l'ensemble des rapports noués entre les hommes, les idées et les Organisations par-delà les barrières étatiques, elle est animée par la multiplicité des intérêts personnels et collectifs. Le lien étroit entre cette théorie et cette étude est qu'elle permet d'analyser et de comprendre les motivations profondes des différents acteurs trans-nationaux dans la question de l'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun.

Le libéralisme c'est une théorie des relations internationales ayant pour principal précurseur John Locke. Elle est une doctrine centrée autour des libertés individuelles et s'oppose ainsi au réalisme pour lequel l'acteur principal est l'Etat souverain. Andrew Moravcsik, explique mieux cette théorie en disant : chez les libéraux, les "acteurs

¹⁵ J. Ngoune, "Aide internationale et Réfugiés Centrafricains dans la Région de l'Est-Cameroun (2003-2020)", Mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé I, 2021, p. 19.

¹⁶ J. J. Roche, *Théorie des relations internationales*, Editions Montchrestien, E.J.A. 31, rue Falguière, 75741 Paris Cedex 15, 2006, p. 15.

¹⁷ G. Dussouy, *Traité de relations internationales. Tome III : Les théories de la mondialité*, Paris : Éditions L'Harmattan, 2009, p. 131.

¹⁸ *Ibid.*

fondamentaux de la politique internationale sont les individus et les groupes privés"¹⁹ Le libéralisme en bref se caractérise par l'importance qu'il accorde aux acteurs non étatiques, du rôle des entreprises multinationales, d'ONG et d'organisations humanitaires ou de coopérations entre Etats.²⁰ Le recours à cette théorie dans le cadre de cette étude nous semble plus judicieux dans la mesure où la lutte contre le phénomène d'insécurité alimentaire est un fait mettant en exergue tous ces acteurs préconisés par cette doctrine (les organisations humanitaires, les individus, les entreprises multinationales, les Etats).

b) Cadre conceptuel de l'étude

Le cadre conceptuel dans notre étude doit s'appréhender comme la clarification parfaite de l'ensemble des concepts constituant notre thématique et d'après Antoine Prost "Ce qui fait d'un mot un concept c'est la pluralité de signification, d'interprétation et d'expérience qu'il regorge"²¹. Ainsi du thème Acteurs Internationaux à l'épreuve de la lutte contre l'insécurité alimentaire au Cameroun Septentrional, nous comptons clarifier à notre sens certains concepts clés contenus ou ayant un lien direct avec cette thématique dans le but de faciliter sa compréhension. Ces concepts sont entre autres : Acteurs Internationaux, sécurité alimentaire, insécurité alimentaire.

L'expression Cameroun septentrional quant-à-elle du fait qu'elle fera l'objet d'une rubrique dans la présentation du cadre géographique ne sera donc pas présentée ici.

Acteurs Internationaux : D'après le dictionnaire des Relations Internationales et Stratégiques, un acteur international est toute personne, tout groupe de personnes, toute institution ou organisation, ou tout Etat qui, pour des motifs divers (religieux, moraux, politico-économique, etc.), exerce une action intentionnelle, directement ou non, sur les systèmes politiques, économiques, militaires, sociaux ou autres en vue de renforcer, restreindre, modifier ou compenser ceux-ci.²²

Le dictionnaire des relations internationales Approches Concepts Doctrines 2^{ème} édition 2006 clarifie mieux cette expression en disant : de nos jours, sont considérés comme acteurs internationaux des entités dont les décisions et actions affectent les activités transfrontalières.

¹⁹ <https://www.ladissertation.com/Politique-et-International/Organisations>, consulté le 26/08/2021 à 9h 25min.

²⁰ [https://fr.wikipedia.org/wiki/Libéralisme_\(relations_internationales\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Libéralisme_(relations_internationales)), consulté le 26/08/2021 à 9h 30min.

²¹ A. Prost, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, éditions Seuil, 1986, p. 127.

²² Dictionnaire des *Relations internationales et stratégiques*, Ellipses, Edition Marketing SA, 2007, 32 rue Bargue, 75740, Paris cedex 15, p. 21.

Les Etats, les organisations interétatiques, les appareils infra-étatiques ou acteurs trans-gouvernementaux, ainsi que les acteurs non étatiques ou sociaux (entreprises multinationales, organisations non gouvernementales, groupes identitaires, mafias, migrants, réfugiés, diasporas, individus). L'influence reconnue à ces différents acteurs sur le cours des relations internationales varie ce pendant d'un paradigme à l'autre, et le réalisme continue d'estimer que l'action des acteurs autre qu'étatiques reste *in fine* médiatisée par les Etats.²³

Dans le cadre de cette étude, ce concept correspond à l'ensemble des organisations internationales (institutions onusiennes, les organisations régionales et sous régionales, les organisations non gouvernementales internationales, les institutions bancaires internationales et les Etats amis du Cameroun) exerçant des activités en rapport avec la sécurité alimentaire au Nord Cameroun.

La sécurité alimentaire est un concept composé de deux mots étroitement liés associés pour signifier une situation. Pour donc mieux comprendre le concept dans son entièreté, il est important de comprendre ses constituants.

La sécurité

Elle renvoie à l'absence ou la limitation des risques dans un domaine précis.²⁴ D'après l'encyclopédie universalis, la sécurité renvoie à l'absence de danger, un état d'esprit confiant et tranquille en absence de danger.²⁵ Ainsi, si la sécurité peut s'entendre comme état d'esprit confiant, son association au mot alimentaire est donc juste une sorte de spécification du domaine dont cette sécurité s'implémente. De manière littérale, la sécurité alimentaire renvoie à toute sorte de garanti que peut disposer un individu dans le but d'assurer son alimentation. Celle-ci est alors fonction des quatre principes de la sécurité alimentaire.

Le concept de sécurité alimentaire est loin d'être unique et universel. Il a fortement évolué depuis son apparition dans les années 1970. Plus de trente définitions ont pu être repérées entre 1975 et 1991 ce qui montre la diversité des approches. Ce concept a semble-t-il évolué des considérations très économiques et quantitatives vers des considérations plus humanistes et plus qualitatives.²⁶

²³ Dictionnaire des *Relations internationales, approches-concepts-doctrines*, 2eme Edition, 2006. p. 6.

²⁴ <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/securite/>, consulté le 26/08/2021 à 15h 20min.

²⁵ <https://www.universalis.fr/dictionnaire/securite/>, consulté le 28/08/2021 à 16h 30 min.

²⁶ <https://www.fao.org/3/AB788F/ab788f07.htm> consulté le 26/08/2021 à 14h 05min.

Le concept de sécurité alimentaire fut exposé pour la première fois lors de la conférence mondiale sur l'alimentation qui s'était tenue en 1974²⁷. Ces auteurs faisaient constater dans leur publication que cette situation était due à la flambée des prix internationaux des denrées alimentaires au cours des deux années précédentes. Une situation qui faisait craindre à l'emballlement du système agricole mondial. Le rapport final de la conférence insistait sur la nécessité d'encourager l'offre de denrées alimentaires et de réguler les stocks disponibles. Vu sous cet angle, la sécurité alimentaire signifierait tout simplement le fait de "disposer à chaque instant d'un niveau adéquat de produits de base pour satisfaire la progression de la consommation et atténuer les fluctuations de la production et des prix".²⁸

Ce concept intègre la dimension internationale par sa prise en compte par les institutions internationales à savoir la Banque Mondiale en 1986 et plus tard la FAO²⁹. Selon la Banque Mondiale, la sécurité alimentaire renvoie : "à la possibilité pour tous de disposer en permanence d'une alimentation suffisante pour être en bonne santé et mener une vie active". La FAO quant à elle définit cette notion comme étant : "le fait que tous les êtres humains ont à tout moment un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive, leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active".³⁰

Pour l'homme de la rue, l'abondance en denrées alimentaires est sans doute un gage de sécurité alimentaire. La pénurie ou le manque renvoie directement à l'idée d'insécurité alimentaire. Or, même si l'on peut relancer l'abondance pour créer l'autosuffisance alimentaire, celle-ci n'est donc pas synonyme de sécurité alimentaire c'est la raison pour laquelle les auteurs du "Document d'information du colloque interparlementaire" soulignent que : La sécurité alimentaire existe dans une région lorsque tous les habitants ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, salubre et nutritive, leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires.³¹

Cette définition de la sécurité alimentaire vient encore mystifier les appréhensions autour de ce concept à plusieurs niveaux. La sécurité alimentaire vu sous cet angle serait une utopie même pour les pays dit "développés". Puisqu'il en est une chose d'avoir physiquement

²⁷ K.M Leisinger et K.Schmitt, *survivre au sahel : un défi pour l'écologie et la politique du développement*, the Hague Netherlands, 1996, p.15.

²⁸ Selon les déclarations de S.Maxwell en 1995 cité par Sali p.6.

²⁹ Leisinger et Schmitt, « *survivre au sahel* », p.15.

³⁰ <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/developpement/>, consulté le 26/08/2021 à 14h 30min.

³¹ Document d'information, colloque inter parlementaire Afrique *le défi alimentaire* paris, 20 Mars 1997, p. 15.

de la nourriture en quantité suffisante pour tous les habitants et une autre de disposer non seulement les moyens mais aussi et surtout les préférences alimentaires pour tous les habitants. Cette situation nous place d'ores et déjà en plein cœur d'un autre débat avec l'entrée en scène des altermondialistes pour poser le problème de souveraineté alimentaire. Concept développé et présenté pour la première fois lors du sommet de l'alimentation organisé par l'organisation FAO en 1996.³²

L'insécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire, C'est un état dans lequel se trouve une personne, ou un groupe de personnes, lorsque la disponibilité d'aliments sains et nutritifs, ou la capacité d'acquérir des aliments personnellement satisfaisants par des moyens socialement acceptables, est limitée ou incertaine.³³ D'après l'organisation FAO, la sécurité alimentaire existe lorsque les quatre piliers du concept sont réunis à savoir : la disponibilité, l'accès, l'utilisation et stabilité³⁴. Le non-respect d'un de ces critères signifierait une importante menace à la sécurité alimentaire ou la marche vers l'insécurité alimentaire. Mais en bref, l'insécurité alimentaire tout d'abord un problème d'accès durable aux aliments.

De manière générale, pour l'homme de la rue, l'abondance en denrées alimentaires est sans doute un gage de sécurité alimentaire or le fait qu'il y'ait abondance ne conditionne pas le fait que les habitants de cette sphère ont accès en permanence à ces denrées.³⁵ Cependant, quels sont les différentes bornes aux quelles comptent s'appliquer cette étude ?

4- Délimitation de l'étude

Cette partie s'inspire de la définition que lui donne Fabien Kange EWANE pour justifier sa prépondérance dans la recherche en histoire. Il dit : "le cadre constitue un ensemble de facteurs qui commandent la meilleure compréhension des données historiques"³⁶. Sur ces mots nous comprenons l'importance de cette partie dans la recherche en histoire et donc dans les sciences sociales. Cette partie concernera deux importantes rubriques à savoir : la délimitation spatiale et la délimitation temporelle.

a) Délimitation spatiale de l'étude

³² F.R. Mathieu, *Les fondements de la crise économique en Afrique*, paris, l'harmattan 1990, p.36.

³³ PAM, FAO, l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde : combattre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées, Rome, 2010, P. 10.

³⁴ Comité de la sécurité alimentaire mondial (CSA), cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition, 2^{ème} version-octobre 2013, p. 2.

³⁵ Habiba, "Le Programme Alimentaire ", p.9.

³⁶ F. K. Ewane, *Semence et moisson coloniale, un regard d'africain sur l'histoire de la colonisation*, Yaoundé, 1985, p.13.

Le Cameroun septentrional encore appelé Nord - Cameroun est une zone située entre les 6°N et 13°N ; il s'étend du lac Tchad aux régions de la zone de contact forêt-savane sur une superficie de 163 854 km², soit 35% du territoire national, avec une population estimée à un peu plus de 8.5 millions d'habitants³⁷. Il couvre un ensemble formé de trois Régions administratives : La Région de l'Adamaoua constituée de 05 Départements pour 21 arrondissements, celle du Nord constitué de 04 Départements pour 21 arrondissements et l'Extrême-Nord la plus peuplée des trois régions elle est composée de 6 Départements pour 47 arrondissements.³⁸ Par opposition à la partie méridionale du Cameroun, cet ensemble géographique aussi appelé 'Cameroun septentrional' Nord - Cameroun ', a toujours souffert de la sévérité de son milieu naturel et de la récurrence des crises alimentaires et sécuritaires (depuis 2013) interpellant fréquemment la communauté nationale et internationale. Au-delà de ces clichés les plus caractéristiques, l'environnement nord-Camerounais peut être appréhendé à travers une série de facteurs géographiques, démographiques, et socio-économiques.

Du point de vue géographique, le Nord - Cameroun rassemble l'ensemble des paysages soudano-sahéliens (les Régions du Nord et de l'Extrême-Nord) et les paysages de la haute savane (avec la région de l'Adamaoua). Les principales unités de relief sont le plateau de l'Adamaoua, les hautes terres de l'Extrême-Nord (Mont Mandara) et les basses terres (pédiments et plaine) du Nord et de l'Extrême-Nord. Au plan climatique, le Nord - Cameroun est connu au Cameroun comme les zones les moins pluviométriques du pays avec des taux de précipitations allant de 400 à 1400 mm/an. L'aggravation dans cette Région des phénomènes tels l'avancée du désert et les changements climatiques constitue de réelles menaces pour l'activité humaine. Malgré le fait que le Cameroun septentrional soit compris entre deux grandes zones climatiques à savoir la zone soudano-sahélienne et la zone sahélienne, celles-ci ont quasiment un point commun qu'est les fortes températures de chaleur dont le taux moyen se situe autour des 42°C. Ces températures ont une grande influence sur la pratique des activités agropastorales dans ces Régions. Mais cette moyenne masque les écarts importants entre les températures maximales d'avril et mai, particulièrement éprouvantes avec des températures maximums quotidiens compris entre 40 et 45 degrés³⁹, et les minima de décembre et janvier partout inférieurs à 15 degrés, et même à 10 degrés dans la pointe

37 Bucep, Rapport sur l'évolution de la population camerounaise, 2018, p. 5.

38 Division administrative du Cameroun https://fr.m.wikipedia.org/wiki/Subdivision_territoriale_du_Cameroun, consulté le 28/08/2021 à 22h 50 min

39 O. Sali, "Famine et insécurité alimentaire au Nord-Cameroun", thèse de Doctorat/PhD en histoire économique et social, Université de Yaoundé I, 2011, p. 9.

septentrionale (lac Tchad). La sévérité de la saison sèche marque fortement le paysage et rythme la vie quotidienne des populations rurales en l'occurrence. L'absence ou la présence de l'eau constitue une contrainte majeure au développement des activités agricoles, du fait soit de la sécheresse qui compromet le cycle végétatif des plantes, soit des inondations qui détruisent les cultures. La principale conséquence reste la vulnérabilité de la production agricole d'une année à l'autre, production dominée par les céréales et les légumineuses.⁴⁰

Au plan démographique, le Nord-Cameroun a connu des évolutions remarquables à l'image de la grande majorité des pays d'Afrique subsaharienne. Sa population totale est passée de moins de 2 millions 250 000 habitants en 1976, à 5,6 millions en 2005 et 6,5 millions en 2010 et de plus de 8 millions en 2018. En 2020, elle est estimée à environ 9 millions de personnes. Les villes abritent selon le dernier recensement de 2005 moins de 35% de cette population, proportion bien inférieure à la tendance nationale qui établit une relative parité entre populations urbaines et rurales. Les mouvements des campagnes vers les villes dans cette partie du pays restent ainsi peu importants, même si l'environnement urbain semble témoigner que l'on s'achemine vers une saturation de l'espace bâti. Aux mouvements campagnes-villes amorcés depuis la décennie 1970, s'ajoutent les flux transfrontaliers causés par la persistance de l'instabilité politique dans certains pays voisins en l'occurrence le Nigéria, le Tchad et la République Centrafricaine, qui contribuent à l'augmentation et à la diversification des populations urbaines au Nord-Cameroun (le cas des Tchadiens à Kousséri et Maroua). L'ouverture de cette entité géographique sur la cote à travers l'amélioration des voies de communication routières a par ailleurs accéléré les mobilités sud-nord et inversement, qu'atteste aujourd'hui une forte présence des ressortissants sud-camerounais dans les villes septentrionales. La population urbaine était estimée à 1 522 463 habitants en 2005 et 1 703 953 en 2010⁴¹. Les principales villes, chefs-lieux de régions administratives en concentrent plus de 50%, ce qui représente d'un point de vue alimentaire un important marché à satisfaire, portant de plus en plus sur une gamme variée de produits.⁴²

Par ailleurs, coincé entre le Nigéria à l'ouest, le Tchad au nord et à l'est et la République Centrafricaine au sud-est, le Nord-Cameroun est la région fortement pénalisée sur le plan économique. Son enclavement par rapport au littoral Camerounais a ouvert la voie à une économie basée sur le commerce transfrontalier à travers l'axe fluvial Niger-Bénoué,

⁴⁰ F. Nzossie, "Les déterminants de l'offre alimentaire vivrière dans les villes du Nord-Cameroun", thèse de Doctorat/PhD en géographie économique Université de N'Gaoundéré, 2013, p.6.

⁴¹ Nzossie, "Les déterminants de l'offre alimentaire", p.11.

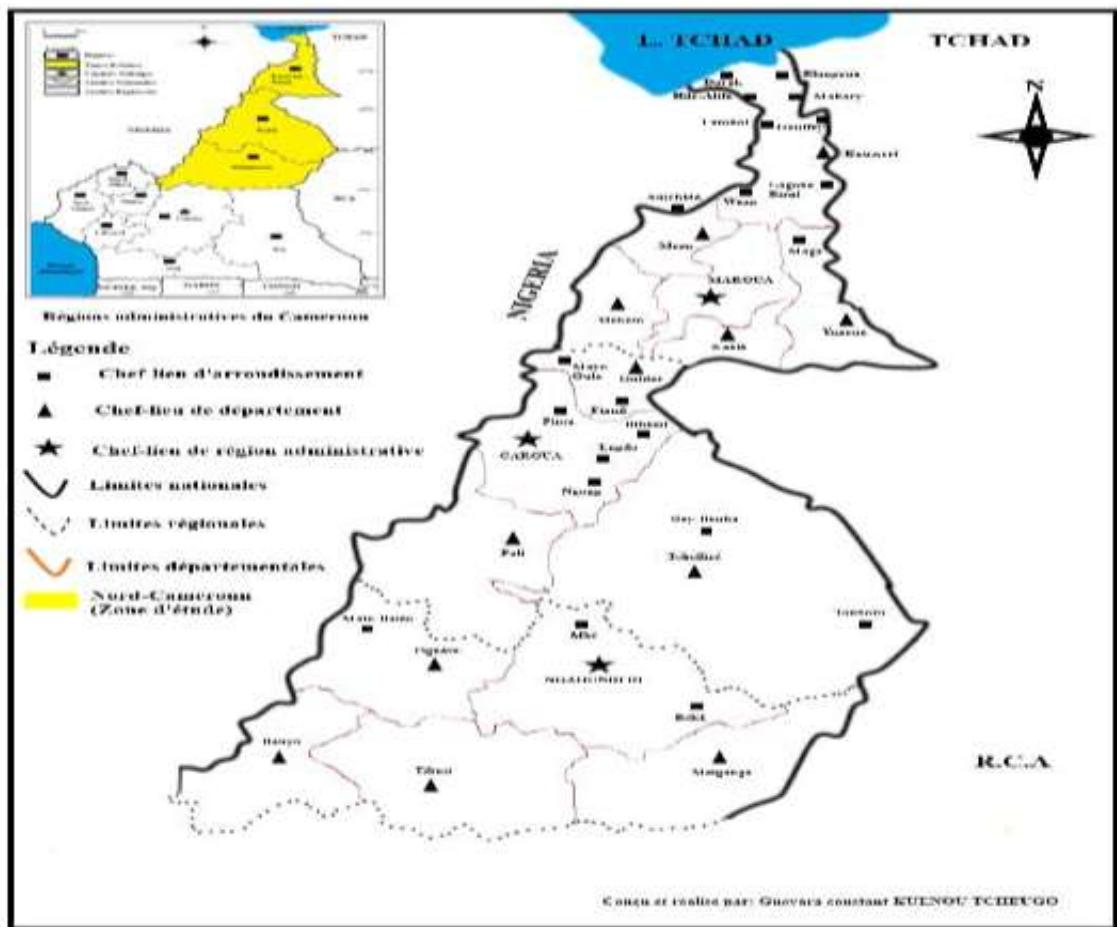
⁴² *Ibid.*

longtemps considéré comme le cordon ombilical du Cameroun septentrional, et depuis une vingtaine d'année par voie routière, du fait de la porosité des frontières. De 1920 à 1983, le volume total des échanges marchands sur la Bénoué, principal cours d'eau de la région, a atteint 61453 tonnes⁴³. La région est d'accès difficile du fait de sa continentalité, de la lourdeur du relief et de la faiblesse du réseau des voies de communication, situation à l'origine de sa dépendance économique vis-à-vis du Nigéria d'une part et des grands centres nationaux de décision et de production dans la partie méridionale d'autre part. L'économie fortement ruralisée souffre encore des effets de l'instabilité du marché international de coton, principale ressource des paysans⁴⁴ et de l'ajustement structurel dont la manifestation la plus marquante aura été le désengagement de l'Etat dans l'encadrement agricole.

⁴³ M. Roupsard, *Nord Cameroun : ouverture et développement*, 1987 cité par F. Nzossie

⁴⁴ Au Cameroun la culture cotonnière est pratiquée par 300 000 à 350 000 "cotonculteurs" permettant d'atteindre une production record de plus de 300 000 tonnes de coton-graines en 2004. Ce nombre est cependant diminué de près de la moitié depuis 2008 suite à la persistance de la crise cotonnière.

Carte1 : Représentation du Cameroun septentrional



Source : Conçue et réalisée par Tcheugo Guevara, Yaoundé, novembre 2020

b) La Délimitation temporelle de l'étude

Simplement expliquer par certaines figures emblématiques de la discipline à l'instar de Marc Block dans son célèbre ouvrage *Apologie pour l'histoire ou le métier d'historien* ou l'historien traduit le temps historique en ces termes : "l'historien ne pense pas seulement "humain". L'atmosphère ou sa pensée respire naturellement est la catégorie de la durée"⁴⁵. Autrement dit pour se revendiquer le statut d'historien, il est important de savoir parler des hommes et des choses en intégrant la notion de temps. C'est donc du souci d'arrimage aux exigences de la science historique que nous voulons librement dégager toute la beauté méthodique faisant la particularité de cette filière. Ainsi, dans le cadre de cette étude, nous avons jugé utile d'étendre nos recherches sur la période qui va de 1973 à 2020.

En effet, l'année 1973 représente ici l'année de la toute première intervention alimentaire d'un organisme international dans le domaine de la sécurité alimentaire au Cameroun

⁴⁵ M. Bloch, *Apologie pour l'histoire ou le métier d'historien*, Paris, Armand Colin, 2eme édition 1952, p.18.

septentrional dû à la double situation de la grande sécheresse des années 1970 combiné à l'irruption au Nord – Cameroun de plus de 100 000 réfugiés Tchadiens fuyant les affres de la crise politique déclenchée dans le pays.⁴⁶

La borne supérieure de notre étude est l'année 2020. Cette année représente ici plusieurs faits et événements importants ayant connu le domaine de la sécurité alimentaire au Cameroun. Cette date correspond tout d'abord à la célébration de la 40^{ème} journée internationale de l'alimentation, une année où bon nombre d'acteurs internationaux célébraient aussi leur 40 ans et plus de présence et d'intervention dans la Région. Cette année 2020 coïncide aussi avec l'année du déclenchement de la grande crise sanitaire mondiale le COVID-19 au Cameroun et dans sa partie septentrionale causant plus d'une trentaine de décès dans la Région. Après que les différentes bornes de cette étude soient connues, il est à présent important de se pencher à la question de recherche de cette étude.

5- Problématique de l'étude

La problématique selon Michel Beaud est "l'ensemble construit autour d'une question principale, des hypothèses de recherche et des lignes d'analyses qui permettront de traiter le sujet choisi"⁴⁷ ceci dit, la problématique est cette partie qui permet au chercheur de circonscrire le sujet dans son contexte particulier. Cela peut se faire à travers les constatations ou un contexte historique.

En effet, le Nord - Cameroun figure parmi les régions qui bénéficient de l'intervention de beaucoup d'organismes internationaux en matière d'aide au développement et d'assistance humanitaire. Il s'agit donc d'une zone considérée comme prioritaire dans la mise en œuvre des politiques en matière d'assistance humanitaire contre certains fléaux en occurrence l'Insécurité Alimentaire qui ne cesse d'accroître la vulnérabilité des populations.

Malgré la forte présence des organismes internationaux dans la Région, les statistiques sur le phénomène d'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun montrent qu'au fil du temps ce phénomène connaît difficilement des régressions. En 1977, la malnutrition chronique touchait environ 24% de la population septentrionale contrairement au 33% indiqués en

⁴⁶ En effet d'après un document d'archive du ministère de l'agriculture consulté dans la division des interventions du PAM intitulé : Etat de la coopération entre l'Etat du Cameroun et le Programme Alimentaire Mondiale l'on peut lire : " (...) à partir de 1973, le Cameroun bénéficie d'une importante assistance du PAM dans le cadre des projets à buts multiples, conçus en appui aux différents plans quinquennaux de développement économique, et également dans le cadre des situations d'urgence telles que l'accueil des réfugiés sur le territoire national, le secours aux victimes de la sécheresse, des inondations et autres calamités naturelles, etc."

⁴⁷ M. Beaud, *L'art de la thèse : comment préparer et rédiger un mémoire de master, une thèse de doctorat ou tout autre travail universitaire à l'ère du Net*, Paris, La Découverte 2006, p. 23.

2011.⁴⁸ En 2016, ce chiffre était respectivement de 39% dans la Région de l'Adamaoua, de 17% dans le Nord et de 33% dans l'Extrême Nord. ⁴⁹Pourtant, de nombreux acteurs internationaux sont restés mobilisés depuis la décennie 1970 pour combattre ce fléau. Cette intervention est conforme à certains instruments juridiques internationaux ratifiés par le Cameroun et en vertu du devoir de solidarité internationale qui fonde l'intervention de tous les acteurs de la communauté internationale mobilisée à cet effet.

La situation du Nord Cameroun telle que présentée pose cependant le problème de la pertinence ou de l'efficacité des interventions des acteurs internationaux dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun. Cela se justifie par un déphasage entre le nombre d'acteurs mobilisés sur le terrain et la diminution qualitative et quantitative de l'insécurité au Nord - Cameroun. C'est ce qui a constitué l'épine dorsale de cette réflexion qui se résume à certaines interrogations que nous avons voulues bien formuler comme suit :

Pourquoi les acteurs internationaux mobilisés au Nord - Cameroun n'ont pas pu éradiquer les problèmes d'insécurité alimentaire fortement présente dans la Région ? Autour de cette question principale se greffent les questions subsidiaires que sont :

Quels sont les déterminants qui ont structuré et influencé l'intervention des AI dans la lutte contre les problèmes d'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun ?

Quelle appréciation peut-on faire des outils ainsi que des mécanismes de l'intervention des AI impliqués dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun ?

Les réponses aux questions ci-dessus posées constitueront donc la toile de fond de nos analyses. Dès lors, intéressons – nous à présent aux visées de cette étude.

6- Objectif de l'étude

Dans le cadre de cette étude, nous allons distinguer deux types d'objectifs : un objectif général et deux objectifs spécifiques.

a) Objectif général

Il est de mettre en évidence les raisons pouvant expliquer l'échec ou l'inefficacité des déploiements des Acteurs Internationaux dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Cameroun septentrional entre 1973 et 2020

⁴⁸ MINSANTE, Les principaux problèmes de nutrition au Cameroun, 2011, p. 1.

⁴⁹ PAM/PNSA, Cameroun : Evaluation de la sécurité alimentaire dans les régions de l'Est, Adamaoua, Nord et de l'Extrême-Nord, septembre 2016, p. 7.

b) Objectifs spécifiques

OS1 : Ressortir les déterminants qui ont structuré et influencé l'intervention des AI dans le cadre de la lutte contre les problèmes d'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun;

OS2 : Ressortir et évaluer les outils ainsi que les mécanismes d'interventions des AI impliqués dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun entre 1973 et 2020.

7- Revue critique de littérature

La revue critique de littérature dans la recherche en sciences sociale est pour tout chercheur ce qu'est la boussole est pour le marin. C'est en effet cette partie qui permet à ce dernier d'avoir les repères sur l'état d'avancement des écrits sur une problématique bien précise. Paul N'da l'a traduit d'ailleurs en ces termes : "la revue de littérature consiste à faire le point critique des connaissances sur le sujet choisi ou le domaine concerné par la recherche"⁵⁰. Autrement dit, pour un bon travail de recherche en histoire, il est important de tenir compte de la mobilisation des écrits empiriques sur la question. Contourner cette donne serait faire une omission méthodologique tragique dans le monde de la recherche. De ce fait, ne voulant pas se revendiquer d'une génération spontanée, nous comptons bien mentionner ici l'état de la recherche sur les questions d'insécurité alimentaire au Cameroun et d'avantage dans sa partie septentrionale. C'est l'endroit idoine pour nous de mentionner que nous ne faisons pas œuvre de pionnier sur cet axe de recherche. Toutefois, si l'on peut reconnaître l'existence d'une abondante littérature sur les activités des certains acteurs internationaux, ceux-ci dans la grande majorité présentent de manière isolée les activités de ces acteurs. Contrairement à la présente étude qui se trouve comme la toute première au Cameroun à examiner la sécurité alimentaire au Nord - Cameroun sur la base des interventions ou des activités de tous les acteurs internationaux exerçant dans cette partie du Cameroun. Nous présentons cependant ici quelques travaux de nos prédécesseurs ayant un lien avec la sécurité alimentaire au Nord - Cameroun. Parmi la pléthore d'ouvrages, de thèses et mémoires ayant abordé cette question, nombreux ont retenu notre attention.

Oumarou Sali⁵¹ constatant la gravité des crises environnementales et socio-économiques affectant le continent africain dans les zones sahélienne à l'instar des régions septentrionales camerounaise, l'historien dénonce les grands maux dont font face les

⁵⁰ P. N'DA, *Méthodologie et guide pratique de mémoire et de la thèse de doctorat*, Paris, l'harmatan, 207. Pp 108-109.

⁵¹ Sali, "Famine et insécurité alimentaire", 2011, p.

populations de ces différentes zones à savoir la grande pauvreté et les famines. A l'origine de ces fléaux l'historien indexe les catastrophes naturelles telles que la désertification et la sécheresse qui doivent être perçus comme des défis majeurs pour l'humanité. Pour lui, les différents soucis environnementaux influent toujours dangereusement sur les conditions de vie des populations du Nord Cameroun. Malgré les investissements importants faits jusqu'ici par les pouvoirs publics.

De part ce constat, il pose le problème de la gouvernance locale et nationale pour un pays dont les faits montrent à suffisance qu'il est le grenier de l'Afrique centrale. Pour mieux analyser ce phénomène, l'auteur fait intervenir plusieurs approches qui sont thématiques, chronologiques et interdisciplinaires. Il part des études écologiques et humaines pour montrer que ces conjonctures alimentaires relevaient des déterminants naturels que sont les aléas pluviométriques et climatiques et les attaques répétées des ennemis de la nature. A cela, il ajoute les facteurs structurels ou socioculturels telles que la continuité de la politique agricole coloniale, la croissance démographique, les habitudes alimentaires, la pauvreté, l'action de l'homme sur l'environnement. Il n'oublie pas de faire ressortir les différents efforts fait sur le plan local, national et international pour pouvoir atténuer l'emprise du phénomène dans la région. L'auteur conclut cependant que les responsabilités face à un tel problème doivent être partagées entre les populations sinistrées, les pouvoirs publics et les Organisations Non Gouvernementales. Dès lors, cette étude aussi enrichissante qu'elle soit présente des limites pour empêcher la nôtre d'être. Elle ne s'étend que sur une seule région des trois que compte le Cameroun septentrional et dont nous comptons couvrir. Elle évoque juste la présence des acteurs internationaux dans la région et donc et ne s'intéresse pas profondément à leurs actions dans la résolution des problèmes de famine au Nord - Cameroun. Sa période d'étude manque de données récentes dans les problèmes de disette présent au Nord - Cameroun car se limitant qu'aux années 1999. En dépit de ces manquements, cette thèse garde toute son originalité et sa pertinence dont il est important de signaler l'apport dans nos recherches.

Fofiri Nzossie⁵² Remarque le fait que l'augmentation rapide du nombre de citadins s'accompagne par de nouveaux besoins alimentaires et renforçant d'avantage la dépendance des villes vis-à-vis des campagnes ou d'autres villes à fort potentiel agricole, le Géographe va consacré sa thèse de Doctorat/Ph.D. sur la problématique comment répondre de manière satisfaisante à la demande alimentaire urbaine croissante et variée du Nord Cameroun dans un

⁵² F. NZOSSIE, "Les déterminants de l'offre alimentaire vivrière dans les villes du Nord-Cameroun", thèse de Doctorat/Ph.D. en Géographie, Université de N'Gaoundéré, 2013.

environnement marqué par des contraintes persistantes. Pour répondre à sa préoccupation, le géographe propose une démarche méthodologique basée sur quatre diagnostics : un premier sur le système de consommation qui a porté sur 550 ménages dans les villes de N'Gaoundéré, Garoua et Maroua ; le deuxième sur le système de distribution qui a conduit à s'intéresser aux détaillants urbains, aux grossistes et aux transporteurs ; un troisième sur le système de production dominé par les exploitations familiales agricoles ; un quatrième sur le cadre institutionnel d'accompagnement des acteurs de la production agricole et de la distribution alimentaire. Cette démarche devant aboutir à l'hypothèse selon laquelle la satisfaction de la demande urbaine passe par une intensification et une diversification de l'offre alimentaire à travers les principaux segments des filières (production, distribution et transformation). Cette vision semble proche de celle que voudrait aborder la présente étude mais seulement, le fait qu'elle se soit essentiellement basée sur les méthodes d'approvisionnements des villes septentrionales l'a davantage éloigné de notre piste qui est de non seulement de dénombrer les acteurs internationaux impliqués dans les questions de sécurité alimentaire dans la zone, mais aussi d'examiner leur impact dans le but de trouver la faille qui empêche les politiques à éradiquer ou oublier les problèmes d'ordre alimentaire au Cameroun en général et dans son septentrion en particulier. Cependant, nul ne peut douter sur le mérite scientifique qu'incarne ce travail et dont nous n'avons pu nous empêcher de faire recourt.

André Ganava⁵³ Constate le fait que la pénurie alimentaire soit un grand fléau parmi ceux affectant quotidiennement les populations de l'Extrême - Nord Cameroun, le sociologue dénonce très rapidement comme cause d'existence de ce phénomène deux grands facteurs que sont les facteurs naturels et les facteurs techniques. Il réoriente tout d'abord le concept de pénurie alimentaire au fait social, le chercheur essaie de faire découvrir l'étendu des vastes domaines dont les agronomes seuls seraient loin de cerner. Dans sa solution au combat contre les pénuries alimentaires, le sociologue choisi de se pencher sur la question de savoir comment les populations de Mafa dans l'arrondissement de Mokolo Région de l'Extrême-Nord, parviennent à vivre avec la pénurie alimentaire ? Pour arriver à ses conclusions, le chercheur émet deux hypothèses :

Soit de l'exagération des caprices climatiques ou écologiques, dépassant les capacités d'adaptation du "savoir vivre" avec la pénurie alimentaire

⁵³ A. Ganava, "Pénurie alimentaire et stratégies paysannes de survie : Etude de cas chez les MAFA de l'arrondissement de Mokolo (Extrême-Nord Cameroun)" Mémoire de maitrise en Sociologie, Université de Ngaoundéré 2005.

Soit du dysfonctionnement du « savoir vire » provoqué par certaines raisons humaines.

Dans son objectif de faire ressortir les savoirs élaborés par les paysans pour vivre avec la pénurie alimentaire et tacher de les valoriser, l'améliorer, afin qu'ils puissent répondre aux problèmes de la pénurie selon le contexte actuel. Le chercheur dans ses conclusions exhorte les paysans à orienter leurs stratégies vers une production maximale, et une gestion rationnelle des récoltes surtout en période de soudure. Cet intéressant travail déjà distant de l'actuel dont les mobiles sont plutôt orientés vers non seulement les stratégies paysannes de luttés contre l'insécurité alimentaire, mais aussi les efforts des acteurs internationaux dans la résolution des crises alimentaires dans le large espace du Cameroun septentrional.

Stéphane Alan,⁵⁴ Frappé par l'importance de certaines organisations internationales, à l'instar de la Fao dont les œuvres sont mondialement reconnus, le chercheur n'a pu s'abstenir de faire de cette organisation un modèle de coopération parmi les nombreux existants entre le Cameroun et la communauté internationale. Afin de pouvoir mieux dissiper ses doutes sur la prépondérance de cette organisation au Cameroun, l'auteur se propose d'examiner en profondeur le type coopération existant entre le Cameroun et la FAO sur des questions carrefour à savoir quelles sont les bases de coopérations ? Quelles sont les stratégies déployées par l'organisation pour pallier aux problèmes d'insécurité alimentaire au Cameroun ? Quel bilan faire de cette coopération ?

Répondant lui-même à ses questions l'auteur démontre que c'est la vulnérabilité du Cameroun qui l'a toujours amené à la recherche des partenaires internationaux ou étrangers. Parlant des stratégies déployées par l'organisation, l'auteur choisi de s'appuyer sur certains projets financés par l'organisation. Et en termes de bilan l'auteur constat qu'en dépit de quelques petits manquements observés sur la coopération Cameroun – FAO, elle est une coopération ayant droit d'être. L'auteur en prenant exemple sur les aides accordées par l'organisation a oublié de mentionner la panoplie de projets financés mais non achevés jusqu'au jour d'aujourd'hui par cette organisation ce qui revient à s'interroger sur l'importance et la finalité de l'aide. Toutefois nous tenons à mentionner l'esprit d'audace qui habite cet intéressant travail dont nous n'avons pas pu nous empêcher d'élucider.

⁵⁴ S. Alan, "Un exemple de coopération entre un Etat et un organe annexe de l'ONU : le cas du Cameroun avec la FAO, 1986-2001" Mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé I, 2003.

Médard Tsala Buni⁵⁵ part du constat selon lequel il est fréquent de trouver au Nord - Cameroun en zone rurale comme urbaine des affiches et inscriptions signalant la présence d'un projet ou programme initié par une des agences des Nations Unies en charge de l'agriculture et de développement rural, l'auteur regrette malheureusement que le développement tant souhaiter tarde à s'implanter dans la Région. Il choisit d'orienter sa recherche universitaire dans le but de savoir quelles sont les obstacles et les stratégies déployées par les organisations internationales (FIDA et FAO) pour accompagner le Cameroun dans la réalisation de ses politiques agricoles.

Pour répondre à cette préoccupation le chercheur plaint l'incompatibilité des projets aux besoins réels des populations. L'auteur adopte comme démarche les méthodes conventionnelles de recherche que sont la méthode documentaire, les entretiens et interview. Démarche qui lui permet d'aboutir aux conclusions selon lesquelles le manque convergence des objectifs entre ces deux organisations pose un réel problème en termes de stratégies d'aides. L'auteur conclut aussi que si les actions de ces organisations ne posent pas de réel changement social, cela est dû au manque de synergie entre ces différentes organisations. Ce qui n'est pas le seul objectif poursuivi par la présente étude qui s'intéresse certes sur les mêmes acteurs, mais elle va bien au-delà de ces deux acteurs. L'auteur dans ses travaux n'évoque pas les enjeux se dégageant dans les aides internationales proposées par ces organisations internationales. Or les débats en relations internationales s'analysent toujours en termes d'enjeux. Ces analyses sur les dessous des aides auraient été une bonne façon pour l'auteur de compléter son argument étant donné que nous sommes dans le contexte des relations internationales. C'est cependant l'un des objectifs que vise la présente étude afin de mieux examiner l'impact de la forte présence des acteurs internationaux au Cameroun septentrional sur la base de leurs actions sur la sécurité alimentaire. Notons cependant que cette précédente étude nous a été d'un grand apport dans l'élaboration du présent travail ce qui démontre toute sa pertinence scientifique.

Descartes Francky Mbakop,⁵⁶ déplore la forte présence de certaines catastrophes naturelles et humaines dans le monde et en Afrique, le chercheur fait savoir qu'en Afrique, la sous régions Afrique centrale constitue une zone de grande préoccupation ce qui amène les

⁵⁵ T.B. Medard, "Aide international au développement du secteur agricole au Cameroun de 1978-2013 : le cas du FIDA et de la FAO", Mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé I, 2015.

⁵⁶ D. F. Mbakop, "Les répercussions des actions humanitaires sur la vie politique en Afrique Centrale 1960-2005", mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé I, 2006.

organismes humanitaires à se déployer dans la région. Face à cette importante mobilisation internationale, l'auteur se pose comme problématique la question de savoir quelle est l'influence de l'action humanitaire sur la vie politique en Afrique Centrale ? Dans une démarche dualiste, le chercheur préfère combiner les approches thématiques et chronologiques adossé aux méthodes documentaires le chercheur parvient à conclure que les activités organisations humanitaires internationales sont un fait d'une importance certaine pour la survie des nombreuses populations en souffrance dans les pays en développement en Afrique Centrale. Cette étude malgré sa pertinence présente néanmoins plusieurs manquements. La très faible documentation de ce travail freine énormément sa bonne digestion. Il aborde de manière très superficielle les problèmes liés à l'insécurité alimentaire au Nord Cameroun, et c'est cette profondeur que compte apporter la présente étude. La pertinence des idées et le discours entraînant de ce travail sont autant d'atouts qui ont retenu notre attention sur ce travail de grand mérite.

Joclaire Ngoune⁵⁷ frappé par les répercussions des crises centrafricaines dans certaines régions du Cameroun avec l'accroissement du phénomène des réfugiés centrafricains, l'historien va consacrer ses études de Master dans le souci de savoir les différents enjeux de l'aide internationale présente dans la région de l'Est Cameroun. Il démontre alors dans ses travaux le caractère mitigé de l'aide. Pour y parvenir à ses différentes conclusions, le chercheur a dû faire recourt plusieurs méthodes de recherche à l'instar de la méthode documentaire, les guides d'entretiens et interviews. Il parvient à la conclusion selon laquelle internationale présente à l'Est Cameroun apporte certes du soulagement aux différentes populations mais elle est aussi à l'origine de plusieurs crises présentes dans cette région. Cette étude malgré sa pertinence souffre de beaucoup d'insuffisances pour faire obstruction à la présente étude. Il porte essentiellement sur les questions d'aides aux réfugiés, il se limite juste à la seule région de l'Est or le phénomène de réfugiés centrafricains va bien au-delà de cette région. il porte aussi sur une période relativement courte. En dépit de ces petits manquements, qui d'ailleurs n'enlèvent rien à la beauté de ce travail, notons que la pertinence des arguments et la rigueur méthodologiques ont su nous convaincre pour le mentionner ici.

⁵⁷ J. Ngoune, "Aide internationale et réfugiés centrafricains dans la région de l'Est-Cameroun de 2003 à 2020", mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé I, 2021.

Yaya Germaine Habiba⁵⁸, touchée depuis sa tendre enfance par le phénomène des insécurité alimentaires sévissant dans les régions septentrionales, l'historienne avoue avoir vécu de près ce fléau ce qui l'irrita et la poussa à vouloir devenir spécialiste des questions de sécurité alimentaire d'où ses travaux de recherche sur le PAM et la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord Cameroun. En traitant ce sujet l'auteur chercheur focalise ses idées sur l'action des acteurs internationaux en l'occurrence le PAM dans l'éradication des problèmes liés à la sous et malnutrition au Cameroun septentrional. Pour y parvenir dans son raisonnement, l'auteur s'est inspiré des différentes sources recommandables pour une bonne recherche, lesquelles lui ont permis d'aboutir aux conclusions selon lesquels les actions du PAM dans les régions septentrionales du Cameroun sont un appui important aux initiatives gouvernementales dans la lutte contre l'insécurité alimentaire pour combler le déficit alimentaire auquel font face les populations. Mais que la présence de cette organisation dans le Nord-Cameroun vise à la fois des enjeux géostratégiques et politiques insoupçonnés. Etant donné qu'aucune œuvre humaine n'est parfaite, nos critiques à cette étude sont telles que ce travail ne fournit les données que sur le PAM or cette question implique une panoplie d'acteurs. L'auteur dans ses travaux n'a fait qu'analyser les raisons, les stratégies et les enjeux sur les interventions du PAM au Cameroun septentrional. Or la présente étude voudrait examiner l'impact de la multitude des acteurs internationaux dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord Cameroun. Nonobstant, ces petites remarques n'entachent en rien le mérite et la qualité scientifique de ce travail.

Romain Dillah⁵⁹ sa recherche part du constat selon lequel l'agriculture Tchadienne se caractérise par une faible productivité due au caractère rudimentaire des techniques culturales et au manque d'équipements, le sociologue décrit le manque criard de matériels adéquats par les populations paysannes pour la bonne pratique des activités agricoles. Or les besoins des populations ne cessent de s'accroître et celle-ci continue à souffrir à cause du manque des simples formations au métier d'agriculture. Sur la base de ce constat, l'auteur pose le problème des moyens de lutte contre l'insécurité alimentaire dans la localité de Tandjilé. Pour mener à bien son étude, l'auteur a subdivisé son travail en deux parties. Dans la première partie, il la focalise sur les déterminants de l'insécurité alimentaire au Tchad, la deuxième partie tente de montrer comment la riziculture irriguée et la culture maraichère sont les

⁵⁸ Y. G. Habiba, "Le Programme Alimentaire Mondial et la lutte contre l'insécurité alimentaire dans les Régions septentrionales du Cameroun de 1968 à 2018", mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé I, 2021.

⁵⁹ R. DILLAH, "Stratégies paysannes de lutte contre l'insécurité alimentaire dans la Tandjilé au Tchad ", mémoire de Master en Sociologie, Université de Yaoundé I, 2012.

moyens utilisés par les populations pour faire face à l'épineux problème d'insécurité alimentaire dont sont constamment victime les Tchadiens de Tandjilé.

Pour conclure, le sociologue encourage tout d'abord les stratégies paysannes de lutte contre l'insécurité alimentaire dans cette région malgré leur caractère informel. Pour lui, cette initiative locale a permis aux populations de la Tandjilé de produire en quantité suffisantes des vivres et de conserver ces derniers dans des greniers communautaires qui seront ultérieurement utilisées pendant la période de soudure. Mais, la mécanisation de l'activité agricole dans le pays serait une solution efficace à la lutte contre les problèmes d'insécurité alimentaire. Cependant, cette étude est diamétralement opposée à la nôtre à plusieurs niveaux. Son cadre d'abord qui est une localité du Tchad, ses acteurs qui sont la population paysanne et sa problématique qui s'intéresse sur méthodes traditionnelles de lutte contre l'insécurité alimentaire dans la localité de Tandjilé. Notre travail s'intéresse aux acteurs internationaux et leurs implications dans la lutte contre le problème d'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun et la problématique porte sur la pertinence ou l'inefficacité des interventions des acteurs internationaux dans la lutte contre l'IA au Nord Cameroun. Toutefois, ce mémoire nous a permis d'enrichir notre travail en termes de stratégies de lutte contre les problèmes d'insécurité alimentaire. D'où sa légitime place dans notre étude.

Alain Christian Essimi Biloa⁶⁰ constate la récurrence des crises alimentaires dans le Nord - Cameroun, le sociologue va consacrer ses travaux de Master dans le souci de comprendre comment les populations de la région du Nord-Cameroun perçoivent-elles le phénomène de l'insécurité alimentaire qui les frappe d'une manière récurrente. Pour mieux analyser cette question, l'auteur part des facteurs historiques de l'insécurité alimentaire pour ensuite déboucher sur les causes et enfin les conséquences de cette insécurité alimentaire. Il fait également ressortir l'implication des populations dans cette lutte, l'apport des organismes internationaux et ainsi que celui de l'Etat dans la lutte contre ce phénomène. En dernier ressort il présente les différents enjeux de l'insécurité alimentaire en proposant les perspectives en vue d'améliorer ce phénomène. L'auteur conclut que les populations du Nord perçoivent l'insécurité alimentaire comme la résultante de facteurs naturels et humains auxquels vient s'ajouter une mauvaise politique de gestion de la part de ceux qui ont pour rôle de mettre un terme définitif à cette situation d'insécurité alimentaire. Cette étude présente cependant de nombreuses limites elle s'intéresse prioritairement à l'impact de la récurrence

⁶⁰ A. C. Essimi Biloa, "L'insécurité alimentaire dans la région du Nord au Cameroun: représentations sociales, stratégies de lutte et enjeux", mémoire de Master en Sociologie, Université de Yaoundé I, 2010.

du phénomène de l'insécurité alimentaire dans les régions septentrionales, contrairement à l'actuelle qui les constate tout de même et cherche à examiner l'impact de la forte présence des acteurs internationaux. Cette étude présente aussi des limites en termes de vision typiquement sociologique dont nous comptons nuancer avec la vision internationaliste de la vie sociétale. Malgré ces petites incongruités, reconnaissons en ce travail toute sa valeur scientifique.

Blanche Linda Mbassi Ngonon⁶¹ consciente des multiples problèmes que présentent le système éducatif camerounais, l'enseignante va orienter son diplôme de fin d'étude sur les stratégies adoptées par l'UNICEF pour résoudre les problèmes liés à l'éducation au Cameroun. Soulevant ainsi le problème de l'impact des aides internationales au Cameroun. Pour répondre à sa problématique, la future enseignante va se déployer en quatre chapitres pour conclure que l'UNICEF investit beaucoup plus dans l'éducation de base. Mais milite pour un plus de soutien à la scolarisation de la jeune fille dans les régions septentrionales. Cette étude est vocationnellement loin pour obstruer l'actuelle de briller en raison de la divergence des domaines d'études mais semble être importante ici dans le seul but d'étaler les l'état des besoins du Cameroun et l'impact de la communauté internationale dans le développement du pays.

Blondel Siewe Youdjeu⁶² perturbé par les dérives des phénomènes migratoires dans le monde, le chercheur choisi la Région de l'Adamaoua pour montrer l'influence dudit phénomène imposé par les crises socio-politiques en Centrafrique. L'auteur dans sa problématique s'interroge sur la prise en charge sanitaire des populations réfugiées dans cette Région et l'apport des institutions onusiennes en l'occurrence le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNCHR). Pour mieux répondre à sa problématique, le chercheur part des origines de la prise en charge des réfugiés dans la commune de Meiganga, il poursuit par les différentes politiques sanitaires mises sur pied par le HCR et ses partenaires pour les réfugiés de Meiganga, en suite il fait l'évaluation chronologique des politiques sanitaires avant de chuter sur les obstacles et les solutions palliatives au mal être sanitaire des Réfugiés dans la commune de Meiganga. C'est cette démarche qui a permis au chercheur d'aboutir aux conclusions selon lesquelles la prise en charge sanitaire des Réfugiés

⁶¹ B. L. Mbassi Ngonon, "L'assistance du fonds des Nations Unies pour l'enfance à l'éducation de 1961 à 2005, essai d'analyse historique", Mémoire de DIPES II en Histoire Université de Yaoundé I, 2006.

⁶² B. S. Youdjeu, "Le Haut-commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) et la prise en charge sanitaire des réfugiés au Cameroun : cas des réfugiés de la commune de Meiganga de 1982 à 2019", mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé I, 2020.

centrafricains dans la commune de Meiganga par le HCR et ses partenaires internationaux est une initiative encourageante mais qui souffre de beaucoup de maux. Cette étude malgré sa cohérence souffre de plusieurs manquements pouvant empêcher la beauté de la présente. En termes d'espace elle s'est juste limitée à une commune de la région de l'Adamaoua, de plus elle parle d'un aspect parmi les multiples que compte le domaine de la sécurité alimentaire, mais notons tout de même le caractère intéressant de cette étude et la prépondérance de ses données dans l'avancement de notre travail.

Pierre Gourou⁶³ regrette le fait que l'Afrique tropicale pratique une agriculture archaïque qui nourrit mal ses populations. Ce qui constitue un scandale d'autant plus que cette localité vit sous un climat qui permet aux récoltes de murir du 1er Janvier au 31 décembre. Les techniques agricoles de cette Afrique tropicale pluvieuse font des causes réelles des menaces constantes des problèmes d'insécurité alimentaire. Le chercheur soulève donc comme problématique la question de développement du secteur agricole dans la sécurité alimentaire en Afrique tropicale. D'après lui, les pratiques rudimentaires agricoles sont à l'origine du retard économique et la grande pauvreté rurale que connaît cette partie d'Afrique dont il importe d'implémenter. Cette étude semble épouser la majorité des solutions préconisées par le chercheur. Mais, elle envisage faire la part des choses entre l'agriculture en milieu tropicale et celui sahélien qui est la zone d'étude de la présente étude car l'auteur a consacré une grande partie de l'ouvrage à la recherche des solutions aux problèmes agricoles en Afrique tropicale. Cependant, nous témoignons l'apport assez primordial des idées de l'auteur dans le débat sur les questions de sécurité alimentaire en Afrique et donc au Cameroun.

8- Approche méthodologique

Cette rubrique trouve sa pertinence ici en raison de l'importance que lui donne bon nombre de chercheurs à l'instar de Thierno Moctar Bah qui a pu dire à propos d'elle que "la bonne santé d'une discipline exige toujours une certaine dose d'inquiétude méthodologique".⁶⁴ M. Grawitz quant à lui dira les méthodes renvoient à "l'ensemble de normes permettant de sélectionner et de coordonner les techniques"⁶⁵. Pour Gaston Bachelard, la méthode est : "le fondement de la scientificité de toute recherche et constitue l'ensemble des opérations matérielles permettant au chercheur de transcender les obstacles qui jonchent

⁶³ P. Gourou, *L'Afrique tropicale : nain ou géant agricole ?* Paris, Flammarion, 1991.

⁶⁴ T. Moctar Bah, *Historiographie africaine : Afrique de l'ouest Afrique centrale*, Dakar, CODESRIA, 2015, p.3.

⁶⁵ M. Grawitz, *Les méthodes des sciences sociales*, Paris, Dalloz, 1996, p. 318.

le parcours conduisant à la vérité"⁶⁶. De ces différentes approches complémentaires, nous retenons qu'il est primordial pour tout chercheur sérieux d'adopter une technique pouvant lui permettre de prouver ou de justifier la scientificité de ses résultats de recherches. Ainsi dans le cadre de l'élaboration de ce travail, nous avons combiné deux approches à savoir la collecte des données et la méthode d'analyse.

a) La collecte des données

Elle s'est faite en deux étapes que sont l'exploitation des sources et les outils de collecte.

▪ Les Sources

Elles regroupent :

- Les sources écrites

Ces sources sont constituées de deux ordres à savoir les sources primaires et les sources secondaires.

En ce qui concerne les sources primaires, ils sont essentiellement constitués des documents d'archives. Ceux-ci renvoient à l'ensemble constitué des rapports diplomatiques, des accords entre le Cameroun et les organisations humanitaires tel que la FAO, le PAM, le FIDA, l'Unicef, le UNHCR, l'OMS, le PNUD etc. des lettres adressées aux représentants résidents de certaines organisations internationales consultés au service du ministère des Relations Extérieures (MINEREX), au centre international des Nations Unies (CINU) à Yaoundé. Les décrets et arrêtés contenus dans les archives du ministère de l'agriculture et du développement rural (MINADER). Les rapports d'activités de certaines Organisations Internationales intervenants dans le domaine de la sécurité alimentaire obtenus dans les salles d'archives de ces organisations à l'instar du PAM, du FIDA, de la FAO, de la croix rouge française, de l'ONG Plan International, Action contre la faim, Intersos, solidarité international etc. Les rapports d'activités de certaines organisations internationales contenus dans les archives du comité de gestion et d'assistance de la FAO/PAM. Tous ces documents très essentiels ont été d'un apport très crucial dans compréhension des réalités régissant les relations entre l'Etat du Cameroun et les organisations humanitaires internationales.

⁶⁶ G. Bachelard, *La formation de l'esprit scientifique, contribution à la psychanalyse, de la connaissance objective*, Paris, librairie philosophique, F. Vrin, 11eme édition, 1980, p. 14.

Les sources secondaires quant à elles confèrent à l'ensemble constitué des ouvrages, d'articles, des thèses et mémoires ayant un lien avec notre domaine de recherche. La constitution de ce travail s'est donc aussi inspirer premièrement de la documentation des grands centres de recherche documentaire de Yaoundé, à l'instar du Cercle histoire – géographie, le Cercle psycho – socio – philosophie, la Bibliothèque de la faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Yaoundé I (AEFALSH), de la bibliothèque de l'Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC), la Bibliothèque du Centre Catholique Universitaire (CCU), de la Bibliothèque de l'Université Catholique d'Afrique Centrale (UCAC), la Bibliothèque de la fondation Paul Ango Ela. Tous ces grands centres de documentations nous ont été d'un apport inexprimable en termes d'ouvrages, de dictionnaires, de mémoires et de thèses. Mais nos consultations ne se sont pas limitées que dans la ville de Yaoundé. Ce travail s'est aussi inspiré de la documentation de la bibliothèque de la faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Maroua ainsi que celle de l'Université Ngaoundéré. Grâce à ces différents travaux de mémoires et thèses de nos prédécesseurs nous avons pu savoir nous conformer afin d'apporter notre contribution à l'évolution de la science.

▪ Les outils et fiches de collecte

L'histoire d'après nos enseignements académiques se définit comme étant la science qui permet d'étudier le passé dans le but de comprendre le présent afin d'envisager le futur à travers les différentes sources. Cette définition de l'histoire exige de nous respect et soumission aux différents canons de cette discipline. Parmi les sources dont il est question en histoire figure bel et bien les sources orales. En tant que source de premier ordre dans l'historiographie africaine, les sources orales occupent une place de choix dans l'écriture de l'histoire d'où leur recourt dans nos travaux de recherche. C'est en parlant d'elle qu'Amadou Hampaté Ba a pu dire :

Qui dit tradition en histoire africaine dit tradition orale. Nulle tentative de pénétrer l'Histoire et l'âme des peuples Africains ne sauraient être valable, si elles ne s'appuient sur cet héritage des connaissances de tous ordres, patiemment transmis de bouche à oreille et de maître à disciple à travers les âges. Cet héritage n'est pas encore perdu et repose dans les mémoires vivantes de la dernière génération des grands dépositaires, dont on peut dire qu'ils sont la mémoire vivante de l'Afrique.⁶⁷

Cette citation d'Amadou Hampaté corrobore mieux nos estimations sur la pertinente place qu'occupent les sources orales dans l'écriture de l'histoire des peuples africains. Etant

⁶⁷ A. Hampaté "Le Cameroun et la question de l'immigration Nigériane : 1963 -2008", mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé I, 2010, p. 10-11.

donné que les sources orales désignent l'ensemble des témoignages autour d'une question bien précise, au vu de cette définition l'on comprend mieux le degré d'importance les informations recensées dans l'usage des sources orales. Dans le cadre de ce travail nous avons fait usage plusieurs types d'informateurs dans nos enquêtes de terrain.

Nos premiers informateurs étaient des populations résident dans la partie septentrionale. Ces enquêtes auprès de ces populations avaient pour vocation de nous permettre dissiper nos doutes sur la présence et les interventions des acteurs internationaux au Nord Cameroun ; de nous permettre aussi de juger le degré de vulnérabilité de ces populations.

Ces enquêtes avaient aussi pour cible les responsables et acteurs des organisations internationales dont nous avons eu à passer entretiens dans le but de savoir les activités et les difficultés auxquelles font face les acteurs internationaux au Nord Cameroun.

Il a aussi été question pour nous dans nos enquêtes de terrain de nous entretenir avec les autorités administratives les chefs traditionnels des régions septentrionales dans le but de savoir ce que fait le gouvernement République pour lutter contre l'insécurité alimentaire au Nord Cameroun. Savoir aussi le rôle que jouent les organisations internationales largement représenté dans ces régions. Ces différents entretiens avaient pour but de collecter le maximum d'informations nécessaire afin de mieux comprendre l'état de la sécurité alimentaire dans les régions septentrionales, comprendre aussi l'impact de la forte présence des acteurs internationaux dans la lutte contre le phénomène d'insécurité alimentaire au Nord Cameroun.

▪ **Les sources iconographiques**

Les sources iconographiques sont dans les sciences humaines aussi importantes que les sources écrites ou orales. Ils renvoient généralement à l'ensemble constitué des photos, des cartes et parfois des dessins. L'essentiel de ces sources iconographiques proviennent des archives des différents acteurs concernés dans le cadre de cette étude, de certains témoins des faits. Les quelques photos existantes ont été prises par nous-même lors des différentes visites effectuées dans la partie septentrionale. Ces différentes images nous ont non seulement permis de confronter certaines affirmations mais aussi de mieux faire comprendre certaines réalités que les textes n'ont pas suffisamment démontrées. Cette source a en outre été d'une importance capitale dans la mesure où, elle nous a permis d'apporter des preuves palpables permettant d'éviter les simples spéculations ou les longs discours sans preuves. Toutes ces

sources ont permis de collecter une multitude d'informations relatives l'apport et l'influence qu'ont les acteurs internationaux sur les populations septentrionales.

- **Les sources électroniques**

Elles confèrent à l'apport de l'internet. Cette source trouve sa pertinence dans la définition que lui donnent les chercheurs tels Lucien Febvre qui dit : "l'histoire doit se faire avec tout ce que l'ingéniosité de l'historien peut lui permettre d'utiliser".⁶⁸ Ceci dit, ce nouvel outil d'information et de communication nous a permis d'accéder aux sites des différentes organisations internationales retenus dans le cadre de cette étude dans le but de disposer des rapports d'activités mis en ligne par ces organisations.

Cependant cette source nous a été d'un apport très capital en ce sens où elle nous a permis d'accéder aux informations quasi inexistantes quelque part. Ces différentes sources ont permis de disposer d'une panoplie d'informations en rapport avec les activités des différentes organisations internationales concernées dans le cadre de cette étude.

Ce travail au-delà de l'exploitation des différentes sources précédemment citées, s'est aussi inspiré des méthodes d'analyses logiques et cohérentes à sa nature. Il a d'abord été question pour nous de sortir du cadre des simples récits historique qui accumule un ensemble de fait. Pour cela nous nous sommes inspirés de l'idée de la complémentarité et d'interdisciplinarité pour aboutir à un résultat transcendant toutes les filières des sciences sociales. Raison pour laquelle nous avons fait recours à la plupart des disciplines des sciences sociales à l'instar de la Géographie, de la psychologie, de la philosophie, du droit, de la sociologie et bien évidemment de la science politique. L'autre importante méthode d'analyse et de production de ce travail a été la méthode d'analyse des données. Elle s'est fait sur la base des combinaisons des méthodes dans le but de mieux traduire les différentes variables exploitées dans la restitution de la vérité historique. Ainsi nous avons fait recours à la méthode comparative, quantitative et qualitative.

b) La méthode d'analyse

Elle s'est inspiré des méthodes telles que :

- **La méthode comparative**

⁶⁸ L. Febvre, *Combat pour l'histoire*, Paris, Armand Colin, 1953, p. 428.

Dans leur célèbre ouvrage collectif intitulé Paquin, Bouchard, *Durkheim et la méthode comparative, dans politique et sociétés*, les auteurs reconnaissent par rapport à cette méthode que : La méthode comparative a longtemps été présentée comme un substitut à l'expérimentation qui se révèle difficile en science sociales, fautes de pouvoir manipuler les phénomènes sociaux en laboratoire. Ainsi le chercheur compose des objets qu'il trie en catégories comparables.⁶⁹

Du fait de sa flexibilité et de son accommodation, la méthode comparative offre une profondeur historique à tout document l'ayant exploité. La comparaison binaire un exemple par le fait qu'elle permet de gagner en portée descriptive ce qui nous permet de convenir avec Médard Tsala Buni que l'analyse comparative comme méthode critique constitue un formidable outil scientifique d'objectivation de la recherche. C'est pour la justifier qu'Emile Durkheim a pu dire : Nous n'avons qu'un moyen de démontrer qu'un phénomène est cause d'un autre, c'est de comparer les cas où ils sont simultanément présents ou absents et de chercher si les variations qu'ils présentent dans ces différentes combinaisons de circonstances témoignent que l'un dépend de l'autre.⁷⁰

▪ **La Méthode quantitative**

La méthode quantitative renvoie à des valeurs numériques quantifiables. Ici, les caractères à comparer sont mesurables c'est-à-dire leur importance peut être repérée par un nombre. Les données quantifiables font de l'histoire économique une histoire du dénombrement c'est-à-dire qui décompte des personnes, des objets, des lieux, des événements. Cette histoire porte sur des caractères représentés par des chiffres : Age, taille, poids, salariés dans une entreprise, surface d'une zone géographique, ainsi que sur le calcul des proportions, rapports, taux et moyens.⁷¹ La prépondérance de cette méthode dans la recherche réside au fait de son exactitude avec les nombres, il devient plus aisé de comprendre un fait de suivre aussi son évolution. Mais il a été question pour nous de combiner données statistiques et sémantique de mieux comprendre l'évolution et l'impact des acteurs internationaux au Nord - Cameroun.

9- Intérêt de l'étude

Le recours à ce travail de recherche revêt des intérêts multiples. Ils sont à la fois historiques, didactique, scientifique, politique et social.

⁶⁹ Paquin, Bouchard, "Durkheim et la méthode comparative", in *politique et société*, vol 30, n°1 2011. Cité par Médard Tsala Buni, p. 16.

⁷⁰ *Ibid.*

⁷¹ R. Ebale, *Initiation aux méthodes et techniques de l'histoire économique*, éditions Clés Yaoundé, 2011, P. 69.

L'intérêt historique que comporte ce travail repose sur le fait que ses différentes analyses ont été inspirées d'une logique historique basée sur le strict respect des canons méthodologiques de la discipline. La profondeur des analyses de ce travail peut alors permettre à tout lecteur de retracer jusqu'à une certaine période l'évolution des problèmes liés à l'insécurité alimentaire au Cameroun septentrional. Ce travail sur le plan historique permet aussi aux lecteurs de comprendre l'apport et les rôles des partenaires internationaux du Cameroun dans la lutte contre l'insécurité alimentaire.

L'intérêt didactique de ce travail réside sur le fait que l'usage de ce dernier sur le plan scientifique peut aider les chercheurs ou les acteurs des Organisations Internationales (OI) à comprendre les différents enjeux et la pertinence de l'aide internationale au Nord - Cameroun. Il peut aussi renseigner l'opinion publique sur l'évolution sociale des populations du Cameroun septentrional.

L'intérêt politique se dégageant dans ces travaux provient du fait que cette étude peut non seulement être une sorte d'interpellation des décideurs politiques à accorder plus d'intérêt aux solutions du phénomène d'insécurité alimentaire dans les régions septentrionales car le mal bien être de ces populations dépend d'eux. Cette étude permet aussi aux décideurs politiques de comprendre leur niveau de responsabilité dans la gestion des problèmes d'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun.

L'intérêt social se trouvant dans ces travaux demeure lui au fait qu'il permet de comprendre à la fois les problèmes quotidiens des populations des régions septentrionales et le pourquoi du faible développement de ces régions.

10- Difficultés rencontrées

Dire que ce travail s'est déroulé sans difficulté sera avoir oublié un si long et mauvais souvenir. Mais motivé par la reconnaissance du caractère non évident de cette étape dans la recherche, nous nous sommes inspirés des auteurs tel Bachelard, qui disait "qu'il n'y a de science que du caché".⁷² Nous ne pouvons donc premièrement pas oublier le temps mort imposé par l'avènement de la pandémie du COVID-19 créant fermeture des centres de recherches.⁷³ Un fait qui a fortement ralenti l'évolution de nos travaux. Nos enquêtes de

⁷² Grawitz, "Méthode des sciences sociales ", p. 383.

⁷³ Au moment où nous nous engageons à débiter la collecte de nos données dans les différents centres de documentations possible, la planète toute entière redoutait la survenue d'une dangereuse maladie très contagieuse qui faisait effectivement de nombreuses victimes dans d'autres continents. Sa déclaration en terre camerounaise en mars 2020 fut une longue période de panique nationale imposant fermeture des centres de documentations,

terrain dans la partie septentrionale ont été aussi très peu savouré en raison des restrictions sanitaires, le respect des mesures barrières constituait un grand frein aux bons échanges et à la bonne consultation auprès acteurs internationaux présent au Nord - Cameroun. Il nous a même été impossible de rencontrer certains informateurs confinés. Nous ne pouvons non plus franchir cette étape sans évoquer le caractère retissant de certains acteurs internationaux avec lesquels la communication n'a jamais été bonne. Cette situation était due au fait que ceux-ci nous considéraient comme de espions et refusaient catégoriquement de nous recevoir. Ce refus de certains acteurs internationaux de nous recevoir était aussi dû au caractère très sensible de nos besoins. Nous avons aussi été confrontés au problème de la non disponibilité de certains responsables d'organisations internationales ou des chefs services de la division sécurité alimentaire dans certaines Régions. Les problèmes d'instabilité des régions septentrionales ont aussi été un grand frein à notre circulation sereine dans ces Régions. Il nous a fallu à certains de nos déplacements des accompagnements sécurisés et dans le respect des temps particulièrement dans la région de l'Extrême-Nord. N'étant pas de la région et n'ayant aucun lien ni connaissance dans cette partie du pays, nous avons été confrontés à un problème maîtrise des langues locales ce qui nous obligeait à toujours chercher des traducteurs.

11- Plan de travail

Notre thème de recherche "Acteurs Internationaux à l'épreuve de la lutte contre l'insécurité alimentaire au Cameroun septentrional 1973 – 2020" a été traité en quatre chapitres logiquement liés pour répondre à notre problématique.

Le premier chapitre de notre travail porte les contextes justifiant l'implantation des acteurs internationaux au Nord - Cameroun. Dans ce chapitre, nous allons d'abord présenter de manière globale l'enracinement des problèmes alimentaires ou de famine dans le monde pour montrer leur vieillesse dans celui-ci y compris le Cameroun. Nous allons aussi présenter le lien et les fondements juridiques des implantations des acteurs internationaux au Nord - Cameroun. Nous allons en fin présenter la situation économique et sociale des populations de cette partie du pays au moment des installations des acteurs internationaux dans la région.

Le deuxième chapitre quant à lui porte sur les causes et les méthodes de luttes adoptées par les acteurs internationaux pour faire face au problème d'insécurité alimentaire

limitation des circulations des personnes et leurs biens. Cette situation a fortement affecté notre chronogramme d'activité créant des doutes sur la faisabilité de notre voyage dans la partie septentrionale.

présent au Nord - Cameroun. Dans ce chapitre, il sera question pour nous d'identifier les différentes causes des insécurités alimentaires présentes au septentrion camerounais. Il sera aussi question pour nous de présenter les actions menées par les acteurs internationaux pour venir à bout du phénomène d'insécurité alimentaire au Cameroun septentrional.

Dans le troisième chapitre, il sera question de présenter les difficultés auxquelles font face les acteurs internationaux leur empêchant de vaincre les problèmes d'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun. Ce chapitre compte s'investiguer dans le but de savoir les problèmes auxquels font face les acteurs internationaux et qui les empêchent de venir réellement à bout des problèmes d'insécurité alimentaire au Cameroun septentrional.

Le quatrième et dernier chapitre est quant à lui orienté vers l'analyse des impacts, le bilan critique et les perspectives pouvant permettre de résoudre l'épineux problème d'insécurité alimentaire présent au Nord - Cameroun. Dans ce chapitre, nous allons tout d'abord analyser l'impact de la forte présence des acteurs internationaux au Nord - Cameroun. Puis nous allons faire une sorte de bilan critique des activités des acteurs internationaux au Nord - Cameroun et nous allons en fin proposer une vision perspective de la gestion du problème d'insécurité alimentaire au Cameroun septentrional.

CHAPITRE I :
CONTEXTE HISTORIQUE ET FONDEMENTS JURIDIQUES DE LA
LUTTE CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE AU CAMEROUN
SEPTENTRIONAL

Au moment où les acteurs internationaux advenaient sur la nécessité d'une intervention alimentaire en terre Camerounaise, le contexte international lui-même n'était guère reluisant. En effet, bien avant l'aboutissement de la création des structures internationales de lutte contre la faim dans le monde à la fin de la seconde guerre mondiale, pas mal d'initiatives sur l'éradication de la faim dans le monde avaient déjà fait l'objet des débats pour déplorer l'ampleur de la situation dans le monde. Entre la toute première initiative mondiale de regroupement pour la lutte contre les problèmes de famine de David Lubin en 1908 avec la IIA et la création de la toute première organisation internationale de lutte contre l'insécurité alimentaire dans le monde la FAO en 1945, ce fut une importante période dans l'avenir de l'humanité car, les questions de sécurité alimentaire et de famine avaient encore gravement endommagé le monde. C'est ainsi que pour palier à ces différents drames il était impératif de mettre sur pied une structure mondiale d'échanges et de partages d'expertises dans le domaine agricole d'où la mise sur pied de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) qui vit le jour le 16 Octobre 1945 au Québec ainsi que d'importantes organisations dont avait urgemment besoin l'humanité pour sa survie⁷⁴. Avec la création de ces organisations, les Etats du monde entier étaient alors contraints d'adhésion par des ratifications des contrats d'adhésion afin de pouvoir bénéficier d'accompagnement en cas d'éventuels situations difficiles.⁷⁵Face à cette situation, le Cameroun jeune Etat indépendant depuis 1960 n'ayant pas le choix ni moyen de contourner la nouvelle donne mondiale s'aligna sagement dans le but de garantir son avenir et d'assurer son destin. C'est cette juste vision qui lui concède l'intervention des acteurs internationaux sur son sol depuis les débuts de la décennie 1970 périodes depuis laquelle le pays est pris en proie à de sérieuses crises alimentaires.

⁷⁴ Textes fondamentaux de la création de la FAO, volumes I et II – Edition de 1994, p. 3.

⁷⁵ Clauses de la charte des Nations Unies, pp. 9-10.

I- CONTEXTE HISTORIQUE MONDIAL DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE AVANT L'IMPLICATION DES ACTEURS INTERNATIONAUX DANS LA LUTTE CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE AU NORD CAMEROUN

Dans le cadre de cette rubrique, l'idée principale est de ressasser quelques profonds dommages causés par la faim ou l'insécurité alimentaire dans le monde avant la mise sur pied des structures mondiale de lutte contre l'insécurité alimentaire, présenter aussi l'état de la sécurité alimentaire au Nord - Cameroun avant l'arrivée des acteurs internationaux.

1- La situation alimentaire mondiale d'avant l'institution des organisations internationales en 1945.

Les questions de famine ont toujours depuis l'antiquité causée l'objet de nombreux dommages sur la population mondiale. Depuis les récits Bibliques avec Moïse en 1350 avant J-C rapportés dans le livre d'Exode où le peuple Israélite pendant leur traversée du désert après sa sortie d'Egypte se nourrissait de la manne venue du ciel les sauvé de la mort pour la faim⁷⁶, le Saint Coran abonde lui aussi dans le même sens des récits sur les dommages causés par la faim dans le monde. Au nombre de famines recensées dans le monde on en demeure incertains et peut-être trop prétentieux de tout lister et de les chiffrer en termes de victimes. Le moins que l'on puisse faire est d'évoquer quelques faits marquant l'histoire des grandes famines dans le monde.

En Europe par exemple les historiens estiment à environ 400⁷⁷ le nombre de grandes famines de l'histoire. L'Italie pays le plus constamment touché par la question sur le continent⁷⁸ avec la France ne connaît pas moins de trente grandes famines depuis celle de 441 av J-C dans la Rome antique, celle de l'an 32⁷⁹, la série de famines en Europe de l'ouest associées à la chute de Rome des années 400-800, les famines de Venise actuelle Italie de 1006 et 1268, la famine de Sardaigne en 1680, la famine de Naples en 1764. Pour un bilan estimé à plus de 20 millions de morts. En France par exemple le pays a déjà à maintes reprises subi les foudres du phénomène partant de celle des années 859 – 860, celle de 874 – 875, celle de 974 – 975, la famine dans l'Est de la France des années 1650 – 1652, puis la crise de l'avènement des années 1661 – 1662, la grande famine 1693- 94, celle de 1709 - 1710, ainsi

⁷⁶ Bible de Jérusalem, livre d'Exode chapitre 16 verset 3-5, les éditions du Cerf, 8^{ème} réimpression (année 2014) P106.

⁷⁷ K. Nubukpo, *L'insécurité alimentaire en Afrique subsaharienne le rôle des incertitudes*, paris, l'Harmattan 2000, p. 67.

⁷⁸ Du fait de ses multiples batails avec l'empire romain dans les guerres médiques, l'Italie se présente en Europe comme le pays ayant eu le plus grand nombre de famines et de perte en vie humaine.

⁷⁹ L. Sébastien, "Histoire des empereurs et des autres princes qui ont régné durant les six premiers siècles de l'Eglise", vol. 1, Paris, Charles Robustel, 1700.

que celle de 1788. Mais deux famines furent particulièrement marquantes : celle de 1693-94 et de 1709 – 1710⁸⁰ qui tua 1 personne sur 20. Le bilan des crises alimentaires au XVIIIe en France fut au nombre de 11 contre 13 le siècle précédent. A côté de ces deux cas particuliers sur ce continent dont il faut noter que cette tragique situation était quotidiennement partagée par quasiment tous les pays du continent. Pour rappel, le continent dans son entièreté avait souvent fait face à ce grand fléau comme la grande famine des années 1315 – 1317 en Europe, ensuite celle de 1347 une grande famine touchant l'ensemble du continent européen, et coïncidant avec le début de la peste noire. Nous avons aussi les grandes famines des années 1618 – 1648 causées par la guerre de trente ans. La famine baptisée l'année sans été en Europe de 1816 – 1817. Le lourd bilan de ces événements nécessitait absolument une solution appropriée.

En Asie, en Chine particulièrement, la grande famine des années 1333 – 1337 tua 4 millions de personnes⁸¹, les famines de 1810, 1811, 1846 et 1849 avec plus de 45 millions de décès tandis que celles de 1877-1878 et de 1951-1961 ont fait respectivement 10 et 30 millions de morts.⁸² En Inde à cause des grandes famines des années 1022, 1033, 1052, plusieurs provinces dont l'Hindustan furent dépeuplées, le pays connaîtra par la suite une panoplie de grandes famines à l'instar de celles 1344-1345, 1630-1631, la famine de 1661 dû à la longue sécheresse (deux années passées sans pluies), la famine de Deccan des années 1702-1704 avec 1,5 millions de morts , la grande famine de Bengale des années 1769-1773 causant 15 millions de décès, soit 1/3 de la population, entre autres famines nous avons la famine de Chalisa faisant 11 millions de morts, la famine de Bengale de 1943 avec son bilan de 7 millions de décès. La liste des drames sur la faim dans ces deux pays sus évoqués ne saurait être réellement exhaustive. Notons tout de même qu'il existe des pays durement touchés par le phénomène de la faim dans ce continent à l'instar de l'Indonésie, du Japon, de la Corée du nord etc.

En Amérique, le phénomène est tout à fait connu des géants de la place comme les Etats Unies d'Amérique notamment dans les années 1275-1299 avec la chute de la civilisation Anasazis causée par une famine, la famine des années 1878-1880 sur l'île Saint Laurant, Alaska ; le Mexique avec la grande famine des années 1450-1454 chez les empires aztèques ce qu'ils ont interprété comme le besoin de plus de sacrifices humains.

⁸⁰ Les plus grandes famines de l'histoire <https://fr.m.wikipedia.org> consulté le 23/12/2020.

⁸¹ *Ibid.*

⁸² *Ibid.*

En Afrique, les problèmes liés à l'insécurité alimentaire sont eux aussi existant depuis les temps très anciens la première famine dans continent remonte dans les années 1064-1072.⁸³ Le continent à cette époque connaissait de moins en moins les problèmes liés à la famine contrairement à d'autres. Mais peu à peu avec l'assèchement du Sahara et beaucoup plus avec l'accroissement de sa population sans oublier l'avènement des phénomènes nouveaux tels l'esclavage, la traite négrière, la colonisation et les crises socio-politiques. Le continent enregistra successivement la famine du Tigray d'Ethiopie en 1535 ainsi que celle dans le Harar combinée à la peste des années 1567-1570 au cours de laquelle l'émir du Harar trouva la mort. Après le XVIe siècle, il avait fallu attendre jusqu'au XVIIIe siècle pour assister aux famines Egyptiennes et Tunisiennes de 1784-1785 faisant état des 1/5 des Tunisiens tués. Le plus lourd bilan de ce phénomène en Afrique interviendra au Cap- Vert entre 1830 et 1833 ou 42% de la population trouva la mort. Vers la fin du XIXe siècle, la réapparition des problèmes de faim dans ce continent causa le décès des 1/3 de la population. Et depuis le XXe siècle, le continent africain semble être dompté par la persistance du phénomène des insécurités. Depuis 1928 avec la crise alimentaire du Ruanda-Urundi, causant une large migration vers le Congo, puis la grande famine du Maroc des années 1940- 1948, à cause du régime de "ravitaillement" instauré par la France.

Ce fut au vu des lourds bilans observés dans le monde qu'au terme de la Seconde Guerre Mondiale, l'Organisation des Nations Unies (ONU) est créée afin de préserver le monde des horreurs qui viennent de se produire. Un organe autonome, consacré à l'agriculture et à l'alimentation voit le jour en 1945 : la "*United Nations Food and Agriculture Organisation (FAO)*", dans le but "d'améliorer le rendement de la production agricole dans le monde et garantir l'efficacité de la répartition des produits alimentaires et agricoles afin de lutter contre la faim dans le monde par le biais notamment du développement agricole".⁸⁴

2- La situation alimentaire du septentrion camerounais d'avant l'implantation des acteurs internationaux

Au Cameroun, particulièrement son septentrion les situations de famine s'était déjà présenté aux populations de ces régions depuis le XVe et XVIe siècle⁸⁵. Leur réapparition au XIXe siècle précisément dans les années 1840-1850 avait pour mission de rappeler aux populations que les enjeux sur les questions de sécurité alimentaire étaient loin d'être

⁸³ www.wikipédia.org, consulté le 10 mars 2021 à 11h 07 min.

⁸⁴ Textes fondamentaux sur la création de la FAO.

⁸⁵ Sali, "Famine et insécurité alimentaire", p. 11.

saisissable et qu'il demeure important d'être permanentement en situation d'alerte mieux de lutte avec la nature afin de mieux les comprendre.

En effet, en 1933 au moment où la SDN demandait que soit faite la première enquête alimentaire mondiale, le Nord – Cameroun sombrait dans une des famines les plus longues du siècle sur le continent.⁸⁶ Cette grave situation était alors l'émanation exclusive d'un facteur majeur à savoir : les aléas climatiques avant l'avènement des facteurs nouveaux comme l'accroissement de la population et les menaces sécuritaires. La litanie d'incidence du premier facteur sur les activités agropastorales était déjà à lui seul un gros caillou dans la botte de la Région pourtant partante dans la grande course des visées vers l'émergence du pays à l'horizon 2035.

Conscient du fait que dans les années 1930 le Cameroun était loin d'être un état indépendant, il assumait alors le statut de territoire sous-mandat donc administré par d'une part les Français et de l'autre les Anglais. Les problèmes d'insécurité alimentaire étaient à cette période liés au seul facteur des aléas pluviométriques donc climatique. Ce facteur qui expose des phénomènes comme : l'irrégularité et la mauvaise répartition des pluies, la désertification et la sécheresse.

Le Cameroun est un pays constitué de 10 Régions subdivisé en 05 zones agro écologiques homogènes porteuses de paysages et de climats variés. Les trois Régions concernées par la présente étude sont catégorisées dans les deux zones les plus défavorisées par la nature à savoir :

La zone soudano-sahélienne (100,353 km²), elle couvre les Régions du Nord et de l'Extrême-Nord, caractéristiques : sols lessivés, pas fertiles ;

La zone des hautes savanes (123,077 km²), elle concerne la Région de l'Adamaoua, caractéristiques : sols faiblement perméables, peu fertiles.⁸⁷

Ces Régions contrairement aux sept autres semblent être fauchées par l'un sinon le seul facteur déterminant dans la production agricole qu'est la faible pluviométrie car l'eau en effet est une ressource primordiale pour l'agriculture et même la vie. Vu sous cet angle, l'eau se veut un élément non moins négligeable dans les questions de la sécurité alimentaire et bien évidemment de la survie de l'homme. En ce qui concerne le Nord-Cameroun, la question de l'eau semble se poser au niveau de la baisse drastique ou progressive du taux de pluviométrie

⁸⁶ C. Seignobos et O. Ibye-Manjeck, *L'atlas de l'Extrême-Nord*, paris, ORSTOM, 1989, p. 90.

⁸⁷ Rapport final CGFAO/PAM, 2017, p. 24.

depuis les années 1933 et les mauvaises répartitions des saisons soit 8 à 9 mois de saison sèche pour 3 à 4 mois de saison pluvieuse par an. Face cette situation, les envies de résolution de la question d'insécurité alimentaire au Cameroun septentrional doivent se comprendre comme phénomène ancien qui remonte depuis la période coloniale. En outre, durant la période coloniale, les colons français constatant la persistance des problèmes climatiques (sècheresse, inondation) dans les Régions septentrionales mirent sur pied des structures de prévoyance dans le but de contre carer l'évolution des problèmes d'insécurité alimentaire dans cette partie du pays à l'instar de la Société Indigène de Prévoyance (SIP) qui plus tard deviendra Société africaine de Prévoyance (SAP)⁸⁸. Depuis les années 1960 avec la décolonisation du Cameroun, l'Etat du Cameroun constatant la persistance des problèmes d'insécurité alimentaire dans ces mêmes régions mis sur pied des structures et programmes, à l'instar des plans quinquennaux (1960), la révolution verte (1973)⁸⁹ sans oublier les structures telles la SOCOOPED, le MIDEVIV, l'Office Céréalière, le SEMNORD dans le but contourner les problèmes liés à l'insécurité alimentaire majoritairement présent dans les régions septentrionale du pays. Malgré cette ribambelle de mesures prises par le gouvernement de la République pour faire face aux problèmes d'insécurité alimentaire, le phénomène prenait de plus en plus des proportions dans les villes et les villages des régions septentrionales. Bref que ce soit la décennie 1940, 1960, 1970, ou que ce soit dans le siècle présent, la mauvaise répartition de la pluviométrie a toujours compliqué le calendrier agricole dans les Régions du Nord Cameroun. Une situation à laquelle s'est ajoutée des nouveaux. Cependant qu'elles peuvent bien être les incidences de la persistance de ce phénomène sur la géomorphologie de la région et aussi sur l'environnement humain ?

La sécheresse et la désertification sont d'abord les conséquences immédiates d'une longue exposition de rareté d'eau. Ces deux phénomènes naturellement liés se différencient tout simplement en termes de niveau d'intervention. Ainsi, d'après Mensching : "la pénurie d'eau persistant sur plusieurs années et la variabilité élevée des précipitations augmentent les effets de la désertification qui à son tour, favorise la sécheresse en renforçant ses conséquences"⁹⁰

La destruction démesurée de la végétation naturelle par l'homme peut à elle seule déclencher des processus de dégradation écologique considérable. Bien plus, ces processus ne mènent à la désertification qu'après une longue période de sécheresse. Ce qui revient à dire

⁸⁸ <https://journals.openedition.org/dht/547?lang=en> Consulté le 05 septembre 2021 à 10h 16 minutes

⁸⁹ N. J. Nantchou "Une politique agricole de crise vue à partir du Moungo" mémoire de Master en sociologie, Université de Yaoundé 1991, p. 2.

⁹⁰ Leinsinger et Schmitt, "*Survivre au sahel*", p.99.

qu'il est préférable de digérer une désertification causée par la destruction démesurée de la végétation par l'homme que de prétendre affronter une désertification d'origine climatique.

Mais c'est à partir de la grande sécheresse qui a sévi dans la zone sahélienne entre 1968 et 1973 que le concept de désertification a pris beaucoup d'importance dans les discussions sur les problèmes écologiques.⁹¹ Pourtant, dès le début du XXe siècle, on s'inquiétait déjà du dessèchement du sahel et de l'extension du désert. Les discussions en ont suivi lorsque les périodes sèches allaient et venaient. C'est la toute première période de sécheresse de la décennie des indépendances.⁹² Au cours de cette période, la campagne agricole était particulièrement mauvaise à cause de la situation pluviométrique. Le volume des précipitations était de 15 à 40% inférieur à la moyenne, et a provoqué une perte de 60.000 tonnes sur la récolte des céréales dans la Région, c'est d'ailleurs en raison de cette tragique situation que l'Etat du Cameroun sollicita la toute première intervention du Programme Alimentaire Mondial (PAM).⁹³ Avec un manque à gagner d'environ 15% sur le revenu annuel moyen, l'agriculture et l'élevage s'effondrèrent après 5 années de sécheresse. Cette grande famine appelée *Dora Bodum en fufulbé* dénommé "serrez les ceintures" ne fut pas spécifique au Nord-Cameroun. Elle s'étendit dans plus de 16 pays du continent.⁹⁴

Au vu de ce qui précède, il ressort de nos dires que cette partie avait pour but de présenter l'état de la sécurité alimentaire dans le monde et au Nord Cameroun d'avant la création des institutions onusiennes de lutte contre la faim dans le monde et d'avant les interventions des acteurs internationaux dans la problématique de l'insécurité alimentaire dans le septentrion camerounais. Pour donc mieux comprendre l'évolution des faits il importait pour nous dans un premier temps d'évoquer de façon mémorielle les dégâts causés par le phénomène de la faim dans le monde durant la période d'avant la création des organisations internationales de lutte contre la faim (1945) puis dans un second temps nous avons voulu pour une bonne visibilité des enjeux actuels faire une petite comparaison entre les situations vécues au Nord-Cameroun avant les interventions des acteurs internationaux et plus tard nous présenteront le contexte récent d'après leur installation. Cependant, il importe à présent de savoir sur quelle base juridique repose la coopération entre le Cameroun et les acteurs internationaux œuvrant dans le domaine de la sécurité alimentaire au Nord-Cameroun.

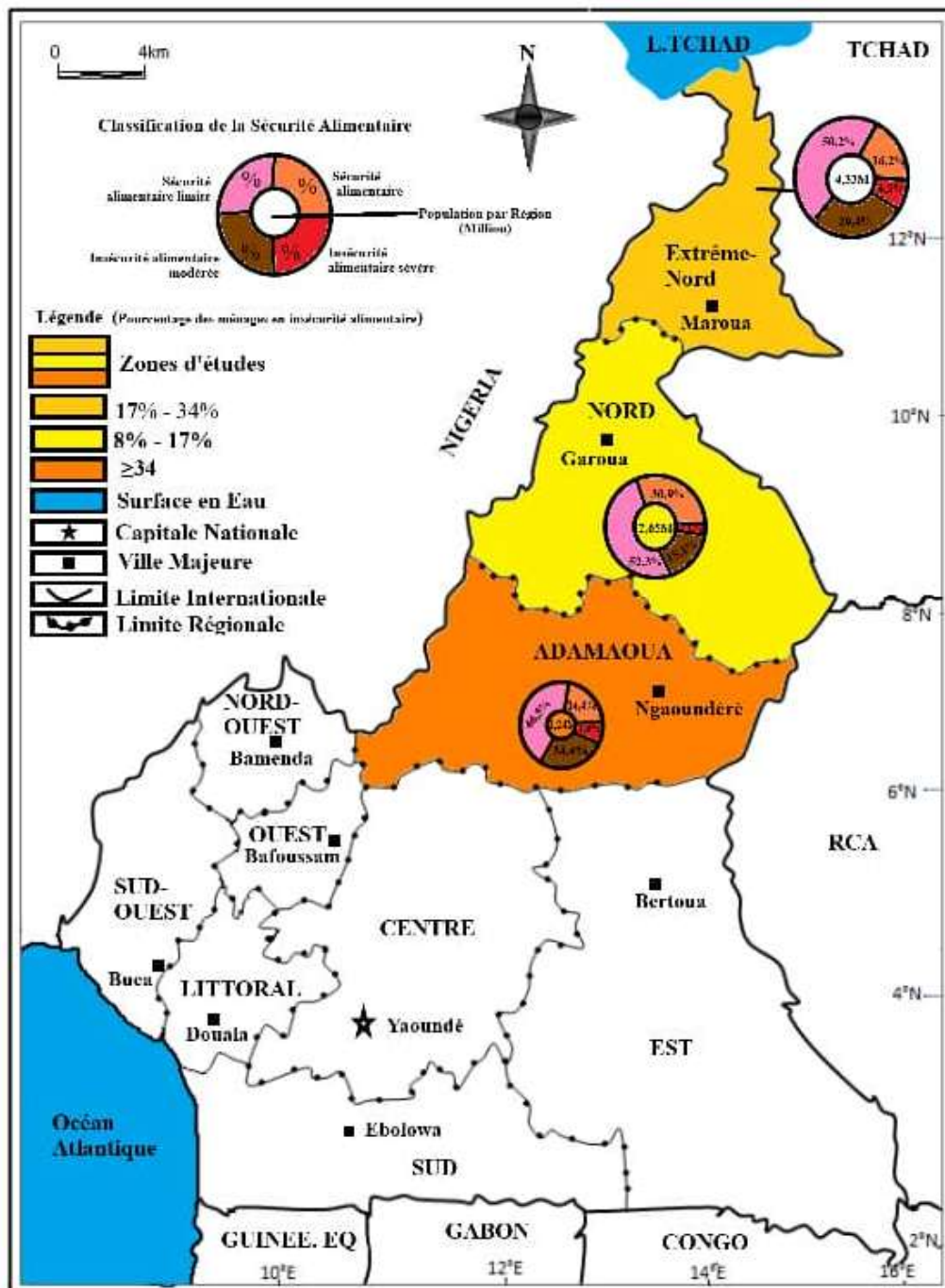
⁹¹ Sali., "Famine et insécurité", p. 93.

⁹² *Ibid.*

⁹³ Le contexte d'intervention du PAM Cameroun à cette période est alors lié aux principales préoccupations des populations septentrionales qui faisaient exceptionnellement face à des situations de disette.

⁹⁴ Ces 16 Pays touchés par cette grande famine en Afrique sont : les îles du Cap Vert, le Sénégal, la Gambie, le Mali, la Mauritanie, le Burkina-Faso, le Tchad, le Niger, le Bénin, le Nigeria, la R.C.A, la Libye, le Soudan, la Somalie, le Djibouti et l'Éthiopie.

Carte 2 : taux de prévalence de l'insécurité alimentaire au Nord Cameroun en 2016



Source : Conçue et réalisée par Tcheugo Guevara, Yaoundé, novembre 2020.

II- LES DETERMINANTS JURIDICO-POLITQUES ET TYPOLOGIE D'ACTEURS INTERNATIONAUX INTERVENANT DANS LA LUTTE CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE AU NORD-CAMEROUN

Le Cameroun répond juridiquement de ses actes depuis son indépendance le 1^{er} Janvier 1960 pour ce qui est de sa partie française et intégralement après celui de sa partie

anglaise en 1961. Depuis l'acquisition de son statut d'Etat souverain marqué par la fin du colonialisme dans le pays, cette heureuse situation responsabilisait dès lors le jeune Etat sur la scène internationale avec des possibilités de choix d'ouverture ou de fermeture au monde extérieur. Celui-ci opta donc pour son ouverture au monde extérieur en acceptant évoluer dans le contexte de la diplomatie qui est une pratique basée sur les partenariats, les conventions, les traités, les accords et les coopérations. Ce bon choix malgré ses défaillances mieux ses maux était la seule réelle alternative pour le nouveau-né de la scène internationale d'apprendre à grandir avec les autres Etats qui par leurs expériences pouvaient apprendre à la jeune nation à grandir. C'est dans ce contexte que le pays s'engagea par des accords de coopération avec des Etats et des organisations internationales dans le but de s'arrimer d'abord à la nouvelle donne mondiale mais aussi de garantir sa sécurité dans divers domaines important de la vie d'un Etat.

1- Cadre légal de l'intervention des organisations internationales en matière de sécurité alimentaire au Nord - Cameroun

Face aux multiples carences que connaît le monde à la veille de la seconde guerre mondiale, plusieurs institutions seront créées dans le but de répondre à ses multiples manquements. A la tête de ces institutions sera placé l'Organisation de Nations Unies (ONU).⁹⁵ D'autres organisations à caractères Régionale et Sous - Régionale seront par ailleurs créées dans le but d'assurer globalement la survie des hommes. Ces différentes assises de concertation mondiale avaient pour but de sauver et protéger les vies⁹⁶. Plusieurs points d'aboutissement furent cependant élaborer consensuellement comme instrument juridique mondiale, Régionale et Sous - Régionale notamment la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, la convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés, le protocole relatif au statut des réfugiés de 1967, la convention de l'OUA de 1969 régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique, la charte africaine des droits de l'homme et des peuples de 1981, le droit à l'ingérence politique, la convention relative au droit de l'enfant de 1989, les décisions Ex.CL/127(V) et Ex.CL/Dec. 129 (V) adoptés par le conseil exécutif à Addis - Abeba en juillet 2004 relative aux réfugiés et aux personnes déplacées⁹⁷. Ces différents pôles juridiques apportent au-delà des textes et lois atypique à un Etat des réglementations importantes au fonctionnement du système international. Ce sont

⁹⁵Contexte de création de l'ONU

⁹⁶Charte des Nations Unies.

⁹⁷Charte de l'Union africaine

donc ces conventions, ces traités et ces accords qui soutendent et peuvent légitimer certaines interventions des acteurs internationaux dans certains pays à l'instar du Cameroun.

L'Etat du Cameroun pays ayant ratifié la quasi-totalité des traités possible sur le droit international et droit humanitaire, est depuis confronté à des catastrophes naturelles et depuis presque une décennie déjà confronté à plusieurs situations déstabilisatrices. Le pays conjure à la fois une difficile guerre asymétrique provoquée par la secte islamiste Boko – Haram dans les Régions de l'Extrême – Nord et du Nord, l'accueil des réfugiés Nigériens et centrafricains, dans les Régions septentrionales et de l'Est, la crise socio – politique des régions anglophones (Nord - Ouest et Sud – Ouest) du pays. Ces différents phénomènes ont par leur ampleur sans cesse grandissant exposé le pays à faire appel à des aides conformément au principe de droit humanitaire international. Mais cette situation dépendait-elle de la seule volonté du pays ?

a) Le principe de la non - ingérence des Etats et l'aide internationale au Cameroun

Le Cameroun fait depuis face à des situations pouvant justifier les interventions extérieures d'après le principe humanitaire international. Mais face au principe de souveraineté des Etats auquel il revient à l'Etat de déclarer son incapacité à gérer leurs situations. Cependant, l'aide internationale présente au Nord Cameroun se trouve confrontée. Comme le principe de l'égalité souveraine des Etats, le principe de la non – ingérence constitue l'un des principes fondamentaux des relations internationales. Ce principe confie l'entière responsabilité de l'Etat à coopérer ou non avec des organisations internationales, les Etats ou les organismes privés de la société civile.⁹⁸ La charte des Nations Unies proclame expressément le principe de la non-intervention des Etats aux paragraphes 4 et 7 de son article 2. Ces dispositions postulent respectivement la prohibition du recours à la force et au non intervention des affaires intérieures des Etats. Cependant, l'aide internationale présente au Nord Cameroun peut-elle se confondre au droit d'intervention unilatérale ?

L'intervention des AI au Nord Cameroun est un fait qui respecte le droit international des missions qui sont loin à se confondre au droit international unilatérale. Rougier écrivait d'ailleurs à propos que :

Chaque fois que les droits humains d'un peuple seraient méconnus par ses gouvernants, un ou plusieurs Etats pourraient intervenir au nom de la société des nations, soit pour demander l'annulation des actes, de puissance publique critiquables, soit pour empêcher à l'avenir le renouvellement de tels

⁹⁸ C. Tshibanda Mlunda, "La souveraineté des Etats en droit international public à l'orée de ce troisième millénaire", mémoire de Master en droit et sciences politiques, Université de Kinshasa RDC, 2008, p. 76.

actes, soit pour suppléer à l'inaction du gouvernement en prenant des mesures conservatoires, urgentes et substituant momentanément leur souveraineté à celle de l'Etat contrôlé.⁹⁹

Les Etats du monde entier sont donc ainsi tenu de la garanti de protection de leurs citoyens. Dans le même ordre d'idées, PEREZ-VERA écrira :

Dès que l'on quitte les théories basées sur le dogme de la souveraineté absolu des Etats (...) on trouve chez la plupart des auteurs l'affirmation de l'existence d'un droit général et impératif qui prime les droits particuliers des Etats et protège certaines prérogatives inhérentes aux individus (...) un droit de la société humaine, supérieur au droit de la souveraineté et d'indépendance des Etats, un droit basé sur l'idée que toute société politique doit satisfaire, en accord avec une loi nécessaire et comme tache préalable à sa mission nationale, les droits fondamentaux de ses membres.¹⁰⁰

La codification du droit international humanitaire a abouti à l'adoption le 12 aout 1949 des quatre conventions de Genève et en 1977, des deux protocoles additionnels. Ainsi, les Etats doivent non seulement respecter sur leur propre territoire les règles du droit humanitaire, mais également veiller au respect de ces règles sur le territoire des autres Etats.¹⁰¹

Comme l'on peut le constater il existe un éternel débat entre la souveraineté des Etats et le droit d'ingérence de la communauté internationale. Ce grand débat a été du moins atténué par des mécanismes juridiques devant légitimer une ingérence étrangère. Ce qui concède les plains pouvoir aux Etats d'entretenir par des conventions et autres documents importants des relations internationales des relations de coopération internationales avec les organismes ou Etats dont ils ont besoin.

Le Cameroun dans le contexte des relations internationales est un Etat beaucoup plus sujet qu'acteur des relations internationales. Le pays subi plus qu'il en décide¹⁰². Les interventions des acteurs internationaux dans la partie septentrionale sont certes l'aboutissement de la manifestation souveraine de l'Etat, mais elle lui est aussi comme contrainte conformément au respect du droit international.

b) Les responsabilités juridiques des acteurs internationaux au Nord Cameroun

Le Nord Cameroun connaît depuis plusieurs décennies déjà la participation de plusieurs acteurs internationaux en raison des multiples problèmes dont il fait face. Cette grande mobilisation internationale autour du Nord Cameroun est l'œuvre de la solidarité internationale

⁹⁹ A. Rougier, *la théorie de l'intervention d'humanité*, volume 10, Paris, Dalloz, 2014, p. 72.

¹⁰⁰ E. Perez-vera, *La protection d'humanité en droit international*, 5 R.B.D.I., 1969, pp. 401 – 403.

¹⁰¹ G. Kervarec, "L'intervention d'humanité dans le cadre des limites au principe de la non intervention", les éditions Thémis, faculté de droit, Université de Montréal, 1998, p. 3.

¹⁰² Cf les termes des échanges entre le Cameroun et les grandes puissances (dictature des prix)

impulsé par l'organisation des Nations Unies.¹⁰³ C'est cette grande initiative à vouloir promptement résoudre les problèmes de famine accablant le monde que se verra naître la panoplie d'organisations internationales reconnues dans le domaine de la sécurité alimentaire.¹⁰⁴ Des organisations internationales tels le PAM, l'UNICEF, le HCR, l'OMS et bien d'autres seront mises sur pieds dans le but de suppléer la toute première organisation internationale du domaine de la sécurité alimentaire.¹⁰⁵ Parallèlement, l'ONU dans sa volonté et démarches à vouloir assurer le bien-être et la sécurité des hommes dans le monde avait mis sur pieds des instruments juridiques permettant de mettre en lien les gouvernements et les organisations internationales tout comme les gouvernements entre eux. Il s'agit des conventions, traités et accords.¹⁰⁶

Plusieurs conventions existant de nos jours ont été mise à la base des missions des organisations internationales.¹⁰⁷ Ainsi, la panoplie d'organisations internationales œuvrant dans la lutte contre les différents problèmes d'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun est l'œuvre des missions des Nations Unies dans le but de veiller aux respects des grandes conventions internationales dont le Cameroun avait jadis ratifié et signé.

Les interventions des organisations internationales au Nord - Cameroun sont légitimées par les différents accords que signent les différentes organisations internationales avec l'Etat du Cameroun. Ces accords de coopérations sont préalablement l'œuvre d'un aboutissement d'une demande d'aide adressé à l'organisation suite à des situations de crise dont le pays fait face et qui nécessite une intervention après constatation de ses limites sur la situation et l'urgence des besoins. Plusieurs conventions justifient aussi la présence de bons nombres d'acteurs internationaux au Nord - Cameroun.

Les textes sur la déclaration Universelle des droits de l'homme en tant qu'instrument juridique de haute importance constitue un document référentiel légitiment la présence de bon nombre d'organisations internationales au Nord - Cameroun notamment avec la mise sur pieds de convention dont le but est de combler les besoins de l'homme ou qu'il soit qui il soit et comme il soit.¹⁰⁸ Parmi ces droits nous avons : le droit à l'alimentation, le droit à l'éducation, le

¹⁰³ Cf contexte de création de l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et pour l'agriculture

¹⁰⁴ Préambule des textes fondamentaux de l'organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, vol I et II – édition de 1994.

¹⁰⁵ Conférence de la FAO et de l'assemblée générale des Nations Unies de 1961 instituant certaines organisations en renfort à la FAO dans la lutte contre l'insécurité alimentaire.

¹⁰⁶ Cf, charte des Nations Unies

¹⁰⁷ Ngoune, "Aide internationale et réfugiés", p. 41.

¹⁰⁸ Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, p.3.

droit des enfants, le droit à la santé, le droit d'asile etc. en réponse à ces différents droits plusieurs conventions verront le jour à l'exemple de :

La convention de Genève de 1951, d'abord à l'origine de la création du HCR,¹⁰⁹ la convention de Genève donne une large opportunité au HCR de mener à bien ses missions dans les Régions septentrionales sur la protection des droits des réfugiés abondants dans la Région. Le HCR a non seulement pour mission de fournir des abris aux réfugiés, mais aussi celui de contrôler l'application de certains instruments juridiques en rapport avec le droit international d'asile.¹¹⁰

La convention relative au droit de l'enfant de 1989, elle est l'instrument juridique phare de pas mal d'organisations internationales intervenants au Nord - Cameroun à l'instar de l'UNICEF, le PAM, la FAO et l'OMS. Ces différentes organisations sont dans le cadre de leurs missions autant impliqués au respect des conventions internationales sur la prise en charge des enfants au Nord Cameroun qu'au respect des missions de leurs différents accords avec l'Etat du Cameroun.

Cependant, il existe plusieurs conventions à caractère Régionales qui règlementent et codifient l'assistance humanitaire sur le continent africain c'est le cas de la charte africaine des droits de l'homme de juin 1981¹¹¹, la convention de l'union Africaine sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées de 2009,¹¹² etc. En ce qui concerne le cadre juridique des interventions des ONGI au Nord - Cameroun, Ces acteurs plus nombres œuvres au Nord - Cameroun dans le cadre de la loi N° 99/014 du 22 décembre 1999. Cette loi précise le concept, la typologie ainsi que l'organisation et le fonctionnement au Cameroun. D'après l'article 2 alinéa 1 de cette loi de 1999, une ONG est "une association déclarée ou une association étrangère autorisée conformément à la législature en vigueur et agréée par l'administration en vue de participer à l'exécution des missions d'intérêt général".¹¹³ Cette loi sur la législation des ONGI au Cameroun fut accompagnée par d'importants textes dans l'exercice de leurs missions c'est ainsi qu'il fut décidé en dernier ressort de l'importance de l'obtention d'une autorisation

¹⁰⁹L'agence des Nations Unies pour les réfugiés : statut du HCR de 1950, <https://www.unhcr.fr>, consulté le 21 octobre 2021 à 17h 33 min.

¹¹⁰ Article 1, alinéa 2 de la convention de Genève du 28 juillet 1951, relative au Statut des réfugiés.

¹¹¹ Encore appelé charte de Banjul, la charte africaine des droits de l'homme et des peuples a été adopté en juin 1981 en Nairobi lors de la 18^e conférence de l'unité africaine

¹¹² Elle fut adoptée par le sommet spécial de l'Union Africaine tenu le 22 octobre 2009 à Kampala (Ouganda).

¹¹³ Article 2 alinéa 1 de la loi n° 99/014 du 22 décembre 1999 portant sur les rôles et fonctionnement des ONG au Cameroun.

d'exercice en ce qui concerne les ONGI. Il est l'œuvre du Ministère de l'administration territoriale.¹¹⁴

2- Typologie d'acteurs internationaux impliqués dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord Cameroun

La lutte contre l'insécurité est un sérieux phénomène qui pose d'énormes difficultés à la planète toute entière. Son impact sur la population mondiale reste très préoccupant.¹¹⁵ Le Cameroun conscient de cette dangerosité avait depuis plusieurs décennies déjà opté affronter communément ce phénomène par la diversification et la multiplication des acteurs intervenants dans le domaine dans le but de facilement gérer les éventuelles situations pouvant se présenter dans le pays. C'est dans ce contexte que dans son septentrion l'on note une forte présence d'acteurs internationaux en raison du fait que cette Région est permanemment et fortement frappée par plusieurs situations. Dans la typologie d'acteurs internationaux intervenant au Nord - Cameroun nous avons :

a) Les Institutions Spécialisées des Nations Unies

Il s'agit des organisations intergouvernementales (créées par accords entre Etats) à vocations universelle et à compétences spécialisées liées à l'ONU par des accords spéciaux. Distinctes de l'ONU (la fondation de certaines étant même antérieure à celle des Nations Unies), elles sont restées autonomes, mais collaborent avec l'ONU la nouvelle institution mondiale par l'intermédiaire du conseil économique et social. Sont considérés comme membres d'une institution spécialisée, les Etats qui ont participé à sa création, ainsi que tous les Etats membres de l'ONU par admission automatique sur simple demande de leur part.¹¹⁶ Les Etats non-membres de l'ONU peuvent être admis sur décision favorable des organes de l'institution. Chaque institution possède son budget alimenté par des cotisations étatiques conformément aux règles de sa charte constitutive.¹¹⁷ Au vu du type d'organisation, il ressort que trois organisations spécialisées des Nations Unies à savoir l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) et l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) répondent favorablement au critère de sélection de cette étude.

¹¹⁵ En 2019, la FAO évaluait à 750 millions le nombre de personnes en état d'insécurité alimentaire grave. Soit près d'une personne sur dix dans le monde. Au total, ce sont 2 milliards de personnes qui n'ont pas eu régulièrement accès à une alimentation sûre, nutritive et suffisante. Au Cameroun à la même année, le pays enregistrait qu'environ 16% de ses ménages souffraient d'insécurité alimentaire. Soit 4 millions de sa population donc 2 11000 en situation grave.

¹¹⁶ Cf Charte des Nations unies pp. 4-5.

¹¹⁷ *Memo Larousse encyclopédie générale visuelle et thématique*, 1990. p. 643.

La coopération entre le Cameroun et les trois organisations internationales repose sur différents accords. Le Cameroun est membre de la FAO depuis 1945 mais l'accord de base entre l'organisation et le pays existe depuis le 02 septembre 1978. Jusqu'à la signature des nouveaux accords de base le 04 septembre 2015 relatif à l'établissement du bureau de partenariat et de liaison de la FAO en République du Cameroun et celui relatif au programme de partenariat entre la FAO et la République du Cameroun, ces différents accords ont toujours tiré leur fondement sur l'accord de Base conclu le 02 septembre 1978¹¹⁸.

En ce qui concerne la seconde organisation le FIDA, l'Organisation fut créée en 1977 à l'initiative des pays l'O.C.D.E. et de l'O.P.E.P. avec pour but de mobiliser les ressources supplémentaires pour aider les pays en développement à améliorer leur production alimentaire et leur nutrition. Le FIDA travaille en étroite association avec la FAO (c'est pourquoi son siège se trouve aussi à Rome).¹¹⁹ Les fonds qu'il prête doivent financer des projets bénéficiant aux populations rurales les plus pauvres d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. L'accord de coopération de Base entre l'Organisation et le Cameroun existe depuis 1981 année où l'organisation débuta ses activités dans le pays.

Le Cameroun est membre actif de l'OMS depuis le 08 décembre 1962 avec la signature de l'accord de coopération entre les deux parties.¹²⁰ Tout comme pas mal d'Organisations du même caractère, les accords entre l'OMS et l'Etat du Cameroun ont beaucoup progressé.

b) Les Organes Subsidiaires des Nations Unies

La charte des Nations Unies reconnaît aux organes principaux de l'ONU (Assemblée générale, conseil de sécurité et conseil économique et social principalement) la faculté de créer les organes subsidiaires qui s'avèrent nécessaires à la réalisation de leurs tâches. Ces organes subsidiaires sont de nature variée, tantôt comité d'experts, instituts, université, tantôt organisations intergouvernementales.¹²¹ N'ayant ni personnalité juridique ni budget propre, Ils font en principe partie intégrante de l'Organisation qui les a créés. Dans la pratique pourtant, certains se sont autonomisés et collectent même des ressources propres, indépendantes de celles que leur fournit l'Organisation. Dans cette rubrique, sont concernés les Organisations Internationales telles que le Programme Alimentaire Mondial (PAM), le Fond des Nations

¹¹⁸ <https://www.fao.org/cameroun/fao-au-cameroun/fr/>, consulté le 10 mars 2021 à 19h 15min

¹¹⁹ FAO, *la FAO, ses 40 premières années* : 1945 – 1985, Rome, 1985.

¹²⁰ <https://www.afro.who.int/fr/news/cinquantenaire-de-la-coopération-cameroun-oms> consulté le 18 septembre 2021 à 14h 20 min

¹²¹ Memo Larousse encyclopédie générale visuelle et thématique...p.651.

Unies pour l'enfance (l'UNICEF), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR).

La coopération entre le Cameroun et le PAM fait partir des plus vieilles coopérations entre l'Etat du Cameroun et les institutions onusiennes intervenants dans le vaste domaine de la sécurité alimentaire.¹²² En effet, cette coopération existe depuis le 03 avril 1968 date de signature de l'accord de Base entre le gouvernement de la République du Cameroun et le Programme Alimentaire Mondial ONU/FAO relatif à une assistance dudit programme.¹²³ Entre la signature de l'accord de Base jusqu'à nos jours, la coopération entre les deux acteurs a connu bien des évolutions par la signature de nouveaux accords de base comme celui du 23 janvier 2002.¹²⁴

Dès lors, notons que c'est à partir de 1973, que le Cameroun bénéficie d'une importante assistance de l'institution onusienne dans le cadre des projets à buts multiples, conçus en appui aux différents plans quinquennaux de développement économique et également dans le cadre des situations d'urgence telles que l'accueil des réfugiés sur le territoire national, le secours aux victimes de la sécheresse, des inondations et autres calamités naturelles¹²⁵

Concernant le fonctionnement général des Organisations Internationales, celles-ci apportent leur assistance à un pays à la demande de celui-ci dans le strict respect des conditions imposées par celle-ci. Les termes des accords peuvent cependant à tout moment être modifié au cas où l'une des parties n'approuverait plus les accords précédemment prisent ou par une évolution des situations où les deux parties sollicitent une nette amélioration des termes du précédent accord. Les accords avec les organisations internationales n'ont pas d'expiration en termes de durée. Ceux-ci peuvent se résilier à tout bout de temps à condition qu'une des deux parties se sente abusée¹²⁶

Autre acteur important impliqué dans la lutte contre le phénomène d'insécurité alimentaire au Nord Cameroun c'est l'UNICEF. L'organisation fut mise sur pied dans le but d'apporter aux enfants des pays en développement une aide pour faire face aux besoins

¹²² Ces propos s'inspirent en effet sur une étude comparative des dates de signatures des différents accords de coopération entre le gouvernement de la République du Cameroun et les six institutions onusiennes intervenants dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord Cameroun où le PAM apparait comme le plus ancien acteur.

¹²³ Décret N° 68/DF/104 du 7 mai 1968 portant publication de l'accord de base entre le Gouvernement Camerounais et le Programme alimentaire Mondial ONU/FAO, relatif à une assistance dudit programme.

¹²⁴ MINADER, rapport 2017 d'audit institutionnel du comité de gestion et d'assistance FAO/PAM, p.

¹²⁵ MINADER, CG-FAO/PAM, rapport 2018 d'état de coopération entre le gouvernement de la République du Cameroun et le Programme Alimentaire Mondial, p. 1.

¹²⁶ Memo "Larousse encyclopédie générale " p. 644.

essentiels en matière de santé, de nutrition et d'enseignement.¹²⁷ Elle débute ses interventions au Cameroun à partir de 1975 après la signature d'un accord de coopération entre les deux parties. D'autres conventions furent notifiées entre les deux acteurs depuis 1990 et dont la ratification par l'Etat du Cameroun n'interviendra qu'en 1993.¹²⁸

La dernière Organisation Internationale concernée dans cette catégorie d'organisations intervenants sur les questions de sécurité alimentaire au Cameroun septentrional est l'UNHCR. Celle-ci depuis sa création en 1951 dans le but d'assurer la protection internationale des réfugiés qui ne bénéficiant pas de la protection de leur pays d'origine et le cas échéant faciliter leur rapatriement volontaire.¹²⁹ Les relations de coopération entre le Cameroun et le HCR datent de 1978 avec l'arrivée massive des milliers de ressortissants équato-guinéens fuyant le régime de dictature de Macias Nguéma. L'accord de siège du HCR au Cameroun interviendra cependant en 1982 avec l'arrivée en 1979 à Kousséri de plus de 100.000 réfugiés tchadiens fuyant la guerre civile dans le pays. C'est également en 1982 que le HCR installe au Cameroun une délégation à Yaoundé et une sous-délégation à Garoua.¹³⁰

Du précédent point de vue, il ressort que dans le cadre de sa lutte contre le phénomène d'insécurité alimentaire, le Cameroun entretient des relations de coopération avec six (06) organisations internationales soit trois institutions spécialisées des Nations Unies et trois organes subsidiaires. Il est cependant important de préciser que parmi les six organisations internationales recensées dans le cadre de cette étude, la différence existante entre les acteurs directs et indirects est beaucoup plus à caractère vocationnelle d'où leur catégorisation dans le domaine. Cette catégorisation est évaluée en fonction de leurs cahiers de charges. Ainsi, dans le cadre de la lutte contre l'insécurité alimentaire, il existe les acteurs directs et les acteurs indirects.

Par acteurs directs l'on comprend les organisations dont le cahier de charge ou les activités sont prioritairement orientées dans le domaine de l'alimentation. Il s'agit notamment de la FAO, du PAM et du FIDA. La dernière du fait de sa vocation particulière, comme institution financière agricole, se différencie ainsi originellement de ses deux organisations frères que sont le PAM et la FAO beaucoup plus pratique qu'économique. C'est

¹²⁷ Memo « Larousse encyclopédie générale », p.652.

¹²⁸ https://www.humanitarianreponse.info/sites/www.humanitarianreponse.info/files/assessments/unicef_report_evaluation_rapide_limani-amchide_08_05_2018_final.pdf consulté le 21 septembre 2021 à 7h 36 min

¹²⁹ UNHCR : Plan d'opération par pays, 2006, WWW.refworld.org consulté le 13 janvier 2021.

¹³⁰ *Ibid.*

cette participation active de ces deux acteurs qui justifierait le décret n°86/1411 du 24 NOVEMBRE 1986¹³¹ Instituant le comité de gestion et d'assistance FAO/PAM.

S'agissant des acteurs indirects, ce sont des organisations dont les cahiers de charges sont prioritairement orientés vers un domaine autre que l'alimentation mais dont la finalité des actions se rejoint au vaste domaine de la Sécurité alimentaire. En bref ce sont des organisations assument des pans importants et complémentaires dans le long processus qu'impose la sécurité alimentaire. Il s'agit notamment de l'OMS, de l'UNHCH et de l'UNICEF.

A côté des Organisations Internationales de l'Organisation des Nations Unies, nous avons les Organisations Non Gouvernementales Internationales (ONGI) :

c) Les Organisations Non Gouvernementales Internationales (ONGI)

Les ONGI ou OING occupent actuellement une place de choix dans la lutte contre le phénomène d'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun. Le concept D'ONG est un concept souffrant jusqu'à nos jours d'une légitimité définitionnelle. Sa survie continue de faire débat dans le monde scientifique et diplomatique. En ce qui concerne son évolution, il se repend pour la première fois vers les années 1939 et précisément au lendemain de la deuxième guerre mondiale lorsqu'il fallait envisager la reconstruction de l'Europe.¹³² A cette époque, les organisations internationales chargées de réfléchir sur le développement rapide de l'Europe avaient admis le principe de collaborer avec les structures de développement. Il se créa alors des relations de partenariat entre les gouvernements et le secteur privé, représenté par les missions religieuses. Ces dernières constituaient au départ des structures de relais sur le plan alimentaire et humanitaire avaient pour principal objectif, le relèvement des régions défavorisées.¹³³

Cette bataille contre le sous-développement initié par les institutions chrétiennes a fini par se généraliser au niveau des mouvements sociaux populaires qui ont compris qu'il était nécessaire de s'organiser en regroupements pour conscientiser le monde.

De ces revendications apparaissent donc les structures organisées reconnues comme des ONG et destinées à promouvoir le développement économique et social des populations. Au fil des années, plusieurs d'entre elles ont fait leurs preuves en Europe et ont fini par devenir d'excellents pôles de développement.

¹³¹Décret signé par le président de la République du Cameroun le 24 novembre 1984 instituant le CGFAO/PAM.

¹³²D. Kimaka, cadre juridique des organisations non gouvernementales au Cameroun, avril 2009. P. 4.

¹³³ *Ibid.*

L'expérience va se généraliser au cours des années 1960 dans des pays du Sud qui ont vu naître çà et là des ONG au regard de leurs domaines d'intervention et de la finalité des actions tournées vers le développement. Cette importance des structures en gestation et des effets positifs de leurs actions contre le sous-développement ont conduit les gouvernements à considérer comme de véritables acteurs du changement et de progrès.

Au niveau du Cameroun, cette reconnaissance s'opère avec l'action du législateur à travers la loi n°99/014 du 22 décembre 1999. Cette loi qui consacre les ONG précise le concept, la typologie ainsi que l'organisation et le fonctionnement de celles-ci. Mais avant l'avènement de cette loi, force est de reconnaître le rôle joué par les comités de développement au Cameroun dans les années 1980. L'électrification rurale, la construction des ponts des cases de santé, des points d'eau, des écoles, des foyers culturels, des pistes villageoises ainsi que la création des champs communautaires sont le fruit de ce frémissement. L'on peut dire que ces comités ont servi d'incubateur pour l'éclosion d'une certaine élite appelée à diriger des structures de développement modernes.

Après les années 1990, l'on a constaté avec regret que les comités de Développement se sont transformés en arènes où les acteurs politiques se sont souvent donné rendez-vous pour des batailles sanglantes dans le but de se positionner en leader.

D'après nos enquêtes de terrain dans les Régions septentrionales, il ressort que les ONG internationales œuvrant dans le domaine de la sécurité alimentaire sont :

La Codas Caritas, Action Contre la Faim (ACF), Solidarité Internationale, L'ONG Inter-Sos, Plan International, Care international, Le Giz, Nascent Solutions, Première Urgence Internationale (PUI), La Croix-Rouge Française, Médecins sans frontières (MSF), La Croix-Rouge Belge¹³⁴

Ces différents ONG internationales interviennent à différents niveaux à la lutte contre l'insécurité alimentaire dans les trois régions septentrionales camerounaise aux côtés des Organisations Internationales.

d) Les Organisations Régionales

La gravité des problèmes d'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun connaît aussi la participation des organisations à Caractère Régionales. Il s'agit notamment de L'Union Africaine (UA) et de l'Union Européenne (EU). Ces organisations agissent au Nord -

¹³⁴ Résultat d'une enquête de terrain effectué dans les trois régions dans la période du 02 septembre au 10 octobre 2020.

Cameroun dans le cadre de la solidarité internationale par des actions de soutien à des projets et programme initiés par le gouvernement de la République.¹³⁵

e) Les Etats amis du Cameroun

Plusieurs Etats amis du Cameroun s'intéressent aussi à la lutte contre les problèmes d'insécurité alimentaire depuis présent au Nord - Cameroun. Ces Etats généralement les grandes puissances soutiennent diversement l'Etat du Cameroun. Il s'agit régulièrement des pays comme : le Canada, l'Allemagne, la France, les Etats Unies, la Chine...¹³⁶ Ces Etats assistent de manière très significative l'Etat du Cameroun dans ses problèmes d'insécurité alimentaire.

f) Les institutions financières internationales

Parmi les acteurs internationaux intervenant au Nord - Cameroun dans le cadre de la lutte contre l'insécurité alimentaire, se trouve aussi les institutions financières internationales à l'instar de la Banque Mondiale (BM), du Fonds Monétaire International (FMI), de la Banque africaine de développement (BAD) et même de la Banque Islamique de développement (BID).¹³⁷ Ces institutions à la différence avec les OI interviennent momentanément dans cette lutte et ne sont non plus installés dans ces Régions.

III- CAUSES ET EVOLUTION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE AU NORD CAMEROUN DEPUIS LES INSTALLATIONS DES ACTEURS INTERNATIONAUX.

Les problèmes d'insécurité alimentaire persistant dans la partie septentrionale camerounaise ont certainement des origines identifiables. Ainsi, bien identifier ces différentes causes faciliterait l'entendement de ce travail sur la sécurité alimentaire.

1- Les causes de l'insécurité alimentaire au Cameroun septentrional

Globalement résumées en quatre (04) grands facteurs, les causes de l'insécurité alimentaire sont l'ensemble des raisons causant ou favorisant le chaos alimentaire dans les Régions du Nord Cameroun. Ces facteurs sont donc entre autres :

a) Les facteurs environnementaux.

La pratique de l'activité agricole dans les Régions septentrionales du Cameroun est depuis longtemps confrontée à des aléas environnementaux fauchant la bonne pratique des activités agricoles ainsi que leurs rendements. Parmi ces problèmes d'ordre environnementaux

¹³⁵ Cf document annexe n° 13, p. 2.

¹³⁶ *Ibid.* p.3-4.

¹³⁷ *Ibid.* p.4.

nous avons premièrement la notion de climat : le septentrion Camerounais est tout d'abord un espace compris entre deux grandes zones climatiques à caractéristiques différentes mais similaires à savoir : la zone soudano-sahélienne et la zone de haute savane.

La zone soudano-sahélienne qui s'étend sur une superficie d'environ 100, 353 km², elle couvre deux Régions que sont le Nord et l'Extrême-Nord. Ces Régions se caractérisent par des sols lessivés donc pas fertiles, avec un climat chaud dont la température moyenne dépasse généralement les 42°C, un très faible taux de précipitations compris entre 400 et 1200 mm/an pour moins de 50 jours de pluies/an. Une très grande irrégularité des pluies marquée par une inégale répartition des saisons ; La longue saison sèche occupe minimalement 7 à 9 mois sur 12 et la courte saison pluvieuse est malheureusement ponctuée elle aussi par des rubriques néfastes à une bonne production agricole telle que les inondations et les vents violents. Par exemple depuis le début de la saison de pluie en juillet 2020, les inondations ont affecté 162 300 personnes dans cinq départements sur six dans la Région de l'Extrême-Nord. 104 établissements scolaires primaires et secondaires ont été ravagés par les inondations de juillet à octobre 2020, affectant plus de 38000 élèves dans la seule Région de l'Extrême-Nord Cameroun.¹³⁸ Les sols sont de grande diversité : ferrugineux, lessivés, hydro morphes, alluvionnaires, lithosols, vertisols etc. Les températures y sont très élevées dépassant parfois les 45°C.

La zone de haute savane : s'étend sur une superficie d'environ 123,077 km² et représente la région de l'Adamaoua. Sa principale caractéristique en termes de sol est que ses sols sont faiblement perméables et peu fertiles¹³⁹, capacité de rétention d'eau moyenne, les sols ferrallitiques bruns ou rouges et sols hydro morphes. La région connaît elle aussi les mêmes problèmes climatiques à la seule différence qu'elle connaît un taux de pluviométrie légèrement au-dessus des zones soudano-sahéliennes (1500mm/an pour moins 100 jours de pluie/an elle présente aussi un couvert végétal un peu plus fourni que les zones soudano-sahéliennes. Par conséquent, le fait que le Nord - Cameroun soit défaillant en approvisionnement d'eau, pose de gros ennuis au sol et à la végétation d'éclorre et de rendre plus vivable cette partie du Cameroun. La longue sécheresse ayant fait son nid, ne peut qu'accélérer la désertification de la zone et donc sa dépendance permanente en produits agricoles.

¹³⁸ OCHA Cameroun : Rapport de situation humanitaire publié le 17 décembre 2020 consulté le 23 février 2021.

¹³⁹ Rapport 2017 du Minader sur l'audit institutionnel et organisationnel du Comité de Gestion de l'Assistance de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et du Programme alimentaire mondial (PAM).

Les menaces dues aux attaques des ennemis des cultures constituent aussi un facteur non moins négligeable dans les principales causes de l'insécurité alimentaire au Nord-Cameroun. Il s'agit ici des phénomènes comme les invasions acridiennes plus connu sous le vocable de passage des sauterelles un phénomène fréquent dans l'histoire des famines au Nord - Cameroun. D'après certaines sources, les grandes invasions acridiennes débutèrent en 1930¹⁴⁰. Elles se sont généralisées en 1931, et firent des dégâts énormes jusqu'en 1939. Les invasions acridiennes peuvent souvent durablement faucher les récoltes agricoles à des pourcentages assez importants. Il en est de même avec des phénomènes comme des criquets migrateurs dont les dégâts ont très souvent influencé les productions agricoles au Nord - Cameroun.¹⁴¹ D'après de récentes études sur les criquets migrateurs, ce sont des espèces trop fertiles dans leur mode de reproduction et qui évoluent en bande. Ces espèces peuvent se déplacer à des longues distances (plus de 200 km/jour) et sont à mesure de dévorer l'équivalent de leur poids quotidiennement (2g). En termes d'impact, un essaim dense de 2 km qui regroupe environ 100 millions d'insectes peut consommer 200 tonnes de matière végétale fraîche par jour¹⁴².

Les oiseaux granivores de même que les criquets sont tous des grands migrateurs à la seule différence que les criquets s'attaquent exclusivement au feuillage des produits agricoles mais ces attaques ont un impact direct sur la production car un bon feuillage détermine la bonne santé de la plante et en plus le fait des consommations des feuilles par les prédateurs laisse un venin très dangereux à la plante. Les oiseaux granivores apparaissent eux généralement quand les épis de mil portent déjà les grains. Ces oiseaux peuvent s'établir dans un champ et dévorer les $\frac{3}{4}$ d'une plantation en peu de temps.¹⁴³ Les populations de plusieurs localités au nord - Cameroun en sont régulièrement témoins de ces situations à l'instar des populations de Waza dans le Logone-et-Chari en 1966 ou les $\frac{3}{4}$ des récoltes avaient été consommé par les oiseaux granivores.

La dernière cause que nous pouvons évoqués dans ces causes environnementales des insécurités alimentaires au Nord - Cameroun est les effets dus aux conflits agropastoraux. Ils résultent du fait des invasions des champs par des animaux domestiques (moutons, bœufs, ânes, chèvres... bref les produits de l'élevage). Cette situation s'explique à plusieurs niveaux

¹⁴⁰ APA 1187/A, rapport du 1^{er} semestre 1931 de la circonscription de Mokolo. Cité par Sali p113.

¹⁴¹ Cf document annexe n° 14

¹⁴² Entretien avec M. Justin Nyago chef cellule d'enquête et de statistique de la délégation Régionale de l'Extrême Nord pour le ministère de l'agriculture et du développement rural à Maroua, 04/09/2020.

¹⁴³ Entretien avec M. Justin Nyago chef cellule d'enquête et de statistique de la délégation Régionale de l'Extrême Nord pour le ministère de l'agriculture et du développement rural à Maroua, 04/09/2020.

d'abord par le fait des proximités des domaines car en fait agriculteurs et éleveurs se côtoient des espaces. Il y a aussi le fait que les éleveurs généralement nomades ne disposent pas de terre ou d'espace pour la nutrition de leur troupeau.

b) Les facteurs Sécuritaire

Le Nord Cameroun, est zone prise en proie depuis presque une décennie déjà par une nouvelle forme de guerre : la guerre asymétrique ou guerre déstructurée. D'abord idéologique, le conflit Boko – Haram constitue une réelle menace à la sécurité alimentaire dans non seulement le Nord – Cameroun mais aussi le la Région du bassin du lac Tchad.¹⁴⁴

En effet, lorsqu'on parle des causes aggravant l'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun, l'impact des crises sécuritaire apparait comme fait majeur de cette situation dans cette dernière décennie. Cette situation est principalement due au fait que le Nord - Cameroun soit une zone carrefour des frontières. Comme t'elle, ces zones en tant que lieux d'échanges ont toujours connu une vocation d'espace crisogène. Les Régions septentrionales camerounaises naviguent donc depuis l'année 2014 entre la guerre déstructurée déclenchée par la secte islamiste d'une part et le conflit centrafricain ayant de fortes répercussions dans les Régions de l'Est et de l'Adamaoua. Ces deux crises d'après un récent bilan de leurs répercussions sur les populations, l'on constate malheureusement que de 2014 à juillet 2019, le Cameroun du fait les crises combinées dans ses Régions septentrionales a accueilli 398 671 réfugiés originaires d'une dizaine de pays dont 287 467 Centrafricains, 107 840 Nigériens et 1 518 Tchadiens.¹⁴⁵ 347 372 déplacés internes et externes étaient retournés dans leur localité d'origine et 262 831 Camerounais vivent en situation de déplacés internes dans la région administrative de l'Extrême-Nord.¹⁴⁶

Le conflit Boko - Haram constitue un handicap majeur à la sécurité alimentaire au Nord Cameroun. Le phénomène de par sa forte violence crée au sein des populations septentrionales une forte instabilité. Les populations continuellement exposées préfèrent abandonner villages, champs et biens pour sauver leur peau aux prochains passages de la secte. Une enquête faite auprès des déplacés internes du camp de Zamai dans le département du Mayo-Tsanaga nous parles des modes opératoires de la secte en ces termes :

¹⁴⁴ <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/b133-extreme-nord-du-cameroun-le-casse-tete-de-la-reconstruction-en-période-de-conflit>, consulté le 02 juin 2021 à 22h 47 min

¹⁴⁵ HCR-bureau Cameroun, portail opérationnel crises de réfugiés au Cameroun (<https://data2.unhcr.org/fr/country/cmr>), consulté le 20 septembre 2019.

¹⁴⁶ Lémougué et als, Cameroun : les zones d'accueil des personnes déplacées, entre recomposition sociodémographique et gestion des personnes à besoins spécifiques, in démographie : des chiffres et des maux, focus, Numéro 12 – Novembre 2019, p.12.

Quand les gens de Boko-Haram arrivaient dans notre village, les gens couraient de partout pour échapper à la mort. Lourdemment armés de fusils, couteaux et machettes, leur impulsivité ne permettait pas la causerie. Leur but était juste de tuer pour créer des scènes d'horreurs, tandis que d'autres dévalisaient nos greniers et attrapaient nos chèvres et moutons.¹⁴⁷

Cette tragique situation créait cependant des psychoses au sein des populations et est à l'origine de tous les maux dont ils sont actuellement victimes.

Tableau 1: structure des réfugiés de l'Extrême-Nord par sexe et par catégorie (septembre 2019).

Sexe	Adultes	%	Mineurs	%	Total par sexe	%
Femmes	24 423	43%	32 272	57%	56 695	53,36%
Hommes	17 405	35,12%	32 147	64,88%	49 552	46,64%
Total par groupe d'âge	41 828	39,37%	64 419	60,63%	106 247	100%

Source : UNHCR, rapport 2019 sur l'évolution statistique des réfugiés nigériens au Nord Cameroun.

Au regard du tableau ci-dessus présenté l'on constate que la sévérité du conflit Boko – Haran affecte principalement les populations mineures avec 64% d'enfants garçons, pour 57% d'enfants filles. Or l'avenir d'un pays réside sur le niveau d'encadrement de sa population jeune. Cependant signalons que cette forte présence de populations réfugiées dans un pays présente des inconvénients multiples avec notamment le fait de pressuriser les ressources disponibles de la population hôte et aussi, elle expose le pays à des conventions sans bénéfices pour la prise en charge de ces populations qui coûte cher au pays et diminue ses compétences.

Tableau 2: Distribution spatiale des déplacés par département dans la région de l'Extrême - Nord (avril 2019).

Départements	Logone-et-Chari	Mayo-Danay	Mayo-Sava	Diamaré	Mayo-Tsanaga	Mayo-kani
Pourcentage	51%	4%	26%	2%	17%	0%

Source : Rapport 2019 de l'organisation internationale des migrations (OIM) sur les populations déplacées de l'Extrême Nord Cameroun.

Au vu de ces statistiques, l'on remarque facilement que le conflit Boko - haram présente au Nord - Cameroun ne crée pas que le phénomène des réfugiés il est aussi à l'origine de nombreux déplacements des populations à l'intérieur de leur pays. Ainsi, la dynamique

¹⁴⁷ Focus group avec les déplacés internes de Zamai arrondissement de Mokolo, Région de l'Extrême-Nord, 17/09/2020.

migratoire des déplacés interne est particulièrement forte dans les trois départements Nord camerounais frontaliers à l'Etat du Nigéria à savoir : le Logone-et-Chari, le Mayo-Sava, le Mayo-Tsanaga. Ces trois départements abritent à eux seuls les 94% des déplacés internes¹⁴⁸ sans compter les effectifs des réfugiés dont le plus grand camp est situé au département du Mayo-Tsanaga. L'usage de ce tableau a pour but de faire comprendre comment certains départements des Régions septentrionales sont devenus des foyers d'insécurité alimentaire.

c) Les facteurs Sanitaires

Le manque ou la rareté d'eau au Nord Cameroun est souvent aussi la cause de la forte présence des maladies hydriques et hygiéniques telles : le choléra, la fièvre typhoïde, la poliomyélite, la dysenterie, les vers intestinaux etc. D'après une publication du journal *le Monde Afrique* sur le Choléra l'on peut lire qu'entre le 18 mai 2018 et le 21 novembre 2019, environ 2 000 cas suspects de choléra ont été enregistrés dans cinq des dix Régions du Cameroun. Et au moins 100 personnes sont décédées suite à cette infection intestinale aiguë due à l'ingestion d'eau ou d'aliments contaminés par le vibrion cholérique. La majorité de ces victimes vivaient dans le Nord du pays : 31morts dans la Région de l'Extrême-Nord et 62 dans celle du Nord.¹⁴⁹ Cette petite esquisse sur le choléra démontre à suffisance le niveau d'exposition de la Région sur certaines maladies dues à l'eau. Leurs statistiques sur une durée ou une période ne feraient que reconforter nos arguments sur les risques sanitaires auxquels sont exposées les Régions du Nord Cameroun. Cette malheureuse situation a aussi un grand impact sur la pratique des activités agropastorales car la toute activité humaine commence par la bonne santé de ses praticiens.

L'avènement de la pandémie du Covid-19 au Nord Cameroun est donc considéré par la communauté nationale et internationale comme une situation de trop pour la survie des occupants de cette partie du Cameroun. En effet, la maladie à Coronavirus bien connu sous le nom de pandémie du Covid-19 au vu de ses multiples exigences sanitaires est une maladie qui fait chuter les entreprises, redouter par les grandes puissances, cette maladie immobilise les activités humaines par ses exigences multiples que sont le confinement, le respect des

¹⁴⁸ Ce chiffre provient de la sommation des statistiques publiées par l'organisation internationale des migrations (OIM) dans le cadre des recensements sur les itinéraires des populations déplacées du conflit Boko – haram.

¹⁴⁹ Le choléra dans le Nord du Cameroun <http://www.lemonde.fr> présenté par Josiane Kouagheu (envoyée spéciale) publié le 10 décembre 2019 et consulté le 23 février 2021.

mesures barrières etc. Avec la grande pauvreté des Régions septentrionales, l'avènement de cette pandémie est venu appa-ventré les petites réserves économiques du Cameroun.¹⁵⁰

d) Les facteurs socio-culturels.

Cette cause se focalise sur des arguments qui pointent du doigt les manquements des populations septentrionales dans la gestion des problèmes liés à la persistance de l'insécurité alimentaire dans leurs Régions.

Le Cameroun, du fait qu'il soit un pays à revenu intermédiaires et donc la population est essentiellement agricole fait de lui un pays à création d'emplois. Mais, ce pays semble être confronté à un grand paradoxe : les régions septentrionales font partie des régions dont l'activité sexuelle est la plus précoce chez les personnes de sexe féminin.¹⁵¹ D'après le document d'Enquête démographique et de Santé publié par l'Institut National de Statistique, il est admis que :

Les femmes des régions de l'Est (15,7 ans), du Centre sans Yaoundé (16,1 ans) de l'Extrême-Nord (16,2 ans) et du Nord (16,2 ans) débutent leur vie sexuelle plus tôt que celle des autres régions. Chez les hommes, âgés de 25-64 ans, c'est la région du Sud (17,3 ans) que l'activité sexuelle est la plus précoce.¹⁵²

Cette difficile situation repose essentiellement sur la grande pauvreté sévissant dans les régions septentrionales et dont les conséquences sont entre autres démographiques, nutritionnelles, sécuritaires et éducatives. La cause sociale de l'insécurité alimentaire dans le Cameroun septentrional part donc des actions posées par ces populations et qui accentuent le phénomène de l'insécurité alimentaire. Ces maux sont entre autres : la croissance incontrôlée, le faible taux d'instruction, le poids des traditions, les préférences alimentaires etc.

Tableau 3: Evolution de la population du Cameroun par région de 1976 à 2019.

Région	1976	1987	2005	2015	2019
Adamaoua	359 334	495 185	884 289	1 200 970	1 344 414
Centre	1 176 743	1 651 600	3 098 044	4 159 492	4 670 310
Est	366 235	517 198	771 755	835 642	855 745
Extrême-Nord	1 394 765	1 855 695	3 111 792	3 993 007	4 384 648

¹⁵⁰ L'impact du Covid-19 au Cameroun, <https://onlinelibrary.wiley.com> consulté le 27 septembre 2021 à 9h 40min.

¹⁵¹ Entretien avec M. AISSATA FEROUA superviseur des projets nutrition Plan International à Garoua, 23/09/2020.

¹⁵² INS, Cameroun : *Enquête démographique et de Santé*, 2018, p. 158.

Littoral	935 166	1 352 833	2 510 263	3 354 978	3 725 173
Nord	479 158	832 165	1 687 959	2 442 578	2 666 718
Nord-Ouest	980 531	1 237 348	1 728 953	1 968 578	2 133 565
Ouest	1 035 597	1 339 791	1 720 047	1 921 590	2 056 714
Sud	315 202	373 798	634 655	749 552	778 145
Sud-Ouest	620 515	838 042	1 316 076	1 553 320	1 732 819
Cameroun	7 663 246	10 493 655	17 463 836	22 179 707	24 348 251

Source : BUCREP-INS, *Annuaire Statistique du Cameroun*, Edition 2019, p.37.

Le recourt à ce tableau intervient ici dans le but de démontrer l'accroissement rapide des populations des Régions septentrionales. Une démographie assez impressionnante concurrençant les grandes métropoles Camerounaises. Or les Régions septentrionales jusqu'à nos jours conservent le plus grand taux de chômage et de pauvreté dans le pays. Une enquête de terrain auprès des populations paysannes de ces trois Régions nous a fait remarquer que la grande partie d'entre elles mènent une vie de polygamie.¹⁵³

Parmi les causes socio culturelles des insécurités alimentaires au Nord - Cameroun figure aussi la faible optimisation des ressources disponible et la question de préférences alimentaires ou d'habitudes alimentaires.

Le premier élément s'intéresse au fait que les populations du septentrion Camerounais sachant eux-mêmes les complications alimentaires auxquelles elles font toujours face pendant les périodes de soudure (juin-septembre) sont incapables de se résoudre en acceptant toujours s'exposer à des crises alimentaires. Les causes réelles de cette situation résident au fait de certaines pratiques habituelles des populations comme la fabrication des boissons alcoolisées faites à base du mil et du sorgho. Ces boissons connues sous les noms de Bili-bili et de l'Arki. Leur importante fabrication dans la Région constitue une réelle menace à la sécurité alimentaire au Nord - Cameroun.

Le second élément quant à lui met exergue la question des préférences alimentaires existante dans ces régions. En outre, au Nord Cameroun, malgré le fait qu'il ne soit pas évident de trouver de quoi manger chaque jour, les populations de cette partie du pays évoluent beaucoup plus dans un contexte des préférences alimentaires une situation qui cause un réel problème entre l'offre et la demande.

¹⁵³ Il s'agit de nos enquêtes de terrain dans les régions septentrionales dans lesquelles nous avons découvert que plus de 60% de personne adultes vivent avec plus d'une femme dans une même maison donc en situation de polygamie.

Au-delà de tous ces facteurs précédemment évoqués, rappelons aussi que le Nord Cameroun malgré ses difficultés alimentaires subit d'énormes pressions avec la forte demande des exportations de ses produits vers le Sud du pays et des pays voisins tels le Nigéria, la Centrafrique, le Gabon, le Tchad etc.¹⁵⁴

2- Évolution de la sécurité alimentaire au Nord - Cameroun depuis les installations des acteurs internationaux

Depuis les années 1970, le Nord-Cameroun fait l'objet d'intervention des Organisations Internationales qui assistent diversement le gouvernement dans la gestion des différentes catastrophes naturelles et humaines dont font face les populations septentrionales.¹⁵⁵ Réellement, le Nord - Cameroun depuis la présentation des premiers symptômes d'insuffisance alimentaire entre le XV^{ème} et le XVI^{ème} siècle, la Région peine à retrouver sa stabilité d'entant. La plupart des problèmes des Régions du Nord - Cameroun était cependant lié au seul facteur environnemental, mais dès le XX^{ème}, les Régions septentrionales connaissent une sorte d'enchaînement et d'aggravation de facteurs provoquant des sollicitations à l'aide internationale.¹⁵⁶ C'est ainsi que depuis les années 1973, les Régions septentrionales connaissent de plus en plus la participation de plusieurs acteurs internationaux venus assistés l'Etat du Cameroun et les populations septentrionales à faire face aux problèmes d'insécurité alimentaire présent dans la Région.

a) La situation socio-économique du Nord - Cameroun de 1973 à l'an 2000

Au moment où les premières Organisations internationales entamaient leurs toute premières missions d'interventions dans les Régions septentrionales dans la décennie 1970, la situation socio-économique du Cameroun septentrional n'était guère reluisante. En vérité, s'il est dit que la situation macroéconomique du Cameroun dans les années 1970 était globalement positive, les Régions septentrionales à cette époque trainaient avec elles le lourd fardeau de leur environnement sahélien. Les économistes présentent unanimement des différentes fluctuations qu'avait connu l'économie camerounaise en ces termes : "De 1960 à 1976, le taux de croissance du Cameroun au niveau national était très instable d'une année à l'autre et variait en dents de scie, entre 1,2% et 6,5%, autour d'une moyenne annuelle de

¹⁵⁴ INS, Annuaire statistique d'enquêtes sur l'économie camerounaise 2018, p. 306.

¹⁵⁵ MINADER, le point sur la sécurité alimentaire au Cameroun, 2029, p. 6.

¹⁵⁶ Cf, Accord de base signé entre l'Etat du Cameroun et le Programme Alimentaire Mondial (PAM) le 3 avril 1968, document annexe n° 10.

3,4%".¹⁵⁷ Cette période d'instabilité économique touchait particulièrement la partie septentrionale du pays car elle coïncidait à un double évènement notamment l'arrivée massive des réfugiés tchadiens dans la région de l'Extrême – Nord et l'accentuation des problèmes environnementaux causant la chute drastique des taux de production agricole.¹⁵⁸

Au Nord-Cameroun, en réponse aux multiples problèmes d'insécurité alimentaire galopants dans cette décennie 1970, l'Etat du Cameroun mire sur pied des structures de régulation alimentaire telles que la société d'expansion et de modernisation de la riziculture de Yagoua (SEMRY) en 1971, la société de développement de la culture de blé (SODEBLE) en 1975 sur le plateau de l'Adamaoua, la Mission de développement et de commercialisation des produits vivriers et maraichers (MDEVIV) et d'une société de régulation des stocks de céréales au Nord Cameroun, l'office céréalier en 1975, tous ces structures malgré leur important apport dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun feront faillite en début d'année 1990 créant fermeture de certaines structures, cette fermeture de plusieurs sociétés agro-industrielles à l'instar de la MIDEVIV et la SODEBLE symbolisait le débordement du pays à pouvoir assurer tout seul l'inquiétant problème des crises alimentaires dans la partie septentrional.¹⁵⁹ Le désengagement de l'Etat du Cameroun au suivi du fonctionnement de ces sociétés révélait alors ses nombreuses difficultés financières à assurer par lui-même la stabilité alimentaire de ses populations d'où les différentes implantations des acteurs internationaux notamment la CODAS Caritas en 1971, le PAM en 1973, l'UNICEF en 1975, la FAO en 1978, le FIDA en 1981, le UNHCR en 1982, la CICR en 1992, Plan International en 1996.¹⁶⁰

Les installations de cette première vague d'acteurs internationaux tenteront avec un peu de réussite à relever le niveau de vie des populations du Nord - Cameroun car entre 1977 et 1986, le Produit intérieur brut camerounais croit à un taux moyen annuel de 7,6% en termes réels.¹⁶¹ Des taux de croissance à deux chiffres seront d'ailleurs enregistrés en 1980 et 1981, respectivement de 10,2% et 17,1%.¹⁶² Le PIB par tête, qui n'avait pas jusque-là augmenté de manière importante depuis 1960 effectue un bond prodigieux en passant de 564,586 à 1020,

¹⁵⁷ M. Touna, *L'économie camerounaise : pour un nouveau départ*, Afrédit africaine d'Édition, janvier 2008, p. 15.

¹⁵⁸ Sali, "Famine et insécurité", p. 31.

¹⁵⁹ Nzossie, "Les déterminants de l'offre", p.4.

¹⁶⁰ Ces dates ont été collectées à la suite de différentes enquêtes sur les différentes années d'interventions dans le Cameroun septentrional.

¹⁶¹ Touna, "L'économie camerounaise ", p. 15.

¹⁶² *Ibid*, p. 16.

278 dollars.¹⁶³ Même s'il est vrai que les progrès observés au Cameroun à cette période étaient principalement dû aux débuts des exploitations pétrolières au Cameroun, la gestion en arrière-plan des différentes situations au Cameroun septentrional par les organisations internationales était aussi un moyen efficace de relever rapidement le niveau de vie des populations du Nord - Cameroun.

La chute brutale des cours mondiaux du pétrole ainsi que celle des principaux produits agricoles d'exportation dans la deuxième moitié des années 1980 sonnait le glas d'une nouvelle ère au Cameroun. Elle est marquée par une profonde crise économique qui touche tout le pays et gravement son septentrion. Le PIB du pays chute continuellement avec un taux de croissance de -4,1% l'an.¹⁶⁴ Cette chute du PIB par tête estimée à 6,5% l'an fait passer le pays en 1994 du statut de "pays à revenu intermédiaire bas" qu'il occupait entre 1980 et 1993 à celui de "pays à revenu bas" selon la classification de la Banque Mondiale (BM).¹⁶⁵ Simultanément, le Nord Cameroun faisait à la fois face à une longue sécheresse des années 1970 – 1990 tout comme bon nombres de pays sur le continent à l'instar du Mali, du Niger et du Tchad. Sécheresse ayant eu des répercussions sur le bassin endoréique du lac Tchad dont on parle d'une diminution de 90% de sa superficie.¹⁶⁶ Le phénomène des inondations dictait lui aussi sa loi comme le démontre le tableau ci-après :

Tableau 4: quelques grandes inondations recensées dans la Région de l'Extrême-Nord Cameroun de 1970 à 2000.

Années	Arrondissements les plus affectés	Principaux dégâts
1977 -1978	Maroua	7 morts
1988 – 1989	Maroua et Kousseri	10 morts 165 sans abris
1991 – 1992	Maga et kousseri	2 morts et 200 sans abris
1994 – 1995	Maroua, mokolo, kousseri	41 morts 1004 sans abris
1997 – 1998	Maroua	7 morts 248 sans abris
2000 -2001	Maroua	17 morts 206 sans abris

Source : Journals.openedition.org Consulté le 24 septembre 2021.

¹⁶³ Rapport banque mondiale évolution économique du Cameroun 2007, p. 3.

¹⁶⁴ Touna, "L'économie camerounaise", p. 16.

¹⁶⁵ En 1987 les pays à revenu bas était ceux dont le revenu intérieure brut (RIB) par tête était inférieur ou égale à 480 dollars, les pays à revenu intermédiaire bas, ceux qui avait un RIB de 481 à 1940 dollars ; les pays à revenu intermédiaire haut RIB par tête allant de 1941 à 6000 dollars ; les pays à revenus élevé RIB par tête plus de 6000 dollars. En 1994 les tranches de RIB par tête de ces groupes de pays était respectivement les suivantes moins de 726 dollars ; de 726 à 2895 dollars ; de 2896 à 8955 ; et plus de 8955 dollars. Le dollar est évalué à prix courant mais en parité de pouvoir d'achat selon la méthodologie atlas laquelle permet de réduire l'impact des fluctuations des taux de changes dans la comparais on des revenus nationaux. (source: world bank 2007, 'world bank analytical classifications', <https://siteresources.Worldbank.Org/DATASTASTICS/Resources/OGHIST.xls>). Consulté le 24/09/2021 à 11h 22min.

¹⁶⁶ F. Saha and als, *risques naturels dans la région de l'Extrême Nord du Cameroun et dynamique extrêmes hydrologiques du système chari-logone*, journal open Edition, volume 15, 2020, p. 2.

Au regard de ce précédent tableau, l'on constate immédiatement qu'au même moment que l'on plaint la crise économique intervenu dans la seconde moitié des années 1980 le Nord - Cameroun fait lui particulièrement face à d'autres crises. Les crises de manque et d'abondance d'eau. Toutes ces différentes crises ont un impact direct sur les rendements agricoles de la Région. Ce qui accentue la vulnérabilité des populations et leur dépendance des actions humanitaires.

En 1994 avec la dévaluation du franc CFA, c'est l'assombrissement total de l'avenir des populations du Nord-Cameroun car d'énormes quantités de produits agricoles sont désormais achetés à moindre coût un acte grave pour une population qui ne compte que sur sa petite production, les organisations internationales présentes dans la Région sont acculées par la grande pauvreté des populations malgré leurs divers soutiens. Les résultats de la toute première enquête auprès des ménages au Cameroun ECAM I de 1996 révèle d'ailleurs qu'un camerounais sur deux vivait dans les ménages pauvres.¹⁶⁷ Les années 1996 et 1997 furent en plus marquées au Nord - Cameroun par la survenue des criquets migrants ayant infesté le département du Logone et Chari¹⁶⁸

b) Contexte actuel de la sécurité alimentaire au Nord - Cameroun (2000 – 2020)

Les Régions septentrionales du Cameroun font depuis plusieurs décennies déjà face à de multiples problèmes plombant leur développement socio – économique. Ces phénomènes étaient jusqu'à une certaine époque quasi environnementaux (essentiellement liés aux problèmes climatiques) et depuis l'avènement du siècle présent, les problèmes d'insécurité alimentaire au Nord – Cameroun ont connus de profondes mutations. Les Régions septentrionales sont de plus en plus victimes de plusieurs menaces. Entre l'accentuation des problèmes environnementaux et les crises sanitaires en passant par celles sécuritaires les populations septentrionales vivent quasiment au rythme des actions humanitaires.¹⁶⁹

En effet, la fin du XX^e siècle et le début du XXI^e ont été deux époques contradictoires pour les occupants de la partie septentrionale du Cameroun. Cette situation s'explique par le fait que bien que les phénomènes tels que les sécheresses, inondations, et les maladies hydriques soient constants dans ces Régions, les populations disposaient du temps pour se défendre face à ces quelques situations. Mais l'irruption au XXI^e siècle des nouvelles situations en l'occurrence du conflit Boko-haram et la crise sanitaire de la pandémie du

¹⁶⁷ INS, ECAM I -ECAM II – Dynamique de la pauvreté au Cameroun, p. 4.

¹⁶⁸ Cf document annexe 12

¹⁶⁹ V. J. Ntuda Ebode et als, "Le conflit Boko-haram au Cameroun pourquoi la paix traîne-t-elle ?", in FES, Yaoundé, 2017, p. 16.

Covid-19¹⁷⁰ sans compter l'accentuation des problèmes environnementaux dans la Région. Ces différentes situations n'ont fait qu'aggraver le combat existant depuis l'autonomie alimentaire des populations septentrionales.

Avant l'avènement du conflit Boko-haram en 2014,¹⁷¹ les populations du Nord - Cameroun vivaient globalement une situation sociale acceptable. Mais depuis le déclenchement de ce conflit, la situation socioéconomique de ces populations n'est que ruine. L'instabilité créée dans la Région rend plus difficile les atteintes des objectifs fixés par les acteurs internationaux ainsi que les pouvoirs publics. S'alimenter aisément au Nord - Cameroun est devenu comme un acte d'érudition. Les séquelles des longues sécheresses, les fortes inondations auxquelles s'ajoute les crises sanitaire et sécuritaire justifient les différentes complications auxquelles font actuellement face les populations septentrionales.

Tableau 5: Evolution de la pauvreté entre 2001 et 2014 au Cameroun.

Régions	Année 2001	Année 2007	Année 2014
Littoral	19, 1	12, 1	6, 9
Douala	10, 9	5, 5	4, 2
Littoral hors Douala	35, 5	30, 8	19, 5
Centre	29, 8	21, 6	13, 9
Yaoundé	13, 3	5, 9	5, 4
Centre hors Yaoundé	48, 2	41, 2	30, 3
Adamaoua	48, 4	52, 9	47, 1
Est	44, 0	50, 4	30, 0
Extrême-Nord	56, 3	65, 9	74, 3
Nord	50, 1	63, 7	67, 9
Nord-Ouest	52, 5	51, 0	55, 3
Ouest	40, 3	28, 9	21, 7
Sud	31, 5	29, 3	34, 1
Sud-Ouest	33, 8	27, 5	18, 2
Cameroun	40, 2	39, 9	37, 5

Source : INS-ECAM 2, 3 et 4, rapport sur l'évolution de la pauvreté au Cameroun.

Au vu de ce tableau mettant en exergue les résultats de trois différentes enquêtes auprès des ménages sur l'évolution de la pauvreté au Cameroun (ECAM II, III et IV) l'on

¹⁷⁰ Après la déclaration du tout premier cas dans les pays le 6 mars 2020, les régions septentrionales enregistraient en date du 05/08/2020 les chiffres de 545 contaminations pour 29 décès. Un bilan préoccupant qui ne pouvait pas donner sommeil paisible aux populations de cette partie du pays.

¹⁷¹ <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/b133-extreme-nord-du-cameroun-le-casse-tete-de-la-reconstruction-en-periode-de-conflit>, consulté le 02 juin 2021 à 22h 47 min

constate de prime à bord que les trois Régions à fort pourcentage de pauvreté sont exclusivement les trois régions septentrionales, aussi, de ce tableau l'on remarque que contrairement aux autres Régions du pays où le phénomène décroît au fil des ans, les Régions septentrionales eux connaissent une accentuation du phénomène de pauvreté. Ces chiffres montrent à suffisance que le niveau de souffrance des populations septentrionales demeure très préoccupant.

D'après un récent rapport publié par le PAM en 2016 sur le taux de prévalence d'insécurité alimentaire dans la Région de l'Adamaoua, l'organisation constatait qu'en 2016 le taux de prévalence en insécurité alimentaire sévère était passé de 19% en 2015 à 39% en 2016¹⁷². Ce revirement de situation était logiquement dû au flux des réfugiés centrafricains imposé par la crise socio – politique présente dans le pays depuis 2013. L'arrivée massive des réfugiés dans les Régions de l'Est et de l'Adamaoua constitue donc la principale raison justifiant cette hausse exponentielle du taux de sévérité de l'insécurité alimentaire dans cette Région¹⁷³ car bons nombres de réfugiés présent dans cette Région sont hors sites tout comme ceux de la Région de l'Est¹⁷⁴ et leur forte présence constitue une énorme pression sur les ressources disponibles. Dans la Région de l'Extrême-Nord, la prévalence de l'insécurité alimentaire est de 33% soit une relative amélioration par rapport aux 35% de 2015. La Région du Nord quand-à elle présente une prévalence d'insécurité alimentaire de 17% parmi laquelle 2% d'insécurité alimentaire sévère. Comme pour la Région de l'Adamaoua, les conséquences négatives des crises nigérianes et centrafricaines se font progressivement ressentir dans la Région du Nord.

De manière isolée l'insécurité alimentaire touche d'avantage les ménages ruraux (25%) que les ménages urbains 12%. En 2016, les départements les plus assiégés par l'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun étaient : Logone et Chari (69%), le Mayo Tsanaga (48%) et le Diamaré (22%) dans l'Extrême-Nord ; la Benoué, le Mayo Rey et le Mayo Louti dans le Nord ; le Djérem (54%), le Faro-et-Déou (42%), le Mbéré (59%), le Mayo Banyo (38%) dans la région de l'Adamaoua.¹⁷⁵

¹⁷² Rapport d'évaluation conjointe PAM/PNSA de la sécurité alimentaire dans les régions de l'Est, Adamaoua, Nord et de l'Extrême-Nord du Cameroun collectées du 13 au 24 septembre 2016, p. 7.

¹⁷³ Youdjeu, "Le Haut-commissariat ", p. 31.

¹⁷⁴ Ngoune, "Aide internationale et réfugiés", p. 36.

¹⁷⁵ Rapport d'évaluation conjointe PAM/PNSA de la sécurité alimentaire dans les régions de l'Est, Adamaoua, p. 8.

Or dans les Régions du Nord et de l'Extrême-Nord, 90% de ménages ruraux pratiquent l'agriculture.¹⁷⁶ Mais l'impact des assauts répétés de la secte islamiste Boko haram avec le phénomène des réfugiés Nigériens et les déplacés internes, sans oublier l'impact des problèmes environnementaux sont autant de raisons perturbant la pratique sereine des activités agricoles au Nord - Cameroun.

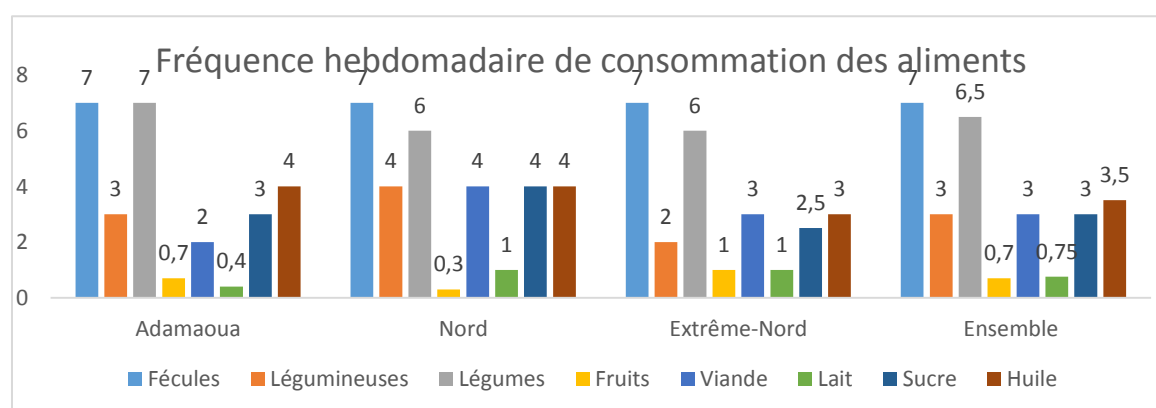
Tableau 6: Top quatre des Régions présentant les plus forts taux d'insécurité alimentaire au Cameroun en 2017.

	Population (2017)	Personnes en IA modérée	Personnes en IA sévère	Personnes en IA sévères + modérée
Adamaoua	1 239 784	423 465	61 224	484 689
Est	1 070 380	76 154	4 231	80 384
Extrême-Nord	4 332 531	1 275 236	179 841	1 455 076
Nord	2 652 839	401 416	43 632	445 049
Total	9 295 534	2 176 271	288 928	2 465 199

Source : Enquête d'évaluation PAM/PNSA 2017.

De ces résultats, il découle une estimation d'environ 2 385 000 personnes en insécurité alimentaire dans les trois Régions d'études en 2017 dont environ 285 000 sont en insécurité alimentaire sévère.¹⁷⁷

Diagramme 1 : fréquence hebdomadaire de consommation des aliments au Nord Cameroun.



Source : rapport 2017 PAM/PNSA.

¹⁷⁶ Ibid.

¹⁷⁷ Ces chiffres proviennent de l'addition des cas dans les trois Régions qui constituent le Nord-Cameroun.

Du diagramme ci-contre, l'on constate clairement une monotonie des régimes alimentaire des populations des trois régions septentrionales. Ce constat vient en renfort à l'argument avancé plus haut qui préconise qu'une alimentation peu diversifiée contribue à installer l'insécurité alimentaire dans les ménages.

En définitive, rappelons-nous que le chapitre traité avait pour titre le contexte historique et juridique des interventions des acteurs internationaux au Nord - Cameroun. Articulé autour de trois grands points, ou il a été question pour nous de partir des contextes historiques et juridiques instituant l'aide internationale au Nord - Cameroun, il a aussi été question de présenter les différentes causes des phénomènes d'insécurité ainsi que leur évolution dans cette partie du Cameroun. Il ressort de ce chapitre qu'en raison des multiples catastrophes naturelles et humaines, l'aide internationale s'est emparée du Nord - Cameroun. Mais son origine de la situation, les problèmes d'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun était essentiellement liés aux différentes menaces environnementales fortement déclenché dans les années 1970 et dont le premier gouvernement de la république fédérale du Cameroun avait été contraint de demander une aide internationale.

CHAPITRE II

ACTIVITE AGRICOLE ET POLITIQUES D'AIDE INTERNATIONALE EN MATIERE DE SECURITE

Le Nord Cameroun compte actuellement environ 9 millions d'individus au-delà des centaines de milliers de réfugiés Nigériens et Centrafricains disséminés çà et là dans différents villages et sites établis pour la circonstance. Cet effectif représente environ les 35% de la population nationale. Cependant, malgré ses multiples handicaps environnementaux, sécuritaires, sanitaires et socio-culturels, le Nord - Cameroun a toujours constitué la charnière centrale du pays voir celle de la Sous-Région en termes d'approvisionnement de certains produits agricoles. Preuve que la Région n'est pas qu'inutile ou quelle ne sert qu'à faire les dépenses au pays et ne faisant que l'exposé dans les différentes conventions que connait le pays avec le monde extérieur pour la résolution de ses problèmes. Le Cameroun septentrional par ces échanges fait montre de sa vivabilité. Cependant, que produit réellement le Nord Cameroun pour assurer la survie de sa volumineuse population ?

I- L'ACTIVITE AGROPASTORALE AU NORD - CAMEROUN

Les populations du Nord - Cameroun tout comme celles des autres Régions du pays vivent essentiellement de la pratique de l'activité agricole. Bien qu'il soit vrai que le septentrion Camerounais face parti des Régions les plus difficiles à vivre dans le pays, ils font du moins partis des Régions dont l'économie est la plus diversifiée dans le pays où d'autres secteurs d'activités ont su s'imposer à l'instar de l'élevage et la pêche. Mais la pratique de l'activité agricole a toujours primé sur les autres activités agropastorales. Cependant, il est important de signaler tout de même qu'il existe entre ces trois Régions un réel problème d'adaptation de cultures.

1- La pratique agricole au Nord - Cameroun

Le Nord - Cameroun assume le destin de sa forte population par essentiellement la pratique de l'activité agricole Car plus de 90% de la population septentrionale vie de l'activité agricole. Malgré le fait que cette Région soit sous perfusion alimentaire, elle produit néanmoins la plupart de sa consommation. Le manque ou la très faible modernisation de cette

activité dans la Région constitue l'une des raisons pour lesquelles l'insécurité alimentaire continue à dicter sa loi.

Tableau 7: Les différentes cultures pratiquées dans les trois Régions du Nord-Cameroun.

Régions	Extrême-Nord	Nord	Adamaoua
<i>Cultures existantes</i>	Arachide	Ananas	Ananas
	Concombre	Arachide	Arachide
	Gombo	Banane douce	Banane douce
	Haricot sec	Gingembre	Banane plantain
	Macabo/Taro	Gombo	Concombre
	Maïs	Palmier à huile	Gingembre
	Manioc	Igname	Gombo
	Oignon/ail	Macabo/Taro	Haricot sec
	Patate douce	Maïs	Palmier à huile
	Piment	Manioc	Igname
	Pomme de terre	Oignon/ail	Macabo/Taro
	Riz paddy	Patate douce	Maïs
	Sésame	Piment	Manioc
	Soja	Pomme de terre	Oignon/ail
	Tomates	Riz paddy	Pastèque
	Niébé	Sésame	Patate douce
	Voandzou	Soja	Piment
	Mil/Sorgho	Tomates	Pomme de terre
		Niébé	Riz paddy
		Voandzou	Sésame
		Mil/Sorgho	Soja
			Tomates
			Niébé
			Mil/Sorgho

Source : Enquête de terrain Nghah Ateba jean Baptiste septembre – octobre 2020.

A travers ce tableau, l'on comprend mieux et s'aperçoit qu'au Nord Cameroun, l'activité agricole est une pratique réelle. Ce tableau permet aussi de comprendre qu'il existe

entre ces régions un problème d'adaptation de cultures car l'on constate l'existence et le manquement de certaines cultures dans différentes régions. La région de l'Adamaoua pour la clémence de son climat présente cependant une adaptation plus chiffrée des différentes cultures. Une observation de prêt, nous a aussi permis de nous rendre compte de ce qu'il existe dans ces régions une sorte d'orientation sectorielle des cultures. Celle-ci se traduit tout simplement par le fait que certaines localités arrondissements ou départements soient reconnues sur des étiquettes liées à sa forte concentration ou capacité à produire certains types de cultures.

De l'avis des experts, les différentes cultures identifiées au Nord - Cameroun peuvent se catégoriser en quatre variétés à savoir les Céréales, les féculents, les légumineuses et les autres cultures.¹⁷⁸

La culture des céréales du point de vu des productions connait depuis les origines une nette domination sur les autres cultures en raison de leur adaptation à cette zone agro écologique. Mais il est important de noter que les productions des différentes cultures dépendent généralement de plusieurs paramètres que sont entre autres : la superficie, l'entretien des cultures, les aléas climatiques avec le phénomène des inondations, les crises sécuritaires qui entraînent souvent l'abandon des champs, la non récolte, le manque de suivi des produits etc. Malgré les différents caprices, les productions céréalières ont toujours contribué à compléter l'alimentation des populations du sud du pays sans compter les ravitaillements auprès des pays voisins.

2- Etude comparée des productions agricoles au Nord-Cameroun

Le Nord Cameroun est une zone en quête perpétuelle de sa stabilité alimentaire. Sa principale production céréalière est constamment menacée par divers facteurs que sont : le climat (les sécheresses et inondations), les vols des criquets et insectes ravageurs, l'insécurité.¹⁷⁹ A ces facteurs sont aussi associés le manque de moyen et la faible mécanisation de l'activité agricole dans ces Régions. L'apport des acteurs internationaux en intrants agricoles et formations des techniques agricoles constitue souvent un bouffé d'oxygène aux nombreuses populations.

178 Entretien du 23/09/2020 avec M. Zoumba Hatenguoi, délégué départemental du MINADER-Benoué-Région du Nord.

¹⁷⁹ Entretien du 23/09/2020 AVEC Mme Amadou, Secrétaire Exécutif CG- FAO/PAM à Garoua.

Tableau 8: Productions comparées de la région du nord entre 2016 et 2017.

REGION				
Types de Produit	2016	2017	2016	2017
	Superficies emblavées (Ha)	Superficies emblavées (Ha)	Productions obtenues (tonnes)	Productions obtenues (tonnes)
Maïs	204 308	220 079	528 201,85	557 240,5
Penicillaire	689	1 395	833,40	1 798,5
Riz irrigué	600	600	2 280	3 000
Riz pluvial	34 088	39 394,2	68 225,32	141 350
Sorgho pcc	73 387	83 832	148 540,50	149 420,85
Sorgho pcl	134 329	83 117	230 787,60	37 924,9
Sorgho ss	5 4444076	83 444,5	8 142,48	87 902,2
Total céréales	452 477	511 861,7	987 011,15	978 636,95
Arachide	180 638	181 995	282 173,65	245 798,9
Haricot	460	205	0	422,8
Niébé	66 122	59 989	83 644,14	72 500,1
Sésame	4 036	4 322	3 593,42	4 261
Soja	41 570	63 112	77 650,40	112 323,2
Voandzou	4 240	3 491	6 059,66	4 253
Total légumineuses	297 066	313 114	453 121,27	439 559
Igname	785	1 540	967	14 503
Macabo/Taro	4 054	4 739	19 871,60	37 998
Manioc	11 887,5	11 965	43 324	84 248
Patate douce	8 028	17 019	36 341,20	44 104,5
Pomme de terre	122	135	565,50	640
Total racines et tubercules	24 876,5	35 398	101 069,30	181 493,5
Aubergine	482,20	36	2 628,00	396
Banane douce	545,00	704	2 834,00	4 224
Canne à sucre	156,00	112,1	1 017,12	4 965,6
Fruitiers	336,00	320	1 388,40	66 520

Légumes (Gombo, légumes feuilles et autres)	5 192,70	5 711,97	22 339,90	47 753,4
Oignon	1 009,00	2 766,6	6 051,40	49 387,3
Tomate	180,00	247,75	573,70	2 447
Total autres	7 900,90	9 898,42	36 832,52	175 693,3
Total général	782 320,40	870 272,12	1 578 034,24	1775 382,75

Source : MINADER/ délégation Régionale du Nord, septembre 2020.

Ce précédent tableau nous permet de découvrir avec ses chiffres que les différentes variations des productions agricoles observées dans la Région du Nord Cameroun entre l'année 2016 et 2017 proviennent de plusieurs faits. S'agissant des cas de régressions, ils proviennent d'une combinaison de situation qu'il faudrait prendre en considération à savoir la superficie, une importante superficie peut justifier l'augmentation du taux de production ; la clémence du climat peut aussi justifier la forte production d'une culture ; l'entretien du sol et des cultures en intrant agricoles, nous avons aussi la qualité des semences qui peut aussi justifier une importante production.¹⁸⁰

En ce qui concerne certaines récessions, elles sont parfois dues aux faits de la longue sécheresse ou des multiples inondations gâtant les cultures. Cette faible production peut aussi s'expliquer par l'instabilité des populations, ou le manque de moyen pour l'achat des intrants. Nous avons la faible superficie des champs due aux méthodes archaïques de production.¹⁸¹

Tableau 9: Productions comparées de la Région du Nord entre 2019 et 2018.

Spéculation	2018			2019		
	Superficies Emblavées (Ha)	Productions Obtenues (T)	Rendement (T/Ha)	Superficies Emblavées (Ha)	Productions Obtenues (T)	Rendement (T/Ha)
Maïs	249 959	657 031	2,628	232 613	610 446	2,624
Penicillaire	2415	2 230	0,923	2 631	2 803	1,065
Riz irrigué	700	2 954	4,22	900	4 950	5,5
Riz pluvial	55903	160 226	2,866	54 868	161 267	2,94
Sorgho pcl	220 837	337 460	1,528	216 640	318 110	1,468

¹⁸⁰ Entretien avec M. Zoumba Hatenguoi, délégué départemental du MINADER-Benoué-Région du Nord, 23/09/2020.

¹⁸¹ *Ibid.*

Sorgho ss	94 140	135 482	1,439	86 882	112 925	1,299
Total céréales	623 954	1 295 383		594 534	1 210 501	
Arachide	215 783	267 213	1,238	213 093	338 874	1,59
Haricot	1 795	3 051	1,699	1 388	486	0,35
Niébé	66 852	57 974	0,867	64 852	75 698	1,167
Sésame	5 984	4 290	0,716	5 385	3 719	0,69
Soja	75 442	112 602	1,492	68 611	121 047	1,764
Voandzou	3 833	4 717	1,230	3 613	3 757	1,039
Total légumineuses	369 689	449 847		356 942	543 581	
Igname	1 052	15 397	14,635	1120	10 080	9
Macabo/Taro	3 187	35 432	11,117	3213	25 519	7,942
Manioc	10 736	135 259	12,598	10481	149 149	14,23
Patate douce	6 465	53 774	8,317	9027,5	94 724	10,492
Pomme de terre	137	959	7	254	1 651	6,5
Total racines et tubercules	21 577	240 821		24 096	281 123	
Ananas	5	25	5	0	0	0
Aubergine	73	870	11,917	121	1 469	12,14
Banane douce	650	4 117	6,333	340	2 040	6
Canne à sucre	114	2 264	19,859	93	1 857	19,967
Carotte	5	10	2	0	0	0
Fruitiers	337	6389	18,958	27	189	7
Gombo	4 485	17 975	4	747	4 058	5,432
Légumes (feuilles)	1 959	9 358	4,776	370	1 427	3,856
Oignon	3 648	62 710	17,190	36	254	7,055
Pastèques	34	338	9,941	127	273	2,149
Piments	275	1 037	3,770	2628	64 790	24,653
Tomate	937	3 663	3,909	255	3 951	15,494
Total autres	12 522	108 756		4744	80 308	
Total général	1 027 742	2 094 807		980 316	2 115 513	

Source : MINADER/délégation régionale du Nord, septembre 2020.

Ces deux tableaux présentant les productions agricoles dans la région du Nord Cameroun entre 2016 et 2019 ont été juxtaposés dans le but de pouvoir mieux constater les évolutions de la sécurité alimentaire dans cette région. De ce fait, l'on constate d'après ces tableaux que pendant les années 2016 et 2017, la production agricole dans la région du Nord s'était nettement améliorée passant de 1 578 034 24 tonnes à 1 775 382 75 tonnes. Cette forte production s'accompagne d'une importante superficie exploitée pour la circonstance. Or les années 2018 et 2019 présentent une production fortement réduite tout comme leur superficie. Cette situation est due à l'arrivée tardive des pluies cette année dans la région.

Tableau 10: Comparaison des productions et superficies de quelques cultures des années 2016 et 2017 dans la région de l'Adamaoua.

Cultures	Productions			Superficies			Rendements	
	Prod. 2016 (T)	Prod. 2017 (T)	Variations %	Sup. 2016 (Ha)	Sup. 2017 (Ha)	Variations %	Rdt 2016 (T/Ha)	Rdt 2017 (T/Ha)
Maïs grains	135404,96	169 470,60	+25,2%	79649,97	73754,50	-7,5%	1,7	2,3
Manioc tubercule	222431,5	291 300,70	+31%	35313	34033,10	-3,6%	8	8,56
Patate douce	26044,06	21 296,95	-18%	3466	2289,75	-33,9%	9,5	9,3
Igname	23938,74	28 518,87	+19%	2218,60	2076,38	-6,4%	10,79	13,73
Arachide	10868,07	11 418,45	+5%	12075,63	11408,00	-5,5%	0,9	1
Pomme de terre	5518	15 463,30	+180%	837	1314,70	+57%	6,59	11,76

Source : MINADER/ délégation régionale de l'Adamaoua, octobre 2020.

Il y a eu une perte de superficies pour quelques cultures mais les productions sont en augmentation. Cette perte de superficies s'explique par le fait que certaines exploitations situées dans des zones d'insécurité ont été abandonnées.

Grace à la faveur de la clémence du climat, à l'encadrement agricole et aux multiples appuis apportés par le Gouvernement et ses partenaires, la production agricole a été satisfaisante cette année.¹⁸²

Tableau 11: Comparaison des productions et superficies de quelques cultures des années 2015 et 2016 dans la région de l'Adamaoua.

Cultures	Productions			Superficies			Rendements	
	Prod. 2015 (T)	Prod. 2016 (T)	Variations %	Sup. 2015 (Ha)	Sup. 2016 (Ha)	Variations %	Rdt 2015 (T/Ha)	Rdt 2016 (T/Ha)
Maïs grains	165128	135404,96	-18%	82682	79649,97	-3,67%	2	1,7
Manioc tubercule	260526	222431,5	-15%	37984	35313	-7,03%	6,86	8
Patate douce	33079,5	26044,06	-21%	3044,15	3466	+13,86%	10,87	9,5
Igname	22786,4	23938,74	+5,06%	2111	2218,60	+5,07%	10,79	10,79
Arachide	13495	10868,07	-19,46%	10625,5	12075,63	+13,65%	1,2	0,9
Pomme de terre	8205,5	2461,5	-70%	850,1	837	-0,15%	9,65	2,9

Source : MINADER/délégation régionale de l'Adamaoua, octobre 2020.

¹⁸² Entretien avec M. FANMEINI Joseph chef cellule Régionale d'enquête et de statistique du MINADER à Ngaoundéré, 09/09/2020.

Les effets de croissance et récession observés dans ce tableau sont juste une preuve palpable qui vérifie bien nos constats sur les différentes variations des productions agricoles au Nord Cameroun et qui créent souvent les situations d'insécurité alimentaire.

II- LE DEPLOIEMENT DES ACTEURS INTERNATIONAUX DANS LA LUTTE CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE AU NORD - CAMEROUN

Depuis la décennie 1970, période des toutes premières interventions officielles des acteurs internationaux dans le domaine de la sécurité alimentaire au Nord Cameroun, le contexte et les mobiles des interventions des acteurs internationaux ont beaucoup changé et évolué. C'est ce qui justifie de nos jours la présence de nombreux acteurs dans les Régions du Cameroun septentrional. En effet, à cause de l'accélération des calamités dues au réchauffement climatique et auxquelles s'ajoutent les insécurités transfrontalières autour des régions septentrionales, le Cameroun est devenu un pays des urgences en matière de sécurité alimentaire, avec les mouvements involontaires des personnes que créer les instabilités. Il résulte que le Cameroun fait face de manière récurrente à une situation d'insécurité alimentaire dans ces Régions où la malnutrition est devenue un grand fléau d'où la présence de multiples acteurs internationaux dans la région.

1- Présentation des acteurs internationaux intervenants dans la sécurité alimentaire au Nord - Cameroun

La question de la sécurité alimentaire est une question assez large. Elle fait appel à plusieurs importants domaines de la vie sociale. D'après un récent rapport du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER) l'on peut lire :

Il faut par ailleurs relever que certaines activités liées à la sécurité alimentaire relèvent non seulement du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER), mais également d'autres départements ministériels tels que le Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales (MINEPIA), le Ministère de l'Éducation de Base (MINEDUB), le Ministère de la Santé (MINSANTE), le Ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF), le Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable (MINEPDED), le Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MINRESI), le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MINATD), le Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), le Ministère des Finances (...) il faut par ailleurs noter, la création du Comité

Interministériel de Sécurité Alimentaire (CISA) présidé par le Secrétaire Général des Services du Premier Ministre et composé de 19 Ministères impliqués dans la sécurité alimentaire .¹⁸³

Cette forte mobilisation nationale du gouvernement laisse tout simplement entrevoir la lourdeur, la complexité mieux la largesse et sensibilité des missions assignées à ce secteur. Etant donné que ce présent travail ne s'intéresse qu'à l'apport extérieur des partenaires du gouvernement Camerounais dans la gestion de la sécurité alimentaire au Nord - Cameroun, nous ne nous attarderons donc plus sur les initiatives nationales ou locales visant à lutter contre le phénomène d'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun. Cependant reconnaissons humblement la nécessité de se baser sur les acteurs nationaux pour mieux parler de ces acteurs internationaux dont il est question dans ce travail.

Le gouvernement du Cameroun conscient de ses limites financières pour pouvoir faire face au phénomène de l'insécurité alimentaire a noué depuis 1962 avec des partenaires étrangers des relations de partenariats et de conventions dans le but d'aider l'Etat à réduire à sa plus faible proportion le problème de l'insécurité alimentaire présente dans le pays à défaut de ne plus entendre parler de ce redoutable fléau. Ainsi, pour lutter contre l'insécurité alimentaire présente au Nord - Cameroun, l'Etat du Cameroun est en Coopération avec cinq types d'acteurs internationaux que sont :

Les Organisations Internationales du système des Nations Unies, les Organisations internationales Sous Régionales et Régionales, les Organisations Non Gouvernementales Internationales (ONGI), les Etats Amis et les institutions financières internationales. Le tableau ci – contre est une récapitulation des acteurs internationaux intervenant au Nord Cameroun.

Tableau 12: Liste des Organisations Internationales et ONGI intervenant dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord-Cameroun.¹⁸⁴

De la précédente liste, l'on peut aisément suivre l'évolution des crises alimentaires au Nord Cameroun en prenant pour appui les différentes dates. La multiplication des acteurs au fil des ans est une preuve tangible que les crises alimentaires au Nord Cameroun sont un phénomène très préoccupant qui peut vraiment discréditer le projet d'émergence du Cameroun à l'horizon 2035. D'autant plus que les problèmes d'insécurité alimentaire sont devenus dans le pays un phénomène national que régional.

¹⁸³ Rapport final 2017 du Comité de Gestion de l'Assistance de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et du Programme Alimentaire Mondial (PAM) p.23.

¹⁸⁴ Confert document annexe n°21.

2- Les mécanismes d'interventions des acteurs internationaux dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun.

Le Nord - Cameroun fait face à plusieurs obstacles pour sa sécurité alimentaire. Pour y remédier, les différents acteurs internationaux venus en aide à cette région sont parfois obligés de revoir leur domaine d'intervention afin de répondre efficacement aux différents besoins des populations. Entre les causes environnementales, et celles sanitaires et sécuritaires sans oublier les causes socio-culturelles, la Région du Nord donne du mal à répondre promptement aux différents acteurs internationaux présents sur ce territoire depuis plusieurs décennies. Ainsi, sur la panoplie des acteurs identifiés dans cette partie du Cameroun, l'on a pu constater des divergences et similitudes dans les méthodes d'interventions. Cependant, comment se déploie ces Organisations pour lutter contre l'insécurité alimentaire au Nord Cameroun ?

a) Les méthodes d'interventions ou stratégies d'aides des organisations internationales du système des Nations Unies au Nord Cameroun

Pour mener à bien leurs différentes missions, les Organisations Internationales se déploient généralement par des rubriques d'activités dans lesquelles elles concrétisent leurs cahiers de charge. En ce qui concerne les Organisations Internationales du système des Nations Unies, leur fonctionnement repose exclusivement sur des projets et des programmes. Ces derniers s'étendent généralement sur des durées moyennement longues (2 à 7 voire 10 ans).¹⁸⁵ Prenant l'exemple du PAM, ses activités portent généralement sur quatre types de projets à savoir :

Les projets d'assistance alimentaire, Les Opérations d'aides d'urgences, Les programmes de développement ou programme de pays du PAM et l'Assistance non alimentaire.¹⁸⁶

Au-delà de ces grands projets, l'Organisation mène en permanence diverses activités en rapport avec ses missions. Parmi ces activités nous pouvons citer :

Les activités liées à la période de soudure ; Les activités de résilience et de relèvement précoce ; Les activités de nutrition ; Le wash ; Les activités d'appui aux coopératives et aux producteurs ; Les cantines scolaires.¹⁸⁷

De manière très brève, toutes les Organisations Internationales du système des Nations Unies ont des méthodes de déploiements presque identiques dans les exécutions de leurs

¹⁸⁵ Entretien avec M. ABDOURAMANE ZOURMBA responsable de projets FAO au Cameroun, Yaoundé, /*12/05/2020.

¹⁸⁶ Entretien avec un informateur anonyme cadre au PAM, Yaoundé, 10 Novembre 2020.

¹⁸⁷ Entretien avec M. IBRAHIMA, responsable sécurité alimentaire PAM-Cameroun, Yaoundé, 14/05/2021.

missions. Si différence en existe, elle se situe tout simplement au niveau des appellations de ces rubriques d'activités. C'est le cas avec les projets telefoods de la FAO qui est une activité de financement des projets par l'Organisation.

b) Les stratégies d'aides des ONGI dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord Cameroun.

Les OING tout comme les institutions onusiennes fonctionnent sur la base des projets. Ces projets sont généralement la raison des différents soutiens financiers dont la plupart perçoit des bailleurs de fonds. A la seule différence que leurs projets ont généralement une durée relativement courte par rapport aux durées des projets institutions onusiennes. Cette situation s'explique simplement par le fait que la quasi-totalité des ONGI sont des partenaires de terrain ou sont financées par les institutions onusiennes dont leur rapport d'activité importe sur la réalisation de celui des institutions onusiennes. Cependant, que ce soit les Organisations internationales du système des Nations Unies, ou les ONG internationales, leurs méthodes de déploiements ou d'aides au Nord Cameroun reposent sur :

Des dons alimentaires et non alimentaires ; Des formations et encadrements des populations ; Financement des projets ; Les cash ; Soins de santé ; l'éducation ; la protection de l'environnement.

III- LES REALISATIONS DES ACTEURS INTERNATIONAUX INTERVENANT DANS LA LUTTE CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE AU NORD CAMEROUN.

Du souci de respecter l'aspect méthodologique de ce travail, et au vu de leur effectif pléthorique, nous ne nous étendrons pas de fond en comble sur tous les différents acteurs intervenant dans le domaine de la sécurité alimentaire au Cameroun septentrional. Nous nous limiterons tout simplement à la présentation des actions de quelques acteurs phares du domaine au Nord - Cameroun.

1- Présentation des actions menées par les institutions des Nations Unies dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Cameroun septentrional.

Pour mieux comprendre les niveaux d'interventions des différents acteurs internationaux impliqués dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun, il est nécessaire de recourir au parchemin de chacune de ces organisations. C'est de ce dernier que nous nous sommes donc focalisés pour identifier qu'il existe des acteurs prioritaires et les acteurs secondaires. Les acteurs prioritaires sont pour nous ces différents acteurs dont les

missions sont essentiellement focalisées dans le domaine de la sécurité alimentaire. Il s'agit donc principalement des Organisations comme : la FAO, le PAM, et le FIDA en ce qui concerne les institutions onusiennes. Les actions de ces derniers de ce point de vue méritent d'être présenté ou connu.

a) Les réalisations de la FAO dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord Cameroun

La coopération entre le Cameroun et la FAO est une coopération qui était jusqu'à une période très récente adossée sur l'accord de siège signé depuis le 2 septembre 1978. Mais depuis le 04 septembre 2015, la coopération entre les deux parties est régie par un nouvel accord pour l'ouverture d'un bureau de partenariat et liaison à Yaoundé. Conformément aux engagements de son mandat, la FAO est l'Organisation autour de laquelle se fondent les bases de la sécurité alimentaire dans le monde. Ses principales missions l'impliquent de la production des semences à la consommation des aliments en passant par la formation des agriculteurs et éleveurs.

De nos jours, le bilan de la coopération entre le Cameroun et la FAO sur le Nord Cameroun fait état de plus de treize (13) projets de développement, deux (02) projets d'urgence, et plus de sept (07) projets Telefood déjà financés. Les financements mobilisés pour ces projets et programmes s'élèvent à plus de 59 695 913 Dollars EU soit environ 30 milliards de FCFA.¹⁸⁸ Il est à noter que les projets téléfood de la FAO ont débuté au Cameroun en 1997 et s'étaient interrompus en 2014 laissant pas mal de fruits en termes de réalisations.¹⁸⁹

Tableau 13: Tableau récapitulatif des activités menées par la FAO au Nord Cameroun période 2015 – 2016.¹⁹⁰

¹⁸⁸ Rapport final 2017 du Comité de Gestion de l'Assistance de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et du Programme Alimentaire Mondial (PAM) p. 36.

¹⁸⁹ *Ibid.*

¹⁹⁰ Confert document annexe n°22.

Le recours au précédent tableau avait premièrement pour but de démontrer la contribution de la FAO dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord Cameroun. La FAO à l'exemple du précédent tableau initie des activités à chaque campagne agricole dans le but de venir en aide aux agriculteurs et éleveurs de certaines zones cibles et/ou la vulnérabilité semble le plus accru.¹⁹¹ Mais il est important de mentionner que certaines interventions de ces institutions peuvent provenir de l'ampleur d'une situation ne faisant pas partie du budget annuel. Ce tableau a aussi pour but de présenter les méthodes d'interventions de la FAO au Nord Cameroun

b) Les réalisations du PAM dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord Cameroun

Jusqu'à la signature du nouvel accord de base le 23 janvier 2002, la coopération entre le Gouvernement de la République du Cameroun et le Programme Alimentaire Mondial a toujours tiré son fondement sur l'Accord de Base conclu le 03 avril 1968 entre les deux parties.¹⁹² Ainsi, à partir de 1973, le Cameroun bénéficie d'une importante assistance de cette institution dans le cadre des projets à buts multiples, conçus en appui aux différents plans quinquennaux de développement économique, et également dans le cadre des situations d'urgence telles que l'accueil des réfugiés sur le territoire national, le secours aux victimes de la sécheresse, des inondations et autres calamités naturelles¹⁹³. Le PAM intervient donc au Nord Cameroun de diverses manières.

- Les projets de développement du PAM au Cameroun

De 1973 à 2020, l'assistance du Programme Alimentaire Mondial au Cameroun a porté sur plus de 10 projets de développement dont la plupart ont été clôturés à ce jour.¹⁹⁴ Ce fut des projets à buts multiples comportant un nombre important de sous projets représentant des secteurs bien ciblés. Le tableau ci-contre présente les projets de développement initiés par le PAM depuis son implantation au Cameroun.

¹⁹¹ Entretien avec Mme NTOUPENDI Lydie Angèle, Ingénieur agronome chef de la division des interventions de la FAO au Comité de gestion et d'assistance FAO/PAM, 14/04/2021 à Yaoundé .

¹⁹² Archives du MINADER-CG-FAO/PAM, état de la coopération entre l'Etat du Cameroun et le Programme alimentaire mondial. P. 1.

¹⁹³ Cf accord de base de la coopération entre l'Etat du Cameroun et le Programme Alimentaire Mondial

¹⁹⁴ Archives du MINADER, p. 1.

Tableau 14: quelques projets de développement initiés par le PAM au Nord – Cameroun.

Projets	Périodes	Titres	Volume des denrées (T)	Cos FCFA Pour le PAM
CMR 773	1973-1980	Appui au IIIème plan	24 830	1 066 000 000
CMR 773/I	1980-1986	Appui au Vème plan	21 977	2 601 250 000
CMR 773/II	1986-1992	Appui au V et VIème plan	41 436	6 991 750 000
CMR 4077	1992-1996	Appui du PAM au PAFT	6 080	1 207 104 000
CMR 4387	1993-1997	Alimentation scolaire en appui à la DSA	16 367	2 233 995 000
CMR 10031.0	2001	Sécurité alimentaire et développement rural dans la province de l'Extrême-Nord (projet pilote)	804,5	352.632.000
CMR 4387/01	1998-2002	Assistance alimentaire aux écoles primaires dans les provinces de l'Adamaoua, du Nord, de l'Extrême-Nord et de l'Est.	18.223	6.665.710.100
CMR 10 214.0	2003-2007	Activité 1 : « Assistance alimentaire aux écoles primaires dans les provinces de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord »	18 752	6 306 396 600
		Activité 2 : « Sécurité alimentaire et développement rural dans les provinces de l'Extrême-Nord et du Nord »	6 096	2 015 717 200
CMR 10 530.0	2008-2012	Activité 1 : « Appui à l'éducation de base et à la scolarisation des filles dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord et de l'Adamaoua »	14 765	5 992 596 000
		Activité 2 : « Sécurité alimentaire dans les régions de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord »	3000	
TOTAL			148 012	20 092 695 000

Source : CG-FAO/PAM, Yaoundé 2021.

Au-delà de ces projets de développement du PAM au Nord - Cameroun, l'organisation a toujours continué de mener ses activités dans le but de soutenir le gouvernement camerounais dans ses difficiles situations. A l'exemple du projet N° 200 330 (2013-2017). Projet à financement conjoint dont le coût total était estimé à 20.710.446 dollars des E-U., soit environ 10.355.223.000 FCFA répartis ainsi qu'il suit :

- PAM : 14.765.572 dollars des E-U soit environ 7.382.786.000 FCFA

-Gouvernement : 5.944.874 dollars des E-U soit environ 2.972.437.000 FCFA¹⁹⁵

- Les opérations d'aides d'urgences du PAM au Nord - Cameroun

Le Programme Alimentaire Mondial intervient aussi au Cameroun par des opérations d'aides d'urgences. Ces opérations renvoient à des situations de catastrophes inopinées auxquelles sont souvent victimes les Régions septentrionales et dont les activités n'étaient pas inscrites dans le budget annuel de l'organisation. Il s'agit spécifiquement des problèmes

¹⁹⁵ Archives du MINADER-CG-FAO/PAM, état de la coopération entre l'Etat du Cameroun et le Programme alimentaire mondial, p. 4.

comme les différentes inondations, les sécheresses des invasions de criquets ou l'arrivée massive des réfugiés dans la Région.¹⁹⁶ Ces interventions sont cependant précédées d'une requête ou demande du Gouvernement adressée à l'organisation qui pourra répondre favorablement ou non à la demande.

Tableau 15: Quelques opérations d'aides d'urgences du PAM dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord – Cameroun.

Projets	Période	Situation d'urgence	Volume des denrées (T)	Coûts en FCFA Pour le PAM ¹⁹⁷
EMOP 1417	1985	Sécheresse à l'Extrême-Nord	6 000	322 000 000
EMOP 3114-0	Mai 1986	Réfugiés Tchadiens	572	57 425 000
EMOP 3114-1	Décembre 1986	Réfugiés Tchadiens	572	39 250 000
EMOP 3114-II	1987	Réfugiés Tchadiens	380	28 570 000
EMOP 4641	Février 1991	Réfugiés Tchadiens	223	30 570 000
EMOP 4586	Février 1991	Sécheresse à l'Extrême-Nord	5 382	695 000 000
EMOP 5973	1998	Populations sinistrées de l'Extrême-Nord	5 167	1 603 538 300
EMOP 6007	1998	Assistance alimentaire d'urgence aux populations de l'Extrême-Nord du Cameroun affectées par l'invasion des criquets migrateurs et les pertes de récoltes	6 000	1 257 565 800
EMOP 6084	1999	Assistance alimentaire d'urgence aux victimes des calamités naturelles dans le Nord et l'Extrême-Nord	2 651,1	
EMOP	2001	Assistance alimentaire d'urgence aux populations victimes des inondations à Limbé	100	25 550 000
CMR 100101.0	2001-2002	Assistance alimentaire d'urgence aux populations affectées par la sécheresse au Nord et à l'Extrême-Nord du Cameroun	4 643	1 519 487 900
TOTAL			31.690,1	5 578 957 000

Source : Comité de gestion et d'assistance FAO/PAM, Yaoundé 2021.

Le PAM depuis le déclenchement du conflit Boko-haram en 2013 dans les Régions septentrionales est fortement impliquée dans la gestion des 70.000 réfugiés nigériens contenus dans le camp de Minawao.¹⁹⁸ L'organisation fournit aux réfugiés divers types d'assistances (alimentaire et non alimentaire) dans le but de diminuer la forte vulnérabilité que connaît généralement ce type de population et conformément à la convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés.

¹⁹⁶ Cf document annexe N° 13, p. 3.

¹⁹⁷ Non compris le coût de l'aide d'urgence EMOP 6084.

¹⁹⁸ Entretien avec M. Sali Innaba, administrateur du camp des réfugiés nigériens de Minawao, 17/09/2020.

Depuis 2018, le PAM intervient au Nord - Cameroun dans le cadre du plan stratégique de Pays du PAM pour le Cameroun. Élaboré sur la base des leçons apprises des interventions antérieures et des résultats sur la revue stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition, ce plan a été approuvé par le siège du PAM en juin 2017 pour une période de (03) ans (2018 – 2020).¹⁹⁹

Dans le cadre de ce plan stratégique, qui vise à appuyer le Cameroun dans l'atteinte de l'objectif "faim zéro" à l'horizon 2030, le PAM se propose de travailler avec le Gouvernement pour exécuter un ensemble d'interventions dont le but est d'améliorer à long terme la résilience des communautés vulnérables dans les 04 régions cibles que sont l'Extrême-Nord, le Nord, l'Adamaoua et l'Est.²⁰⁰ Ce Plan Stratégique Pays du PAM vise aussi à améliorer les capacités d'intervention du Gouvernement en cas de situation d'urgence.

Le PAM opère au Nord - Cameroun de plusieurs manières mais principalement par les dons alimentaires, l'encadrement et formation des populations sur des méthodes et techniques de conservations des aliments.²⁰¹ L'organisation est beaucoup plus présente dans trois départements dans la Région de l'Extrême-Nord à savoir le Logone-et-Chari, le Mayo Sava et le Mayo Tsanaga.²⁰² Dans la Région du Nord elle y mène généralement les missions d'assistances aux populations les plus démunies et aux enfants des familles pauvres. Dans la Région de l'Adamaoua cette Organisation mène bien ses activités sur l'étendue de la Région mais d'avantage dans certains départements en raison de l'afflux des réfugiés qui pressurisent les ressources disponibles de la Région et accentuent la vulnérabilité des populations à l'insécurité alimentaire.²⁰³

c) Les réalisations du FIDA dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Cameroun septentrional.

Le FIDA apporte son soutien à l'Etat du Cameroun depuis les signatures des accords de coopération intervenus en 1981 entre l'Etat du Cameroun et l'organisation Conformément à ses principes et engagements sur les questions de sécurité alimentaire. Le septentrion

¹⁹⁹ Archives du MINADER-CG-FAO/PAM, état de la coopération entre l'Etat du Cameroun et le Programme alimentaire mondial, p. 3.

²⁰⁰ *Ibid.*

²⁰¹ Entretien avec M. Cédric, responsable logistique PAM-Maroua, 06/09/2020.

²⁰² *Ibid.*

²⁰³ Le PAM possède à nos jours deux sous-directions (bureaux) dans les trois régions que compte le Nord Cameroun le bureau de Maroua et celui de N'Gaoundéré.

camerounais posant de sérieux problèmes sur ces questions bénéficie d'une attention assez particulière du gouvernement et des acteurs internationaux.

Au Cameroun, le FIDA s'efforce par le moyen des prêts, d'améliorer le bien-être des ruraux pauvres.²⁰⁴ Ses activités visent à accroître les revenus ainsi que la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ruraux pauvres, en particulier des femmes et des jeunes.

Les principales activités prévoient :

- D'encourager les exploitations agricoles et les petites entreprises rurales à adopter des systèmes de culture plus productifs et mieux résilients face aux changements climatiques ;
- D'aider les petits producteurs ruraux et les entrepreneurs agropastoraux qui associent cultures et élevage, et d'améliorer l'accès à des services financiers efficaces ainsi qu'à des marchés rémunérateurs.

Le rôle originel du FIDA dans la sécurité alimentaire est de mettre à la disposition des Organisations et associations légales des financements aux différents projets ceci à la demande de la FAO. Mais avec l'évolution des temps, les coopérations ont dû être revue dans le processus d'acquisition des financements des projets par les nécessiteux. Cette longue procédure aurait été revue et allégée. L'Organisation soutient dès lors de nombreux projets dans le but de répondre efficacement aux besoins des populations en appui au gouvernement et aux Organisations engagées dans la lutte contre l'insécurité alimentaire.²⁰⁵

Depuis 1981, le FIDA a investi 201,6 millions d'USD dans 11 projets et programmes de développement rural au Cameroun, pour une valeur totale de près de 421,3 millions d'USD. Ces programmes ont bénéficié directement à 610 302 ménages ruraux.²⁰⁶

Parmi les différents projets soutenus par le FIDA cette dernière décennie au Nord Cameroun nous avons les projets PADFA.²⁰⁷ Rendu à leur deuxième édition, le projet PADFA a pour principal objectif de réduire la pauvreté, accroître les revenus, améliorer la sécurité alimentaire à travers le développement durable et la compétitivité des filières riz (bas-fond, pluvial) et oignon. Autre projet important initié par le FIDA au Cameroun

²⁰⁴ Cf Accord cadre de la coopération entre l'Etat du Cameroun et le FIDA, p. 3.

²⁰⁵ Médard "L'aide internationale au développement", p. 6.

²⁰⁶ <https://www.ifad.org> » country » Cameroun consulté le 26 mars 2021.

²⁰⁷ <https://www.padfaceroum.net>, consulté le 26 mars 2021.

septentrional c'est le Projet d'appui au Développement de la Micro finance Rurale (PADMIR). La République du Cameroun avait signé avec le FIDA en mai 2009, un accord de financement (Prêt n° 751-CM & Don n°1050-CM) pour la mise en œuvre du projet PADMIR dont le cout total était de 9.5 milliards de CFA, ce financement impliquait plusieurs acteurs dont le principal était le FIDA avec 61,1% de part de financement, le PNUD 1,5%, le gouvernement du Cameroun 11%, et 26,4% les bénéficiaires. Le projet concernait deux des trois régions septentrionales à savoir l'Extrême-Nord et le Nord et s'étendait sur d'autres régions du pays pour une durée de 6 ans (2010-2016).²⁰⁸

Ce projet avait pour objectif global de contribuer à la réduction de la pauvreté, à l'augmentation des revenus et la sécurité alimentaire des groupes cibles : l'amélioration de l'environnement du secteur de la micro finance afin que les problématiques de financement rural soient mieux prises en compte et la facilitation de l'accès des groupes sibles à des services financiers adaptés à leurs besoins. Le PADMIR I à sa clôture le 31 décembre 2016 du fait de sa réussite laissa place à une seconde phase qui démarra en janvier 2017 pour une durée de 7 ans (2017-2024).²⁰⁹

²⁰⁸ MINADER, coopération-Cameroun-FIDA : projets d'appui au développement des filières agricoles, p. 3.

²⁰⁹ *Ibid.*

Tableau 16: Projet d'appui au développement des filières agricoles (PADFA I).

Intitulé		Projet d'appui au développement des filières agricoles
Tutelle		MINADER
Accord de projet		N° 805-CM signé le 27 septembre 2010 entre le FIDA et le Cameroun, mis en vigueur le 18 octobre 2010
Financement global		11,7 milliards FCFA (24,3 millions USD), soit 79% FIDA, 15% Gouvernement du Cameroun et 6% bénéficiaires
Durée et période d'exécution		7 ans (2010-2017). Date d'achèvement : 31 décembre 2017 ; date de clôture : 31 juillet 2018
Objectifs		<p>Objectif global : Réduire la pauvreté, accroître tes revenus, améliorer la sécurité alimentaire à travers le développement durable et la compétitivité des filières riz et oignon.</p> <p>Objectifs spécifiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) Augmenter la production de riz et oignon ; (ii) Améliorer la consommation, la transformation et la mise en marché ; (iii) Renforcer les capacités techniques et organisationnelles des producteurs
Composantes du projet		<p>Composante 1 : Appui à la production ;</p> <p>Composante 2 : Appui à la commercialisation et à la structuration des filières ;</p> <p>Composante 3 : Gestion des connaissances, coordination et suivi des productions</p>
Zones d'intervention et bénéficiaires		Le PADFA a touché 25 000 producteurs (dont en moyenne 32% de femmes) membres de 1305 Organisations de Producteurs (OP), répartis dans 39 bassins de production, pour un total de 13 829 ménages ruraux, composant 78 528 personnes dans 4 régions (Extrême-Nord, Nord, Nord-Ouest et Ouest)

Source : Archives du Bureau National de coordination du projet PADFA I, Yaoundé 2021.

En raison de la grande réussite de ce premier projet PADFA, le FIDA décida de réinvestir ou de continuer de soutenir l'action gouvernementale en acceptant sponsoriser une seconde phase de ce projet dans le but de relever d'avantage le niveau de vie des jeunes entrepreneurs agricoles de la filière riz et oignon.

Tableau 17: Projet d'appui au développement des filières agricoles (PADFA II).

Intitulé	Projet d'appui au développement des filières agricoles phase II
Financement global	33,3 milliards de FCFA (60 millions USD) dont 78,6% FIDA, 14,5% Gouvernement du Cameroun, 3,4% GEF, 3,4% bénéficiaires
Période d'exécution	2020-2026 (6 ans)
But	Contribuer à la réduction de la pauvreté, et à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations cibles
Objectif	Accroître durablement les revenus et la résilience des exploitations agricoles familiales productrices de riz et d'oignon dans les zones du projet.
Effets attendus	Effet 1 : la productivité des exploitations appuyées et leur résilience face aux risques sont améliorées de manière durable ; Effet 2 : la valorisation, l'accès au marché et la compétitivité des produits agricoles sont assurés.
Zones d'intervention	14 départements dans 4 régions (Extrême-Nord, Nord, Nord-Ouest, Ouest)
Bénéficiaires ciblés	111 Coopératives (90 900 producteurs membres) 40 petites entreprises d'agrobusiness Bénéficiaires directs : 31 900 ménages et 216 600 personnes touchées

Source : Archives du Bureau National de coordination du projet PADFA II, Yaoundé 2021.

De manière pratique, le FIDA coopère avec le gouvernement à qui il accorde des financements pour certains grands projets agricoles, ces financements sont généralement négociés comme prêts auprès de l'Institution onusienne lesquels une fois accordée devront être remboursés avec un taux d'intérêt relativement faible contrairement aux autres institutions financières. Le FIDA agit aussi beaucoup par le parrainage des programmes initiés par certaines ONG internationales et organisations paysannes du secteur agropastoral. L'Organisation procède aussi par des dons et des formations ou encadrements des populations dans la lutte contre l'insécurité alimentaire.²¹⁰

2- Présentation des actions menées par les OING dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au nord Cameroun

Les problèmes d'insécurité alimentaire au Nord Cameroun sont autant combattus par les OI du système des Nations Unies que par les OING. Il sera donc question pour nous de présenter de manière très brève quelques réalisations de certaines des ONG Internationales intervenants dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord Cameroun.

²¹⁰ Entretien avec Mme Helene Rosalie MARIGO, coordonnatrice nationale du projet PADFA, Yaoundé, 03 /03/ 2021.

a) Les actions de l'ONG Action Contre la Faim (ACF) dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord Cameroun.

Les toutes premières interventions de l'ONGI Action Contre la Faim remontent au Cameroun en 1998. L'organisation redémarre ses activités au Cameroun en 2014 à la suite du flux des réfugiés centrafricains causé par la crise politique centrafricaine. L'Organisation dépose ses valises dans la région de l'Est dès cette année.²¹¹ C'est en 2016 que l'ONG Internationale débute ses activités dans la région de l'Extrême-Nord avec les appuis au centre de santé des districts sanitaires de l'ensemble de la région à l'instar de Goulfey, Kousseri, Tokombéré, et Mora²¹². Ces actions en santé visent le renforcement du système de santé et l'amélioration du paquet minimum des activités en soins de santé primaire. A ceci s'ajoute un panel d'activités focalisées sur l'amélioration des conditions d'accès à l'eau, à l'hygiène et assainissement au sein des aires sanitaires concernées. En 2017, ACF a renforcé sa réponse dans la Région au travers des projets de développement phares, RESILIAN et RESILAC, mis en œuvre en consortium avec d'autres organisations (PUI, CARE, SI, CRF, URD, CCFD) et pour lesquels ACF assure le leadership.²¹³ Ces programmes de 4 années chacun visent à renforcer la résilience, la sécurité nutritionnelle et le bien être au sein des communautés bénéficiaires au travers des santé-nutrition, le WASH, SAME, santé mentale, plaidoyer, et soutien à la gouvernance locale. ACF compte actuellement 22 projets au Cameroun, 325 843 personnes en soutien pour un volume opérationnel de 8 842 161€. ²¹⁴ En 2019 l'ONGI révélait que 220 000 personnes (soit 1 individu sur 3) se trouvent toujours en situation d'insécurité alimentaire et la situation sanitaire et nutritionnelle demeure très critique. ²¹⁵

b) Les actions de l'ONG InterSOS dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord Cameroun.

Présent au Cameroun depuis 2015, l'ONG Internationale Intersos s'investi dans un pang assez important dans la lutte contre l'insécurité alimentaire en apportant différents soutiens aux réfugiés et aux populations hôtes. Ainsi, depuis sa présence dans la région en 2015 l'ONG internationale compte déjà à son actif 11projets réalisés sur différents volets de la Sécurité Alimentaire dont certains chiffres sont assez remarquables²¹⁶. Jusqu'à la période

²¹¹ <https://www.actioncontrelafaim.org/>, consulté le 03/03/2021 à 11h 35 min.

²¹² *Ibid.*

²¹³ Entretien du 10 septembre 2020 à Maroua avec Mme ROSINE responsable de projet ACF-Maroua.

²¹⁴ <https://www.actioncontrelafaim.org/>, consulté le 03/03/2021 à 11h 35 min.

²¹⁵ Rapport Moral d'activités ACF-Cameroun 2018, p. 44.

²¹⁶ <https://www.intersos.org/en/aboutus/transparency/>, consulté le 03/03/2021 à 12 h 05 min.

de 2020, l'aide apporté par cette ONGI au Nord Cameroun s'évalue à divers secteurs : 3 960 kits d'articles non alimentaires distribués, 2 005 cas de violence sexiste pris en charge, environ 790 personnes aidées à obtenir des documents d'état civil etc. En 2019 le budget d'investissement de cette Organisation était évalué à environ 4 192 967 € pour un effectif d'environ 274 053 personnes aidées²¹⁷. L'origine des fonds comme pour la quasi-totalité des ONG internationales proviennent des contributions des différents partenaires nationaux et internationaux. Dans la Région, l'ONGI est beaucoup plus présente dans trois départements : le Logone-et-Chari, la Mayo Sava, et le Mayo-Tsanaga.²¹⁸

c) Les actions de l'ONG Solidarité Internationale dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord Cameroun.

Depuis son installation au Cameroun en 2014, l'ONG Internationale Solidarité Internationale œuvre aux côtés des populations vulnérables de trois Régions au Cameroun à savoir : l'Extrême-Nord, Nord, et l'Est. Dans son actif, l'ONG Internationale dénombre jusqu'à la période de 2020 plus 25 000 personnes secourues dans le pays.²¹⁹ Ses interventions dans le domaine de la sécurité alimentaire et moyen d'existence font état de plus de 12 502 bénéficiaires dans des domaines tel que : réhabilitation de structure d'un marché ; développement d'activités génératrice de revenus ; assistance alimentaire ; transferts monétaires inconditionnels et conditionnels ; appui à la production vivrière et maraichère (distribution des intrants, outillage, promotion des pratiques agro-écologiques etc. L'impact de cette Organisation est aussi remarquable dans le secteur de l'eau, assainissement et hygiène ou l'Organisation comptabilise un chiffre d'environ 70 800 bénéficiaires à travers les activités comme : la construction/réhabilitation de points d'eau protégés, appui au réseau d'eau dans un camp de réfugiés, campagnes de promotion de bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement ; mise en œuvre de projets d'assainissement total piloté par la communauté. Le budget de l'organisation pour ses différents projets est évalué à environ 4,2M €. ²²⁰

d) Les actions de l'ONG Plan Internationale dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord-Cameroun.

La présence de l'organisation non gouvernementale PLAN International dans les régions septentrionales remonte dans les années 1996 années où l'organisation débute ses activités en terre camerounais. A cette époque, les interventions de l'organisation étaient

²¹⁷ <https://www.intersos.org/en/aboutus/transparency/>, consulté le 03/03/2021 à 12 h 05 min.

²¹⁸ Entretien avec Mme MBEMMO Nouby chargé de suivi évaluation intersos-Maroua, 15/09/2020.

²¹⁹ <https://www.solidarites.org/fr/mission/cameroun/>, consulté le 02/06/2021 à 05h 20 min.

²²⁰ *Ibid.*

essentiellement orientées dans le seul domaine de la protection de l'enfant.²²¹ Depuis 2010, Plan Cameroun a élargi ses domaines d'interventions comme celui de la promotion des groupes d'épargne pour améliorer l'accès aux services financiers des ménages pauvres et très pauvres dans l'Unités de Programmes de Garoua. Au vu de la multiplicité des crises, et en fonction des grands besoins des populations dans la Région, l'organisation a dû revoir son agenda et œuvre désormais dans de nombreux domaines tels la sécurité alimentaire, les moyens de subsistances, droit des filles, urgences, santé, santé sexuelle et reproductive, eau et assainissement, sécurité économique.²²²

Dans la sécurité alimentaire, l'ONGI intervient par l'initiation des projets dans le but de diminuer l'impact du phénomène à l'instar du projet FARN entendu foyers d'apprentissage de réhabilitation nutritionnelle. Initié en 2019, il consiste à identifier dans certains villages du Nord des familles et enfants vulnérables que l'organisation regroupe en foyer dans le but de soumettre ces familles aux formations de nutrition infantiles. L'ONGI soutien ainsi les enfants des parents pauvres âgés de 0 à 59 mois par les préparations des bouillies nutritionnelles durant les 12 premiers jours de chaque mois afin de réduire le taux élevé d'enfants malnutris dans la région. De cette activité était décelé des sortes de parents modèles qui pouvaient assurés le suivi de la formation qui au départ portait sur 9 arrondissements.²²³

Tableau 18: Présentation des résultats du Projet par rapport aux objectifs stratégiques nationaux de l'ONGI Plan international.

Matrice d'évaluation des résultats du projet et la contribution aux objectifs de la stratégie-pays.								
Programme-Pays		Projet GOH						
Objectifs stratégiques (OS)	Résultats	Activités du projet se rapportant à l'OS	Indicateurs de résultats	Baseline	Cible annuelle	Résultat obtenu	Méthode de collecte	Source des données
OS1 : Faciliter l'accès à une éducation inclusive pour les filles, les enfants vulnérables, les enfants exclus et	RS 1.3 : Les filles, les jeunes femmes et les jeunes ont les compétences requises pour un emploi et un esprit	Production de la boîte à images et d'un manuel de formation sur les techniques d'élevage de base	Nombre d'exemplaires produits	0	4291 personnes dont au moins 3433 femmes (80%)	01 boîte à images en 20 exemplaires et 01 manuel de l'animateur en 20 exemplaires	Modules validés, Manuel et boîte à images	Manuel et boîte à images produits par les partenaires de mise en œuvre du Projet (ASAPE et FAVIDA)

²²¹ Entretien avec M. MARIO WAMBA chef service sécurité alimentaire Plan-Garoua, 26/09/2020.

²²² Rapport d'activités GVEC 2017 de Plan-Garoua, p. 1.

²²³ Entretien avec M. AISSATA FERROYA superviseur de projet nutrition plan-Garoua, 26/09/2020.

les enfants en situation d'urgence ainsi que le travail décent et l'entrepreneuriat pour les jeunes filles ayant achevé l'éducation ;	d'entreprise significatifs.	Formation à la dynamique de groupes et à la gestion de petites unités agropastorales	Nombre de personnes formées	0	4291 personnes dont au moins 3433 femmes (80%)	4625 personnes formées dont 3962 femmes (85,66%), 198 jeunes et 46 filles-mères	Fiches de présence, images	Rapports de formations produits par les partenaires de mise en œuvre du Projet (ASAPE et FAVIDA)
OS 3 : Veiller à ce que les filles, les garçons et les jeunes F/H exposés à des risques de discrimination et de violence dans des circonstances difficiles, les désastres et les situations de crises humanitaires survivent et soient capables de réaliser leurs droits à une protection durable et sensible au genre.	RS 3.1 : Les filles, enfants vulnérables, adolescents et jeunes sont protégés contre toutes formes de violences.	Sélection des bénéficiaires directs du Projet GOH	Nombre de femmes bénéficiaires directes	0	4291 personnes dont au moins 3433 femmes (80%)	4625 bénéficiaires directs dont 3962 femmes (85,66%), 198 jeunes et 46 filles-mères	Fiches de sélection, Liste des membres des groupes bénéficiaires	Rapports de sélection des groupes de bénéficiaires produits par les partenaires de mise en œuvre du Projet (ASAPE et FAVIDA)
	RS 3.2 : Les filles et les garçons, en particulier les plus vulnérables, grandissent en bonne santé et reçoivent des soins, de la nutrition et une stimulation précoce du développement pour réaliser leur droit à la santé et au développement	Création et suivi de 377 élevages de chèvres et de moutons	Nombre d'élevages créés	0	377 groupes de bénéficiaires directs sélectionnés ; 2260 bêtes distribuées (chèvres et moutons)	377 élevages mis en place et suivis ; 2401 bêtes distribuées y compris les 141 bêtes mortes durant les quarantaines et remplacées ; 601 petits recensés au mois de juin 2018 (504 chevreaux et 97 agneaux)	Registres et rapports de suivi des élevages	Rapports de synthèse de la mise en place et de suivi des élevages
		Création et suivi de 377 champs de fourrages et de maraichage	Nombre d'élevages créés	0	377 groupes de bénéficiaires directs sélectionnés ; 136,25ha de maraichage et 134 ha de fourrage planifiés	377 champs de fourrage et de maraichage mis en place sur un total de 126 ha de surface	Rapports de suivi des champs, images	Rapports de synthèse de la mise en place et de suivi des champs de fourrage et de maraichage

Source : ONGI PLAN (Bureau de représentation du Nord), septembre 2020.

Ce tableau qui nous permet de comprendre certains domaines d'intervention de l'ONG internationale Plan peut aussi nous permettre de constater son apport dans les problèmes d'insécurité alimentaires ravageant la région. Cependant notons que l'organisation mène ses activités dans les trois régions que compte le septentrion camerounais.²²⁴

Au terme de ce chapitre, rappelons-nous que ce dernier portait sur l'activité agricole et les politiques d'aide internationale en matière de sécurité alimentaire au Nord Cameroun. Ce

²²⁴ Entretien avec M. ALIXE FASSING, responsable projet don de l'espoir Plan-Garoua, Garoua, 24/092020.

chapitre a voulu pour la bonne compréhension de cette thématique nous présenter primo l'état l'activité agricole dans les régions septentrionales, secundo nous présenter les politiques d'aides des acteurs internationaux dans la région et enfin nous présenter les actions menées par certains acteurs internationaux dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord Cameroun. Il ressort de nos idées dans ce chapitre que l'agriculture au Nord Cameroun occupe une place de choix non seulement pour la survie de sa population mais aussi l'économie de la sous-région. Mais face aux multiples catastrophes dont est confrontée la région l'aide internationale essaie tant bien que mal à compléter les multiples besoins des populations septentrionales.

CHAPITRE III

LES REALITES ET LES LOGIQUES DE LA LUTTE CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE AU NORD - CAMEROUN

Le malaise social est un concept devenu courant au Nord Cameroun depuis les années 1970 avant de se généraliser dans le pays dans la décennie 1980.²²⁵ Les régions du Nord Cameroun, du fait des facteurs tels climatiques, sécuritaires, démographiques et économiques connaissent de sérieuses menaces dans pas mal de domaines parmi lesquels celui de l'alimentation. Cette difficile situation s'explique par le fait qu'au Cameroun dans les décennies 70, 80 et 90 le pays est sérieusement confronté à de nombreuses difficultés. D'abord climatique, du fait des grandes sécheresses ayant causé les disettes des années 1970 au Nord Cameroun, en suite la crise économique des années 1980 dans le pays, la crise politique des années 1982, et surtout la dévaluation du franc CFA des années 1994.²²⁶ Ces différents enchainements de situation ne pouvaient en avoir qu'un seul impact dans certaines régions du pays celui d'accroître la vulnérabilité des populations et leur grande exposition à de nombreux phénomènes comme l'insécurité alimentaire. C'est ce qui justifie la signature de pas mal d'accords de coopérations entre le Cameroun et les acteurs internationaux de divers domaines.

Le présent chapitre s'apprête donc à répondre à la pertinente question du pourquoi malgré la présence d'une multitude d'acteurs internationaux dans le domaine de la sécurité alimentaire au Nord - Cameroun, le phénomène ne parvient pas à être éradiqué ? La réponse à cette importante question se fondera sur les différents obstacles rencontrés par ces acteurs dans leurs missions contre l'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun.

²²⁵Touna, "*L'économie camerounaise*", Pp. 15-16.

²²⁶ Les trois décennies que sont 1970, 1980 et 1990 sont dans l'histoire de l'évolution socio-économique des décennies très complexes pour la partie septentrionale du Cameroun. En effet, dans la décennie 1970, le Nord Cameroun faisait sérieusement face à plus d'un problème majeur comprise entre les grandes sécheresses, les problèmes d'inondations et les vols des criquets ravageurs ces problèmes qui n'ont pas laissé le choix au gouvernement de faire appel aux aides extérieures. La décennie 1980 est marquée par un double impact le grand redressement de l'économie national et les troubles socio-politiques des événements du 6 novembre 1982. Le Nord Cameroun à cette période continuait à subir les affres des crises environnementales. Et la décennie 1990 fut marqué sur plan national de la terrible dévaluation du franc CFA qui conduisait à la chute drastique de la masse salariale au Cameroun au Nord-Cameroun la région faisait face aux phénomènes d'inondations et aux vols des criquets migrants.

I- L'IMPACT DES ALEAS CLIMATIQUES DANS LES DEPLOIEMENTS DES ACTEURS INTERNATIONAUX AU NORD CAMEROUN

Les problèmes environnementaux ou les aléas climatiques constituent à la fois une grande cause des problèmes d'insécurité alimentaire présente au Nord - Cameroun et un sérieux obstacle aux activités des différents acteurs impliqués dans la sécurité alimentaire au Nord - Cameroun. Cette assertion se fonde sur les différentes répercussions des problèmes environnementaux sur les activités humaines au Nord - Cameroun.

1- Les changements climatiques comme facteur d'inefficacité des acteurs internationaux dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord Cameroun.

Parmi les multiples obstacles rencontrés par les acteurs internationaux dans le cadre de leurs réalisations et qui discrédite généralement leurs actions se trouve bel et bien l'effet des changements climatiques auxquels la Région fait régulièrement face. En effet, les changements climatiques par leurs effets néfastes sur l'environnement et beaucoup plus sur le secteur agricole constituent une grande menace pour la survie de la population mondiale, africaine et Nord camerounaise en particulier. Les changements climatiques du simple fait qu'ils portent lourdement atteinte à un secteur crucial de la vie humaine en l'occurrence la sécurité alimentaire, accentue la vulnérabilité des populations par une très grande exposition limitée des ressources naturelles, un manque accru en matière d'eau, limitant la pratique de l'activité agricole, ainsi que ses productions. Or en réalité, le climat est un facteur explicatif très important de la production agricole vu que 95% de l'agriculture sur le continent africain est une agriculture sous pluie.²²⁷ Et pourtant le septentrion souffre d'un manque criard en matière d'eau. Une situation qui complique les interventions des Organisations internationales venues en aide aux populations.

Depuis 2011, beaucoup de localités du Grand Nord - Cameroun subissent fréquemment les effets du changement climatique.²²⁸ Ce phénomène a des répercussions néfastes sur l'agriculture, l'élevage et la pêche. Il y est à l'origine des inondations dévastatrices en raison des pluies qui contrastent avec des saisons sèches de plus en plus

²²⁷ F. Fomekong, G. Ngono "Changements climatiques, production agricole et effets sur la population au Cameroun" in uaps 2011.

²²⁸<https://www.iedafrique.org/strategies-de-résilience-du-secteur-agro-pastoral-au-changement-climatique-dans.html>, consulté le 06/09/ 2021 à 17h 45min.

longues et rudes. Des températures extrêmes entraînant une non-maitrise des feux de brousse accidentels ou consciemment initiés par certains éleveurs et agriculteurs.²²⁹

L'impressionnante évolution démographique des régions septentrionales camerounaise peut à un moment donné constituer un grand problème dans l'avancement du désert présent au Nord - Cameroun. Cette assertion s'inspire de la thèse qui inclut l'homme dans les différents dangers que connaît l'environnement. Ce point de vue semble d'autant plus pertinent dans la mesure où au Nord - Cameroun il existe un phénomène criard de déboisement. L'infime quantité de bois existant est abondamment utilisée comme de bois de chauffage.²³⁰ Il est d'ailleurs récurrent de trouver sur les rues du septentrion des dépôts de ventes de bois question pour les familles pauvres de joindre les deux bouts.

Dans le domaine de l'agriculture par exemple, on constate une forte réduction des ressources en eau pour les cultures, l'instabilité du calendrier de l'activité agricole saisonnière. Cette situation a pour conséquences la baisse de la fertilité du sol, la dégradation des sols agraires, l'invasion des criquets et autres insectes ravageurs d'où l'importante réduction des productions agricole.²³¹

Dans le secteur de l'élevage, le changement du climat se manifeste par le tarissement de la majorité des cours d'eau pour l'abreuvement des animaux, la diminution considérable du pâturage et leur colonisation par des espèces végétales que le bétail ne consomme pas. La sous-alimentation des animaux qui en découle entraîne des amaigrissements dans les troupeaux, des retards de croissance, des avortements et une plus grande vulnérabilité aux diverses maladies. Lorsque la saison sèche est très rude et trop longue, il n'est pas rare d'enregistrer des pertes pouvant aller à plus de 50% dans les cheptels bovins des éleveurs n'ayant pas pris de dispositions préventives adéquates.²³² Dans le secteur apicole, on note également une baisse de production qui serait liée à la réduction du couvert végétal.

En définitive, il ressort de nos dires à propos des effets des changements climatiques sur les activités des acteurs internationaux que si malgré la forte présence de acteurs dans la Région, les pouvoirs publics peine toujours à faire retrouver à la Région l'équilibre

²²⁹<https://www.iedafrique.org/strategies-de-résilience-du-secteur-agro-pastoral-au-changement-climatique-dans.html>, consulté le 06, septembre 2021 à 17h 45min.

²³⁰ Rapport 2020 de l'ONG internationale GIZ sur la protection des forêts et de l'environnement, p. 1.

²³¹ L'impact des changements climatiques sur les rendements agricoles en Afrique, <https://books.openedition.org/irdeditions/9773?lang=fr>, consulté le 06/10/ 2021 à 19h 20 min.

²³² Rapport annuel d'activités FAO 2003 au Cameroun, p.

alimentaire souhaitée, c'est en effet grâce au fait que les changements sont un fait quasiment insaisissable par l'homme et qu'il lui en faudra d'importants moyens pour en faire face.

2- Les stratégies de résilience des acteurs internationaux dans la lutte contre les changements climatiques présents au Nord Cameroun

Pour faire face aux effets des changements climatiques dans diverses activités agropastorales et environnementales, les communautés, les Organisations Internationales et le gouvernement ont adopté des stratégies variées.

a) Le financement des projets environnementaux

Depuis 2008, les campagnes de reboisement des Régions septentrionales sont au cœur des activités du gouvernement de République ainsi que ses partenaires étrangers. Sous l'initiative du Ministère des forêts et de la faune (MINFOF). Cette première grande campagne visait à reboiser dans le Logone et Chari, pas moins de 80.000 arbres afin d'atteindre les 240.000 arbres pour faire face à la désertification menaçant cette partie du pays.²³³ Dans son discours inaugural le Ministre des Forêts et de la Faune a encouragé les populations, les ONG, les partenaires internationaux, les associations et mouvements des jeunes qui avaient planté 550.000 arbres sans attendre le lancement de la campagne de reboisement du MINFOF.²³⁴ Dans le même ordre d'idée se tenait le 4 juillet de la même année, dans le département du Mayo-Kani, le lancement du projet RESSOR (Restauration des sols par l'Agroforesterie) initié conjointement par le PNUD et l'association "Green Safe" financé par le programme GEF (global Environmental Facility). Cet exploit vient compléter les actions du gouvernement camerounais illustré à travers le PSFE (Programme Sectoriel Forêt-Environnement) et le PAN-LCD (Plan d'Action National de Lutte contre la Désertification).²³⁵

Dans l'optique d'accroître son engagement en matière de restauration de paysages forestiers dégradés à l'échelle nationale, le gouvernement a depuis 2018 manifesté auprès du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), son intérêt de participer à l'initiative de restauration des paysages forestiers dégradés africains, dénommée African Forest Landscape Restoration Initiative (AFR 100).²³⁶ L'AFR 100 qui contribue au "Bonn challenge", est une initiative prise par les pays africains dans le cadre de 21^{ème} conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 21), de restaurer 100millions d'hectares

²³³<https://www.mediaterre.org/jeunes/actu,20081111160607.html>; consulté le 06/10/2021 à 23h 20 min.

²³⁴ *Ibid.*

²³⁵ *Ibid.*

²³⁶ T. Desire et als "*Manuel sur les itinéraires de reboisement en zone de savanes sèches du Cameroun*", Mai 2018, p. 25.

de paysages dégradés d'ici 2030. Le Cameroun a pris l'engagement de restaurer environ 12 millions d'hectares de paysages forestiers et d'aires dégagés d'ici 2030 et donc plus 70% du projet concerne la partie septentrionale du pays.²³⁷

En mars 2020, le Gouvernement du Cameroun à travers le Ministère de l'environnement, de la protection de la Nature et du développement durable (MINEPDED) et la FAO ont signé un accord de partenariat pour la mise en œuvre d'un projet READINESS (Renforcement des capacités du pays pour une résilience et une atténuation accrues potentielle aux changements climatiques grâce à l'agroforesterie dans les Régions du Nord et de l'Extrême – Nord Cameroun. Le projet financé par le Fonds vert climat (FVC) à hauteur de 135. 944. 000 FCFA, vise à apporter un appui aux principales institutions techniques impliquées dans la mise en œuvre des actions de lutte contre les changements climatiques dans le secteur agricole. Il s'agit notamment du MINEPDED, du MINADER, de l'Observatoire National sur les Changements Climatiques (ONACC) et l'Institut National des Statistiques (INS).²³⁸

De manière spécifique, le projet READINESS va renforcer les capacités du Cameroun en matière d'évaluation des impacts des changements climatiques sur l'agriculture ; permettre une évaluation des impacts des changements climatiques en agroforesterie, ainsi que l'identification de celles présentant un caractère résilient aux changements climatiques d'une part ; d'autre part il appuiera le pays dans le développement d'un système de collecte , de traitement, d'analyse et de suivi des données climatiques. La responsabilité de la mise en œuvre dudit projet a cependant été confiée à la FAO.²³⁹

Parmi les différentes stratégies de résilience des changements climatiques au Nord - Cameroun initiés ou soutenus par les acteurs internationaux nous pouvons aussi citer les travaux du Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du Développement (BMZ) représenté au Cameroun par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ). L'ONGI est fortement impliquée dans la protection des forêts et de

²³⁷ T. Desire et als "*Manuel sur les itinéraires de reboisement en zone de savanes sèches du Cameroun*", Mai 2018, p. 25.

²³⁸FAO au Cameroun et la lutte contre les changements climatiques, <https://www.fao.org/cameroun/actualites/detail-events/en/c/1265649/>, consulté le 06/10/2021 à 21

²³⁹ Ibid.

l'environnement au Cameroun et d'avantage dans son septentrion comme le témoigne les accords du projet Forêts et environnement initié en 2020 pour une durée de deux ans.²⁴⁰

b) La formation des agriculteurs et éleveurs aux nouvelles techniques agropastorales

Dans le domaine de l'agriculture, les populations locales font face aux effets climatiques par la réduction et le contrôle des feux de brousses, l'utilisation des semences améliorées et adaptées au climat du (fournis par la FAO et ses partenaires locaux), la pratique de la jachère, la rotation des cultures, la pratique des cultures mixtes pour limiter l'action des ravageurs en champs.²⁴¹ De plus en plus les agriculteurs pratiquent le drainage ou mettent en place un système d'arrosage des plantes lorsqu'il tarde à pleuvoir ou lorsque les pluies ne tombent pas fréquemment. Ils utilisent des motopompes pour faire venir de l'eau souvent à près d'un kilomètre.²⁴²

Dans le domaine de l'élevage, les sécheresses extrêmes amènent les éleveurs de bovin et parfois d'ovins à transhumer à la recherche de meilleurs pâturages pour leurs animaux. Le nomadisme a pratiquement disparu du Cameroun.²⁴³ La transhumance est ici pratiquée par les éleveurs moins nantis bien qu'ayant parfois des tailles de cheptel relativement considérables. Les éleveurs plus nantis construisent des points d'eau (forages et/ou puits) dans leurs domaines. Ils supplémentent l'alimentation de leurs troupeaux avec des tourteaux, du sel germe ou natron et du sel de cuisine. La culture fourragère est également pratiquée et même subventionnée par les ministères en charges de l'élevage (MINEPIA) et de l'agriculture (MINADER) et leurs partenaires internationaux.

Dans les aires protégées comme le parc de la Bénoué, dans la Région du Nord - Cameroun, le ministère chargé de la faune et des forêts a entrepris de sensibiliser les populations, suite à la forte pression anthropique sur les ressources protégées. Ainsi, il essaie de trouver des stratégies pour occuper les populations. Ils reboisent et forment des populations à la création des pépinières et sensibilisent sur l'importance et les bénéfices du

²⁴⁰ Protection des forêts et de l'environnement au Cameroun, <https://www.giz.de/en/worldwide/83465.html>, consulté le 06/10/2021 à 21h 50min.

²⁴¹ <https://www.iedafrique.org/strategies-de-résilience-du-secteur-agro-pastoral-au-changement-climatique-dans.html>, consulté le 06, septembre 2021 à 17h 45 min.

²⁴² Entretien avec M. FANMENI Joseph chef cellule Régionale d'enquête et de statistique au ministère de l'agriculture et du développement rural Région de l'Adamaoua, N'Gaoundéré, 30/09/2020.

²⁴³ <https://www.iedafrique.org/strategies-de-résilience-du-secteur-agro-pastoral-au-changement-climatique-dans.html>, consulté le 06/09/2021 à 17h 45min.

reboisement avec l'aides des ONGI, les mairies créent également depuis quelques années des forêts communautaires pour contribuer à la reforestation du grand Nord.²⁴⁴

Si les mesures de contournement prises par les populations contribuent à assurer une sécurité alimentaire aux producteurs et aux communautés, elles ne contribuent pas toujours à renforcer la résilience et la durabilité du système agricole puisque certaines d'entre elles continuent de contribuer au changement climatique par l'émission des gaz à effet de serre. Il serait plus judicieux d'utiliser des engrais biologiques tels que le compost et les biofertilisants, les pesticides biologiques, la jachère, l'agriculture mixte.

La vulgarisation du biogaz pourrait valoriser les rejets des animaux d'élevage, diminuer l'utilisation de combustibles fossile, la pression sur la forêt (déforestation). Les communautés entreprennent sous l'encadrement des ministères en charges et leurs partenaires internationaux de produire du compost avec des déchets ménagers pour donner aux populations une approche agro écologique devant permettre de faire face aux menaces dérivant du changement climatique.²⁴⁵

En définitive, retenons que l'ensemble des arguments avancés dans cette partie visaient d'un à faire remarquer la mobilisation des acteurs nationaux et internationaux dans l'épineux problème de réchauffement climatique que rencontre les Organisations Internationales dans leurs missions de soutien aux populations du Nord - Cameroun et de deux à faire juger sa profonde implication dans les problèmes de sécurité alimentaire présent au Nord - Cameroun. Il ressort donc de nos propos que malgré les initiatives prises par les différents acteurs de la sécurité alimentaire au Nord - Cameroun pour faire face aux changements climatiques, la faille en demeure grande et le phénomène semble prendre des proportions de plus en plus inquiétantes demandant une mobilisation assez soutenue que celle qu'offre de manière disséminée les différents acteurs impliqués dans la sécurité alimentaire au Nord - Cameroun. Dès lors, que dire des entraves sécuritaires dans l'exécution des missions des acteurs internationaux au Nord Cameroun ?

²⁴⁴<https://www.iedafrique.org/strategies-de-résilience-du-secteur-agro-pastoral-au-changement-climatique-dans.html>, consulté le 06/09/2021 à 17h 45min.

²⁴⁵ *Ibid.*

II- LES ENTRAVES SECURITAIRES ET LA DIFFICILE ACTIVITE DES ACTEURS INTERNATIONAUX AU NORD CAMEROUN

Le Cameroun septentrional est officiellement en guerre contre Boko Haram depuis mai 2014.²⁴⁶ Mais bien avant l'avènement de ce nouveau conflit, la Région avait connu d'autres menaces sécuritaires avec la présence des coupeurs de route²⁴⁷ mais dont les répercussions s'avèrent incompatibles au conflit Boko Haram dont les impacts sont internationalement reconnus et constituent un obstacle majeur au déploiement des acteurs internationaux dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun.

1- Les entraves sécuritaires comme obstacle majeur au déploiement efficace des acteurs internationaux dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun

Au moment où débutait le conflit Boko Haram dans la Région de l'Extrême-Nord Cameroun, les statistiques Régionales du pays présentaient déjà néanmoins cette Région comme la plus pauvre du Cameroun suivi immédiatement de ses deux compaires. Avec 74,3 % de la population vivant sous le seuil de la pauvreté contre 37,5% au niveau national.²⁴⁸ la secte islamiste Boko Haram du Nigéria a causé jusqu'à la période d'Aout 2018 un effectif estimé à environ 91000 réfugiés Nigérian au Cameroun dont près de 60.000 sont au Camps de Minawao, et 236000 déplacés internes dans la région de l'Extrême – Nord.²⁴⁹ Les exactions de la secte Boko – Haram ont aggravé cette situation en l'amplifiant plus que par le passé. L'Extrême-Nord est de nos jours perçu par les autorités et les bailleurs comme une région à assister et non comme une zone d'opportunités économiques.²⁵⁰ D'abord dévasté par les effets des changements climatiques, la présence au Nord - Cameroun d'un conflit armé constitue une complication de plus pour les populations locales qui ne vivent quasiment que des aides nationales et internationales. La fermeture permanente de la frontière avec le Nigéria a toujours causé de nombreux dommages à l'économie tant à l'échelle locale que

²⁴⁶ Revue canadienne des études africaines, "Boko Haram au-delà des médias", volume 54, 2020, p. 2.

²⁴⁷ S. Issa, "Les coupeurs de route, histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le bassin du lac Tchad", in Afrique contemporaine, 2011, N° 239, vol 3, Pp. 157 – 159.

²⁴⁸ Institut National de la Statistique, "Tendances, profil et déterminants de la pauvreté au Cameroun entre 200 1 et 2014", Rapport quatrième enquête camerounaise auprès des ménages, décembre 2015. Issa Saibou, "Effets économiques et sociaux des attaques de Boko Haram dans l'Extrême-Nord du Cameroun", Kaliao, volume spécial novembre 2014, p. 156 ; Machikou, Nadine, Claude Mbowou, "Economie politique de la violence dans l'Extrême-Nord", Rapport national Cameroun, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), octobre 2015.

²⁴⁹ PNUD, Etude des filières économiques et de formation à fort potentiel d'emploi pour les jeunes et les femmes (Extrême – Nord), aout 2018, p. 2.

²⁵⁰ <https://reliefweb.int/report/cameroun/>, consulté le 08/10/2021, à 17h 17 min.

nationale, et ce d'autant plus que le Tchad voisin, importateur de marchandises de l'Extrême-Nord en temps normal, est lui aussi en crise.²⁵¹

D'après le Fonds monétaire international (FMI), l'impact budgétaire du conflit s'évaluait à environ 1 à 2% du PIB en 2015, soit 325 et 650 millions de dollars.²⁵² Le gouvernement camerounais de son côté estimait à 40 milliards de francs CFA (430 millions de dollars) le montant des destructions des biens de maisons (40.000 habitations détruites) d'écoles, de routes et de centres de santé.²⁵³

Le conflit a affaibli le tissu commercial local, appauvrissant des milliers de commerçants pour qui la vie dépendait des échanges avec le Nigéria. Pour survivre, les grands commerçants ont pris la direction de N'Djamena, de Bertoua, de Douala ou de Yaoundé. Les petits commerçants sont les plus touchés. La frontière étant fermée, certains, dans le Mayo-Sava et le Mayo-Tsanaga, font un détour de 100 ou 200 kilomètres à moto ou à vélo, passant par la région du Nord, pour s'approvisionner au Nigéria. D'autres empruntent des pistes dangereuses dans le Mayo-Tsanaga et passent par Muvi, Pouss et Vizik. Il en résulte une inflation des prix des produits en provenance du Nigéria, bien que la baisse du naira (monnaie nigériane) ait atténué cette inflation depuis 2016.²⁵⁴

En outre, l'ouverture momentanée de la frontière à Fotokol et Bourrha de janvier à juin 2017 n'a profité qu'aux grands commerçants, car les petits n'avaient plus de capitaux pour se relancer. Ainsi, la ville de Kousséri frontalière avec le Tchad, qui était autrefois le deuxième contributeur aux recettes douanières camerounaises (hors pétrole) après Douala, a été sévèrement affectée, de même que les postes de douanes importants comme Limani, Fotokol, Blamé, Blangoua et Dabanga.²⁵⁵ Ces mouvements sociaux n'ont qu'un seul effet celui de montrer l'instabilité des populations de la Région de l'Extrême-Nord. Cette instabilité possède un double effet sur les activités des Organisations Internationales d'abord qu'elle n'épargne pas les acteurs de ces organisations qui peuvent devenir des cibles pour les terroristes. En suite ces acteurs ne peuvent pas eux aussi faire sans la population et sont par conséquent obligés de repousser les périodes de leurs interventions en attendant un retour au calme sur la situation qui malheureusement perdure.

²⁵¹ <https://reliefweb.int/report/cameroun/>, consulté le 08/10/2021, à 17h 17 min.

²⁵² Rapport du centre d'analyse internationale Crisis Group (ICG), 2017, p. 4.

²⁵³ *Ibid.*

²⁵⁴ Rapport Crisis Group sur les conséquences du conflit Boko Haram au Nord Cameroun, septembre 2017.

²⁵⁵ *Ibid.*

Dans les autres domaines tels l'agriculture, le transport, la pêche et l'élevage qui résume les activités essentielles des populations du septentrion, des centaines de milliers de personnes ont également été touchées. Depuis l'année 2014, certaines zones de la région d'Extrême-Nord sont quasiment inhabitables et accessible que sous grande escorte. Cette situation qui affecte bon nombre de personnes devenues des déplacés internes dans des camps vivent sans espoir proche d'un retour. Conséquence la baisse des productions qui est de 2/3 dans la région.²⁵⁶ Mais par contre l'on observe une vulnérabilité accrue des populations une exposition réelle aux vices et une lourde responsabilité pour l'Etat et ses partenaires qui sont obligés d'assurer la prise en charge de ces personnes en situation d'indigence.

Le transport intra régional n'a pas été épargné. La route Maroua-Kousseri, principale voie entre Kousseri et le sud du pays, longtemps fermée n'est praticable que sous bonne escorte. Les routes vitales pour l'économie, Amchidé-Mora, Maroua-Kousseri et Fotokol-Kousseri n'étaient praticables jusqu'en 2016 que sous escorte de l'armée. Cette difficile situation a paralysé l'activité commerciale dans la région ainsi que le reste du pays.²⁵⁷ L'insécurité qui s'ajoute au mauvais état des routes pousse les commerçants de kousseri à faire le détour par le Tchad pour atteindre le sud du Cameroun. Selon les responsables de la compagnie ferroviaire Camrail, le transport des oignons, du mil, du sorgho, du maïs, des arachides et des porcs sur pieds de la région vers le reste du pays a reculé de moitié depuis 2014.²⁵⁸ Les agences de transports dans la région déclarent une baisse de moitié de leurs chiffres d'affaires en moyenne depuis 2014, même si le délégué Régional au transport note une amélioration depuis 2016.²⁵⁹

L'interdiction des motos a eu des incidences sur la vie de milliers de conducteurs et de personnes qui dépendaient du petit commerce à moto. De même, l'insécurité sur le lac, l'interdiction de naviguer sur le Logone imposée par les autorités tchadiennes et la fermeture de la voie fluviale reliant le Mayo-Danay à N'Djaména et Kousseri ont dévasté le transport fluvial, l'économie piscicole et le commerce. Par ailleurs, les opérations de démolition et de ratissage des maisons par les forces de sécurité dans des localités autour du lac ont eu des

²⁵⁶ Entretien avec Justin Nyago, chef cellule d'enquête et statistique de la délégation Régionale de l'Extrême – Nord Cameroun, Maroua, 10/09/ 2020.

²⁵⁷ Extrême-Nord du Cameroun le casse-tête de la reconstruction en période de conflit <http://www.crisisgroup.org/fr/afric> consulté le 20/03/ 2021.

²⁵⁸ *Ibid.*

²⁵⁹ Rapport Crisis Group sur les conséquences du conflit Boko Haram au Nord Cameroun, janvier 2017.

effets dévastateurs. Les autorités du Logone et Chari affirment en outre que Boko Haram a enlevé des pêcheurs en échange de rançons.²⁶⁰

Le tourisme est probablement le secteur qui a le plus souffert de ce conflit. A Maroua, Waza et Kousseri, les activités touristiques ont longtemps été à l'arrêt. Selon le délégué Régional au tourisme, 27 hôtels et des dizaines de restaurants ont été depuis fermés depuis le début du conflit.²⁶¹ Avant le début du conflit Boko Haram, l'Extrême-Nord était considéré comme la plus belle région du Cameroun pour l'extraordinaire beauté de ses paysages, et était la deuxième région accueillant le plus de touristes étrangers. Waza et Rumsiki étaient des lieux très visités, ce qui avait incidemment encouragé le développement de l'artisanat local. Or depuis le conflit, la région n'est plus visitée par les touristes au contraire la région est déconseillée par les pays européens et américains à leurs ressortissants.²⁶²

Ce conflit a également provoqué des destructions de biens des maisons, d'écoles, de marchés, de routes et de centres de santé qui ont fait l'objet d'une évaluation détaillée dans de nombreux rapports ministériels. Dans un des rapports datés de 2016, l'on peut lire :

Dans les trois départements frontaliers au Nigéria, plus de 40 000 habitations ont été détruites depuis 2014, des dizaines de villages, une centaine de marchés, 128 établissements scolaires sur les 793 existants, 30 centres de santé sur 2017 et 246 forages sur les 730 existants ont été détruits ou endommagés pour une valeur totale estimée à environ 240 milliards de francs CFA (430 millions de dollars).²⁶³

Au vu de ce qui précède, il ressort en grossomodo de nos propos que l'extrême violence des exactions de la secte Boko – Haram a fortement impacté les activités que ce soit celles des populations septentrionales ou celles des acteurs d'aides humanitaires dans la partie septentrionale. Cette inactivité imposée par le conflit explique cependant l'accentuation de la vulnérabilité des populations du Nord-Cameroun.

2- Les stratégies mise en œuvre par les différents acteurs de la sécurité alimentaire pour assurer la survie des populations au Nord Cameroun

Face au marasme économique imposé par le conflit Boko Haram au Nord - Cameroun, les populations de connivence avec les différents acteurs d'aides humanitaires

²⁶⁰ Rapport Crisis Group sur les conséquences du conflit Boko Haram au Nord - Cameroun, janvier 2017.

²⁶¹ *Ibid.*

²⁶² *Ibid.*

²⁶³ Rapport minader sur les conséquences du conflit Boko Haram au Nord Cameroun d'octobre 2017.

présents dans la région multiplient les stratégies pour assurer la survie de l'homme dans cet espace tant convoité par la secte islamiste. Si la solidarité des habitants de la Région est un aspect de grande importance dans la gestion du conflit Boko Haram, l'aide humanitaire joue lui aussi un très grand rôle dans l'apaisement des conséquences de ce conflit. En 2018, l'on dénombrait plus de 230 000 personnes déplacées dans la région de l'Extrême-Nord certains logés et prises en charge par des familles d'accueil et d'autres logés dans des camps pour personnes déplacées et prises en charge par des organisations internationales qui y font régulièrement des dons en produits alimentaires et non alimentaire dont ont urgemment besoin les déplacés et réfugiés sans compter les populations hôtes. Bien que certaines aides aux populations sinistrées soient venues des nombreux soutiens des ressortissants de la région habitant Yaoundé et d'autres villes au sud du pays, à cette solidarité, s'ajoute les dons et soutien de la communauté internationale. Mais ces mécanismes de solidarité ont rapidement montré leurs limites : en effet, les populations aidantes sont à bout de souffle et deviennent-elles aussi vulnérables que les populations déplacées.²⁶⁴

La diversification des activités économiques a également permis à beaucoup de survivre. À Maroua, d'anciens commerçants de kerawa se sont convertis dans l'importation du zoua-zoua et l'élevage. A Mokolo, d'anciens commerçants de Koza s'essayent à l'agriculture²⁶⁵ Certains habitants sont recrutés par la cinquantaine d'ONG déployées dans l'Extrême-Nord. Dans le Mayo-Sava, des agriculteurs et éleveurs jouent au chat et à la souris avec Boko Haram. La secte n'ayant pas de présence permanente, ils font paître leurs troupeaux, cultivent leurs terres et récoltent au péril de leur vie au gré des déplacements des djihadistes qu'ils tentent d'anticiper grâce aux informations fournies par les comités de vigilance.²⁶⁶ Ces comités jouent vraiment un grand rôle dans la gestion de ce conflit grâce à leur système d'alerte à la fois aux forces de sécurité et aux populations villageoises.

Les kanuri sont vraisemblablement la communauté la plus touchée économiquement et socialement par le conflit. Contrairement aux autres, ils n'avaient pas véritablement diversifié leurs activités économiques avant l'arrivée de Boko Haram. Ensuite, plutôt que d'opter pour la diversification des activités, certains développent des stratégies commerciales permettant de contourner la fermeture de la frontière et ceux d'entre eux qui étaient éleveurs migrent dans les zones plus sûres. D'autres optent pour la collaboration avec les filières

²⁶⁴ Rapport Crisis Group sur les conséquences du conflit Boko Haram au Nord Cameroun, janvier 2017.

²⁶⁵ *Ibid.*

²⁶⁶ *Ibid.*

économiques de Boko Haram. A Minawao, ce sont les réfugiés kanuri qui dominent le petit commerce à l'intérieur et aux alentours du camp. Ils se déplacent parfois jusqu'aux marchés de Maroua pour mener leurs activités commerciales²⁶⁷

Autres moyens de survie, à Kousseri, des femmes déplacées se sont reconvertis à la vente d'arachides et de charbon. Certains ont des machines à coudre, d'autres se prostituent. Les hommes vendent des oignons, tandis que les enfants vendent de l'eau ou mendient²⁶⁸

La garantie de la survie des populations de l'Extrême-Nord Cameroun est donc un fait qui dépend exclusivement de leur bonne discipline dans la mesure où pour qu'une stratégie puisse fonctionner, elle a plus besoin de la conscience populaire chose qui ne manque pas au conflit Boko Haram sévissant la région de l'Extrême-Nord Cameroun.

De manière très brève, les obstacles sécuritaires sont un grand casse-tête pour le déploiement des organisations internationales au Nord - Cameroun. Les actes terroristes de la secte Boko Haram ont souvent des conséquences multiples : la mobilité réduite du personnel des OI. Il fallait des autorisations de déplacement et même des escortes militaires pour se déplacer avec des camions transportant du matériel d'aides aux populations, une situation qui affectait le suivi des projets.²⁶⁹ Les tenues des réunions avec les producteurs deviennent difficiles et quasiment impossible parce que ces rassemblements pouvaient faire l'objet de cible pour la secte.

III- LES OBSTACLES SOCIOLOGIQUES RENCONTRES PAR LES ACTEURS INTERNATIONAUX DANS LEURS MISSIONS AU NORD CAMEROUN

Les obstacles sociologiques confèrent ici à l'ensemble des difficultés sociales rencontrées par les acteurs internationaux dans le cadre des réalisations de leurs missions humanitaires au Nord - Cameroun. Ce concept constitue lui aussi à la fois une cause et des difficultés rencontrées par les acteurs internationaux intervenant dans la sécurité alimentaire au Nord - Cameroun.

²⁶⁷ Entretien avec les commerçants, Maroua, 10/09/ 2020.

²⁶⁸ Enquête de terrain auprès des réfugiés nigériens du camp de Minawao, 10/09/ 2020.

²⁶⁹ Entretien avec CÉDRICK, responsable logistique PAM-Maroua, Maroua, 10/09/ 2020.

1- Les obstacles sociologiques comme frein majeur au déploiement efficace des acteurs internationaux impliqués dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord Cameroun

La question des œuvres des OI dans le septentrion Camerounais a toujours été l'objet de grande curiosité pour certains observateurs de la société civile camerounaise vivant loin des zones de projets desdites Organisations. Cette vision pessimiste s'inspire de la situation selon laquelle malgré la pléthore d'acteurs internationaux présents au Cameroun, la question de la sécurité alimentaire ne trouve pas un écho favorable dans la Région septentrionale camerounaise. Or ces acteurs internationaux dans leurs batailles contre l'insécurité alimentaire dans cette partie du Cameroun sont confrontés non seulement aux aléas climatiques, aux problèmes sécuritaires mais aussi aux différents obstacles d'ordre sociologiques.

En ce qui concerne les impacts des obstacles sociologiques dans la gestion des problèmes liés à la l'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun par les acteurs d'aides humanitaires, il ressort que les OI engagées dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun font face à un nombre important d'obstacles sociaux empiétant la maîtrise du phénomène d'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun. Parmi ces obstacles nous pouvons citer :

a) La grande pauvreté des populations septentrionale comme obstacle sociologique rencontré par les acteurs internationaux au Nord - Cameroun

Ce fait social est à la base de toutes les interventions survenues dans la région du Nord - Cameroun. En réalité, cette situation devient obstacle aux activités des OI en raison de sa propension sans cesse croissante et les conséquences plurielles que le phénomène fait naître. La grande pauvreté des populations du Nord peut donc être perçue comme obstacle en ce sens que sa forte concentration dans la région donne du fil à retordre aux multiples acteurs impliqués dans la lutte contre l'insécurité alimentaire.²⁷⁰

Le septentrion Camerounais d'après les données de l'Institut National de la Statistique comptait en 2020 environ 9 millions d'habitants²⁷¹ parmi lesquels presque 3 millions se trouveraient en situation d'insécurité alimentaire. Au-delà de cette population sous assistance internationale se trouve les centaines de mille de réfugiés nigériens et centrafricains présent

²⁷⁰ Rapport succinct du PAM sur l'évaluation du portefeuille d'activités au Cameroun (2012 – 2017), p. 4.

²⁷¹ INS, annuaire statistique Cameroun, 2020, p. 305.

dans les trois Régions qui composent cette partie du territoire camerounais.²⁷² Cette impressionnante population vulnérable constitue au Nord - Cameroun une situation de trop pour les acteurs internationaux venus en aide à la Région d'autant plus que la quasi-totalité des OI connaissent de réels problèmes de disponibilité de fonds ou disposent des moyens limités pour pouvoir assumer de manière constante les besoins des populations sinistrées.

Le tableau ci-contre explique mieux l'état de prise en charge des populations du Nord en termes d'alimentation pendant la période de soudure (juin-octobre).

Tableau 19: Niveau d'alimentation journalière des populations du Nord en période de soudure.

Régions	1	%	2	%	3	%	TOTAL
	repas/jr		repas/jr		repas/jr		
EN	170/300	56, 66%	110/300	36, 66%	20/300	6,66%	99, 33%
N	164/300	54, 66%	112/300	37,33%	24/300	8%	99,99%
AD	158/300	52, 66%	120/300	40%	22/300	7,33%	99,99%

Source : Enquêtes de terrain Ngah Ateba Jean Baptiste, septembre-octobre 2020.

Du précédent tableau se dégage plusieurs situations en fonction des Régions. La toute première remarque à faire ici est celle de constater que des trois régions d'étude, la Région de l'Extrême-Nord est de loin la Région où l'on manque facilement de quoi manger. Nous n'avons pas voulu insister sur la valeur énergétique des aliments consommés d'où les multiples problèmes de malnutrition et de sous-alimentation dont sont victimes les enfants. La deuxième observation à faire est celle qui fait remarquer que dans les trois régions, plus de la moitié de l'échantillon consomme un seul repas par jour soit un taux global 54, 66%. Ce fort pourcentage traduit tout simplement le degré de vulnérabilité des populations du septentrion et leur dépendance permanente aux aides. Au vu de ces chiffres l'on comprend pourquoi les périodes de soudures sont des périodes très redoutables dans la vie des populations du Nord Cameroun. Cette inquiétante situation au vu de sa grande ampleur dans la région devient une équation difficile à résoudre pour les acteurs internationaux venus en aide aux populations.

L'extrême pauvreté des populations dans les régions du Nord constitue donc la base des obstacles sociologiques en ce sens que durant les périodes de soudure, les populations ont

²⁷² Point de presse du Ministre de l'agriculture et du développement rural fait à Yaoundé le 06/10/ 2019, <https://www.Crtv.cm>, consulté le 12/01/2021 à 22h 12min.

un accès difficile aux sources de financement l'argent devient rare par contre les couts des aliments connaissent une flambé des prix.²⁷³ Dans ce contexte, s'alimenter devient un exploit difficile à réaliser.

Dans un rapport du PAM publié en 2017 sur les performances de l'organisation pour la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord Cameroun, l'organisation confirme avoir soutenu pendant la période 2012 – 2016 un nombre variable de bénéficiaires passant de 395 709 en 2013 à 735 910 en 2015. Malgré ce grand soutien le nombre de personnes en besoin était de loin près à être atteint.

b) Le faible niveau d'instruction des populations

L'inefficacité des activités des organisations internationales déplorée au Cameroun septentrional est un fait dont la partie accusée plaint certains aspects inhérents à la partie plaignante elle-même.

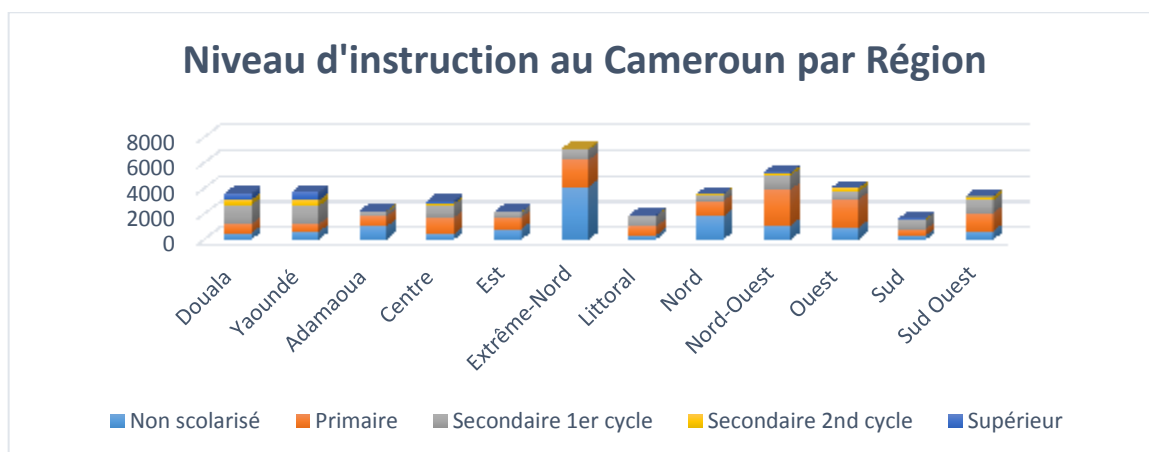
En effet, les acteurs humanitaires présents dans les Régions septentrionales camerounaises face à la difficile résolution des problèmes d'insécurité alimentaires connaissent dans leurs activités. Bon nombre d'entraves à l'instar du faible niveau de scolarisation ou d'instruction des populations de cette partie du pays. Cette situation se traduit sur le terrain par les nombreuses difficultés que connaissent ces organismes à faire respecter les enseignements donnés par les formateurs des OI.²⁷⁴ En réalité, le très faible niveau de scolarisation constaté dans les Régions septentrionales s'explique par l'écart existant entre le niveau de vie des populations et sa forte capacité à procréer. Le manque de ressources financières du plus grand nombre des chefs de familles dans le Nord - Cameroun constitue la principale cause des abandons de ces derniers de l'éducation de leur progéniture car généralement très nombreuse. Or les sources de revenus de ces chefs de familles sont assez limitées.²⁷⁵ Ce manque d'instruction devient obstacle aux activités des acteurs internationaux dans la mesure où les échanges entre les acteurs internationaux et populations hôtes rencontrent d'énormes soucis. Ce souci majoritairement due à la faible maîtrise des langues locales auxquelles s'ajoutent les problèmes de mentalités se traduisant par le non-respect des consignes et enseignements dispensés par les acteurs d'aides humanitaires. Dans le diagramme ci-contre, il est question d'exposer la situation telle que publiée par l'ECAM 3 en 2007.

²⁷³ Entretien avec ADAMOU MAHAMAD, 40 ans commerçant au marché d'Adoumri, septembre 2020.

²⁷⁴ Entretien avec Parfait DTISSEBE DJORYANG, expert formation professionnelle agropastorale, GIZ – Garoua, 28 septembre 2020.

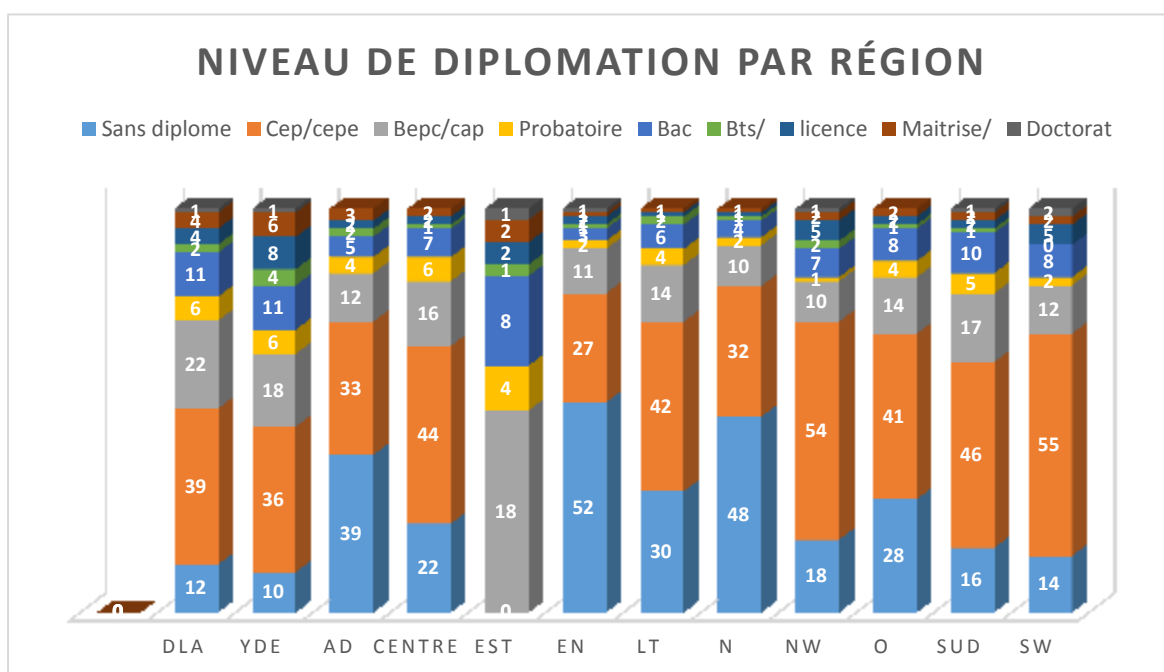
²⁷⁵ Entretien avec IBRAHIM GAMBOU, agriculteur père de 14 enfants à Cherif Moussari, septembre 2020.

Digramme 3 : Niveau d’instruction par Région au Cameroun en 2007.



Source: ECAM 3, INS 2007.

Digramme 4 : Niveau de diplomation par Région.



Source: ECAM 3, INS 2007.

D’après les données fournies par cette étude, il est clairement visible d’après la figure 2 que jusqu’à une période récente, le niveau de scolarisation dans les trois Régions septentrionales était encore largement au-dessus de la moyenne générale du pays. Les Régions septentrionales conservent la tête du pelletons en termes de pourcentage de personnes sans aucun diplôme. La Région de l’Extrême-Nord occupe officiellement la tête du pelletons avec un taux de 52%, suivie de près par la Région du Nord qui affiche un taux de 48% et au pied du podium la Région de l’Adamaoua dont le taux se situe à 39%. Des taux bien au-delà de la moyenne générale du pays qui était de 30,50%. Cette étude comparée à la plus récente du pays qui est celui de 2015, l’on observe toujours un décalage particulier de

ces trois Régions septentrionales par rapport au reste du pays. La figure 2 confirme elle aussi de manière plus précise le niveau d'appropriation des connaissances. Cet état de choses peut parfois expliquer les limites d'une population.

c) Le poids de la tradition et les préférences alimentaires au Nord - Cameroun

Tant disque l'humanité plaint les répercussions des crises alimentaires, l'on constate malheureusement que certaines populations sont eux – même à l'origine de leurs problèmes alimentaires dans le monde à l'instar populations du Nord - Cameroun. De fait, contrairement populations du Sud Cameroun, celles des Régions septentrionales présentent des complications alimentaires. Ces complications se traduisent dans la Région par un problème culturel qui est celui des interdits alimentaires. Dans cette société, il existe idéologiquement trois profils de personnes à savoir les populations chrétiennes majoritaire, les populations musulmanes importante, et populations animistes aussi importante.²⁷⁶ La survie des communautés se résume en trois activités phares que sont l'agriculture, l'élevage et le commerce. Les communautés chrétienne et animistes plus nombreuses excellent plus dans le domaine agropastoral tant disque, les populations musulmanes pratiquent majoritairement l'élevage et le commerce.²⁷⁷

Les interdits alimentaires au Nord - Cameroun font partis des obstacles cités par les acteurs internationaux dans leur quête de résolution des crises alimentaires dans cette partie du pays. Ce problème typiquement idéologique est l'apanage des populations musulmanes de la Région. En réalité, la religion musulmane dans sa tradition interdit à ses fidèles la consommation de certains types d'aliments. Un fait qui développe dans cette communauté des sortes de préférences alimentaires. L'exemple du mil-rouge peut être cité à ce niveau pour illustrer nos propos. Le mil-rouge l'un des produits alimentaires le plus prolifique et abondant dans les Régions septentrionales constitue pour la plupart des populations musulmanes un non repas de consommation.²⁷⁸ Ce peuple développe ce pendant des préférences alimentaires avec des aliments comme le riz, le maïs, le sorgho, le gombo, les feuilles de baobab sec (appelé le bokko), des produits dont l'accès en permanence à toujours posé d'énormes soucis à la Région. Notons également qu'à l'exemple du mil, bien d'autres produits alimentaires constituent des grandes abstentions à la consommation pour les

²⁷⁶L. Maud, "*Cameroun : les nouveaux territoires de Dieu*" in *Afrique contemporaine* 2005/3 (N^o 215), pp. 96-116.

²⁷⁷ D'après nos enquêtes de terrain, il ressort que dans les régions septentrionales, la plupart des agriculteurs sont des populations d'idéologie chrétienne tant disque les métiers tels que l'élevage et le commerce sont dominés par les populations musulmanes.

²⁷⁸ Entretien avec Mamoudou, chef de département d'histoire Université de Ngaoundéré, 05 octobre 2020.

populations musulmanes. Cette situation connaît chez les peuples non musulmans une ampleur relativement faible mais il existe tout de même les notions de rejets et préférences alimentaires. Dès lors, comment expliquer que dans une Région où il manque dangereusement de la nourriture, les populations refusent de consommer le petit peu qu'ils produisent ? Acceptant s'exposer à la prise en charge de la communauté internationale.

d) La fabrication des boissons alcoolisées et leur incidence sur la sécurité alimentaire au Nord - Cameroun

L'autre problème et pas de moindre rencontré par les acteurs internationaux dans leur déploiement au Nord - Cameroun est celui de la fabrication des boissons alcoolisées par les populations non musulmanes de la Région. En fait, la forte production des boissons alcoolisées faites à base des produits alimentaires locales tels que le mil et le sorgho pour l'obtention du Arki et du Bili-Bili constitue un grand dommage pour la sécurité alimentaire au Nord - Cameroun une Région déjà sous perfusion alimentaire depuis plusieurs décennies. L'ampleur de ce gaspillage alimentaire peut-être ici mesuré par le témoignage d'une vendeuse de ladite boisson dans la ville de Maroua.

Avec mes 1 kilo de mil je peux faire même 3 litres de bière. Chaque jour je peux faire et vendre 40 à 50 litres de bili bili. Et j'en fabrique souvent plus les week- end (vendredi, samedi, dimanche) parce qu'après la prière et les réunions il y a toujours beaucoup de monde qui viennent boire en faisant des commentaires.²⁷⁹

D'après la vendeuse, elle utilise en moyenne 15 à 20 kg de mil par jour pour la fabrication du bili-bili. L'on estime à plus d'une cinquantaine le nombre de ses collègues dans le domaine dans la ville de Maroua et dont le volume de fabrication est aussi important (dépassant les 10 kg de mil/jour. Au vu de ces chiffres, la consommation individuelle de mil de cet informateur au bout d'une semaine constitue déjà un grand manque à gagner à la sécurité alimentaire dans la région. Son ratio au bout de 7 jours culmine autour de 105 kg de mil ce qui en un mois fait plus de 420 kg de mil transformé en boisson et au bout d'un an ce n'est pas moins de 5 040 Kg de mil transformé qui aurait dû aider les populations en manque d'aliments. Or d'après SEIGNOBOS, "Deux tines de bière de mil équivalentes à la

²⁷⁹ Entretien avec Belo AISSATOU , 35 ans vendeuse de Bili-Bili au marché de pitoaré, Maroua, 08 septembre 2020.

consommation de 42 repas familiaux²⁸⁰ la tine étant l'équivalent de 20 litres, qui sont l'équivalent d'environ 7 kg de mil.

La qualité de la bière et son degré d'alcool dépendent pour une large part de la cuisson et de la durée de la fermentation. On peut se contenter d'une seule cuisson, ce qui économise le bois de chauffage mais donne un liquide assez pâteux et faiblement alcoolisé. Cette qualité dépend également de la qualité des grains utilisés et de l'habileté de la femme qui effectue le brassage. Certaines obtiennent une boisson légèrement alcoolisée de couleur ambrée, d'odeur agréable et de saveur acidulée qui, bue à température ambiante, c'est-à-dire légèrement tiède, plonge rapidement le consommateur dans une douce euphorie.²⁸¹

La fabrication du bili - bili est une pratique nocive à la sécurité alimentaire à plusieurs niveaux. Il consomme inutilement du mil, exige beaucoup d'eau car il faut environ 40 litres d'eau pour obtenir 20 litres de bière. Or le Nord - Cameroun est zone sahélienne connaissant un problème criard d'approvisionnement en eau. La fabrication du bili – bili recommande aussi l'utilisation d'une quantité importante de bois de chauffage pour la cuisson du produit et pourtant, le bois, l'arbre font partir des produits assez précieux pour lutter contre les problèmes environnementaux au Nord - Cameroun.²⁸²

Autre boisson nocive à la sécurité alimentaire au Nord - Cameroun nous avons le Arki fait à base du sorgho. Cette boisson du fait qu'il exige l'usage d'un peu plus d'aliment pour une assez faible quantité à la sortie constitue lui aussi un gros gaspillage alimentaire dont négligent ces populations. Généralement commercialisée par les femmes, les boissons alcoolisées constituent souvent le seul produit de distraction des populations villageoise. Les différentes cérémonies traditionnelles constituent souvent le motif des grandes consommations. D'autres occasions comme les travaux collectifs (constructions de maison, sarclage des champs) sans oublier les différentes fêtes comme les mariages et les fêtes religieuses (la fête du mouton et celle du ramadan) constituent encore les grandes occasions de consommation de boissons alcoolisées traditionnelles. Cet usage démesuré des produits alimentaires constitue souvent l'une des échecs de la sécurité alimentaire au Nord - Cameroun.

²⁸⁰ C. Seignobos : La bière de mil dans le Nord-Cameroun. Le carnaval des aliments, Agropolis, Montpellier, mars 2004.

²⁸¹ Essimi Biloa, "insécurité alimentaire dans Région du Nord", p. 46.

²⁸² La forte fabrication de boissons alcoolisées du fait de ses exigences en eau et en bois contribue énormément à l'aggravation des problèmes environnementaux avec sa destruction des arbustes.

En définitive, les problèmes liés aux obstacles sociologiques au Nord - Cameroun sont multiples. Ils constituent cependant un grand frein aux activités des AI impliqués dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun.

2- Les stratégies mise en œuvre par les différents acteurs de la sécurité alimentaire pour réduire les obstacles sociologiques présents au Nord - Cameroun.

Conscient des pesanteurs liées aux obstacles sociologiques dans les problèmes d'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun, des nombreux projets et actions ont été initiées et menés par la panoplie d'acteurs internationaux présents au Nord - Cameroun. Il s'agit principalement des projets d'urgences alimentaire et les projets de développement dont le but est de soutenir et de transformer les situations de vie des populations septentrionales.

a) L'apport des projets de développement des acteurs internationaux dans la sécurité alimentaire au Nord - Cameroun

L'agriculture au Nord Cameroun n'est globalement pas très productive. Les rendements des principales cultures restent faibles malgré le grand soutien technique et stratégique des acteurs phares tel le FIDA la FAO ce qui fait que la grande majorité des producteurs vit en dessous du seuil de la pauvreté. Le manque de moyens ainsi que les méthodes rudimentaires constituent les principales raisons de la persistance des problèmes d'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun. Malgré ce grand handicap, les populations septentrionales continuent de montrer au contraire une très grande capacité d'innovation sous le conseil des multiples partenaires techniques nationaux et internationaux du Cameroun.

Depuis 1973, le PAM intervient au Cameroun dans le cadre de ses missions par divers programmes et projets à buts multiples conçus en appui aux différents plans et stratégies de développement économique couvrant des secteurs divers tels l'éducation, la santé, les affaires sociales, la foresterie, l'agriculture, la sécurité alimentaire, la pisciculture en ce qui concerne sont projets de sur le développement du Nord - Cameroun.²⁸³

Au total 12 projets de développement ont été jusqu'ici initiés par le PAM entre 1973 et l'année 2020 concernant le Nord - Cameroun.²⁸⁴ Un projet de développement étant entendu

²⁸³ Les domaines d'intervention du PAM au Cameroun, <https://www.cg-FAO/PAM.org>, consulté le 09/10/2020 à 11h 50 min.

²⁸⁴ Rapport CG-FAO/PAM sur l'état de la coopération entre l'Etat du Cameroun et le PAM, 2017, p. 3.

un ensemble d'activités visant à apporter à une population donnée des améliorations des conditions de vie sur une durée relativement longue.²⁸⁵

Tout projet de développement possède cependant des éléments caractérisés propre à savoir : le nom, le lieu d'exécution, la durée d'exécution, le coût global du projet, les activités du projet et les niveaux d'interventions de tous les acteurs susceptibles de participer à la réussite du projet.²⁸⁶ Ainsi dans le souci de démontrer les stratégies d'aides apportées par les acteurs internationaux dans le but de diminuer la pauvreté et l'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun, nous prendrons pour exemple l'un des projets de développement initié par le PAM et bien d'autres acteurs internationaux au Cameroun et dont le lieu d'intervention fut principalement le Nord - Cameroun.

Prenant l'exemple du programme de pays du PAM pour le Cameroun (CMR 10 530.0) qui est l'un des projets de l'organisation déjà réalisé au Nord - Cameroun, ce projet d'une durée de 4ans (2008-2012) avait pour objectif d'appuyer les stratégies nationales du gouvernement dans le domaine de l'éducation et du développement rural en amenant les femmes à jouer un rôle plus prépondérant dans la gestion des cantines scolaires, et des greniers villageois, en assurant aux populations bénéficiaires des formations qualifiantes. Ce qui peut leur permettre savoir gérer à l'avenir les différentes situations de disette pouvant se présenter à eux. Estimé à un montant de 8.375.000.000 FCFA et dont un peu plus de 2.382.000.000FCFA était la contribution du Gouvernement soit 28,44% du projet, ce projet s'étendait sur trois (03) composantes le projet CMR 10 530.0 du PAM au Cameroun devait donc soulager les malaises des populations bénéficiaires.²⁸⁷

Le programme de pays du PAM qui s'articule généralement sur des composantes comprenait trois. La composante 1 délimitant le projet dans ses objectifs et son espace stipulait que : le projet CMR 10 530.0 du PAM au Cameroun est un projet qui porte appui à l'éducation de base et à la scolarisation des filles dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord, et de l'Adamaoua. Exécuté par le MINEDUB à travers une unité centrale de coordination (UCC) mise en place à cet effet.²⁸⁸

Ce projet cible les zones rurales, les plus défavorisées du pays caractérisé par l'insécurité alimentaire et/ou les taux, les performances éducatives (Taux de scolarisation et

²⁸⁵ Entretien avec MULLER PASSALE, Coordonnateur de programme CODAS-Garoua, 23/09/ 2020.

²⁸⁶ *Ibid.*

²⁸⁷ Contrat opérationnel conclu entre le Gouvernement du Cameroun représenté par le Ministre de l'agriculture et du développement rural et le PAM, Yaoundé, 2008.

²⁸⁸ *Ibid.*

Taux d'achèvement du primaire) sont en dessous de la moyenne nationale. L'objectif visé est l'augmentation de la croissance annuelle des effectifs de l'enseignement primaire dans ces zones, notamment des filles et la réduction de l'absentéisme et du nombre d'abandons.

Des rations alimentaires (repas) sont distribuées chaque jour de classe aux enfants inscrits dans les écoles assistées et une ration sèche (sac de céréale de 50kg par élève) aux filles en fin de trimestre. Ce projet d'alimentation scolaire appuyé par le PAM contribue directement à la réalisation des OMD 1 (faim et pauvreté), OMD 2 (éducation), OMD 3 (égalité entre les sexes).

La composante 2 quant à elle concernait le projet sécurité alimentaire et développement rural dans les régions du Nord, de l'Extrême-Nord et de l'Adamaoua. Il visait à permettre aux communautés où le PAM intervient dans le domaine scolaire d'améliorer leurs productions agricoles et la gestion de leurs stocks céréaliers afin d'atténuer leur vulnérabilité en période de soudure et leur permettre de contribuer de manière continue et diversifiée à l'approvisionnement des cantines scolaires. La coordination de ses activités de cette composante est assurée par le MINADER à travers le comité national coordination (CNC).

Ce projet qui a bénéficié entre autres d'un apport important de l'Union Européenne dans le cadre d'un projet conjoint, est concentré dans les trois régions septentrionales du pays où le PAM assure la mise en place des stocks céréaliers villageois gérés particulièrement par des associations féminines avec 3.000 tonnes de maïs chaque année. Ce programme permet à 13.000 personnes de se procurer de céréales à un prix raisonnable durant la période de soudure (avril/mai à septembre). Le Comité de Gestion de l'Assistance FAO/PAM, est chargé de la coordination, du suivi ainsi que de la logistique (réception, stockage, distribution des denrées) des activités des deux composantes dudit programme. Dans le cadre de sa distribution au financement des activités du programme de pays du PAM pour le Cameroun, des fonds ont été mobilisés par le gouvernement camerounais à travers cette structure, pour l'achat de 2.000 tonnes de céréales dont 1.000 tonnes pour le compte de l'exercice 2011 et 1.000 autres tonnes pour l'exercice 2012.²⁸⁹

La composante 3 du projet CMR 10 530.0 traite elle l'aspect nutritionnel du projet. Cette composante a pour objectif de préserver l'état nutritionnel des personnes vulnérables, particulièrement les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes et allaitantes. Dans le

²⁸⁹ MINADER, rapport d'activités du PAM sur le projet CMR-10 530.0, 2013, p. 5.

cadre de cette composante, le PAM fournit un supplément alimentaire aux personnes malnutries modérées notamment les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et allaitantes dans les régions du Nord et de l'Extrême-Nord.²⁹⁰ Le partenaire de cette composante est le Gouvernement à travers le ministère de la santé et ses services déconcentrés dans les régions notamment les Districts de santé et les centres de santé.

Comme nous pouvons le constater les combats en termes de résolutions des obstacles sociologiques dans le septentrion camerounais sont variés et leurs contournements ont toujours été au centre des activités des acteurs internationaux installés dans la région. Mais seulement, certains obstacles sociologiques recensés au Nord - Cameroun semblent être difficilement maîtrisables en raison de la sensibilité de leurs divers domaines d'enracinement. Ce qui n'empêche pas à certains acteurs de se démarquer dans le difficile combat à l'instar l'Unicef, de l'UNESCO, de l'ONG Plan international etc. qui donnent de leur mieux pour contribuer à la formation des hommes utiles et intègres dans le domaine de l'éducation au Nord Cameroun.²⁹¹

Parmi les acteurs tant attendus dans la mutation des meurs et la transformation de l'homme dans les régions septentrionales, figurent en bonne place les organisations internationales spécialisées dans le domaine de l'éducation et de la culture en l'occurrence l'UNICEF et l'UNESCO. Ces institutions onusiennes de connivence avec leurs différents partenaires nationaux et internationaux œuvrent autant que se peut aux côtés du Gouvernement de la république afin de véritablement diminuer l'ampleur de certains obstacles sociologiques freinant la gestion de l'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun. Les réalisations des infrastructures dans le domaine de l'éducation surtout dans l'enseignement primaire au Nord - Cameroun est un défi très avancé dans sa prise en compte par les acteurs du domaine. Cette initiative est d'autant plus encourageante en ce sens que les solutions sur la sécurité alimentaire dépendent du niveau de compréhension du débat sur la sécurité alimentaire et dont il est important de travailler la dimension culturelle et éducative des populations des régions septentrionales du Cameroun.

²⁹⁰ Contrat opérationnel conclu entre le Gouvernement du Cameroun représenté par le Ministre de l'agriculture et du développement rural et le PAM, Yaoundé, 2008.

²⁹¹ Cf photos III chapitre III sur les établissements scolaires réalisés par lesdites organisations internationales.

Photo 1 : Don de l'Unicef au MINEDUB dans la Région de l'Adamaoua.



Source : Cliché Ngah Ateba Jean, Région de l'Adamaoua octobre 2020.

Photo 2 : Exemple de réalisation des Etats unis dans la Région de l'Adamaoua.



Source : Cliché Ngah Ateba Jean, Adamaoua octobre 2020.

Photos 3 et 4 : les réalisations de l'ONG Internationale PLAN au Camp des réfugiés de Minawao.



Source : Cliché Ngah Ateba Jean, Minawao 17/09/ 2020.

Ces différentes réalisations constituent dans ces régions l'une des plus belles formes d'astuces visant à créer auprès des parents dont le grand nombre pense et préfère souvent voir leur progéniture faire carrière dans les petites activités de commerce qu'ils trouvent plus rentable et/ou pour d'autres trouvent mieux d'orienter leurs enfants dans les métiers de l'élevage. La proximité ou la vulgarisation des infrastructures scolaires couplées aux activités des cantines scolaire constituent une motivation supplémentaire pensée par le gouvernement de la république et soutenu par ses partenaires internationaux pour encourager l'éducation et la transformation des populations de la région du Nord - Cameroun.

En somme, il est important de se rappeler que le chapitre traité portait sur les difficultés auxquelles font faces les acteurs internationaux au Nord - Cameroun dans leurs luttes contre l'insécurité alimentaire. Notre travail a donc consisté dans ce chapitre à identifier ces différents obstacles qui sont d'ordres climatiques, sécuritaires et socio-culturel. Nous nous sommes aussi évertués à présenter les mesures de contournement adoptées par ces acteurs internationaux dans la résolution des problèmes liés à l'insécurité alimentaire au Nord Cameroun. Il ressort de nos dires que si le phénomène de l'insécurité alimentaire demeure d'actualité au Cameroun septentrional malgré les efforts consentis par les AI, c'est aussi en raison de la profondeur des difficultés sans cesse grandissantes.

CHAPITRE IV

EVALUATION DES MECANISMES ET DES OUTILS DEPLOYES PAR LES ACTEURS INTERNATIONAUX AU CAMEROUN

Les problèmes liés à l'insécurité alimentaire semblent de nos jours vouloir attacher au piquet du besoin le monde tout entier y compris le Cameroun. D'après un rapport 2016 du Programme Alimentaire Mondial, environ 25.000 personnes meurent de faim par jour à travers le monde²⁹² d'où la nécessité d'une mobilisation internationale vu que le phénomène présente lui aussi une ampleur internationale. Ainsi, pour mieux faire face à ce grand défi, il est important d'envisager une solidarité où les Nations économiquement fort devront s'impliquer aux cotés des Nations faibles pour combattre ensemble le redoutable phénomène de l'insécurité alimentaire. C'est d'ailleurs dans cette perspective que le Cameroun connaît depuis pas mal de décennies déjà, sur son territoire la présence de divers acteurs internationaux dont le but est de lui venir en aide dans certains de ses importants problèmes comme ceux liés à l'insécurité alimentaire qui font tant de ravage au pays et d'avantage dans son septentrion.

Ce dernier chapitre s'apprête face au contexte justifiant la présence des acteurs internationaux au Cameroun, à analyser les retombés des actions des acteurs internationaux dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun (I), à faire par la suite une sorte de bilan critique des interventions des acteurs internationaux dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun (II) et en fin il sera question d'analyser certains grands défis existant ou ayant existé dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord Cameroun avant de proposer notre vision de la sécurité alimentaire au Nord Cameroun (III).

I- IMPACTS DE L'INTERVENTION DES ACTEURS INTERNATIONAUX DANS LA LUTTE CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE AU NORD CAMEROUN

Le Nord - Cameroun du fait de ses expositions d'abord comme carrefour des frontières en suite comme zone sahélienne connaît graduellement d'énormes problèmes liés à ses expositions. La Région cumule à la fois les problèmes liés à son exposition comme

²⁹² Rapport annuel du PAM sur les résultats de 2016 – WFP Document Storage, p. 6.

carrefour des frontières caractérisés par le conflit Boko – Haram, le phénomène des réfugiés Nigériens et centrafricains ainsi que les problèmes liés à son environnement comme zone sahélienne.²⁹³ Face à ces différentes situations et au vu de la situation économique du pays très sombre depuis les origines de ces différents problèmes, l'on a assisté dans la région à une ruée des organismes humanitaires vers le Nord - Cameroun afin de venir en aide aux populations sinistrés.

1- Les retombées des actions des acteurs internationaux au sein de la population bénéficiaire

Face à la multiplication des facteurs causant l'insécurité alimentaire au Nord Cameroun, le Cameroun connaît de plus en plus de soutien pouvant lui permettre de facilement digérer les problèmes d'insécurité alimentaire installés dans sa partie septentrionale. Cette mobilisation internationale autour du Cameroun est un fait à la fois encourageant et interpellateur. Dès lors, la question que l'on pourrait se poser est celle de savoir : quelles peuvent bien être les impacts des interventions des acteurs internationaux dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun ? Une fois cette question posée, nous comprenons par là qu'il est question de présenter les biens faits des interventions des acteurs internationaux dans les régions septentrionales à divers plans surtout économique et social.

a) L'impact Socio-économique des interventions des institutions onusiennes au Nord - Cameroun

L'impact des interventions des institutions onusiennes sur le plan économique sont à notre avis l'ensemble d'éléments palpables pouvant nous permettre de témoigner de la pertinence d'une coopération. Cette partie constitue alors la zone des grandes attentes de non seulement les populations locales mais aussi de la république tout entière. La thèse qui justifie cette assertion repose sur la logique qui voudrait que plus le niveau de vie des populations du Nord Cameroun sera rehaussé, mieux l'économie camerounaise se portera.

Les activités que mène les Acteurs Internationaux au Nord - Cameroun ont certainement un plus qu'elles apportent comme changement au sein des populations sinistrés de la Région. En effet, chaque organisation internationale installée au Nord - Cameroun

²⁹³ Le renchérissement des situations est en fait l'une des raisons qui fait que l'insécurité alimentaire soit toujours d'actualité au Nord Cameroun car plusieurs phénomènes s'enchaînent dans la région où au départ nous avons les problèmes environnementaux, en suite venait les problèmes sécuritaires et depuis 2020 nous avons l'avènement de la pandémie du Covid-19.

fonctionne tout au moins sur la base d'un certain plan stratégique d'activités.²⁹⁴ Ces plans sont initialement conçus pour apporter du soulagement aux populations.

En termes d'impacts économiques des interventions des Acteurs Internationaux dans les Régions septentrionales Camerounais, nous prendrons pour principale exemple l'impact des activités du FIDA sur les populations du Nord - Cameroun et dans l'économie nationale. La coopération entre le Cameroun et le FIDA remonte depuis les années 1981 avec la signature des accords de coopération. Malgré l'arrêt de ses activités dans les années 1990, l'organisation depuis sont redémarrage d'activités dans le pays a déjà soutenu au Cameroun un peu plus de dix projets dont deux concernant directement la partie septentrionale. Il s'agit des projets PADFA. Actuellement rendu à leur deuxième phase, ces différents projets ont fortement marqué les populations septentrionales et constituent pour elle et pour le Cameroun une initiative à récidiver. En réalité, les projets PADFA qui sont des projets d'appui au développement des filières agricoles, Sous financement du Fond International de Développement Agricole (FIDA), ont pour but d'accroître durablement les revenus et la résilience des exploitations agricoles familiales productrices de riz et d'oignon dans les zones du projet. Ces projets présentent de gros avantages non seulement pour la région mais aussi pour la nation toute entière. Le tableau ci-contre en est l'illustration.

Tableau 20: les résultats et apports du projet PADFA I au Nord – Cameroun.²⁹⁵

Ce précédent tableau qui nous dresse le bilan des travaux du projet PADFA I initié dans les régions du Nord et de l'Extrême – Nord par le Gouvernement du Cameroun sous financement et supervision du FIDA, s'inscrit ici dans la logique du volet de la pertinente contribution des acteurs internationaux dans les régions septentrionales. Le distinguo présenté entre la situation en début de projet (2012) et celle en fin de projet (2017) devons-nous permettre de constater les énormes avancés apporter par le projet dans la région et dans l'économie nationale. Et comme le démontre les chiffres, le soutien apporté au Nord Cameroun par l'aide internationale apporte vraiment du soulagement non seulement à la population de la région, mais aussi au rayonnement de l'économie camerounaise comme le témoigne d'ailleurs les effets induits des résultats du projet présenté ci-haut par le tableau suivant :

²⁹⁴ Entretien avec Dominique ATEBA, Secrétaire permanent adjoint du comité de gestion FAO/PAM, Yaoundé, 15/09/ 2021.

²⁹⁵ Confert document annexe n°23.

Tableau 21: Effets induits du projet PADFA I au Nord - Cameroun.

Effets induits	Situation en fin de projet (2017)	Conséquences positives
Amélioration des revenus et des conditions de vie	Les revenus moyens des bénéficiaires ont augmenté de 70,7% pour les producteurs de riz et presque triplé pour les producteurs d'oignon bénéficiaires de l'encadrement du projet	Paiement régulier des frais de scolarité des enfants, facilités de transports (achats de bicyclettes), amélioration de l'habitat, règlement des frais de santé, diversification de l'alimentation, etc.
	Augmentation de la part de la production affectée à l'autoconsommation	Amélioration de la sécurité alimentaire au sein des ménages
Développement du capital humain et social	<p>-Amélioration des compétences et connaissances des populations rurales bénéficiaires</p> <p>- Professionnalisation des acteurs locaux et création d'emplois (semenciers, artisans, réparateurs, auxiliaires de production, machinistes, etc.</p> <p>-Les magasins contribuent au regroupement des membres des coopératives indépendamment des acteurs de divergence (religion, tribu, etc.</p>	<p>- Cohésion sociale</p> <p>- Meilleure participation des femmes à la sécurité alimentaire et au développement économique de leurs ménages</p> <p>- Développement des zones rurales</p>

Source : Direction de Coordination des projets PADFA, Yaoundé, 07/02/2021.

Si les chiffres de cette première phase des projets PADFA semblent être satisfaisants en termes de rendement, les attentes sur sa seconde phase voudraient proposer davantage. D'abord budgétisé à hauteur de 33,3 milliards, contrairement au 11,7 de la première phase, ce qui représente environ le 1/3 du financement de la seconde phase du projet dont les bénéficiaires directs sont aussi largement au-dessus de la première phase (il concerne pas moins de 11coopératives (90 900 producteurs membres), 40 petites entreprises

d'agro-business, 31 900 ménages bénéficiaires et 216 600 personnes touchées.²⁹⁶ des chiffres qui améliore certainement les conditions de vie des populations et le niveau sécurité alimentaire dans la région. Avec les projets PADFA du FIDA c'est plus de 10 Départements sur les 15 que compte le septentrion.

A l'exemple des projets PADFA du FIDA pas moins 150 projets couplés (projets d'urgences et projets de développements) ont déjà été initiés au Nord Cameroun. La FAO à lui seule comptabilisait en 2017 plus de 13 projets de développement, 02 projets d'urgences, et plus de 07 projets telefood s'élevant à environ 59 695 913 Dollars EU soit environ 30 milliards de FCFA.²⁹⁷

A la même période, le Programme alimentaire mondial comptabilisait au Nord Cameroun plus de 10 Projets de développement et 12 projets d'urgences pour un peu plus de 50 milliards de FCFA.²⁹⁸

b) L'impact des interventions des organisations internationales non gouvernementales (OING) au Nord - Cameroun

Les pays pauvres sont devenus depuis la fin de la seconde moitié du XX^e siècle la cible privilégiée des nouveaux acteurs que sont les Organisations internationales non gouvernementales.²⁹⁹ Au Cameroun et plus précisément dans son septentrion, au vu des nombreuses catastrophes dont était confrontée la Région, le Nord - Cameroun va connaître une première vague d'irruption de ces nouveaux types d'acteurs de la scène internationale. Avec l'avènement des nouvelles crises telles le conflit Boko-Haram et son corollaire de réfugiés et de populations déplacées, déclencher depuis 2013, l'efficacité opérationnelle des nouveaux acteurs de la scène internationale est devenue la seule alternative à pouvoir promptement gérer le grand problème que soulevait le conflit Boko-Haram en termes de vulnérabilité des populations. Parallèlement, au même moment où l'on déplorait les atrocités du Boko-Haram, dans les Régions du Nord et de l'Extrême – Nord, se déclenchait dans les régions de l'Adamaoua et de l'Est le phénomène de l'arrivée massive des réfugiés centrafricains dû à la crise socio-politique centrafricaine de 2014.³⁰⁰ L'assiègement complet

²⁹⁶ FIDA, Document de conception de projet d'appui au développement des filières agricoles – phase II, mai 2019, p. 104.

²⁹⁷ MINADER, Rapport final d'audit institutionnel du comité de Gestion et de l'assistance alimentaire FAO/PAM, novembre 2017, p. 36.

²⁹⁸ Ce chiffre provient d'une sommation des différents projets initiés dans la région par le PAM.

²⁹⁹ M. MICHEL, "Origine et évolution des ONG dans le système humanitaire international", Revue internationale et stratégie, 2015, N° 98 vol 2 pp. 2-6.

³⁰⁰ NGOUNE, "Aide internationale et Réfugiés ", p. 77.

des Régions septentrionales dès cet instant a vu naître dans la Région le déferlement d'un nombre important d'ONGI dont les apports ne pouvaient laisser aucun choix à l'Etat profondément touché.

La proximité des ONG avec les populations sinistrées au Nord - Cameroun est la principale raison du profond attachement des populations septentrionales. Au Nord Cameroun, la promptitude des actions des ONGI a mis aux oubliettes l'activité gouvernementale car les ONGI interviennent quasiment un peu de partout en entrant dans les détails des besoins des populations. A la question de savoir quel impact ont les ONGI dans leurs activités les populations déplacées internes du camp de Zamai répondait ceci :

Si nous continuons à vivre aujourd'hui c'est grâce au soutien des ONG. Nous, ne savons pas ce que l'Etat fait pour nous. Nous n'avons jamais reçu de visite des hommes du gouvernement. Ce que nous mangeons provient des dons du PAM qui nous oublie même souvent. Nos soins de santé sont souvent couverts par la CODAS avec leur hôpital des sœurs, les points d'eau que nous avons ici sont les dons de l'ONG Care. L'éducation de nos enfants est souvent soutenue par l'ONG Plan Cameroun. Nous ne faisons absolument rien en longueur de journée. Si l'Etat pouvait nous trouver les machines à coudre et autres pour nous débrouiller de nous-même.³⁰¹

Ces déclarations témoignent les liens profonds et l'impact social des ONGI sur le mode de vie des populations septentrionales. Le Cameroun pour son développement à certainement besoin d'une aide. Mais faire dépendre son développement d'une autre aide que celle présente actuellement serait mal comprendre le système de fonctionnement des relations internationales.

Le Nord - Cameroun dans l'économie camerounaise est une Région très stratégique. Le grand soutien des acteurs internationaux fait encore d'elle une Région d'espoir au développement du pays. Si l'on sait que le Nord - Cameroun est une Région à problème pour l'économie camerounaise, l'on devrait tout aussi comprendre que son apport sur l'image et l'économie du pays est incontestablement important non seulement pour le pays mais aussi pour la Sous-Région voir le continent.³⁰² Cette affirmation du septentrion camerounais dans l'économie camerounaise devrait dissiper les doutes et l'esprit seulement de compassion que beaucoup en ont de cette Région et comprendre que ce n'est pas forcément parce le Nord - Cameroun est fauché par certaines situations qu'elle n'apporte absolument rien à son pays. Mais le devenir de cette partie du Cameroun repose assurément sur les soutiens des acteurs

³⁰¹ Focus group, avec les déplacés internes du camp de Zamai, 09/09/2020.

³⁰² MINADER' DESA, Agri-stat, N° 17 juillet 2012, pp 15 – 20.

internationaux qui accompagnent la politique gouvernementale en initiant des projets dans le but de faire fonctionner la Région. La Région du Nord continue néanmoins d'assumer sa posture de bassin de production d'importantes denrées alimentaires malgré ses multiples problèmes.

L'implication des acteurs internationaux au Nord - Cameroun est la preuve d'une coopération qui porte ses fruits. Même s'il est vrai que les problèmes de la région semblent être de loin prêt à être réduit de moitié, du petit peu qui est fait, permet à la Région d'assumer ses multiples statuts d'abord celui de pourvoyeur de bons nombres de produits alimentaires à l'intérieur du pays tels : les céréales, les arachides, les oignons, de l'ail, du riz sans compter les produits industriels tel que le coton, mais aussi celui de la sous-région. La région du Nord représente pour l'économie camerounaise un grand atout sa modeste production en céréale permet au pays de résoudre facilement les besoins alimentaires locaux qu'elle fournit au reste du pays.

Dans le souci de réguler ses stocks et de diminuer l'ampleur des disettes dans la Région le gouvernement de la République avait mis sur pied dans la Région une structure l'office céréalier, qui pendant les saisons de récoltes achète les produits les conservent et les revend à moindre cout après des populations pauvres pendant la période de soudure.³⁰³ Cette méthode de fonctionnement avait été conçue dans le but de limiter les gaspillages alimentaires par la forte fabrication des boissons alcoolisés. Le Nord Cameroun est d'ailleurs de loin la principale région pourvoyeur de céréales (mil, maïs, sorgho) au Cameroun. Cette région assure d'ailleurs l'approvisionnement de bons nombres de pays dans plusieurs sous-régions à savoir la sous-région Afrique Centrale, et la Sous-Région Ouest africaine. Sans compter ses approvisionnements dans le Sud du pays.

En dehors des productions céréalières, la région du Nord - Cameroun se démarque aussi par sa forte production en arachides. Selon une publication de Tropicultura, la production annuelle de l'arachide dans la zone du grand Nord Cameroun est de 120.000 tonnes de gousses soit 84 000 tonnes de graines. Ce chiffre représenterait la moitié de la production nationale.³⁰⁴Essentiellement concentrés dans les départements du Mayo-Tsanaga et du Mayo-Louti, ces deux départements constituent le plus grand bassin arachidier du pays. D'après les estimations, le tiers de cette production est commercialisé dans les grands

³⁰³ Entretien avec ASMAOU YASMINE, chef service statistique de l'office céréalier de Garoua, septembre, 2020.

³⁰⁴ L'oignon une production en plein essor au Nord Cameroun, <https://hal.archive-ouvertes.fr/hal-00143201> consulté le 06 mai 2021

marchés de Maroua, Figuil, Pitoa et Ngong. A partir de ces grands centres, de commerce de gros, l'arachide est ensuite acheminée vers Yaoundé et Douala ou exportée clandestinement vers les pays voisins que sont le Nigéria, la Centrafrique et le Gabon³⁰⁵

L'influence des régions septentrionales dans l'économie camerounaise peuvent encore se traduire par sa forte production d'autres produits alimentaires tels l'oignon et l'ail utiles non seulement pour la santé mais aussi pour la bonne cuisine africaine et même internationale. Au Cameroun, la production d'oignon est fournie à 85% par les provinces du Nord et de l'Extrême-Nord. L'augmentation de la demande urbaine du Cameroun et des pays de la sous-région y compris le Nigéria voisin montre que l'oignon occupe une place importante dans les habitudes alimentaires de bons nombres de personnes. On estime qu'en moyenne au Cameroun, la consommation individuelle est d'environ 1kg par mois³⁰⁶ d'où la prépondérance du lien entre le besoin sur le marché et l'apport dans l'économie nationale.

Tableau 22: Evolution du PIB du Cameroun ces 10 dernières années.

ANNEE	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
PIB	3,42	4,12	4,54	5,40	5,88	5,65	4,64	3,54	4,06	3,9	2,01
	3	9	3	4	4	1	8	9	2		

Source : <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendance/stat-pays/>, consulté le 14/10/2021 à 14h12mn.

Tableau 23: Evolution de la pauvreté au Cameroun depuis 1996

ANNEE	1996 – 2001	2001 - 2007	2007 – 2014	2014 - 2020 ³⁰⁷
Taux de pauvreté	53% à 40,2%	40,2% à 39,9%	39,9% à 37,5%	37,5% à 28,7%

Source : INS, ECAM I, II, III, annuaire statistique du Cameroun, Yaoundé 2021.

Ces deux tableaux ont pour but de nous permettre de juger sur certains indices de développement afin de savoir à quel niveau nous amène l'implication des acteurs internationaux dans l'évolution du Cameroun. Ces statistiques disponibles montrent que malgré les intempéries observées dans l'évolution du PIB national qui présente une évolution en dent de Cie, le niveau de pauvreté connaît lui graduellement un décroissement depuis

³⁰⁵ L'oignon une production en plein essor au Nord Cameroun, <https://hal.archive-ouvertes.fr/hal-00143201> consulté le 06 mai 2021.

³⁰⁶ *Ibid.*

³⁰⁷ <https://www.solidarités.org/missions/country-cameroun/>, consulté, le 14/10/2020 à 16h 30min.

1996. Cette situation est aussi due aux contributions qu'apportent les acteurs internationaux à l'Etat du Cameroun dans son envie d'émergence.

II- LIMITES ET ENJEUX DE L'AIDE INTERNATIONALE AU NORD CAMEROUN

Au Nord - Cameroun, il n'est pas anodin de constater la forte présence des organisations humanitaires. Mais le niveau de vie des populations ainsi que les multiples plaintes des populations semblent de plus en plus s'aggraver. Le phénomène de l'insécurité alimentaire connaît toujours des proportions assez inquiétantes. Cette préoccupante situation amène à se poser un certains nombres de questions autour de l'aide internationale présente au Nord - Cameroun. Après que l'on ait présenté l'importance de cette aide dans cette partie du Cameroun, il importe de présenter aussi ses limites et ses enjeux dans cette partie du pays.

1- Les limites de l'aide internationale au Nord Cameroun

L'aide internationale qui est depuis quasiment 50 ans présente au Nord - Cameroun présente de nombreuses limites. Ces limites constituent les nombreux défauts sur l'efficacité des opérations des organisations internationales œuvrant au Nord - Cameroun. Parmi ces limites nous avons :

a) L'inadéquation des stratégies aux différents besoins des populations

Depuis les années 1970 le Cameroun subit les interventions des acteurs d'aides humanitaires du domaine de la sécurité alimentaire dans le but d'apporter au pays l'équilibre et l'expertise nécessaire pour sa progression vers le développement. Malheureusement, les attentes des camerounais malgré la forte présence des acteurs d'aides alimentaires, sont loin d'être assouvi. Le pays peine toujours à nourrir ses habitants, le langage et l'esprit de misère dicte toujours leurs lois dans le quotidien des populations camerounaises et majoritairement celles du grand Nord du pays.³⁰⁸

La plupart des projets initiés par les acteurs internationaux Nord Cameroun semblent ne pas être des réelles solutions aux problèmes d'insécurité alimentaire persistant au Nord Cameroun. Parmi les méthodes d'interventions réfractaires communes aux AI œuvrant au Nord Cameroun nous avons la méthode de dons. Les dons revêtent plusieurs caractéristiques très perverses. La durabilité des dons est une situation qui fait poser de sérieux problèmes au fonctionnement des OI au Nord - Cameroun. Car en effet depuis plus de 40 ans

³⁰⁸ OCHA, Action Against Hunger, FAO, PAM, PUI, SI, ACF, PNSA, République du Cameroun : Enquête sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, données se septembre 2020, avril 2021, pp. 4-5.

d'interventions dans la région, les OI devraient procéder à d'autres stratégies d'aides libéralisant l'offre alimentaire au Nord - Cameroun. Cette stratégie d'aide semble au contraire multiplier les maux au sein de la population septentrionale. Elle développe auprès des populations des sortes de paresse et de dépendance. Jusqu'à une période très récente, le riz importé représentait les 70% des céréales livrées au projet et la farine de maïs achetée localement pour 30%. En ce qui concerne les légumineuses, les pois verts et jaunes (importés) comptent pour 94% et les haricots (achetés localement) pour 6%. L'huile végétale est importée à 100%, alors que le sel iodé est acheté localement.³⁰⁹ Or pour une objectivité de missions les acteurs d'aides humanitaires devaient au vu de la durée de leur mission revoir cette stratégie d'aide en concentrant leurs soutiens au développement à l'autonomisation de l'agriculture au Nord - Cameroun. En s'investissant à diminuer drastiquement les différents taux d'importation des produits alimentaire sus évoqués.

La stratégie de cash mis en place par les OI au Nord - Cameroun peut aussi être décriée parmi les méthodes portant du discrédit aux œuvres des Acteurs Internationaux au Nord - Cameroun. Elle est une forme d'intervention des Acteurs Internationaux au Nord - Cameroun consistant à recenser dans le cadre d'une activité des familles vulnérables pour leur offrir des mini chèques de ravitaillement auprès de quelques boutiques partenaires de l'Organisation.³¹⁰ Cette forme d'aide décante certes des situations présentes auprès des populations sinistrées, mais leurs impacts sur la durée relativement très courte et le contenu de leur offre assez limité semblent ne pas changer de situation auprès des populations sinistrées.

b) La multiplicité des domaines d'interventions

L'implication des ONGI dans plusieurs domaines d'interventions est un facteur à la fois salvateur et nuisible à la bonne prestation des Acteurs Internationaux au Nord - Cameroun. Cette initiative peut se dire salvatrice parce qu'elle tend à répondre aux multiples besoins des populations. Mais cette seine vision possède des revers réduisant la performance de ces acteurs au Nord - Cameroun. Cette difficulté provient des soucis de fonds dont sont victimes les Acteurs Internationaux. Leurs moyens assez limités ne leur permettent pas souvent de s'étendre à plusieurs domaines d'où l'existence des projets inachevés³¹¹

³⁰⁹ Rapport Complet du PAM sur l'Évaluation du projet CAM 4387.01., Rome, Juin 2001.

³¹⁰ Entretien avec Rosine, responsables de projet ACF – Maroua, 10/09/ 2020.

³¹¹ Entretien avec MATAPIT Othon, secrétaire permanent comité de gestion d'assistance FAO/PAM, Yaoundé, 15//07/2021.

c) La sélection des bénéficiaires

L'une des erreurs que commettent généralement les acteurs d'aides humanitaires est la désinformation sur les réels sites à besoins urgents. Cette situation est de fois due au détournement des sites de projets ou à l'insuffisance des enquêtes préliminaires. C'est de fait ce qui ressort d'un entretien avec une responsable d'ONGI qui disait à propos que : Nos interventions sur le terrain sont souvent orientées par nos partenaires d'aides comme la FAO, et le PAM qui disposent d'un peu plus de moyens pour faire des enquêtes et nous intervenons juste à leur demande et consignes parce que ce sont eux qui soutiennent le projet³¹²

Cette façon de faire crée souvent des sortes d'indignations chez certains peuples qui se sentent aussi dans le besoin de fois plus que certains sites choisis par les acteurs d'aides. Dès lors pas mal de localités se disent abandonnés à eux-mêmes suite à la méconnaissance des interventions des acteurs internationaux dans leur localité.

d) Le manque de transparence dans les activités

Les activités de certains acteurs internationaux installés au Nord - Cameroun souffrent d'un problème de méconnaissance auprès des populations. Cette situation se traduit par le fait que la plupart des organisations internationales préfèrent souvent intervenir loin de leur site d'implantation. Or plus proche d'eux il existe de personnes en situation difficile dont l'aide de ces acteurs constituerai un important témoignage. Cette façon de faire n'a d'autres effet pervers que de semer le doute sur les chiffres et les éloges que bénéficient souvent ces OI. Les problèmes de transparence que souffrent souvent les OI sont aussi dû au fait que les bulletins d'informations de presque tous les OI parlent seulement de succès, ignorant complètement les échecs demandant des réorientations des projets. Il existe aussi des critiques liées aux différents rapports assez complexes entre les donateurs et les populations bénéficiaires.

e) Le faible foisonnement de projets entre les acteurs

La dissémination des forces ou le faible foisonnement des projets fait aussi partir des limites observées auprès des acteurs d'aides au développement du Nord - Cameroun. Bien qu'il existe certes des coopérations entre certaines OI œuvrant au Nord - Cameroun, leur profondeur demeure encore très faible dans la résolution des questions d'insécurité alimentaire. En effet, la rareté ou l'absence des projets d'envergure initiés conjointement par la panoplie d'acteurs internationaux présents au Nord - Cameroun dans le domaine de la sécurité alimentaire constitue un manque de réelle volonté d'éradication des problèmes de

³¹² Entretien avec MBEMMO NOUBY, chargé de suivi évaluation des projets Intersos – Maroua, 11/09/ 2020.

sécurité alimentaire au Nord - Cameroun parce que conscient de leurs situations d'incertitudes d'accès aux financements des projets par les donateurs et bailleurs de fonds que connaissent bons nombres d'organisations, il est préférable d'unir les forces et d'initier d'importants projets dans la région avec des fonds nécessaire. Le fait pour ces AI d'aborder individuellement les problèmes d'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun constitue une vision médiocre dans la gestion efficace des problèmes d'insécurité alimentaire présent au Nord - Cameroun.

f) Le manque de suivi réel de certains projets

Le fait que certains acteurs internationaux laissent à la charge des populations locales des responsabilités de distributions des produits d'aides fini souvent par poser le problème de la non destination certaine de l'aide. Cet état de chose s'explique généralement soit par les vols des produits d'aides soit par des distributions discriminatoires et affinitaires des produits. Ce qui crée généralement des sortes crises sociales au sein des communautés. L'aide à ce niveau devient source de conflits.

2- Les enjeux de l'aide internationale au Nord - Cameroun

S'inspirant du contexte des Relations Internationales dans lequel s'inscrivent les interventions des multiples acteurs internationaux présent au Nord - Cameroun, l'aide internationale présente au Nord - Cameroun se devrait d'être analyser avec tact. A cet effet, face au problème d'efficacité des interventions des Acteurs Internationaux qu'expose cette étude, plusieurs interprétations peuvent être faites en termes d'enjeux sur la persistance des problèmes d'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun. Ces enjeux peuvent donc être géopolitiques, géostratégiques, économiques et sociaux culturels.

a) Les enjeux géopolitiques des aides internationales au Nord - Cameroun

La forte présence des acteurs internationaux au Cameroun septentrional peut dans un premier temps s'entendre sur les différents enjeux liant l'Etat du Cameroun avec la scène internationale en tant que riche territoire géographiquement bien situé.³¹³

L'aide internationale présente au Nord - Cameroun réside d'abord sur les enjeux géopolitiques du système des Relations Internationales. Cette idée s'inspire du fait que le Cameroun, du fait de son statut actuel sur la scène international (pays en voie de développement), est un pays victimes des démonstrations de force venant des grandes

³¹³ https://fr.m.wikipedia.org/wiki/%c3%89conomie_duCameroun, consulté le 20/07/2021.

puissances. En effet bien avant la division du monde en deux blocs, (communisme et le capitalisme) le Cameroun faisait déjà l'objet de vive convoitise par des grandes puissances occidentales qui avaient déjà une idée sur les nombreux atouts de pays. C'est d'ailleurs la course à ces richesses que le pays écopa du titre de territoire protectorat Allemand en juillet 1884.³¹⁴ Le Cameroun dans son histoire assez particulière sur le phénomène de la colonisation où l'on assistait à une bataille des grandes puissances pour l'accès à l'arrière-pays malgré la signature du traité Germano-Douala du 12 juillet 1884, les puissances rivales n'avaient jamais accepté quitter le territoire camerounais pour laisser libre court à l'Allemagne d'administrer le Cameroun. C'est là la preuve que le pays Cameroun compte assez aux yeux des grandes puissances layant côtoyer au vu de ses nombreux atouts.

Le départ des Allemands du Cameroun fut alors une aubaine pour les puissances rivales demeurées présente dans le pays contrairement aux clauses de la conférence de Berlin d'administrer à leur tour le pays. Sa décolonisation douloureuse fut une autre étape témoin de l'importance du pays aux yeux des anciens administrateurs du pays qui n'envisageaient pas une situation de départ.³¹⁵ Le Cameroun actuellement dans le contexte des relations internationales est un gâteau important sur la scène internationale dont souhaite dévorer les grandes puissances. Être en coopération avancée avec ce type de pays est donc une sorte de réservation pour les grandes puissances qui peuvent combler leurs différents besoins par les richesses facilement obtenu par le pays par manque de rapport de force d'où la nécessité pour ces grandes puissances de mener les activités d'aides humanitaires dans le pays afin de surveiller et de protéger leurs intérêts.

L'aide internationale présente au Nord - Cameroun sur le plan géopolitique peut aussi s'analyser comme un moyen de mieux contrôler ou d'influencer la politique de non seulement l'Etat du Cameroun mais aussi les Etats limitrophe du bassin du lac Tchad. Quand on sait bien que c'est le financier qui gouverne le politique et que le Cameroun est en très faible état de s'affirmer sur la scène internationale.

³¹⁴ A. Owona, *La naissance du Cameroun 1884 – 1914*, édition L'Harmattan, 5-7, rue de l'école polytechnique 75005 ,Paris 1996, pp. 19 – 22.

³¹⁵ Cf, les objectifs de la conférence africaine – française de Brazzaville de 1944.

b) Les enjeux géostratégiques des aides internationales au Nord - Cameroun

Le Nord - Cameroun est depuis quasiment 05 décennies déjà pris en proie par les interventions de nombreux acteurs internationaux venu officiellement en aide à un pays frère et ami en situation difficile conformément au motif de solidarité internationale. Or derrière ce grand motif, peut se cacher diverses raisons en fonction des grands enjeux que présente la région. En effet, la forte présence des Acteurs Internationaux dans les régions septentrionales et donc dans le Cameroun, du point de vu géostratégique peut s'interpréter à plusieurs niveaux. D'un, le Cameroun dans la sous-région Afrique Centrale occupe une position très stratégique, avec au sud du pays de multiples façades maritimes important pour l'exportation des marchandises utile pour les échanges commerciaux, alors que le Nord du pays constitue l'épicentre du bassin du lac Tchad. La Région septentrionale du fait qu'elle met en liaison plusieurs Etats stratégiques de la sous-région à l'instar de la Centrafrique, du Tchad, et même des Etats d'autres sous régions comme le Nigéria se trouve comme le lieu idéal à "intervenir".

Deuxièmement le Cameroun dans la sous-région occupe une place de choix dans son économie en raison de ses nombreux atouts et richesses en sol et sous-sol.³¹⁶ Le pays impressionne d'ailleurs sur ses qualités mais surprend sur sa gestion et sa position toujours à la rescousse. Mais la venue des acteurs internationaux n'est forcément pas synonyme de l'abolition de ses nombreux problèmes. Celle-ci peut au contraire servir d'aubaine au vu de la position très stratégique au sein de la sous-région et une occasion franche d'avoir accès direct aux nombreux atouts et richesses dont dispose le pays. Et au-delà de ces nombreux atouts naturels, le Cameroun dans la sous-région Afrique Centrale est un allié incontournable. Sa place de leader malgré son potentiel mal exploité confère au pays une attention particulière dans le but de non seulement être en coopération ou en partenariat avec le pays mais aussi de tirer profit de cette coopération. La forte présence des Acteurs Internationaux au Nord - Cameroun peut donc être motivée par des justes causes ou par des agendas cachés.

c) Les enjeux socio-culturels des aides internationales au Nord - Cameroun

L'aide internationale qui est présente au Nord Cameroun depuis bon nombre de décennies déjà se doit aussi d'être analyser sous l'angle d'enjeux socio-culturel. Cette idée voudrait juste s'inspirer de la logique qui dit qu'en relations internationales il n'y a pas de philanthropie seul les intérêts y comptent. Cependant qu'elle peut bien être la face cachée de l'aide internationale présente au Nord - Cameroun sur le plan socio-culturel ?

³¹⁶ https://fr.m.wikipedia.org/wiki/%c3%89conomie_duCameroun, consulté le 20/07/2021.

Le Cameroun en tant que jeune Etat sur la scène internationale souhaiterait lui aussi grandir. Face à la dangerosité du système internationale, comment devrait-il percevoir les multiples accompagnements offerts à lui par ce système sur le plan socio-culturel ? Les enjeux socio-culturels des aides internationales au Nord - Cameroun peuvent s'analyser à plus d'un volet. Quoi qu'on en dise, la forte présence d'Acteurs Internationaux au Nord - Cameroun peut être perçue comme des représentations culturelles dont la volonté de chaque acteur est la défense et la propension de son idéologie ou de ses courants de pensées. Les OI par leurs importants moyens peuvent fortement influencer sur les habitudes d'un peuple en les dépravant ou en lui apportant des phénomènes nouveaux comme le sectarisme, l'homosexualité, l'acculturation, l'esprit de modernité etc. Le système éducatif peut donc se retrouver pris en otage par une certaine catégorie d'acteurs dont les projets ne seront certainement pas de faire véhiculer les cultures ancestrales. Cherchera au contraire à faire disparaître cette culture dans le but de faire pérenniser et promouvoir sa propre culture et par conséquent assurer sa domination scientifique.

En résumé, il ressort de cette importante partie que la présence au Nord - Cameroun des Acteurs Internationaux est certes d'une importance capitale pour sa population toujours pauvre, mais cette ruée d'organisations se devrait d'être gérée avec beaucoup de prudence par les pouvoirs publics parce que ce sont des acteurs assez complexes ayant des agendas insoupçonnés.

III- BILAN, DEFIS ET PERSPECTIVES POUR UNE SECURITE ALIMENTAIRE MAITRISABLE AU NORD CAMEROUN

Dans le souci d'aider l'opinion public national et internationale à comprendre le niveau de résolutions des problèmes liés à l'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun il est important de partir du bilan afin de bien percevoir les défis à relever.

1- Bilan de l'insécurité alimentaire dont interviennent les acteurs internationaux au Nord - Cameroun

Bien que beaucoup d'actions soient posées pour l'amélioration de l'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun, beaucoup reste aussi à faire pour la maîtrise du phénomène à plusieurs niveaux.

a) Une amélioration mitigée de l'insécurité alimentaire dans la Région.

Parlant du bilan de l'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun, il ressort que la situation reste très préoccupante. D'après une enquête sur l'évaluation de la sécurité alimentaire datant de 2016 dans les quatre Régions que sont l'Extrême – Nord, Nord, Adamaoua et l'Est, environ un ménage sur cinq soit (24% contre 19% en 2015) est en insécurité alimentaire, dont 3% de manière sévère contre 2% en 2015.³¹⁷ De manière isolée l'insécurité alimentaire occupe encore des prévalences assez inquiétantes. En 2016, la prévalence d'insécurité alimentaire dans la région de l'Adamaoua était de 39% contre 19% en 2015 donc 5% étaient en insécurité alimentaire sévère. La Région de l'Extrême – Nord dans cette évaluation présentait un taux d'insécurité alimentaire de 33% contre 35% en 2015 dont 5% étaient en situation sévère. La Région du Nord quant à elle enregistrait un taux d'insécurité alimentaire de 17% dont 2% étaient en insécurité alimentaire sévère.³¹⁸ Cette statistique impressionnante maintenant les régions septentrionales au premier rang des zones à risque alimentaire au Cameroun montre que malgré les différentes mobilisations, la voix vers une possible maîtrise de l'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun a encore du chemin à parcourir.

D'après la plus récente évaluation sur la sécurité alimentaire au Cameroun datant de 2020, il ressort que la situation d'insécurité alimentaire a connu une détérioration passant de 12,8% en 2019 à 20,4% avec les taux de prévalence de 24,8% pour la région de l'Extrême – Nord, 22,1% pour l'Adamaoua. L'insécurité alimentaire sévère connaît cependant une prévalence d'environ 5,5%.³¹⁹ D'après cette étude, comparativement à celle publiée en 2016, l'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun a fait un réel bond en avant. La prévalence du phénomène a fortement diminué. Mais la Région conserve sa réputation de zone la plus sinistrée aux problèmes d'insécurité alimentaire.

b) Une pauvreté sans cesse grandissante

Le Nord - Cameroun après plus de 40 ans d'aide humanitaire et au développement semble toujours être au point de départ de son développement. Un regard rétrospectif sur les Régions septentrionales laisse entrevoir d'énormes insuffisances dont était censé juguler l'apport des partenaires d'aides au développement. L'aide internationale présente au Nord -

³¹⁷ PAM/PNSA, Cameroun : évaluation de la sécurité alimentaire dans les régions de l'Est, Adamaoua, Nord et de l'Extrême – Nord, septembre 2016, p. 7.

³¹⁸ *Ibid.*

³¹⁹ OCHA, Cameroun enquête nationale sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, septembre 2020, p. 4.

Cameroun ne développe pas. Elle n'apporte pas les réelles solutions aux maux des populations malgré son importance. Une situation qui laisse entrevoir le caractère mitigé de l'aide internationale. Ainsi, l'aide internationale présente au Nord - Cameroun souffre elle aussi de plusieurs infécondités liées au concept lui-même. Un coup d'œil rapide sur l'évolution sociale au Nord - Cameroun nous fait remarquer d'après la dernière enquête camerounaise auprès des ménages (ECAM IV) réalisé en 2014 que les Régions septentrionales ont connu une augmentation du taux de pauvreté.³²⁰ Le taux de pauvreté dans la région de l'Extrême – Nord est passé de 65,9% en 2007 à 74,3% en 2014.³²¹ La région du Nord passait quant à elle en 2007 d'un taux de pauvreté de 63, 7% à 63,9%. La région de l'Adamaoua à la même période connaît néant moins une légère amélioration de la situation en passant de 52, 9% à 47,1%. Cependant, la survenue des facteurs nouveaux tels le conflit Boko – Haram et les réfugiés centrafricains en 2014 aurait certainement aggravé la situation dans cette partie du pays.

c) Les problèmes de malnutritions et de sous - alimentation toujours inquiétant

D'après les statistiques de la FAO, la consommation énergétique actuelle du Cameroun est de 2600 Kcal/personne/jour loin en dessous de la moyenne des pays en développement se situant à 3100 Kcal/personne/jour. Les Régions septentrionales continuent à être l'épicentre de nombreux indices caractéristiques du sous – développement malgré la pleine liste d'acteurs lui apportant continuellement et diversement de l'aide. Des dix Régions que compte le Cameroun, les Régions septentrionales sont identifiées comme les zones abritant le plus fort taux de populations sous – alimentées et malnutries dans le pays. Les problèmes de malnutrition généralement de deux ordres (chronique et aigue) continuent dangereusement à dicter leur loi dans la région. En 1977, la malnutrition chronique touchait environ 24% de la population septentrionale contrairement aux 33% indiqués en 2011. A la même période l'on enregistrait un taux de malnutrition aigüe stable établi à environ 6%.³²² Synonyme que la situation demeure assez préoccupante. Etant donné que les visés du gouvernement étaient de réduire l'impact du phénomène à environ 25% dans les années suivant le recensement. La survenue des crises sécuritaires et des migrations forcées des personnes a malheureusement accentué la situation. Les situations de misère et d'extrême pauvreté dictent toujours leur loi dans la Région.

³²⁰ INS, Bucrep, annuaire statistique de la population camerounaise, 2018, p. 158.

³²¹ *Ibid.*

³²² MINSANTE, les principaux problèmes de nutrition au Cameroun, 2011, p. 1.

2- Les grands défis encombrant la sécurité alimentaire au Nord - Cameroun

Le défi de la pauvreté en milieu rural dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord Cameroun est considéré comme le socle de l'insécurité alimentaire présent au Nord - Cameroun. La pauvreté désigne "le manque de ressources matérielles ou financières nécessaire pour satisfaire les besoins de base tels l'alimentation, le logement, la santé, l'éducation, l'accès à l'eau". Contourner cette première notion sera synonyme de victoire des acteurs internationaux sur l'insécurité alimentaire. Mais pour y parvenir, nous avons identifié de nombreux défis à relever. Ces défis interpellent principalement les autorités camerounaises qui devront revoir les termes de leurs coopérations avec certains acteurs internationaux revoir aussi leur politique de développement du secteur agricole.

a) Les contraintes de productivité et de production

En effet si les productions par habitant stagnent ou peine véritablement à régresser, les causes identifiées concernent les points suivants :

- ✓ L'étroitesse de la taille des exploitations ;
- ✓ La faible utilisation des techniques à haut rendement ;
- ✓ L'accès difficile à la terre dans certaines régions, notamment pour les femmes et les jeunes ;
- ✓ La raréfaction et la faible qualification de la main d'œuvre en milieu rural ;
- ✓ La faible qualité des sols et l'accès difficile aux intrants performants ;
- ✓ La forte prévalence des maladies des plantes et des animaux ;
- ✓ La faible maîtrise de l'eau ;
- ✓ Le faible accès au crédit.

Cette situation implique à la fois les acteurs internationaux, qui travaillent beaucoup plus de manière isolée dans la Région. Or leur union et mobilisation financière aurait apporté une plus valu aux grands besoins des populations. Les autorités administratives dans cette situation ont eux aussi une part de responsabilité en ce sens que c'est à eux qui revient normalement la responsabilité d'initier les projets de développement agricole et ordonner l'activité agricole dans la Région et dans le pays.

b) Les contraintes d'accès aux marchés ou au développement local

Il est question ici pour le gouvernement de trouver des moyens à remédier les difficultés qu'ont les populations à faire écouler les produits de leurs durs labeurs car il existe un grand fossé entre l'accroissement des productions dû aux différents efforts consentis par les différents acteurs et leurs difficiles écoulement dans les marchés et autres surfaces. Les contraintes relevées ici portent sur :

- ✓ Le mauvais état des voies de communication ;
- ✓ L'insuffisance des infrastructures de commercialisation ;
- ✓ La faible capacité de transformation et de stockage ;
- ✓ Le manque d'informations sur les opportunités du marché ;
- ✓ La faible compétitivité des produits ;
- ✓ La faible organisation des acteurs ;
- ✓ L'inorganisation des marchés.

Cette situation interpelle entièrement la responsabilité des pouvoirs publics qui devront organiser et faciliter l'écoulement de produit des populations.

c) Les contraintes liées à l'environnement institutionnel

Elles font allusions :

- ✓ Au manque de pouvoir accordé au comité de gestion et d'assistance FAO/PAM, qui s'est réduit à jouer les seconds rôles dans le suivi des activités des organisations dont il a la charge ;
- ✓ Le manque de plateforme de suivi des activités des AI ;
- ✓ La faible attention des pouvoirs publics aux besoins réels des populations.

Les solutions attendues ici relèvent essentiellement du gouvernement de la République qui doit prêter une oreille attentive aux activités des Organisations Internationales en valorisant ses comités et représentants en charge du suivi du fonctionnement des AI.

d) L'insuffisance des financements

Elle se traduit par :

- ✓ La faiblesse de l'autofinancement ;

- ✓ L'insuffisance des structures de financement adaptées au secteur rural ;
- ✓ L'insuffisance d'information sur les possibilités de financement ;
- ✓ La faible mobilisation de l'épargne rurale ;
- ✓ La faible implication des collectivités locales ;
- ✓ La faible mobilisation de l'aide extérieure ;
- ✓ La réduction des flux privés de financement,
- ✓ La faible capacité de gestion du crédit ;
- ✓ Un faible développement des infrastructures locales.

Au vu de ces multiples difficultés sectorielles ci-dessus étalées, l'on comprend que les défis sont encore trop nombreux et qu'il importe de repartir sur de nouvelles bases de gestion des problèmes d'insécurité alimentaire au Nord Cameroun et même dans le pays tout entier vu que le phénomène d'insécurité alimentaire est devenu un problème beaucoup plus national que Régional.

3- Les perspectives innovantes pour une sécurité alimentaire bien maitrisable au Nord Cameroun

Le phénomène d'insécurité alimentaire persistant dans les régions septentrionales camerounaise est certes une situation difficile à assurer la parfaite maitrise du fait de ses origines plurielles et de ses échelonnements. Le septentrion camerounais conjure de ce point de vue d'important maux pesant sur l'existence d'une sécurité alimentaire dans la Région. Cependant quelle vision avions-nous pour une bonne amélioration des conditions de vie des populations du Cameroun septentrional ?

La résolution des questions d'insécurité alimentaire au Nord Cameroun doit être le combat de tout vrai patriote camerounais. A cet effet, même s'il est certes vrai que de nombreux projets avaient déjà été initié dans le but de vraiment réduire la grande ampleur de la situation dans la région par le gouvernement de la République et ses partenaires d'aide au développement, il nous semble au vu de la situation inchangée que si les phénomènes d'insécurité alimentaire et la pauvreté demeure il importe de considérer le problème dans sa globalité en prenant en considération d'autres voies dans le but de compléter certaines idées.

a) La sécurité alimentaire dans certains pays du sahel une inspiration utile pour le Nord Cameroun

Le Cameroun au vu de ses innombrables atouts devrait en temps normal méconnaître l'existence de certains problèmes comme celui de ses crises alimentaires si le pays avait su adopter une politique agricole idoine à ses atouts. Avec un potentiel des terres arables estimées à environ 7,2 millions d'hectares où seulement 1,8 millions d'hectares sont effectivement cultivées, représentant les 26% des terres arables, tandis que le potentiel irrigable est estimé à 240 000 hectares, mais dont 33 000 hectares sont actuellement irrigués ce qui représente les 17% des terres irrigables.³²³ Le Cameroun vu sous cet angle est une destination à travailler et par conséquent à bien manger. Mais Malgré cet impressionnant palmarès, le pays peine à drastiquement baisser ses forts taux d'importations des denrées alimentaires. Le pays dépense d'ailleurs annuellement plus de 500 milliards de francs FCFA pour les importations des produits alimentaires.³²⁴ Cette situation décrit la mauvaise politique agricole qui caractérise le pays et qui l'empêche à mieux se résoudre. Or non loin du Cameroun, l'on constate des essors socio-économiques de bons nombres de pays dont le potentiel est loin d'atteindre le tiers de celui du Cameroun.

Les problèmes d'insécurité alimentaire incessante au Nord Cameroun méritent des solutions à la hauteur de leurs mesures. Pour y parvenir, il est important de s'inspirer des modèles de situations ayant aboutis et parmi les pays modèles au développement agricole en milieu aride nous avons :

- Le model libyen de la sécurité alimentaire une inspiration utile pour le Cameroun

La Libye est un pays d'Afrique du Nord peuplé d'environ 7 millions d'habitants. Ce pays est à 95% constitué de désert. Mais la Libye a pendant longtemps été considéré comme la destination de rêve d'une bonne partie de la population mondiale. Si les libyens peuvent méconnaître de manière révoltante les problèmes d'insécurité alimentaire, c'est majoritairement grâce à la bonne politique agricole et gouvernementale qui a caractérisé le pays. Le pays après avoir identifié le nœud de leur problème s'était investi à combler son besoin avec la réalisation du pharaonique projet de la GAR (Grande Rivière Artificielle) initié dans les années 1990 par le président Mouammar Kadhafi. Le GAR est un projet qui consiste à pomper les nappes aquifères non renouvelables du bassin de Nubie, situées à une

³²³ Les terres arables au Cameroun, <https://www.investiraucameroun.com/index.php/agriculture-et-agroindustrie/2701-lere-des-grandes-exploitations-agricoles>, consulté le 10 octobre 2021 à 21h 27min.

³²⁴ *Ibid.*

profondeur comprise entre 500 et 800 mètres sous le désert libyen et de répartir cette eau sur le parcours d'une canalisation souterraine géante qui traverse le pays de part en part du nord au sud sur plus de 4000 km. Ce prétentieux projet d'alimenter en eau les villes et villages libyennes d'un montant de 30 milliards de Dollars est un exemple sérieux d'une lutte efficace contre l'insécurité alimentaire.

En effet conscient du rôle que joue l'eau dans la sécurité alimentaire, son manque et sa rareté peut constituer un sérieux problème pour la société. C'est la raison pour laquelle face à cet exceptionnel problème d'eau se mérite des solutions exceptionnelles. D'où la forte mobilisation financière de la réalisation du GAR libyen pour l'irrigation de son désert. Ce grand projet peut aussi inspirer le Cameroun dans son septentrion au vu des manques à gagner causé par la rareté de l'eau dans cette Région. De fait, le Nord - Cameroun zone soudano-sahélienne connaît un faible taux de précipitation (situé entre 400 et 1000 mm d'eau par an) présente quasiment les mêmes dispositions climatiques que le désert libyen. Un sérieux projet d'irrigation en eau du Nord - Cameroun peut résoudre plus d'un problème à l'essor économique du Cameroun. L'approvisionnement en eau du Nord - Cameroun peut permettre au pays mieux lutter contre l'avancée du désert, les effets des réchauffements climatiques parce que le projet d'irrigation de la Région en eau pourra encourager la culture des arbres, le développement aisé de l'activité agricole et donc la réduction du taux de chômage, de pauvreté et donc de personnes en situation d'insécurité alimentaire.

La mise sur pied au Nord - Cameroun d'un gigantesque projet comme le GAR libyen impliquerait nécessairement la poursuite d'important projet de modernisation du secteur agricole au Nord Cameroun en raison du souci de vouloir sauver les gros investissements mobilisés dans la réalisation d'un tel projet. Le Cameroun par cet intéressant projet résoudra à court, moyen et long termes une très grande partie de ses problèmes sociaux et connaîtra aussi de terribles bouleversements en termes d'essor économique.

- La politique agricole Israélienne un modèle de réussite de la sécurité alimentaire pour le monde en milieu aride

L'Israël fait de nos jours partis des pays model en termes de production en milieux semi-arides ou désertiques. En effet dès 1948, l'Etat hébreu a entreprit de cultiver et d'habiter le désert du Néguev (40% de la surface du pays) afin d'absorber l'arrivée de la diaspora juive appelée à rejoindre Israël pour "faire fleurir le désert". Les moyens sont mis à hauteur du projet politique : infrastructures agricoles, construction des réservoirs d'eaux, réseau

d'acheminement de l'eau, recherche et subventions³²⁵ Bref l'Israël obtient ses résultats remarquables en termes de fertilité, d'irrigation, de sélection génétiques (plantes résistant à la salinité de l'eau etc.), de suivi automatisé de la production.

A ces gigantesques projets s'accompagnera d'importantes décisions. 60% de la consommation d'eau est destinée à l'agriculture pour un secteur qui ne représente que 2% du PIB.³²⁶ Ceci dans le seul but d'assurer l'autonomie alimentaire de ses populations.

b) Le reboisement du Nord - Cameroun

Dans le but de lutter efficacement contre les problèmes de réchauffement climatique présent au Nord - Cameroun, le gouvernement camerounais en partenariat avec ses partenaires d'aide au développement (organismes de lutte contre les changements climatiques) devrait fortement encourager la culture des plantes au Nord - Cameroun. Bien que des projets d'une telle envergure soient depuis présent dans la Région, leur très faible ampleur et petit engouement ne leur permettent malheureusement pas de fournir les résultats espérés dans la lutte contre la désertification dans la Région. Le Nord - Cameroun a besoin des arbres pour mieux lutter contre ses problèmes d'insécurité alimentaire car l'arbre d'après Biyong "favorise la productivité des terres" Il dit à cet effet que : "la plus grande contribution des arbres à la production vivrière et à la sécurité alimentaire se situe au niveau de l'exploitation et de la conservation de la productivité des terres"³²⁷ Les pouvoirs publics camerounais pourraient donc faire abonder leur projet à redonner à cette Région par cette initiative son couvert végétal menacé de disparition par l'homme et la désertification.

Le monde est un petit village planétaire dont très peu de chose lui sont nouveaux jusqu'à ce 21^e siècle. Et pour ce qui concerne le développement agricole, de nombreuses techniques d'exploitation des sols ont été étudiées jusqu'à ce jour dont il faudrait juste en faire usage. Parallèlement, nombreuses espèces de plantes ont été aussi conçues pour ces initiatives afin de répondre aux multiples besoins des hommes en fonction de leur milieu. Désormais une hypothèse de forêt dans le sahel est envisageable à travers des types d'arbres propices au milieu sahélien. Comme plante sahélienne propice à l'agriculture nous avons le *faidherbia albida*, il est le seul arbre du sahel à perdre ses feuilles en saison de pluies et à reverdir pendant la saison sèche.³²⁸ Il s'alimente dans les nappes phréatiques profondes et ne

³²⁵ <https://www.alimentaire.org/le-cout-de-la-politique-agricole-israelenne>, consulté le 22/10/2021 à 11h 15min.

³²⁶ *Ibid.*

³²⁷ J-P. Biyong Biyong, "Pistes pour améliorer la sécurité alimentaire dans le Nord-Cameroun", Mémoire de Master en Sociologie, Université de Liège, 2002, p. 36.

³²⁸ Habiba, "Le programme alimentaire mondial", p. 149.

concurrence pas les cultures.³²⁹ Par contre, sa litière améliore les sols. Il exploite et valorise des éléments nutritifs (eau, azote...) contenus dans les couches profondes du sol qu'il permet de faire remonter en surface, en assurant ainsi une importante contribution de matière organique au terrain.³³⁰

Le rôle d'ombrage que joue cette plante en saison sèche diminue lamentablement les effets de la sécheresse sur l'environnement et son effet de brise vent et sa fonction de rétention des eaux de ruissellement, contribue de manière vitale pour les agriculteurs et les éleveurs.³³¹ Pour d'autres ruraux, l'acacia albida assurera surtout du bois ainsi que la disponibilité de certaines productions complémentaires (fruits, gousses, feuilles, écorces, tanin)³³² qui jouent un rôle fondamental en période de sécheresse ou de défaillance des cultures annuelles. C'est en particulier le cas de l'affouragement du cheptel.

Le renforcement des politiques publiques au développement de la culture de la plante s'impose donc comme l'urgence méthode de lutte parraine des problèmes non seulement climatiques mais aussi alimentaires au Nord - Cameroun. La vulgarisation de l'acacia albida dans cette Région se trouve donc comme un gros bénéfice aux avantages multiples aux problèmes environnementaux que connaît le Nord - Cameroun. Malgré la difficile régénération de cette importante plante, à cause de son taux de mortalité élevé des plantules et la lenteur de la croissance de l'arbre, la convergence de moyens entre les acteurs internationaux pour un gigantesque projet de reboisement du Nord - Cameroun peut apporter à long termes des solutions à la sécurité alimentaire au Nord - Cameroun.

c) L'urgence de la mécanisation de l'agriculture au Nord - Cameroun

La production agricole au Nord - Cameroun est à plus de 90% une production artisanale. Or les populations septentrionales disposent de souvent très peu de temps pour semer leurs cultures.³³³ Après la longue période de sécheresse passée sans culture ne consommant que ses réserves alimentaires, l'importante population ne reprend ses travaux agricoles que par des outils rudimentaires ce qui en résulte des faibles superficies observées çà et là dans les productions agricoles et la faible production de la Région. Parlant des

³²⁹ Essimi Biloa, "L'insécurité alimentaire", p. 125.

³³⁰ Habiba, "Le programme alimentaire mondial", p. 150.

³³¹ *Ibid.*

³³² Substance d'origine organique que l'on trouve dans pratiquement toutes les parties des végétaux (écorces, racines, feuilles...). Elle joue le rôle d'armes chimiques défensives contre certains parasites. Il est caractérisé par une sensation de dessèchement en bouche.

³³³ Cf, nouveau calendrier agricole des régions septentrionales.

techniques de culture mis en œuvre au Nord - Cameroun un agriculteur rencontré au marché de Guider témoignait de ce qui suit :

Ce n'est pas tout le monde qui possède les terres ici. Ici pour cultiver tu demandes de l'espace à celui qui possède des terres s'il t'aime il peut te donner un petit espace pour te débrouiller à planter quelque chose. Je n'ai jamais vu un engin en train de travailler. C'est toujours avec ma houe et ma machette que je travaille mes champs même voir les engins chez un voisin de champ je n'ai jamais vu. Certaines personnes utilisent souvent les produits pour leurs champs mais moi c'est difficile.³³⁴

Ce témoignage d'un agriculteur commerçant sur les techniques de culture confirme les données fournies par l'institut nationale des statistiques qui précise qu'au Nord - Cameroun plus de 90% de l'agriculture pratiquée dans la région est une agriculture de subsistance.³³⁵ Or la population passe la majeure partie de son temps à vivre des réserves agricoles. Ces réserves généralement limitées à cause de la faible production due à la faible utilisation des intrants agricoles couplé à la faible étendu des champs, fait pérenniser les crises alimentaires dans la Région. Cette situation s'explique d'ailleurs par le fait que pendant la saison de campagne, les populations ne disposent pas assez de temps pour réaliser plusieurs types de cultures afin de garantir leur bonne alimentation durant la longue période de chômage technique.

Dès lors il est important noter que ces productions sont aussi pour la plupart l'objet d'échanges dont une partie est souvent destinée à la commercialisation dans le souci de pouvoir assurer certains besoins comme la scolarisation des enfants et autres besoins nécessaires.³³⁶ Cette lourde responsabilité parentale en milieu aride demande ample réflexion sur les méthodes de soutien aux parents bref aux populations en rapport avec leur environnement. L'une des solutions serait la formation des GIC au sein des quels les acteurs internationaux pourront appuyés par leurs moyens en engins et intrants agricoles. Cette façon de faire pourra non seulement booster la production agricole dans la Région mais aussi limiter les importations de certains produits alimentaire que peut bien produire la Région.

La mécanisation de l'agriculture au Nord - Cameroun présente de nombreux avantages et se trouve comme l'issue la plus plausible des problèmes d'insécurité alimentaire persistant dans les Régions. Elle permettra de capitaliser la faible production due à la très courte période de campagne agricole dans la région, elle permettra la disponibilité des

³³⁴ Entretien avec Bahana BOUKAR BACTA, agriculteur/commerçant, Guider, 27/09/ 2020.

³³⁵ INS, Annuaire statistique du Cameroun, 2018.

³³⁶ Entretien avec Camsoulou DJIDA, agriculteur/commerçant, Benderi (Mayo - sava), 13/09/ 2020.

aliments dans la Région, elle changera la situation socio-économique des populations septentrionales, elle limitera les souffrances des agriculteurs et augmentera les couts de production, elle dissipera les crises sociales dues aux conflits agropastoraux, elle permettra la stabilité des aliments et diminuera les couts des produits agricoles, elle favorisera l'augmentation des échanges commerciaux dans la sous-région, la modernisation de l'agriculture permettra l'entrée des devises au Cameroun Elle chassera les problèmes de malnutritions et de sous-alimentation enfouit dans la région, ce qui apportera un souffle nouveau à l'économie camerounaise et par conséquent son développement.

En somme, ce dernier chapitre a été l'occasion pour nous de présenter les différents enjeux balisant l'aide internationale présent au Nord - Cameroun, nous avons par la suite examiné l'impact des interventions humanitaires au Nord - Cameroun, le lieu indiqué de dresser le bilan de ces interventions et de l'état de la sécurité alimentaire dans les Régions septentrionales. De ce chapitre nous avons enfin profité de partager notre vision de sécurité alimentaire au Nord - Cameroun. S'agissant du premier point, nous dirons que l'engouement autour l'aide internationale peut résider autour de plusieurs visés dont seuls les acteurs d'aides connaissent les réels motifs. Nonobstant, le bilan de la présence des AI au Nord - Cameroun demeure mitigé car l'on est encore loin d'un relèvement de situation malgré le petit soulagement qu'elle apporte aux populations.

CONCLUSION GENERALE

La présente étude ayant porté sur "les acteurs internationaux à l'épreuve de la lutte contre l'insécurité alimentaire au Cameroun septentrional de 1973 à 2020", est une étude qui s'est inspirée d'un désir de comprendre pourquoi malgré la forte présence des acteurs internationaux dans le septentrion camerounais, la notion de sécurité alimentaire demeure toujours un mythe. Etabli sur un volume de quatre chapitres, cette recherche s'est concentrée à vouloir justifier le pourquoi de la persistance des questions d'insécurité alimentaire au Nord-Cameroun tout en présentant l'importante contribution de la communauté internationale dans la résolution de cet éminent problème. Ainsi, Le premier chapitre de ce travail a voulu nous plonger à la fois au contexte historique et aux fondements juridiques de l'aide internationale tout en présentant les différentes causes du phénomène ainsi que les différents types d'acteurs impliqués dans la lutte contre l'Insécurité Alimentaire au Nord - Cameroun. Le deuxième chapitre quant à lui présente la situation des activités agropastorales dans les septentrionales, présente aussi les stratégies d'aides des acteurs internationaux dans la lutte contre le phénomène d'insécurité alimentaire. Dans le troisième chapitre, il est principalement question de présenter les différents problèmes auxquels sont confrontés les acteurs internationaux et qui pèsent sur l'éviction du phénomène dans la Région. Le quatrième et dernier chapitre est consacré au bilan, enjeux et perspectives pour une sécurité alimentaire maîtrisée au Nord Cameroun.

Les problèmes d'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun sont vraiment un fait réel. Le renchérissement des situations dues aux renouvellements sans cesse des causes d'insécurité alimentaire dans la région. Aujourd'hui, la Région vit non seulement au rythme des problèmes environnementaux, mais aussi a celui des crises sanitaires et sécuritaires qui s'y sont depuis installées coïncident d'avantage les populations. L'instabilité présente dans la sous-région affecte largement le septentrion qui est devenu le refuge des milliers de ressortissants Tchadiens, Nigériens et centrafricains. A ces nombreux problèmes s'ajoute l'avènement dans la Région de la pandémie du Covid-19 et ses multiples restrictions. Ce cumul de situation semble être la principale raison de la non résolution des problèmes d'insécurité alimentaire au Nord - Cameroun.

Dans l'optique pouvoir mieux répondre à la problématique se dégageant autour de cette étude, nous avons fait recourt à bien de théories des relations internationales à l'instar du réalisme, du libéralisme et du trans-nationalisme. Nous nous sommes aussi inspirés de

plusieurs méthodes et techniques de recherche dans le but de comprendre l'impact et les enjeux autour des problèmes d'insécurité alimentaire au Nord-Cameroun. Ces méthodes sont entre autres : la méthode documentaire, son apport dans la production de ce travail a été celui de nous permettre de savoir combiner par la confrontation des différentes sources afin de produire un travail riche et pertinent. La méthode par observation quant-à elle nous a permis de voir sur la durée afin de pouvoir mieux examiner les différents stratégies mises en place par les organisations internationales pour lutter contre le phénomène de l'insécurité alimentaire. Au-delà de ces méthodes, nous nous sommes également inspirés de la méthode comparative. Son apport dans ce travail a été celui de nous permettre de constater sur la base des différentes productions l'implication des organisations internationales dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord-Cameroun. Nous avons aussi dans le but de produire un travail dit de recherche fait recourt à la méthode quantitative qui nous a permis de mener auprès d'un nombre important de personnes des enquêtes dans le but de confronter les sources et de comprendre à différents niveaux la situation de la sécurité alimentaire dans ces régions.

L'accentuation des problèmes liés à l'insécurité alimentaire est donc originellement le fait ayant abouti à l'avènement des acteurs internationaux au Nord - Cameroun. Mais la forte présence de ceux-ci a aussi réellement fait méconnaître les interventions des pouvoirs publics dans le Nord-Cameroun qui ont quasiment abandonné la Région entre les mains des organisations internationales qui œuvrent sans un réel suivi.

L'aide international présente au Cameroun septentrional apporte certes du soulagement aux populations. Mais elle est loin d'apporter aux populations la satisfaction espérée. Cette façon de faire aussi logique qu'elle puisse paraître peut aussi être perçue comme une sorte de politique de dépendance vis-à-vis des organismes ou de ces puissances impliquées qui cherchent à conserver leur hégémonie sur les états faibles. De plus, le fait que ces aides soient parfois mal orientées a pour conséquence la faible résolution des problèmes liés à l'insécurité alimentaire. Mais au-delà de ces aspects, notons que c'est la faible collaboration entre les différents acteurs internationaux basés au Nord - Cameroun et l'échelonnage des facteurs d'insécurité alimentaire qui fait en sorte que leurs interventions n'aient pas grand écho. Cependant, il ressort de la présente étude que l'aide internationale présente au Nord-Cameroun malgré ses défauts soulage véritablement les populations assez vulnérables. Elle améliore progressivement les conditions de vie de ces populations tout en réduisant significativement l'ampleur de la malnutrition auprès des populations du Nord-

Cameroun. Mais pour une résolution objective des problèmes d'insécurité alimentaire au Nord Cameroun, l'Etat du Cameroun demeure le seul garant de ce grand défi car l'aide peut gérer une situation mais sans la conscience et la ferme détermination des bénéficiaires à vouloir résoudre leurs propres problèmes, le pays s'exposera toujours à la condition de l'aide.

ANNEXES

ANNEXE 1 : QUESTIONNAIRE

Ce questionnaire est établi à l'intention de personnes vivants dans les régions du Nord de l'Extrême – Nord et de l'Adamaoua dans le cadre d'une recherche en histoire des relations internationales dont le sujet porte sur :

Acteurs internationaux à l'épreuve de la lutte contre l'insécurité alimentaire au Cameroun septentrional (1973 – 2020)

Nom de l'étudiant : NGAH ATEBA Jean Baptiste

NB : Les informations collectées à la suite des différents entretiens sont confidentielles et ne sont utilisées que dans le cadre de cette étude.

A- Identification de l'informateur

Nom(s) et prénom(s) âge.....

Fonction.....Lieu de l'entretien.....date.....

B-QUESTIONS D'ORDRE GENERAL

1° Etes-vous au courant de la présence des organisations étrangères opérant dans le domaine alimentaire dans la Région ? Oui ou Non ? Si oui laquelle par exemple ?

.....
.....
.....

2° Avez – vous déjà bénéficié d'un quelconque soutien venant d'une organisation étrangère ? Oui ou Non ? Si oui laquelle ou lesquelles ?

.....
.....
.....

3° Combien de fois aviez-vous déjà reçu les aides alimentaires chez vous ? Venant de qui ?

.....
.....
.....

4° Combien de fois mangez-vous par jour ? Qu'est ce qui fait problème pour que vous ne mangiez pas autant de fois ?

.....
.....
.....

5° Quelle activité menées-vous au quotidien ?

.....
.....
.....

6° Avez-vous déjà reçu un financement sur un projet ? Oui ou Non ? Si oui venant de qui ?

.....
.....
.....

7° Recevez-vous régulièrement des aides alimentaires ? Oui ou Non ? Si oui quelle quantité ?

.....
.....
.....

8° Pratiquez-vous de l'agriculture ou de l'élevage ? Quels problèmes rencontrez-vous dans ce métier ?

.....
.....
.....

9° Etes-vous au courant de Boko-Haram ? Oui ou Non ? Si oui avez-vous déjà été victime de ses exactions ? Les circonstances ?

.....
.....
.....
.....

10° Avez-vous un plat de nourriture préféré ? Oui ou Non ? Si oui le quel ?

.....
.....

11° Avez-vous une préférence religieuse ? Si oui laquelle

.....

12° Comment appréciez-vous la présence de ces organisations étrangères dans la Région ?

.....
.....
.....
.....
.....

Avez-vous autre chose à dire sur la question ?

.....
.....
.....
.....

GUIDE D'ENTRETIEN

Ce guide est adressé aux informateurs travaillant pour le compte d'une organisation internationale œuvrant dans la lutte contre l'insécurité alimentaire dans les Régions septentrionales du Cameroun.

Acteurs internationaux à l'épreuve de la lutte l'insécurité alimentaire au Cameroun septentrional (1973 – 2020)

Nom de l'étudiant : NGAH ATEBA Jean Baptiste

NB : Les informations collectées à la suite des différents entretiens sont confidentielles et ne sont utilisées que dans le cadre de cette étude.

A- Identification de l'informateur

Nom(s) et prénom(s)âge.....

Fonction.....Lieu de l'entretien.....date.....

B- guide réservé aux cadres et employés des acteurs internationaux du domaine alimentaire

1° Depuis combien d'année travaillez-vous dans cette Organisation ?

.....
.....
.....

2° Quels sont vos domaines d'interventions ?

.....
.....

3° ? Quelles sont vos zones d'interventions dans la Région

.....
.....
.....

4° Comment êtes-vous constitué ?

.....
.....
.....

5° Quelles sont vos modes d'intervention pour lutter contre l'insécurité alimentaire dans la Région ?

.....
.....

6° Quelle est l'origine de vos fonds ?

.....
.....
.....

7° Agissez-vous selon un chronogramme d'aide préalablement établi ou en fonction des
nécessités ?.....
.....
.....

8) travaillez-vous en partenariat avec d'autres organisations ? Si Oui la ou lesquelles ?
.....
.....
.....

9) Quelles sont conditions d'aides ?
.....
.....
.....

10) Quelles sont vos difficultés sur le terrain ?
.....
.....
.....
.....
.....

Avez – vous autre chose à dire sur la problématique ?
.....
.....
.....
.....

ANNEXE 2 : Autorisation de recherche délivrée par les autorités académiques.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
FAIX-TRAVAIL-PATRIE

UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ I

FACULTE DES ARTS, LETTRES ET
SCIENCES HUMAINES

DEPARTEMENT D'HISTOIRE



REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE-WORK-FATHERLAND

THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I

FACULTY OF ARTS, LETTERS AND
SOCIAL SCIENCES

DEPARTMENT OF HISTORY

Siège : Bâtiment Annexe FALSH-UYI, à côté AUF

ATTESTATION DE RECHERCHE

Je soussigné, professeur **Edouard BOKAGNE BETOBO**, Chef de Département d'Histoire de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Yaoundé I, atteste que l'étudiant **NGAH ATEBA Jean Baptiste**, matricule **11D016** est inscrit en Master II dans ledit Département, option Histoire des Relations Internationales. Il mène, sous la direction du **Pr Célestin Christian TSALA TSALA** (Maître de Conférences), une recherche universitaire sur le thème : *« Acteurs Nationaux et Internationaux et la question de la Sécurité Alimentaire au Cameroun Septentrionale : 1978-2020 »*.

Nous le recommandons aux responsables des administrations, des Centres de documentations, d'Archives et toutes autres Institutions nationales ou internationales, en vue de lui faciliter la recherche.

En foi de quoi, la présente attestation lui est délivrée pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Yaoundé le **12 AOÛT 2020**.....



Source : Département d'Histoire de l'Université de Yaoundé.

ANNEXE 3 : Autorisation de recherche délivrée par le MINADER

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie
MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL
SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
SOUS DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DES
RESSOURCES HUMAINES



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland
MINISTRY OF AGRICULTURE
AND RURAL DEVELOPMENT
GENERAL SECRETARIAT
DEPARTMENT OF HUMAN RESOURCES
SUB DEPARTMENT OF HUMAN
RESOURCES DEVELOPMENT

-- 80017 /L/NINADER/SG/DRH/SDDRH
Réf. VIL du 24 novembre 2020

Yaoundé, le 19 JAN 2021

LE MINISTRE

A

Monsieur **NGAH ATEBA Jean Baptiste**
Étudiant au cycle de Master en Histoire des Relations
Internationales à la Faculté des Arts, Lettres et Sciences
Humaines de l'Université de Yaoundé I
TEL : 695 100 807 /673 849 407
-Yaoundé-

Objet : Autorisation de recherche

Monsieur,

En accusant réception de votre correspondance ci-dessus
référéncée et relative à l'objet susvisé,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que je marque mon accord
pour vos recherches de fin d'études sur le thème : « **Acteurs
Nationaux et Internationaux et la question de la Sécurité
Alimentaire au Cameroun Septentrionale : 1978-2020** », pour la
période allant du 20 Janvier au 30 Mai 2021.

A cet effet, vous voudrez bien prendre attache avec la Direction des
Etudes, des Programmes et de la Coopération du Département
Ministériel dont j'ai la charge.

Veillez croire, **Monsieur,** à l'assurance de ma parfaite
considération. /-

Ampliation :
- DEPC



Pour le Ministre de l'Agriculture
et du Développement Rural
et par Délégation
Le Secrétaire Général

Bambot Grâce Annik
Associate Professor

Source : Service d'archive du MINADER

ANNEXE 4 : Autorisation de recherche délivrée par le CG-FAO/PAM.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU
DEVELOPPEMENT RURAL
COMITE DE GESTION DE L'ASSISTANCE FAO/PAM
SECRETARIAT PERMANENT
DIVISION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE
SERVICE DU PERSONNEL ET DES
AFFAIRES GENERALES
B.P. 1639 Yaoundé Tél. : 222 20 03 45 - 222 20 03 49

REPUBLIC OF CAMEROUN
Peace-Work-Fatherland
MINISTRY OF AGRICULTURE AND
RURAL DEVELOPMENT
FAOWFP MANAGEMENT COMMITTEE
PERMANENT SECRETARIAT
ADMINISTRATIVE AND FINANCIAL UNIT
STAFF SERVICE AND GENERAL MATERS

0012/217 CG/FAO/PAM/SP/DAF/SPAG

Yaoundé, le 18 JAN 2021

Réf : V/L du 18/12/2020

LE SECRETAIRE PERMANENT DU COMITE DE GESTION DE L'ASSISTANCE FAO/PAM

A
Monsieur NGAH ATEBA Jean Baptiste
Etudiant à l'Université de Yaoundé I
-Yaoundé -

Objet : Demande d'autorisation de recherche.

Monsieur,

Faisant suite à votre correspondance dont la référence et l'objet sont ci-dessus mentionnés,

J'ai l'honneur de vous marquer mon accord pour votre recherche académique au Comité de Gestion de l'Assistance FAO/PAM, dans le cadre de l'obtention de votre Master II en Histoire des Relations Internationales, sur le thème « Acteurs Nationaux et Internationaux et la question de la sécurité alimentaire au Cameroun septentrional 1978-2020 ».

Par conséquent, je vous invite à prendre attache avec la Division Administrative et Financière du Comité de Gestion de l'Assistance FAO/PAM pour le début effectif dudit stage.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Ampliations :

- DIPAM ;
- DIFAO ;
- Archives ;
- Chrono.

Le Secrétaire Permanent du Comité
de Gestion de l'Assistance FAO/PAM
L'Adjoint



Ataba Noa Dominig
Ingénieur d'Agriculture

Source : Secrétariat du Comité de Gestion de l'assistance FAO/PAM.

ANNEXE 5 : Autorisation de recherche délivrée par le Gouverneur de l'Adamaoua

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

REGION DE L'ADAMAOUA

SERVICES DU GOUVERNEUR

SECRETARIAT GENERAL

DIVISION DES AFFAIRES
ADMINISTRATIVES ET JURIDIQUES



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

ADAMAWA REGION

GOVERNOR'S OFFICE

GENERAL SECRETARIAT

ADMINISTRATIVE AND LEGAL
AFFAIRS DEPARTMENT

Ngaoundéré, le 30 Sept 2020

N° 938 /L/H/SDG/SG/DAAJ

Le Gouverneur
A
MONSIEUR NGAH ATEBA JEAN
BAPTISTE
-NGAOUNDERE-

Objet: Autorisation de recherche.

Monsieur,
En accusant réception de votre correspondance en date du 12 Août 2020 relative à l'objet repris en marge,

J'ai l'honneur de vous marquer mon accord.

Vous voudrez bien, par conséquent, prendre attache avec mes Services compétents pour les modalités pratiques y afférentes.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée. /-

POUR LE GOUVERNEUR
ET PAR DELEGATION
le Secrétaire Général



NGAHA Ludovic Etienne
Administrateur Civil Principal

ANNEXE 6 : Autorisation de recherche délivrée par le Gouverneur du Nord.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

REGION DU NORD

SERVICES DU GOUVERNEUR

SECRETARIAT GENERAL

DIVISION DES AFFAIRES
ADMINISTRATIVES ET JURIDIQUES



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

NORTH REGION

GOVERNOR'S OFFICE

SECRETARIAT GENERAL

ADMINISTRATIVE AND LEGAL
AFFAIRS DIVISION

N° 327/AR/D/SG/DAAJ

AUTORISATION DE RECHERCHE
=====

Le Gouverneur de la Région du Nord à Garoua, soussigné, autorise Monsieur **NGAH ATEBA JEAN BAPTISTE**, Etudiant à la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Yaoundé I, Département d'Histoire, en cycle de Master II, à effectuer les recherches dans la Région du Nord dans le cadre de sa recherche sur le thème : « **Acteurs Nationaux et Internationaux et la question de la Sécurité Alimentaire au Cameroun septentrionale : 1978-2020** ».

Cette autorisation est valable seulement pour la période allant du 22 septembre au 31 décembre 2020 et pourrait être renouvelable à la demande de l'intéressé.

En foi de quoi, la présente autorisation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit. /-

21 SEPT 2020



ABATE EDI'I Jean
Administrateur Civil Principal Hors Echelle

Source : Services du Gouverneur de la Région du Nord.

ANNEXE 7 : Autorisation de recherche délivrée par le Gouverneur de l'Extrême - Nord

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail - Patrie

REGION DE L'EXTRÊME – NORD

SERVICES DU GOUVERNEUR

SECRETARIAT GENERAL

DIVISION DES AFFAIRES
ADMINISTRATIVES ET JURIDIQUES



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

FAR NORTH REGION

GOVERNOR'S OFFICE

GENERAL SECRETARIAT

ADMINISTRATIVE
AND LEGAL AFFAIRS DIVISION

0000416

MESSAGE-PORTE N° _____ /MP/K/SG/DAAJ

ORIGINE : GOUVERNEUR REGION EXTREME-NORD

- MAROUA -

DESTINATAIRES : A TOUS PREFETS REGION EXTREME-NORD

TEXTE : HONNEUR VOUS DEMANDER **STOP** BIEN VOULOIR ACCUEILLIR **STOP** NOMME NGAH ATEBA JEAN BAPTISTE DANS CADRE RECHERCHE ACADEMIQUE **STOP** SOUS THEME « ACTEURS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX ET LA QUESTION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE AU CAMEROUN SEPTENTRIONALE : 1978-2020 » **STOP** VOUS DEMANDE BIEN VOULOIR PRENDRE DISPOSITIONS NECESSAIRES EN VUE FACILITER DITE RECHERCHE **STOP** DANS VOS RESSORTS COMMANDEMENT RESPECTIFS **STOP** URGENCE ET IMPORTANCE SIGNALEES **STOP** ET FIN./-

VU, BON A PORTER,
MAROUA, LE 11 SEPTEMBRE 2020

-MIDJIYAWA-



POUR LE GOUVERNEUR
ET PAR DELEGATION
LE SECRETAIRE GENERAL

Doffe Roger
ADMINISTRATEUR CIVIL PRINCIPAL

Source : Services du Gouverneur de la Région de l'Extrême - Nord

ANNEXE 8 : Autorisation de recherche délivrée par la délégation Régionale de la santé de l'Adamaoua.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie
REGION DU NORD
DELEGATION REGIONALE DE LA SANTE
PUBLIQUE
SERVICE DES AFFAIRES GENERALES



Tel: 222 27 31 13
Fax: 222 27 33 17
dehsante_nord@yahoo.fr

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland
NORTH REGION
REGIONAL DELEGATION
OF PUBLIC HEALTH
GENERAL AFFAIRS SERVICE

N° 1160/AR/D/DRSP/SAG/GRA

GAROUA, le 25 SEPT 2020

AUTORISATION DE RECHERCHE

Je soussignée, Délégué Régional de la Santé Publique du Nord, autorise **Monsieur NGAH ATEBA Jean Baptiste**, Etudiant à la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Yaoundé, Département d'Histoire, en cycle de Master II, à effectuer des recherches dans la Région du Nord, sur le thème : « **Acteurs Nationaux et Internationaux et la question de la Sécurité Alimentaire au Cameroun septentrional : 1978-2020** », de la période allant du 22 septembre au 31 décembre 2020.

L'intéressé est tenu au strict respect de l'éthique en matière de recherche et devra utiliser les données collectées à des fins purement académiques et scientifiques.

Les Chefs de Districts de Santé et les responsables des différentes formations sanitaires prendront toutes les dispositions nécessaires pour le bon déroulement et la réussite de ces travaux de recherche.

AMPLIATIONS

- UYI ;
- CDS ;
- Intéressé
- CHRONOS/ARCHIVES

LE DELEGUE REGIONAL,

Délégué Régional, P.O.
Chef Service des Affaires Générales

Chokokam E. Eric Jeël
APSP - ENAM

Source : Délégation régionale de la santé de l'Adamaoua.

Annexe 9 : Décret n° 68/DF/104 du 7 mai 1968 portant publication de l'accord de base entre le PAM et l'Etat du Cameroun.

REPUBLIQUE FEDERALE DU CAMEROUN

PAIX - TRAVAIL - PATRIE

PIECE N° 5

LE D E C R E T N° 68/DF/104 du 7 mai 1968

portant publication de l'accord de base entre le Gouvernement Camerounais et le Programme alimentaire Mondial ONU/FAO, relatif à une assistance dudit Programme.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FEDERALE DU CAMEROUN,

VU la Constitution du 1er septembre 1961 :

D E C R E T E :

ARTICLE UNIQUE : L'Accord de base dont le texte est annexé, signé à Yaoundé le 3 avril 1968 entre le Gouvernement de la République Fédérale du Cameroun et le Programme Alimentaire Mondial ONU/FAO, relatif à une assistance dudit Programme, sera publié en français et en anglais au Journal Officiel de la République Fédérale du Cameroun.

YAGOUNDE, le 7 mai 1968

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FEDERALE DU CAMEROUN

(6) EL HADJ AHMADOU AHINJO

P. Ampliation
LE SECRETAIRE GENERAL,


P. BIYA.

ACCORD DE BASE ENTRE LE GOUVERNEMENT
DU CAMEROUN ET LE PROGRAMME ALIMENTAIRE
MONDIAL ONU/FAO RELATIF A UNE ASSIS-
TANCE DUDIT PROGRAMME

CONSIDERANT que le Gouvernement du Cameroun (appelé ci-après "le Gouver-
nement") désire bénéficier de l'assistance du programme alimentaire
mondial ONU/FAO (appelé ci-après "le programme alimentaire mondial"),
et,

CONSIDERANT que le Programme alimentaire mondial est disposé à fournir
une telle assistance à la demande expresse du Gouvernement,

Le Gouvernement et le Programme alimentaire mondial ont conclu
le présent accord qui énonce les modalités selon lesquelles cette assis-
tance peut être fournie par le Programme alimentaire mondial et utilisé
par le Gouvernement, en conformité des règles générales du Programme
alimentaire mondial :

ARTICLE PREMIER

Demandes et accords relatifs à une assistance

1. Le Gouvernement peut demander au Programme alimentaire mondial
une aide sous forme de produits alimentaires, à l'appui de projets de
développement économique et social ou pour fournir des secours en cas
de catastrophes naturelles ou autre situation critique.
2. Toute demande d'assistance émanant du Gouvernement sera norma-
lement présentée, dans la forme indiquée par le Programme alimentaire
mondial par l'intermédiaire du représentant du Programme des Nations
Unies pour le développement accrédité auprès du Cameroun.
3. Le Gouvernement fournira au Programme alimentaire mondial tou-
tes les facilités voulues et tous les renseignements pertinents néces-
saires pour examiner la demande.
4. Lorsqu'il aura été décidé que le Programme alimentaire mondial
fournira une aide pour un projet de développement, un plan d'opéra-
tions sera conclu entre le Gouvernement et le Programme alimentaire
mondial. Dans le cas d'opérations de secours d'urgence, un échange de
lettres d'entente tiendra lieu d'instrument formel entre les parties.
5. Chaque Plan d'opérations indiquera les conditions et les mo-
dalités d'exécution du projet et définira les responsabilités respec-
tives du Gouvernement et du Programme alimentaire mondial dans la mise
en oeuvre du projet. Les dispositions du présent accord de base régi-
ront tout Plan d'opérations conclu en application de celui-ci.

ARTICLE IIExécution des projets de développement et des opérations de secours d'urgence

1. La responsabilité de l'exécution des projets de développement et des opérations de secours incombe au premier chef au Gouvernement qui fournira le personnel, les locaux, les approvisionnements, l'équipement, les services, le transport et le financement des dépenses nécessaires à l'exécution d'un projet de développement ou d'une opération de secours.
2. Le Programme alimentaire mondial livrera les produits gratuitement au port d'entrée ou à la gare frontière ; il surveillera l'exécution de tout projet de développement ou opération d'urgence et fournira des services consultatifs.
3. Pour chaque projet, le Gouvernement désignera, en accord avec le Programme alimentaire mondial, un organisme approprié qui sera chargé d'exécuter le projet. S'il existe dans le pays plusieurs projets d'assistance alimentaire, le Gouvernement désignera un organisme central de coordination chargé d'affecter les livraisons du Programme alimentaire mondial aux projets et de les redistribuer entre les divers projets.
4. Le Gouvernement fournira au Programme alimentaire mondial les facilités nécessaires pour observer, à tous les stades, la mise en oeuvre des projets de développement et des opérations de secours.
5. Le Gouvernement s'assurera que les produits fournis par le Programme alimentaire mondial sont manipulés, transportés, emmagasinés et distribués avec les soins et l'efficacité voulus et que lesdits produits ainsi que les recettes tirées de leur vente, lorsque celle-ci est autorisée, sont utilisés de la manière convenue entre les parties. Au cas où ils ne seraient pas utilisés de la façon prévue, le Programme est en droit d'exiger la restitution des produits ou des recettes des ventes ou, le cas échéant, des deux.
6. Le Programme alimentaire mondial peut suspendre ou retirer son assistance au cas où le Gouvernement manquerait à l'une quelconque des obligations auxquelles il a souscrit en vertu du présent Accord ou de tout accord conclu en application de celui-ci.

ARTICLE IIIRenseignements relatifs aux projets et aux opérations de secours

1. Le Gouvernement devra fournir au Programme alimentaire mondial sous les documents, comptes, livres, états, rapports et renseignements pertinents que ce dernier pourra lui demander concernant l'exécution d'un projet de développement ou d'une opération de secours, ou montrant que cette activité demeure réalisable et judicieuse ou que le Gouvernement s'est acquitté des obligations lui incombant en vertu du présent Accord ou de tout accord conclu en application de celui-ci.
2. Le Gouvernement tiendra le Programme alimentaire mondial régulièrement informé de l'état d'avancement de chaque projet de développement ou opération d'urgence.
3. Le Gouvernement présentera au Programme alimentaire mondial, à intervalles convenus: ainsi qu'à l'achèvement du projet, des comptes vérifiés concernant l'utilisation des produits fournis par le Programme et des recettes tirées de leur vente, dans le cas de chaque projet de développement.

.../...

Faute par les deux arbitres de s'entendre sur une sentence arbitrale, ils nommeront immédiatement un surarbitre. Si, dans les trente jours de la demande d'arbitrage, l'une des parties n'a pas nommé d'arbitre ou si les arbitres désignés n'ont pu s'entendre sur une sentence arbitrale ou sur la désignation d'un surarbitre, l'une ou l'autre des parties pourra prier le Président de la Cour internationale de Justice de nommer un arbitre ou un surarbitre. Les frais de l'arbitrage seront à la charge des parties dans les proportions qu'arrêtera la sentence arbitrale. Celle-ci sera acceptée par les parties comme constituant le règlement définitif du différend.

ARTICLE VII:

Dispositions générales

1. Le présent Accord entrera en vigueur dès sa signature et le demeurera tant qu'il n'aura pas été dénoncé en conformité du paragraphe 3 du présent Article.

2. Le présent Accord peut être modifié par consentement mutuel des parties exprimé dans un échange de correspondance. Les questions non expressément prévues dans le présent Accord seront réglées par les parties conformément aux résolutions et décisions pertinentes du Comité intergouvernemental ONU/FAO. Chacune des parties examinera avec soin et dans un esprit favorable toute proposition dans ce sens présentée par l'autre partie, en application du présent paragraphe.

3. Le présent Accord peut être dénoncé par l'une ou l'autre des parties, par notification écrite adressée à l'autre partie et il cessera de produire ses effets soixante jours après la réception de la notification. Nonobstant ledite notification, le présent Accord continuera de produire ses effets jusqu'à l'achèvement ou la cessation de tous les Plans d'opérations conclus en vertu du présent Accord de base.

4. Les obligations souscrites par le Gouvernement en vertu de l'article V ci-dessus continueront, après la dénonciation du présent Accord intervenue conformément aux dispositions du paragraphe 3 ci-dessus, de produire leurs effets dans la mesure nécessaire pour permettre le retrait ordonné des biens, fonds et avoirs du Programme Alimentaire mondial, ainsi que des fonctionnaires et autres personnes fournissant des services pour le compte du Programme en vertu du présent Accord.

EN FAI DE QUOI, les soussignés, représentants dûment autorisés du Gouvernement du Cameroun et du Programme alimentaire, ont, au nom des parties, apposé leur signature au bas du présent Accord.

Signé Signé.....
Pour le Gouvernement de Pour le Programme alimentaire mondial
Cameroun

Nom Simon N'KOO ET UNGOU
Qualité, Ministre des Affaires
Etrangères

Fait à Yaoundé - Cameroun

Date 3 avril 1968

Nom Ernest C. Grigg
Qualité, Représentant Résident du PNUD

Fait à Yaoundé - Cameroun

Date 3 avril 1968

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

PAIX - TRAVAIL - PATRIE

DECRET N° 86/1411 DU 24 NOV. 1986

portant création d'un Comité de Gestion de l'Assistance de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture et du Programme Alimentaire Mondial.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

- VU la Constitution ;
- VU la résolution n° 1495 (XV) adoptée par l'Assemblée des Nations Unies en sa 903ème séance plénière du 27 Octobre 1960 ;
- VU la résolution n° 13/59 de la XVème session de la Conférence de la FAO ;
- VU le décret n° 84/029 du 4 Février 1984 portant organisation du Gouvernement, modifié par le décret n° 85/1172 du 24 août 1985 ;
- VU le décret n° 85/084 du 14 Février 1985 portant réorganisation du Ministère de l'Agriculture.

D E C R E T

TITRE I : FORME - SIÈGE et OBJET

ARTICLE 1er. - Il est créé un Comité de Gestion de l'Assistance des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et du Programme Alimentaire Mondial (PAM) en abrégé CG/FAO/PAM placé sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture.

ARTICLE 2. - 1) Ce Comité de Gestion, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, fonctionne comme un établissement public de 4è catégorie.

2) Il a son siège à Yaoundé.

ARTICLE 3. - Le Comité de Gestion de l'Assistance FAO/PAM est chargé de la gestion, du suivi et de la coordination de toute forme d'aide dispensée ou initiée au Cameroun sous l'égide des deux Institutions dans le cadre de l'appui à l'exécution des activités inscrites dans le Plan National de Développement.

A ce titre, le Comité de Gestion de l'Assistance FAO/PAM :

1- identifie, formule, exécute ou suit l'exécution, en rapport avec les départements ministériels et organismes concernés, des projets et programmes d'actions concrètes dans lesquels cette assistance est octroyée.

2- coordonne et suit les activités des deux Institutions et celles de leurs programmes spéciaux entreprises au Cameroun dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture notamment dans les secteurs de la production végétale et animale, la pêche, la foresterie, la formation, la recherche et la vulgarisation.

3- assure, en rapport avec le Représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture et la Représentante du Programme Alimentaire Mondial, l'évaluation des projets et programmes assistés ;

4- veille à promouvoir la coopération entre le Gouvernement, la FAO et le PAM aux fins de mobiliser l'assistance technique et financière en vue de la mise en oeuvre du programme national de sécurité alimentaire dans le cadre du plan d'action de la FAO sur la sécurité alimentaire mondiale.

5- assure des liaisons permanentes entre les différents ministères et organismes publics intéressés par les activités de la FAO et du PAM ;

6- centralise les contributions, subventions, dons de toutes origines destinés à soutenir la réalisation de son programme d'action concrètes d'une part, et d'autre part supervise sous l'autorité du ministre de tutelle toutes les opérations ayant trait à la gestion de l'assistance alimentaire d'urgence en cas de calamité ;

7- organise et exécute en rapport avec le Représentant du Programme Alimentaire Mondial au Cameroun, toute opération d'achat et de distribution de produits alimentaires locaux dans le cadre de la politique des transactions triangulaires définies par le PAM dans le but de stimuler la production alimentaire nationale et de favoriser la coopération technique entre pays en développement.

T I T R E II : ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

ARTICLE 4.- 1- Le Comité de Gestion FAO/PAM est composé ainsi qu'il suit :

Président : Une personnalité nommée par décret.

Membres : un représentant de la Présidence de la République,
un représentant du Ministère de l'Agriculture,
un représentant du Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales,
un représentant du Ministère des Finances,
un représentant du Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire,
un représentant du Ministère des Affaires Etrangères,
un représentant du Ministère de l'Administration Territoriale
un représentant du Ministère de la Santé Publique,
un représentant de Ministère de la Jeunesse et des Sports,
un représentant du Ministère de la Condition Féminine,
un représentant du Ministère du Commerce et de l'Industrie,
un représentant du Ministère de l'Education Nationale
un représentant du Ministère des Transports,
un représentant du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale.

2- Siègent également au Comité, avec voix consultative, les représentants au Cameroun de la FAO et du PAM.

3- Le Président du Comité peut en outre inviter aux travaux du comité toute autre personne choisie en raison de sa compétence.

.../...

ARTICLE 5.- Les pouvoirs du Comité de Gestion sont les suivants :

- il adopte ses programmes d'action.
- il approuve :
 - * le budget,
 - * l'organisation et les modalités de fonctionnement du Secrétariat Permanent et des comités provinciaux.
 - * le rapport d'activités du Secrétariat,
 - * le statut du personnel,
 - * le règlement intérieur.
- autorise le recrutement et le licenciement du personnel cadre,
- il approuve la nomination des responsables jusqu'au niveau de Chefs de bureaux.

ARTICLE 6.- 1- Le Comité de Gestion FAO/PAM se réunit au moins deux fois par an en session ordinaire et peut se réunir en session extraordinaire chaque fois que les nécessités de service l'exigent, sur convocation de son président.

2- Les membres du Comité qui assistent aux travaux bénéficient d'une indemnité de session conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 7.- Pour remplir sa mission, le Comité de Gestion FAO/PAM dispose d'un Secrétariat dirigé par un Secrétaire Permanent assisté d'un adjoint tous deux nommés par décret.

ARTICLE 8.- 1- Le Secrétariat comprend :

- la division des interventions de la FAO
- la division des interventions du PAM
- le service administratif et financier,
- le service de la comptabilité.

2- les responsables des divisions et des services ci-dessus sont nommés par arrêté du Président de la République, sur proposition du Comité.

ARTICLE 9.- Le Secrétaire Permanent reçoit du Comité de Gestion les pouvoirs nécessaires pour assurer la gestion du patrimoine mis à la disposition du Comité.

A ce titre :

- il prépare les décisions du Comité, notamment le budget, l'organigramme, le règlement intérieur, le statut du personnel.
- il veille à l'exécution des décisions prises par le Comité.
- il assure la gestion administrative et financière,
- il représente le Comité dans les actes de la vie civile et en justice.
- il propose à la nomination aux postes de responsabilité relevés de la compétence du Comité.
- il propose au Comité le recrutement et le licenciement du personnel cadre.
- il nomme et révoque à tous les emplois ne requérant pas l'approbation du Comité.

.../...

- il assure le secrétariat des travaux du Comité dont il est le rapporteur.

ARTICLE 10.- Il est en outre créé dans chaque province en tant que de besoin, un Comité provincial FAO/PAM placé sous la Présidence du Gouverneur de Province.

ARTICLE 11.- Le Comité Provincial FAO/PAM est chargé de l'exécution, du suivi et de la coordination des activités entreprises dans la Province dans le cadre des programmes d'action du Comité de Gestion.

ARTICLE 12.- Le Secrétariat du Comité Provincial FAO/PAM est assuré par un secrétaire exécutif nommé par le Comité de Gestion.

T I T R E III : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 13.- Pour l'exécution de son action, le Comité de Gestion FAO/PAM dispose :

- des subventions et contributions de l'Etat,
- (ju) - des aides financières et matérielles consenties au Gouvernement camerounais par la FAO et le PAM ou toute autre organisation internationale, gouvernementale ou non gouvernementale, destinées à appuyer l'exécution du programme d'action approuvé et mises à sa disposition.
- des recettes propres provenant des structures de production créées par le Comité de Gestion.

ARTICLE 14.- 1- La gestion des ressources mises à la disposition du Comité de Gestion FAO/PAM s'effectue selon les règles de la comptabilité commerciale.

2- L'exercice budgétaire commence le 1er Juillet de chaque année et se termine le 30 juin de l'année suivante. Dans les trois mois qui suivent la clôture de l'exercice budgétaire, le secrétaire permanent établit le bilan du 30 Juin ainsi que le rapport d'activités le rapport financier et les comptes d'emploi des subventions.

ARTICLE 15.- Il est institué auprès du Comité de Gestion et d'Assistance FAO/PAM une commission de contrôle composée ainsi qu'il suit :

- un représentant de l'Inspection Générale de l'Etat.....Président
- un représentant du Ministère des Finances.....Membre
- un représentant du Ministère de l'Agriculture..... " "

ARTICLE 16.- La commission de contrôle dispose de tous pouvoirs d'investigation et de contrôle sur tous les documents financiers et comptables du Comité de Gestion et d'Assistance FAO/PAM.

En particulier, elle est chargée de vérifier les livres, les comptes bancaires et de contrôler la régularité et la sincérité des inventaires ainsi que l'exactitude des informations sur les comptes du Comité de Gestion et d'Assistance FAO/PAM.

La commission peut, à tout moment, effectuer les vérifications ou les contrôles qu'elle juge opportuns. En cas d'urgence, elle peut demander la convocation du Comité de Gestion.

Elle arrête les comptes et adresse au Comité de Gestion un rapport annuel sur la gestion financière du Secrétariat.

ARTICLE 17. - Il est alloué aux membres de la commission de contrôle une indemnité supportée par le budget du Comité et dont le montant est fixé par le Comité de Gestion.

Les frais de transport et de déplacement des membres de ladite commission, à l'occasion des missions de contrôle sont à la charge du Comité.

T I T R E VI : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 18. - La dissolution du Comité de Gestion et d'Assistance FAO/PAM est prononcée par décret.

ARTICLE 19. - Sont abrogées toutes dispositions antérieures, notamment les décrets n° 72/594 et 72/595 du 27 Octobre 1972 portant respectivement réorganisation du Comité National Permanent de la FAO et du Comité National de la Campagne Mondiale Contre la Faim, le décret n° 73/772 du 11 Décembre 1973 portant création du Comité de Gestion pour l'exécution du projet d'Assistance du Programme Alimentaire Mondial (PAM) et le décret n° 81/360 du 20 Août 1981 modifiant le décret n° 73/772 du 11 Décembre 1973 précité.

ARTICLE 20. - Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré puis publié au Journal Officiel en français et en anglais./.-

YAOUNDE, le 24 NOV. 1986

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

PAUL BIYA

ANNEXE 11 : Exemple de demande d'assistance alimentaire du Cameroun à la FAO.



联合国
粮食及
农业组织

FOOD AND
AGRICULTURE
ORGANIZATION
OF THE
UNITED NATIONS

ORGANISATION
DES NATIONS
UNIES POUR
L'ALIMENTATION
ET L'AGRICULTURE

ORGANIZACION
DE LAS NACIONES
UNIDAS PARA
LA AGRICULTURA
Y LA ALIMENTACION

2
نظام
الغذاء
والزراعة
للأمم
المتحدة

Our Ref:

PR 11/2
1087/97

Your Ref:

Yaoundé, 18 décembre 1997

Monsieur le Ministre,

Réf : V/L n° 1342/CAB/MINAGRI du 15/12/97

**Objet : Demande d'assistance pour la lutte contre les criquets
migrateurs dans les provinces de l'Extrême-Nord et du
Nord.**

Faisant suite à la réunion que vous avez présidée le 16 décembre 1997 sur l'objet susvisé, les représentants des pays donateurs et des organisations internationales invités se sont retrouvés au PNUD le 17.12.97 comme annoncé par le Représentant Résident de cette Institution.

Après examen de votre requête, les participants ont noté avec satisfaction la qualité des documents présentés, notamment les précisions portées sur le tableau de bord concernant le plan de financement des besoins exprimés par le gouvernement.

Aussi ont-ils vivement recommandé au Gouvernement la création :

- au niveau national, d'un comité mixte Gouvernement/Donateurs chargé du suivi de l'exécution des activités prévues
- au niveau local, d'un comité technique restreint composé de cadres techniques et de l'opérateur agissant pour le compte des donateurs.

Son Excellence
Monsieur Zacharie Pérévet
Ministre de l'Agriculture
YAOUNDE

- 2 -

La réunion a en outre recommandé, que la FAO continue de jouer son rôle de coordination technique en ce qui concerne la lutte anti-acridienne. A ce titre, nous sommes disposés à assister, le cas échéant, le Gouvernement, dans la mise en place de ces différents comités.

Quant à l'aide alimentaire, il conviendrait à ce stade de faire un appel d'urgence pour une assistance alimentaire d'une valeur de 6 millions U.S \$ et d'organiser une mission d'évaluation dans la zone sinistrée pour estimer les futurs besoins. Le PAM sera responsable de la mise en place de cette assistance.

Veuillez croire, Monsieur le Ministre, à l'expression de ma haute considération.



S.N. DAZOGBO
Représentant de la FAO

- cc : - Monsieur Ahmed Rhazaoui
Coordonnateur Résident des Activités
Opérationnelles de Développement
du Système des Nations Unies
YAOUNDE
- Monsieur Daly Beigsmi
Directeur du Programme Alimentaire Mondial
YAOUNDE

MINISTERE DE L'AGRICULTURE
CABINET

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix - Travail - Patrie

Yaoundé, le 15 DEC. 1997

N° 1342
CAB/MINAGRI

Le Ministre

A Monsieur SOTONDJI Norbert DAZOGBO
Représentant Résident de la FAO.

Yaoundé

Objet : Demande d'assistance.

Monsieur le Représentant,

La partie septentrionale de notre pays connaît actuellement une invasion du criquet migrateur africain d'une rare intensité.

Une superficie de 100 000 hectares est déjà infestée dans la province de l'Extrême-Nord dont 55 000 hectares de cultures dévastées. 350 000 hectares sont sérieusement menacés dans les provinces de l'Extrême-Nord et du Nord.

Les populations des zones sinistrées, évaluées actuellement à environ 550 000 habitants ont besoin d'une assistance alimentaire d'urgence et pour arrêter l'évolution du fléau, des traitements phytosanitaires immédiats et intenses par voie terrestre et aérienne, s'avèrent nécessaires.

L'ensemble des besoins pour ces interventions est évalué à 4 820 760 000 CFA. Leur ampleur dépassant les possibilités actuelles du Gouvernement, et compte tenu de l'urgence qu'impose la situation,

J'ai l'honneur de faire appel à l'aide de votre Organisation pour nous permettre d'y faire face et d'éviter une catastrophe plus importante.

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint l'aide mémoire sur l'invasion de criquet migrateur africain ainsi que le tableau récapitulatif des besoins d'intervention.

Je vous prie de croire, Monsieur le Représentant, en l'assurance de ma considération distinguée.

P.J. : 2



Zacharie Dorévol

ANNEXE 13: Exemple de Compte rendu de réunion des acteurs internationaux de la sécurité alimentaire de Cameroun.

COMPTE RENDU DE REUNION

Date : 03 décembre 1997

Lieu : Représentation FAO - Yaoundé

Objet: Concertation des bailleurs de fonds sur une stratégie d'appui au gouvernement pour la lutte contre l'invasion des criquets migrants dans les provinces de l'Extrême-Nord et du Nord.

Participants : liste jointe

1. Comme convenu lors de la réunion du 26 Novembre 1997 sur l'objet susvisé, les Représentants de la FAO et du PAM ont effectué du 27 août 30 novembre 1997 une mission d'évaluation dans la zone sinistrée, en compagnie du Secrétaire d'Etat à l'Agriculture du Cameroun. Le Délégué Provincial de l'Agriculture de l'Extrême-Nord, le Chef de Base phytosanitaire de l'Extrême-Nord et le Secrétaire Permanent du Comité de Gestion FAO/PAM ont appuyé cette mission sur le terrain.
2. L'aide mémoire préparé par la mission sur la situation de l'invasion de l'Extrême-Nord par le criquet migrant africain a été présenté aux participants. De cette présentation, il ressort essentiellement ce qui suit :
3. - la province du Nord n'a pas encore fait l'objet d'attaques de criquet migrant ;
4. - dans la province de l'Extrême-Nord, 100.000 Ha sont infestés et des menaces sérieuses d'attaques pèsent sur 350.000 Ha ;
- depuis août 1997 période de démarrage de l'invasion du criquet dans le département du Logone et Chari, seuls 1700 Ha sur les 100.000 Ha infestés ont été traités ;
5. Le déficit céréalier résultant de cette invasion, et de l'effet conjugué d'autres déprédateurs et de la sécheresse, est évalué à 127.000T ;
6. Deux types d'actions sont recommandées : une intervention d'urgence pour l'éradication des criquets et la satisfaction des besoins alimentaires consécutifs à cette invasion ;

- 7. Au niveau de l'intervention d'urgence la mission recommande :
 - la poursuite de la prospection terrestre ;
 - la prospection par voie aérienne avec un hélicoptère ;
 - des traitements bien ciblés après prospection pour éviter un gaspillage de produits ;
 - la redynamisation des brigades villageoises en les équipant en appareils de traitements et pesticides (micron ULVA à piles) ;
 - le renforcement de la collaboration avec les autorités administratives en vue de la signalisation rapide de la présence des essaims par radio de commandement.
- 8. Les moyens nécessaires pour la réalisation de cette intervention d'urgence ont été quantifiés tant pour la lutte terrestre que par voie aérienne.
- 9. Les besoins d'intervention à moyen terme portent sur la réhabilitation des bases phytosanitaires (équipement, formation du personnel) ainsi que sur la réhabilitation de l'UTAVA;
- 10. Le rapport recommande enfin la constitution d'un stock alimentaire d'intervention d'urgence de 15.000 T compte tenu du caractère répétitif de l'attaque de la province de l'Extrême-Nord par des fléaux divers.
- 11. A l'issue d'un échange de vues sur la situation et à la demande du Représentant Résident du PNUD et Coordonnateur Résident des activités opérationnelles du système des Nations Unies, un tour de table a permis d'enregistrer les réactions des participants quant aux possibilités d'intervention de leurs institutions et gouvernements respectifs.

12. Représentant de la Délégation de l'Union Européenne

Il a confirmé sa déclaration du 26 novembre 1997 relative à la mise à la disposition du Cameroun des moyens employés pour le traitement des criquets au Tchad. La France et l'Union Européenne poursuivront conjointement leurs interventions au Cameroun. L'hélicoptère prévu pour la prospection des essaims est bien arrivé de France mais est tombé en panne. Il sera remis en état de fonctionnement d'ici la semaine prochaine. La Coopération Française a effectivement mis à la disposition du Cameroun les moyens résiduels résultant de l'intervention au Tchad. Les moyens de l'Union Européenne chiffrés à 500.000 Ecus seront gérés par CARE France qui mettra en place une base d'intervention à Maroua ; cependant pour des raisons pratiques certains approvisionnements se feront à partir de Ndjaména. Pour terminer le délégué de l'Union Européenne a insisté sur la nécessité du déblocage de la contrepartie du Cameroun par le gouvernement du Cameroun.

Comme pour la réunion du 26 novembre dernier, tous les intervenants ont appuyé ce point de vue.

13. Le Représentant de la FAO

Il a informé les participants de la réaction qu'il a reçue du Siège de la FAO suite à la requête du gouvernement sur la situation acridienne. Un acridologue de compétence reconnue par la FAO sera recruté par l'Union Européenne. Les possibilités de recrutement d'un expert du SMIAR de la FAO pouvant se joindre à l'acridologue sont en cours d'examen.

14. Le Représentant du PAM

Il a rappelé qu'il possède une délégation de signature en cas d'urgence d'un montant de 200.000 \$. Il souhaite toutefois coordonner son intervention avec l'Union Européenne, les USA et le CANADA, pour compléter l'intervention du Gouvernement Camerounais.

15. Le Représentant de l'Ambassade du Canada

Il a indiqué qu'une intervention éventuelle du Canada est conditionnée par le lancement par le PAM et ou la FAO d'un appel d'urgence pour la mobilisation des moyens nécessaires à la résorption de la situation qui prévaut dans le Nord-Cameroun.

16. Représentant de l'Ambassade d'Allemagne

Il a informé les participants que son Ambassade a saisi Bonn d'un télex relatif à une demande d'action d'un don en denrées alimentaires. Pour ce qui est d'une donation éventuelle de pesticides, l'Ambassade aura besoin des noms exacts de produits appropriés homologués par la FAO et accepté par le Cameroun pour ne pas retomber dans la situation où le Cameroun pourrait refuser les pesticides. Il a également mentionné la possibilité de formation d'un pilote à moyen terme.

17. Représentant de la Coopération Française

Il a confirmé la poursuite de l'intervention conjointe avec l'Union Européenne sur le Cameroun, comme au Tchad. Il a notamment indiqué qu'en dehors de l'affectation au Cameroun des moyens résiduels résultant de l'intervention au Tchad, son Siège a été saisi d'une note annonçant que la France ferait l'objet d'une demande de la part du gouvernement d'un don de denrées alimentaires et d'appui pour le traitement contre les acridiens.

Il a cependant souhaité que tous les partenaires du Cameroun susceptibles

d'intervenir dans la zone sinistrée s'informent mutuellement et adoptent une position unique face au gouvernement qui doit prendre en main la situation en débloquant des moyens financiers ou en prenant d'autres dispositions adaptées au problème qui se pose.

Il a enfin rappelé que si la province de l'Extrême-Nord est déficitaire, celles de l'Adamaoua et du Nord sont excédentaires. Il est par conséquent recommandé que le gouvernement mène rapidement une réflexion sur l'approvisionnement de l'Extrême-Nord par des achats locaux.

18. Représentant de la Banque Mondiale

La Banque Mondiale, après avoir déploré le retard accusé dans l'exécution du volet UTAVA du projet Sécurité Alimentaire a indiqué qu'un appel d'offres pour l'achat d'un avion de traitement a été lancé. En raison des procédures de la Banque, il ne sera pas possible de disposer de cet équipement pour la situation d'urgence actuelle. Les réactions des fournisseurs sont attendues pour décembre.

Il a souligné que la Banque n'a pas un dispositif pour répondre à une situation d'urgence. Il a cependant indiqué qu'il se référerait à sa hiérarchie.

Il s'est engagé à solliciter de sa hiérarchie et du FMI, le cas échéant, un appui au Ministère des Finances en vue du déblocage des Fonds inscrits en priorité 2 dans le budget de l'Etat.

19. Représentant du Centre Sous-Régional de Développement

Il a indiqué que les informations reçues au cours de la réunion seront transmises à son Siège à Addis-Abeba.

20. Représentant de l'Ambassade des Etats-Unis

Le Représentant de la FAO après le Premier Conseiller de l'Ambassade des USA qui s'est retiré avant la fin de la réunion pour d'autres obligations, a donné lecture d'une correspondance de ce fonctionnaire qui confirmait sa déclaration du 26 novembre dernier s'agissant du choix de la FAO comme agence d'exécution de l'aide des USA dans cette situation d'urgence dans le cadre du projet AELGA (African Emergency Locust) et notamment pour la mise en marche du réseau de Radio HF existant.

21. Après ce tour de table, le Secrétaire Permanent du Comité de gestion FAO/PAM a informé les participants de la préparation en cours par le gouvernement d'un rapport faisant le point de la situation qui prévaut dans la province de l'Extrême-Nord, ainsi qu'une évaluation des besoins et de l'effort fourni ou prévu par le gouvernement pour faire face à la situation dans la zone sinistrée.

22 Enfin, sur la question concernant une déclaration d'urgence, il a été retenu qu'il revenait au gouvernement de lancer un appel d'urgence aux partenaires pour une assistance aux populations sinistrées.


Il a été également retenu que le Représentant de la FAO, en coopération avec le Coordonnateur Résident et le Directeur du PAM, continuent la coordination des actions à venir. Le Représentant de la FAO a promis de transmettre à ses collègues toute information qu'il recevrait sur l'évolution de cette de la situation.

Il a ensuite remercié tous les participants pour avoir bien voulu répondre à son invitation et pour leur participation active à la recherche de solutions à la crise actuelle.

**LISTE DES PARTICIPANTS A LA REUNION SUR LES CRICQUETS
REPRESENTATION FAO YAOUNDE
3 DECEMBRE 1997**

N°	Nom et prénom	Organisme ou Ambassade	Telephone	Signature
1	Josée LEUDDY	Délégation de L. Commission européenne	29.13.87	
2	Dominique ROJAT	Mission Française de Coopération	28 04 12	
3	YANA.N. Albert	Centre de développement des régions Afrique Centrale	28 14 61	
4	CERBRON Jean Pierre	FAH Rome	39 6 65132350	
5	LOWRIE Sean Sean	CARE (CANADA (Ottawa))	1413-728-5883	
6	Luke NKINS	CARE CAMEROU	21-20-54	
7	Michel BÉLÉ	CBPF Cameroun	21-20-54	
8	Nicolas H. KPANOU	PAM	23 17-28	
9	Guy GAGNON	CANADA	23.23.11	
10	Paula BLUMENSTADT	KRO		
11	Mette SOUVRAGE	Am. USA	23.10.14	
12	Christiane KOPASKI	Ambassade allemande	20 05 66	
13	Moumié PHILIP	COMITE DE GESTION KRO/PAM	21 63 22	
14	FORSO Gabriel	UTA VA (Cameroun)	27 23 25	
15	ABDOULAYE Pierre	DP/EN MARRI (Marrakech)	29-12-80	
16	KKANDI HERMANN HENRI	CHEF DE BASE PHOTOSANITAIRE (MARRAKECH)	29-32-14	
17	Alfred CHASSOLE	PAM		
18	Daly SOUVRAGE	PAM	22 23 28	

REPRESENTATION FAO YAOUNDE
3 DECEMBRE 1997

N°	Nom et prénoms	Organisme ou Ambassade	Téléphone	Signature
19	M. NOME C. K. de	Banque N. diala	21.05.36 / 10 38-15	
20				
21				
22				
23				
24				
25				
26				
27				
28				
29				
30				
31				
32				
33				
34				
35				
36				

ANNEXE 14 : Exemple de liste des écoles bénéficiaires des aides alimentaires du PAM au Nord - Cameroun.

CG/FAO/PAM

**PROGRAMME PAYS CMR 10214.0 ACTIVITE 1
LISTE DES ECOLES BENEFICIAIRES
DE LA PROVINCE DE L'ADAMAOUA**

DEPARTEMENT	ARRON/DISTR	ECOLE PUBLIQUE	Effectifs Cantines Scolaires SIL-CM2	Effectifs filles CE2-CM2
1- DJEREM	1- NGAOUNDAL	1. Betara-Gongo	163	8
		2. Djoundé	122	4
		3. Beka Ngotto	122	37
		4. Ranch	106	18
		Total	513	67
	2- TIBATI	5. Bantari	164	5
		6. Djombi	279	2
		7. Mahor	175	7
		8. Mtsakou	276	33
		9. Mtsjamba	225	30
		10. Mbitom	106	16
		11. Tongo	159	17
		12. Minim	223	13
		13. Menagack	101	7
14. Gongo Toua		133	20	
	Total	1841	150	
Total Djerem			2354	217
2- FARO ET DEO	1- GALIM-TIGNERE	15. Gargaya II	149	6
		16. Lompla	177	5
		17. Mayo-Dankali	151	3
		18. Ngouri-Bali	174	13
		Total	651	29
	2- KONTCHA	19. Gada-Mayo	85	11
		Total	85	11
	3- MAYO BALEO	20. Vogli Alme	183	25
		21. Lassoumli	115	39
		22. Mayo Djaoule	128	12
		23. Sarié mata	127	18
		24. Becli	153	22
		25. Djali	137	17
		Total	843	133
	4- TIGNERE	26. Bourley	133	5
		27. Mayo-Djarandi	247	58
28. Faro-Branch		117	58	
29. Carrefour-Galim		72	3	
30. Mtskana		143	6	
31. Libong-Marché		207	17	
32. Mayo-Bomoro		321	45	
33. Sadeck		157	10	
34. Wouide		102	9	
35. Faro Lawel		107	4	
	Total	1606	215	
Total Faro et Déo			3185	388
3- MAYO BANYO	1- BANKIM	36. Atia	185	11
		37. Golori	174	11
		38. Ndoundjandi	219	11
		39. Ngandji	128	8
		40. Bantam	287	30
		41. Mape	219	18
	Total	1212	89	

PROGRAMME PAYS CMR 10 214.0 ACTIVITE 1
LISTE DES ECOLES BENEFICIAIRES
DANS LA PROVINCE DU NORD

DEPARTEMENT	ARRON/DISTR	ECOLE PUBLIQUE	Effectifs Cantines Scolaires SIL-CM2	Effectifs filles CE2-CM2
1- BENOUE	1- BASCHEO	1. Harkou	89	2
		2. Djanlingo	107	2
		3. Mbabi	95	1
		4. Katakou	176	18
		5. Kobossi	152	17
		6. Pengouli	92	3
	Total		711	43
	2- BIBEMI	7. Adli	150	7
		8. Djénéo	112	7
		9. Ouro-Kéo	302	5
		10. Bournga	184	10
		11. Gore Ardo	150	9
	Total		898	38
	3- DEMBO	12. Bou-Cerire	122	7
		13. Djatomi	138	3
		14. Domomou	144	8
		15. Dombol	102	4
		16. Baonta Djallou	325	28
	Total		831	50
	4- DEMSA	17. Kossoumo	172	6
		18. Bardake	313	6
		19. Dadjam	167	20
		20. Goundjigui	212	5
		21. Pomie Petel	121	14
		22. Teparé	122	12
		23. Mbanli	206	12
		24. Faro	263	23
	Total		1576	98
	5- GARCUA RURALE	25. Garoua-Winde	277	28
		26. Ouro Ardo Rey	217	11
		27. Pitoayel	63	0
	Total		557	39
	6- LAGDO	28. Laine Tchitta	307	16
		29. Lougo-Bame	325	29
		30. Mayo-Ladde Bame	244	26
		31. Ouro Baboul	221	19
		32. Ouro Labbo III	321	25
	Total		1418	115
	1- PITOA	33. Babanguel	140	5
		34. Mayo-Lebri III	101	7
		35. Sabongari	189	9
		36. Bouli	225	15
		37. Badjourna-Redier	324	20
		38. Djiddé	220	20
	Total		1199	76
2- TCHEBOA	39. Baline	252	31	
	40. Ademawa	166	10	
	41. Hore Karfo	193	10	
	42. Koubadje	320	20	
	43. Mafa	211	22	
	44. Wouro-Labbo I	193	10	
	45. Kerewa	277	22	
Total		1612	126	

ANNEXE 15: tableau récapitulatif des denrées distribuées par le PAM dans le projet CMR 102140

ANNÉE 2004

TABLEAU : ETAT RECAPITULATIF DES DENREES DISTRIBUEES AU COURS DU PROJET CMR 102140 ACTIVITE 1 (en tonnes)

DEPARTEMENTS	NOMBRE ECOLES SERVIES		EFFECTIFS		QUANTITES DISTRIBUEES						TOTAL	
	Cantine Scolaires	Hôtels scolaires	Total	Filles(CD-CAD)	Cantines Scolaires			Rations vivées				
					Riz	Haricots	Haricot	Sel iodé	Mais			
I-ADAMAOUA												
Mbore	27	27	4820	636	54,15	5,882	7,25	0	31,8	99,082		
Mayo-Banyo	18	18	2790	185	31,5	3,422	4,25	0	9,25	48,422		
Paro et Dso	21	21	3185	388	35,85	3,92	4,75	0	19,4	63,92		
Djerem	14	14	2354	217	26,5	2,873	3,54	0	10,85	43,775		
Vina	30	30	5025	590	56,5	6,289	7,4	0	29,5	99,689		
Sous-Total(1)	110	110	18174	2016	204,5	22,388	27,2	0	100,8	354,088		
II-NORD												
Mayo-Roy	30	30	4688	559	49,25	4,728	6,6	0	27,75	88,328		
Paro	19	19	3143	159	31,05	3,205	4,5	0	7,95	48,708		
Mayo-Lauti	23	23	3714	255	39,05	3,846	5,15	0	12,75	60,796		
Blonoué	47	47	9423	637	98,85	9,577	13,15	0	31,85	152,527		
Sous-Total(2)	119	119	20558	1606	220,2	21,46	29,4	0	80,3	351,36		
III-EXTREME-NORD												
Diamaré	29	29	5306	325	59,75	5,586	8,1	0	16,45	89,896		
Lagone et Chari	31	31	5941	488	66,8	6,419	8,9	0	24,4	106,519		
Mayo-Dany	39	39	7082	531	79,75	7,546	10,65	0	26,55	124,496		
Mayo-Kari	24	24	4891	396	55	5,292	7,3	0	19,9	87,392		
Mayo-Dangra	19	19	3273	222	36,85	3,626	4,9	0	11,1	56,876		
Mayo-Sora	12	12	2882	196	32,45	3,16	4,35	0	9,8	49,74		
Sous-Total(3)	156	156	29374	2159	330,6	31,629	44,2	0	108,1	514,538		
TOTAL	385	385	68516	5781	758,3	75,437	100,8	0	289,2	1220,777		

Source : Archive CG-FAO/PAM.

ANNEXE 16 : exemples de projets initiés par les partenaires internationaux au Nord Cameroun.



Source : Cliché de terrain Ngah Ateba, septembre-octobre 2020.

ANNEXE 18: Présentation de l'environnement de la zone de Maroua en saison sèche.



Source : Cliché Ngah Ateba, Maroua , 15/01/ 2021.

ANNEXE 19 : Comportement des fleuves en saison sèche au Nord Cameroun.



Source : Cliché Ngah Ateba, Maroua 15/01/2021.

ANNEXE 20 : Comportement des fleuves en saison de pluie au Nord Cameroun dans la localité de Maroua.



Source : Cliché Ngah Ateba, Maroua 10/09/ 2020.

ANNEXE 21 : Liste des Organisations Internationales et ONGI intervenant dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord-Cameroun.

N°	OI et ONGI	Significations	Première année d'intervention au Nord-Cameroun	Zones d'interventions	Domaines d'actions
1	FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	1978	Extrême-Nord, Nord, Adamaoua	Agriculture et alimentation
2	PAM	Programme Alimentaire Mondial	1973	Extrême-Nord, Nord, Adamaoua	Assistance alimentaire, wash, assainissement.
3	FIDA	Fonds international pour le développement Agricole	1981	Extrême-Nord, Nord,	Financement des activités agricoles
4	UNHCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés	1978	Extrême-Nord, Adamaoua	Protection, droit de l'homme, abris aux réfugiés.
5	UNICEF	Fond des Nations Unies pour l'enfance	1975	Extrême-Nord, Nord, Adamaoua	Droit de l'enfant, protection
6	OMS	Organisation Mondiale de la santé	1962	Extrême-Nord, Nord, Adamaoua	Santé, malnutrition, sous-alimentation
7	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement		Extrême-Nord, Nord, Adamaoua	
8	OCHA				
9	CC	Codas Caritas	1971	Extrême-Nord, Nord, Adamaoua	Santé, agriculture, eau, protection, promotion de la femme et de la famille, éducation, droit de l'homme, action caritative.
10	ACF	Action Contre la Faim	2014	Extrême – Nord (Mayo – Sava, Mayo – Tsanaga, Logone et Chari)	Nutrition, santé, sécurité alimentaire, moyen d'existence, eau, assainissement et hygiène, santé mentale, genre et protection, plaidoyer, gestion des risques et désastres,

					recherche.
11	SI	Solidarité internationale	2014	Extrême – Nord et Nord	Eau, assainissement et hygiène, abris, sécurité alimentaire et moyen d’existence.
12	InterSos	Intersos337	2015	Extrême – Nord (Logone et Chari, Mayo – Sava, Mayo – Tsanaga)	Abris, assistance, santé, sécurité alimentaire
13	GIZ	<i>Deutsche gesellschaft fur internationale zusammenarbeit</i>	1970	Extrême – Nord,	Developpement rural, sécurité alimentaire, politique environnementale, climatique, et forestière, gouvernance et décentralisation.
14	PUI	Première Urgence Internationale	2015	Extrême - Nord	Santé, sécurité alimentaire, nutrition, l’accès à l’eau, hygiène et assainissement,
15	CRF	Croix-Rouge-Française	2008	Extrême - Nord	Nutrition, santé maternelle et infantile, sécurité alimentaire et moyen d’existence, soutien psychosocial, eau, hygiène et assainissement, protection genre, et inclusion.
16	PLAN	Plan international	1996	Extrême – Nord, Adamaoua	Protection des enfants, éducation, sécurité alimentaire, droit des filles, urgences, santé, santé sexuelle et reproductive, eau et assainissement, sécurité économique.
17	CARE	<i>Cooperative for assistance and Relief Everywhere</i>	1978	Extrême – Nord, Adamaoua	Eau, sécurité alimentaire, santé primaire, lutte contre le

³³⁷ Responsabilité faire le suivi des activités de maintenance des infrastructures, de la gestion des stocks de produits non médicaux et de l’équipement, conformément aux normes.

					VIH/SIDA et la tuberculose
18	CICR	Comité internationale de la Croix-Rouge	1992	Extrême – Nord	Protéger la vie et la dignité des victimes de conflits armés, intervention d'urgence, rétablissement des liens familiaux.
19	Public Concern	Préoccupation publique		Extrême – Nord, Adamaoua	
20	Nascent solutions	Nascent Solutions	2005	Adamaoua	Sécurité alimentaire, santé, éducation, nutrition, développement des compétences, égalité de sexe.
21	MSF	Médecins sans Frontières			Nutrition, eau, hygiène et assainissement, interventions d'urgences

Source : Enquête de terrain Ngah Ateba Jean Baptiste, septembre - octobre 2020.

ANNEXE 22 : Tableau récapitulatif des activités menées par la FAO au Nord Cameroun période 2015 – 2016.³³⁸

Titre du projet	Description du projet	Montant	Lieux d'exécution	Nombre de bénéficiaires	Résultats escomptés
Rapid response for enhancing resilience and conflict prevention in the far North and East regions of Cameroon	Mise en place des cultures de contre saison (l'oignon, l'ail, la laitue, la carotte, l'oseille de guinée, la morelle noire, le poireau, le chou, la tomate, le gombo, le poivron, l'aubergine, et le persil) ; mise en place de petites unités d'élevage ; la transformation de la production afin de réduire les pertes post-récoltes ; réduction de la consommation de bois de chauffe à travers des distributions de foyers améliorés réhabiliter les parcs de vaccination.	35 1400 USD	Extrême-Nord (Kousseri, Mora et Mokolo) L'Est (Yokadouma, Batouri).	800 ménages bénéficiaires dans la région de l'Extreme-Nord, dont 250 ménages à kousseri, 250 à Mora, et 300 ménages à Mokolo et 200ménages bénéficiaires dans la région de l'Est, dont 100 ménages à yokadouma et 100 ménages à Batouri.	30 petites unités de porc et 47 unités de poulet de chair ont été mise en place dans la région de l'Est Cameroun. 120 unités poulets locaux et 75 unités ruminants ont mise en place dans les arrondissements de Mokolo, de Mora et de Kousseri. 1500 foyers améliorés ont été distribués à 1 415 femmes et 85 hommes (dont 600 IDP, 750 familles d'accueil et 150 réfugiés) 10 unités de transformation ont été mise en place dont 2 Batouri 3 à Yokadouma 2 Mora et 3 à Mokolo.
Assistance to improve the livelihood of food-insecure Returnee households in the Far North region following the Boko Haram insurgency	Production de maïs sorgho, niébé distribution 22,5 tonnes de semences de maïs, 27 tonnes de niébé 1350 sachets de bio pesticides, 225 tonnes d'engrais et 197 pulvérisateurs.	400. 533 USD	Les départements de Logone et Chari, de Mayo-Danay et de Mayo-Tsanaga	4500 ménages	La production escomptée était de 3950 tonnes de céréales produites
Amélioration de la sécurité alimentaire des personnes déplacées et de leurs communautés d'accueil dans les districts de Logone et Chari à	Distribution de 55 tonnes de semences de maïs et de sorgho et 250 tonnes d'engrais, formation de 27 agents de vulgarisation de zones (AVZ) sur les techniques de production de maïs et de sorgho. Suivi des bénéficiaires le long de la campagne				

³³⁸ Confert document annexe n°22.

travers la production céréalière et de légumineuses					
Preventing radicalisation and strengthening early recovery efforts of women and youth in response to the deteriorating human security situation in the far north of Cameroun	15 tonnes de semences de riz Nerica 3 ; 3 à 5 tonnes d'urée et 60 tonnes de NPK ont été livrées à 1200 ménages (femmes et de jeunes) 6 unités de transformations de riz ont été mise en place	248 401 USD		Au total 1 200 ménages, personnes déplacées et communautés d'accueil, ont été recensés, ce qui représente un total de 6000 bénéficiaires – sur la base de cinq personnes par ménage.	300 ha de riz ont été cultivés. Les résultats dans certains domaines ont été d'un intérêt particulier. On estime que cette surface a produit environ 900 tonnes de riz paddy

Source : Division administrative de la FAO du CG-FAO/PAM, Yaoundé, 2021.

ANNEXE 23 : Les résultats et apports du projet PADFA I au Nord – Cameroun.

Résultats enregistrés	Indicateur de résultats	Situation en début de projet (2012)	Situation en fin de projet (2017)	Facteurs de succès
Amélioration de productivité dans les bassins de production	Rendement moyen de paddy/ riz de bas-fonds	3,5t/ha	6t/ha	<ul style="list-style-type: none"> -Accès des producteurs aux semences de variétés améliorées : NERICA pour le riz (L56, L36, N3 et N8) et GOUDAMI pour l'oignon. - Maitrise des itinéraires techniques par les producteurs formés : 2607 producteurs formés ; 3684 auxiliaires de production formés et équipés, 38 CEP (champs-écoles des producteurs) - Accès aux intrants et petits équipements - Meilleure gestion de l'eau - Suivi et appui/conseil par des techniciens spécialisés.
	Rendement moyen de paddy/riz pluvial	1,23t/ha	3,5t/ha	
	Rendement moyen/d'oignon	12,42t/ha	18t/ha	
Accroissement de la production dans la zone du projet	Quantité de paddy	8700 t	22 722 t (161,2%)	<ul style="list-style-type: none"> -Augmentation des superficies exploitées (de 12, 7% pour le riz et 8% pour l'oignon) - Introduction des cultures dans de nouvelles localités - Aménagements hydro-agricoles de 12 bas-fonds (730 ha) pour riz et accès à l'eau (motopompes) - Réduction de la pénibilité du travail (motoculteurs pour le labour, tricycles pour le transport, batteuses) - Introduction de la culture du riz en 2cycles par an dans certaines localités.
	Quantité d'oignon	5483 t	10 505 t (91,2%)	
Réduction des pertes post-récolte	Pertes post récolte riz	8,3%	6,2%	<ul style="list-style-type: none"> - Construction et équipement de 23 magasins multifonctionnels (16 pour le riz et 7pour l'oignon) -Construction des aires de battage (9) et acquisition des bâches pour
	Pertes post-récolte oignon	18,5%	10,6%	

augmentation des capacités de stockage et de conservation	Capacité de stockage de riz paddy		4128 t	<ul style="list-style-type: none"> - traitement du riz à la récolte - Equipement en batteuses - Facilités de transport (tricycles) - Equipements pour le conditionnement des produits
	Capacité de stockage de bulbe d'oignon		630 t	
Développement des capacités de transformation et de commercialisation	Prix de revient du sac de riz paddy (80kg)	6000 à 10000 francs CFA à la récolte	15000 francs le sac de 50kg. Une fois le	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place des micro-unités fonctionnelles pour le décorticage du riz (90% de producteurs préfèrent désormais transformer leur riz avant de vendre - Développement du stockage de l'oignon (magasins équipés - Mise en œuvre du warrantage - Microprojets sur la transformation de l'oignon - Ventes groupées - Aménagement des pistes
	Prix du sac d'oignon	8000 à 12000 à la récolte	Riz décortiqué 45000 à 60000 FCFA après 4 à 5 mois de stockage	
Meilleure structuration des producteurs et acteurs		<ul style="list-style-type: none"> -Existence de GIC -Faible structuration des producteurs 	Filières mieux structurées à la base	<ul style="list-style-type: none"> -Appui à la mise en place et au renforcement des capacités de 25 coopératives (18 filières riz et 7oignons) - Renforcement des capacités de 358 membres des comités de gestion - Initiation des cadres de concertation des acteurs des filières au niveau des régions
Meilleure autonomisation des femmes	% de femmes bénéficiaires des interventions	Marginalisées	31,2% pour la filière oignon et 34,2% pour le riz	<ul style="list-style-type: none"> -Stratégie genre sensible - Meilleur ciblage - Renforcement des capacités
	Représentativité dans les organes de gestion	Faible	25% de femmes (23,5% de jeunes)	

Source : Direction de Coordination des projets PADFA, Yaoundé, 07/02/2021.

SOURCES ET REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

I- Sources

1- Sources primaires

a) Documents officiels

Décret n° 68/DF/184 du 07 mai 1968, portant publication de l'accord de base entre le gouvernement camerounais et le PAM, ONU/FAO, relatif à une assistance dudit programme.

Décret n° 86/1411 du 24 novembre 1986, portant création d'un comité de Gestion de l'Assistance FAO/PAM.

Loi n° 99/014 du 22 décembre 1999, portant organisation, fonctionnement et statut des ONG au Cameroun.

Accord de prêt n° 751-CM & Don n° 1050-CM, entre le FIDA et la République du Cameroun pour la mise en œuvre du projet PADMIR.

Accord entre le gouvernement de la République du Cameroun et la FAO, relatif à l'établissement du bureau de partenariat et de liaison de la FAO en République du Cameroun.

Accord entre le gouvernement de la République du Cameroun et la FAO relatif au programme de partenariat entre la FAO et la République du Cameroun.

Les clauses de la charte des Nations Unies

Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948

b) Les rapports d'activités

Rapport inter-agences sur la situation des réfugiés centrafricains et nigériens d'Aout 2016.

Rapport inter-agence sur la situation des réfugiés centrafricains au Cameroun d'aout 2015.

Rapport final d'activités du comité de gestion Fao/PAM 2017.

ANY, APA 11841/D Rapport de tournée de Lucien Bernier dans la circonscription de Maroua en 1943.

ANY, APA, 10095/E, rapport de la tournée de Georges Lavergne dans la subdivision de Mokolo, 1943.

ANY, APA, 100/5/F, rapport de tournée de Kerbeller, dans la subdivision de Mora 1943.

ANG, Vt11/2 rapport annuel de 1947 et 1948 de la région de la Bénoué.

ANY, 1ACC3328, rapport de tournée de Gandolfi dans la subdivision de Yagoua, 1951.

APA 1187/A, rapport du 1^{er} semestre 1931 de la circonscription de Mokolo

Rapport d'évaluation conjointe PAM/PNSA de la sécurité alimentaire dans les régions de l'Est, Adamaoua, Nord et de l'Extrême-Nord du Cameroun collectées du 13 au 24 septembre 2016.

OCHA Cameroun : Rapport de situation humanitaire publié le 17 décembre 2020 consulté le 23 février 2021.

OCHA : Cameroun rapport de situation humanitaire 2020.

Rapport 2017 du MINADER sur l'audit institutionnel et organisationnel du Comité de Gestion de l'Assistance de l'organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et du Programme Alimentaire Mondial (PAM).

Rapport 2016 du MINADER sur les conséquences du conflit Boko Haram au Nord Cameroun.

Rapport d'activités du Comité de gestion de l'assistance FAO/PAM : exercice 2004, septembre 2004.

Rapport banque mondiale évolution économique du Cameroun 2007.

c) Archives du MINADER

Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle.

MINADER, *Stratégie de Développement du Secteur Rural (SDSR)*, juillet 2006.

République du Cameroun, stratégie de développement du secteur rural, mai 2002.

MINADER, rapport mission conjointe comité de gestion FAO/PAM et MINADER pour l'identification des villages et groupements pour la mise en place des greniers céréaliers communautaires (région de l'Extrême-Nord), juillet 2018.

MINADER, Coopération Cameroun-FIDA projet d'appui au développement des filières agricoles : Rapport d'achèvement

INS, Cameroun : Enquête démographique et de Santé, 2018.

Archives du MINADER-CG-FAO/PAM, état de la coopération entre l'Etat du Cameroun et le Programme alimentaire mondial.

INS, Bucrep, annuaire statistique de la population camerounaise, 2018.

MINSANTE, les principaux problèmes de nutrition au Cameroun, 2011.

Bucrep, rapport sur l'évolution de la population camerounaise, 2018.

INS, annuaire statistique d'enquêtes sur l'économie camerounaise 2018.

République du Cameroun, Document de stratégie de développement du secteur rural, 2002.

d) Archives des différents acteurs internationaux

FAO, la FAO et ses quarante premières années : 1945-1985, Rome, 1985.

Bureau de l'évaluation du programme de la FAO au Cameroun 2013-2017, publié en décembre 2017.

FAO, textes fondamentaux de la FAO, volume 1 et 2 Rome, 1994.

Textes fondamentaux de la création de la FAO, volumes I et II – Edition de 1994.

FAO, FIDA des institutions rurales innovantes pour améliorer la sécurité alimentaire, Rome 2012.

FAO, FIDA, PAM. Travaillez ensemble, mise à jour no 1, novembre 1999.

FAO, Impact de la dévaluation sur la production agricole et la sécurité alimentaire au Cameroun, bilan et première proposition, 1995.

FIDA, accord portant création du fonds international de développement agricole, quatrième éditions révisée, Rome, avril 1998.

FIDA, œuvrer pour que les populations rurales pauvres se libèrent de la pauvreté au Cameroun, Rome, décembre 2006.

PAM, Gestion des cantines Scolaires : Rapport général des formations des 80 Communautés dans les provinces de l'Extrême-Nord, du Nord et de l'Adamaoua, juin 2005.

OCHA : Cameroun rapport de situation humanitaire 2020 au Cameroun.

PAM, FAO, l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde : combattre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées, Rome, 2010.

Document d'information, colloque inter parlementaire *Afrique le défi alimentaire* paris, 20 Mars 1997.

PAM, rapport annuel sur les résultats de 2016 – WFP Document Storage.

PNUD, étude des filières économiques et de formation à fort potentiel d'emploi pour les jeunes et les femmes (Extrême – Nord), aout 2018.

FIDA, Document de conception de projet d'appui au développement des filières agricoles – phase II, mai 2019.

OCHA, Action Against Hunger, FAO, PAM, PUI, SI, ACF, PNSA, République du Cameroun : Enquête sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, données se septembre 2020, avril 2021, pp. 4 – 5.

PAM, Rapport Complet de l'Évaluation du projet CAM 4387.01., Rome, Juin 2001.

e) Les sources orales

N°	Noms et prénom	Age	Fonction	Lieu de l'entretien	Date
1	Sali Innaba	54ans	Administrateur du camp des réfugiés de minawao	Minawao	17/09/2020
2	Justin Nyago	52ans	Chef service régional du bureau d'enquête et de statistique du Minader à l'Extrême-Nord.	Maroua	08/09/2020
3	Edouard Kaldafa		Coordonnateur des projets CARITAS-Mokolo	Maroua	10/09/2020
4	Nouby Mbemmo	29 ans	Chargé de suivi évaluation de l'ONGI Inter SOS	Maroua	10/09/2020
5	Mme Rosine	34ans	Responsable de projet ACF-Maroua	Maroua	09/09/2020

6	Dominique Kuafe		Logisticien Maroua	Care-	Maroua	11/09/2020
7	Angele Ngemo		Chef service Alimentaire Garoua	Sécurité Plan-	Garoua	21/09/2020
8	Parfait Ditessebe	35ans	Expert professionnelle agropastorale Garoua	formation GIZ-	Garoua	21/09/2020
9	Alamine	57ans	Magasinier FAO/PAM	CG-	Maroua	10/09/2020
10	Helene Rosalie Marigoh		Coordonnatrice nationale du projet PADFA		Yaoundé	03/3/2021
11	Joseph Fanmeni		Chef service d'enquête et de statistique région de l'Adamaoua		N'Gaoundéré	30/09/2020
12	Yasmine Asmaou		Chef service d'enquête et de statistique office céréaliier Garoua		Garoua	23/09/2020
13	Matapit Othon	56ans	Secrétaire permanent FAO/PAM		Yaoundé	20/01/2021
14	Dominique Noa Ateba		Secrétaire permanent adjoint FAO/PAM		Yaoundé	19/01/2021
15	Jonas Tsaffo		Chef service sécurité alimentaire MINADER		Yaoundé	02/2/2021
16	Celestin Nga	52ans	Secrétaire exécutif PROPAC-Cameroun		Yaoundé	04/2/2021

17	Mme Aissata Feroya	37ans	Superviseur de projet nutrition Plan – Garoua	Garoua	26/09/2020
18	Alixé Fassing	36ans	Responsable du projet don de l'espoir Plan-Garoua	Garoua	22/09/2020
19	Mme Adamou		Sécretaire exécutif CG-FAO/PAM – Garoua	Garoua	21/09/2020
20	Mario Wamba	38ans	Chef service sécurité alimentaire PLAN – Garoua	Garoua	26/09/2020
21	Abdouramane Zourmba		Responsable de projets FAO-Cameroun	Yaoundé	12/05/2020
22	Serges Pascal Dinamou	27ans	Gendarme Escadron de la gendarmerie de Maroua	Maroua	10/09/2020
23	Alexandre Awono Mendouga	30ans	Combattant militaire camerounais du conflit Boko Haram (RASS)	Yaoundé	15/10/2020
24	Wilfried Atangana	35ans	PLET au lycée technique de Kaélé	Kaélé	19/09/2020
25	Edouard Kaldama	55ans	Coordonnateur de projets Codas – Caritas - Maroua	Maroua	18/09/2020
26	Mala Habba	29ans	Déplacé interne 2019	Camp de ZAMAI	18/09/2020
27	Mamadou Madir	37ans	Déplacé interne 2018	Camp de ZAMAI	18/09/2020
28	Bahana Boukar	38ans	Déplacé interne 2017	ZAMAI	18/09/2020

29	Soumaela Aladji	40ans	Déplacé interne 2017	ZAMAI	18/09/2020
30	Ayouza Abakara	38ans	Déplacé interne 2020	ZAMAI	18/09/2020
31	Ali Amadou	40ans	Déplacé interne 2019	ZAMAI	18/09/2020
32	Ahisami Abakourama	30ans	Réfugié nigérian 2016	Minawao	17/09/2020
33	Madi Saini Lawal	34ans	Réfugié nigérian 2017	Minawao	17/09/2020
34	Mohamed Abdouraman	25ans	Réfugié nigérian 2017	Minawao	17/09/2020
35	Modou Hadji	52ans	Réfugié nigérian 2017	Minawao	17/09/2020
36	Ibrahim Gambou	53ans	Agriculteur	Cherif- Moussari	12/09/2020
37	Djida Camsoulou	60ans	Agriculteur/Commerçant	Benderi	15/09/2020
38	Boukar Aminimi	52ans	Eleveur	Mokolo	16/09/2020
39	FOCUS Group		Agriculteurs/ Eleveurs	Marché Iomodolé	Septembre 2020
40	Adamou Mahamad	40ans	Commerçant	Marché d'adoumri	11/09/2020
41	Ali Alhadji	35ans	Commerçant	N'Gaoundéré	Octobre 2020
42	Zoumba Hatenguoi	59ans	Délégué départemental MINADER- Benoué	Garoua	23/09/2020
43	Cédric	34ans	Responsable logistique PAM – Maroua	Maroua	10/09/2020
44	BELL Niem		Directeur-CAPA- MINADER	Yaoundé	10/05/2020
45	Parfait DTISSEBE	35ans	Expert formation professionnelle	Garoua	28/09/2020

			agropastorale – GIZ		
46	Lydie Ntoupendi		Chef de division des interventions de la FAO	Yaoundé	10/07/2021
47	Pr Mamoudou		Chef de département d'Histoire Université de Ngaoundéré	Ngaoundéré	05/10/2020
48	Muller Passale		Coordonnateur pr programmes CODAS CARITAS – Garoua	Garoua	23/09/2020
49	Ibrahima		Responsable sécurité alimentaire PAM-Cameroun	Yaoundé	14/09/2020
50	Belo Aissatou	35ans	Vendeuse de bili bili au marché de Pitoaré	Maroua	08/09/2020
51	Leon Tana	52ans	Instituteur à l'école publique de Rhumsiki	Yaoundé	22/210/2020à=

II- Les références bibliographiques

1- Les sources secondaires

a) Les ouvrages généraux

Leisinger. K. M. et Schmitt. K., *Survivre au sahel : un défi pour l'écologie et la politique du développement*, the Hague Netherlands, 1996.

Mathieu. F. R., *Les fondements de la crise économique en Afrique*, Paris, le harmattan 1990.

Kange Ewane. F., *Semence et moisson coloniale, un regard d'africain sur l'histoire de la colonisation*, Yaoundé, ceper, 1985.

Moctar Bah. T., *Historiographie africaine : Afrique de l'ouest Afrique centrale*, Dakar, CODESRIA, 2015.

Touna. M., *L'économie camerounaise pour un nouveau départ*, afrédit africaine d'édition, janvier 2008.

Castro. J., *La géopolitique de la faim*, Paris, éditions ouvrière, 1952.

Brunel. S., *Action contre la faim*, Paris, l'Harmattan, 2004.

Roupsard. M., *Nord Cameroun ouverture et développement*, Claude Bellée, Coutances 1987.
Bible de Jérusalem, livre d'Exode chapitre 16 verset 3-5, les éditions du Cerf, 8^{eme} réimpression (année 2014).

Nubukpo. K., *L'insécurité alimentaire en Afrique subsaharienne le role des incertitudes*, paris, l'harmattan 2000.

Seignobos. C., et Ibye-Manjeck. O., *L'atlas de l'Extrême-Nord*, paris, ORSTOM, 1986.

Seignobos. C., *La bière de mil dans le Nord-Cameroun. Le carnaval des aliments*, Agropolis, Montpellier, mars 2004.

OWONA. A., *la naissance du Cameroun 1884 – 1914*, édition L'Harmattan, 5 – 7, rue de l'école polytechnique 75005 Paris, 1996.

Prost. A., *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Dalloz, 1996.

Mathieu. F. R., *Les fondements de la crise économique en Afrique*, paris, l'harmattan 1990.

Dictionnaire des relations internationales et stratégiques, Ellipses, Edition Marketing SA, 2007, 32 rue bargne, 75740, paris cedex.

Dictionnaire des relations internationales, approches-concepts-doctrines, 2eme édition, 2006.

Dictionnaire le Robert, sejer 25, avenue Pierre de Coubertin, 75013 Paris, 2009.

Memo Larousse encyclopédie générale visuelle et thématique 1990.

Larousse, Dictionnaire Larousse, Paris, Larousse, édition revue et corrigée, 1991. Dictionnaire des relations internationales Approches – Concepts – Doctrines, Dalloz 2^{eme} édition, 2006.

Dictionnaire des relations internationales et stratégiques, Ellipses, Edition Marketing SA, 2007, 32 rue Bargue, 75740, paris cedex 15.

Dictionnaire des relations internationales, approches-concepts-doctrines, 2eme édition, 2006.

b) Ouvrages spécifiques

Motaze Akam. M., *le défi paysan en Afrique : Le lamido et le pays au nord Cameroun*, l'harmattan, Paris, 1990.

Gourou. P., *L'Afrique tropicale : nain où géant agricole ?* Paris, Flammarion, 1991.

Louvel. R., *Quelle Afrique pour quelle coopération ?* Mythologie de l'aide française, Paris, l'harmattan, 1994.

Carvallo Sequeira. A. J., *Enjeux géopolitiques et nouvelles approches pour la coopération au développement*, Paris, l'harmattan, 2003.

Comité de la sécurité alimentaire mondial (CSA), *cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition, 2^{eme} version-octobre 2013.*

Requier-Desjardin. D., *L'alimentation en Afrique : mangé ce qu'on peut produire*, Karthala, Paris, 1989, p. 16.

Dussouy. P., *Traité des Relations internationales Tome II : les théories de l'interétatiques*, paris, éditions l'Harmattan, 2008, p. 115.

Roche. J. J., *Théorie des relations internationales*, Editions Montchrestien, E.J.A. 31, rue Falguière, 75741 Paris Cedex 15, 2006, p. 15.

c) Ouvrages méthodologiques

Bloch. M., *Apologie pour l'histoire où le métier d'historien*, Paris, Armand Colin, 2eme édition 1952.

Grawitz. M., *Les méthodes des sciences sociales*, Paris, Dalloz, 1996, p318.

Bachelard. G., *La formation de l'esprit scientifique, contribution à la psychanalyse, de la connaissance objective*, paris, librairie philosophique, F. Vrin, 11eme édition, 1980.

Febvre. L., *Combat pour l'histoire*, paris, Armand Colin, 1953.

Devereux. S., *Théories of famine* london, harvester wheatsheaf, 1993.

Ebale. R., *Initiation aux méthodes et techniques de l'histoire économique*, Yaoundé, éditions Clés, 2011.

Bouchard. P., Durkheim et *la méthode comparative, in politique et société*, vol 30, n°1 2011.

N'da. P., *Méthologie et guide pratique de mémoire et de la thèse de doctorat*, Paris, l'harmatan, 2007.

d) Les travaux académiques

- Les Thèses

Nzossie. F., "Les déterminants de l'offre alimentaire vivrière dans les villes du Nord-Cameroun", thèse de Doctorat/PhD en géographie physique, Université de Ngaoundéré, 2013.

Sali O., « Famine et insécurité alimentaire au Nord-Cameroun (1930-1999) étude historique", thèse de Doctorat/PhD en histoire économique et social, Université de Yaoundé I, 2011.

DAIAWE A., "Genre, stratégies de lutte contre les crises alimentaires et mutations dans les sociétés de la région de l'Extrême-Nord (Cameroun) de 1984 à 2016" thèse de Doctorat/Ph.D. en Histoire, Université de Maroua 2019.

- Les Mémoires

Alan. S., "Un exemple de coopération entre un Etat et un organe annexe de l'ONU : le cas du Cameroun avec la Fao 1986-2001" mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé I, 2003.

TSALA BUNI. M., "L'aide international au développement du secteur agricole au Cameroun de 1978-2013 : le cas du FIDA et de la FAO" mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé I, 2015.

GANAVA. A., "Pénurie alimentaire et stratégies paysannes de survie : Etude de cas chez les MAFA de l'arrondissement de Mokolo (Extrême-Nord Cameroun)" Mémoire présenté et soutenu en vue de l'obtention de la maîtrise en Sociologie à l'Université de Ngaoundéré 2005.

MONOK. J. M., "Les institutions de Bretton Woods et la question du développement de l'Afrique de la décennie 1980 à 2006 : le cas du Cameroun)" mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé I, 2007.

NGATANKOUA. B. B., "La question de l'eau dans le Mayo-Kani : accès et enjeux (1964-2015)" mémoire de Master en Histoire, Université de Ngaoundéré, 2017.

TIZE. E., "Techniques de conservation post-récoltes des aliments chez les kapsiki de l'arrondissement de MOGODE à l'Extrême-Nord Cameroun au XXe siècle" mémoire de Master en Histoire, Université de Ngaoundéré, 2019.

NGOUIRA. R., "Culture du Niébé et sécurité alimentaire dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun : cas de l'arrondissement de MOULVOUDAYE", mémoire de Master en sociologie, Université de Ngaoundéré, 2017.

Ngoune. J., "Aide internationale et réfugiés centrafricains dans la région de l'Est-Cameroun de 2003 à 2020", mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé I, 2021.

Habiba. Y. G., "Le Programme Alimentaire Mondial et la lutte contre l'insécurité alimentaire dans les Régions septentrionales du Cameroun de 1968 à 2018", mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé I, 2021.

Nantchou. N. J., "Une politique agricole de crise vue à partir du Mounjo" mémoire de Master en sociologie, Université de Yaoundé 1991.

Youdjeu. B. S., "Le Haut-commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) et la prise en charge sanitaire des réfugiés au Cameroun : cas des réfugiés de la commune de Meiganga de 1982 à 2019", mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé I, 2020.

Mbakop. D.F., "Les répercussions des actions humanitaires sur la vie politique en Afrique Centrale 1960-2005", mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé I, 2006.

Essimi Biloa. A. C., "L'insécurité alimentaire dans la région du Nord au Cameroun : représentations sociales, stratégies de lutte et enjeux", mémoire de Master en Sociologie, Université de Yaoundé I, 2010.

Hampate. A., « Le Cameroun et la question de l'immigration Nigériane : 1963 -2008", mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé I, 2010.

Tshibanda Mlunda. C., "La souveraineté des Etats en droit international public à l'orée de ce troisième millénaire", mémoire de Master en droit et sciences politiques, Université de Kinshasa RDC, 2008.

Biyong Biyong. J. P., "Pistes pour améliorer la sécurité alimentaire dans le Nord-Cameroun", mémoire de Master, Université de Liège, 2002.

e) Les Articles scientifiques

Lémouogué. J., Nzossie Fofiri. J., Nzouyem Kahou.J., Cameroun : les zones d'accueil des personnes déplacées, entre recomposition sociodémographique et gestion des personnes à besoins spécifiques, in démographie : des chiffres et des maux, focus, Numéro 12 – Novembre 2019.

Gaëlle Kervarec, "L'intervention d'humanité dans le cadre des limites au principe de la non intervention", les éditions Thémis, faculté de droit, Université de Montréal, 1998, p. 3.

Frédéric Saha and als, "Risques naturels dans la région de l'Extrême Nord du Cameroun et dynamique extrêmes hydrologiques du système chari-logone", journal open Edition, volume 15, 2020.

Fomekong. F., Ngono. G., "Changements climatiques, production agricole et effets sur la population au Cameroun" in uaps 2011.

Maud. L., "*Cameroun : les nouveaux territoires de Dieu*" in Afrique contemporaine 2005/3 (N° 215), pp. 96- 116.

Revue canadienne des études africaines, "Boko Haram au-delà des médias", volume 54, 2020.

Saïbou Issa., "Les coupeurs de route, histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le bassin du lac Tchad", in Afrique contemporaine 2011/3 (N° 239).

Michel. M., "Origine et évolution des ONG dans le système humanitaire international", Revue international et stratégie, 2015, N° 98 vol.

f) Les sources webographiques

<https://hal.archive-ouvertes.fr/hal-00143201> Consulté le 06 mai 2021.

Extrême-Nord du Cameroun le casse-tête de la reconstruction en période de conflit
<http://www.crisisgroup.org/fr/afric> consulté le 20 mars 2021.

<http://www.ifad.org> » country » Cameroun consulté le 26 mars 2021.

Coopération Cameroun-USA : Nascent Solutions a un nouveau statut <http://www.cameroon-tribune.cm> édition du 17 Aout 2020 consulté le 22 mars 2021.

<http://www.icrc.org> ,africa,cameroun consulté le 22mars 2021.

<http://www.plan-international.fr> cameroun consulté le 22 mars 2021.

Cameroun – mission humanitaire – ONG PUI <http://www.première-urgence.org> consulté le 22 mars 2021.

Cameroun – mission humanitaire – ONG Solidarités internationales
<http://www.solidarites.org> consulté le 21 mars 2021.

Cameroun – mission humanitaire – UNHCR <http://www.refworld.org> pdfid consulté le 15 mars 2021.

L'OMS en Afrique/ cinquantenaire de l'OMS au Cameroun <http://www.afro.who.int> consulté le 16 mars 2021.

Présentation du FIDA <https://www.onu-rome.delegfrance.org> consulté le 16 mars 2021.

Le choléra dans le Nord du Cameroun <http://www.lemonde.fr> présenté par Josiane Kouagheu (envoyée spéciale) publié le 10 décembre 2019 et consulté le 23 février 2021.

HCR-bureau Cameroun, portail opérationnel crises de réfugiés au Cameroun (<https://data2.unhcr.org/fr/country/cmr>), consulté le 20 septembre 2019.

UNHCR : plan d'opération par pays, 2006, [WWW.refworld.org](http://www.refworld.org) consulté le 13janvier 2021.

Néolithique : sédentarisation et agriculture <http://www.herodote.net> consulté le 11 janvier 2021.

Cameroun situation de la sécurité alimentaire en 2019 <http://www.cameroon-tribune.cm> consulté le 12 janvier 2021.

Point de presse du Ministre de l'agriculture et du développement rural fait à Yaoundé le 06 décembre 2019 Wwww.Crtv.cm consulté le 12 janvier 2021.

Néolithique : sédentarisation et agriculture <http://www.herodote.net> consulté le 11 janvier 2021

<https://www.ladissertation.com/Politique-et-International/Organisations>, consulté le 26/08/2021 à 9h 25min.

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Libéralisme_\(relations_internationales\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Libéralisme_(relations_internationales)), consulté le 26/08/2021 à 9h 30min.

<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/sécurité>, consulté le 26/08/2021 à 15h 20min.

<https://www.universalis.fr/dictionnaire/securite/> consulté le 28/08/2021 à 16h 30 min.

<https://www.fao.org/3/AB788F/ab788f07.htm> consulté le 26/08/2021 à 14h 05min

<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/developpement/>, consulté le 26/08/2021 à 14h 30min.

<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/ins%C3%A9/43306> , consulté le 28/08/2021 à 16h 55min

<https://www.universalis.fr/dictionnaire/securite/>, consulté le 28/08/2021 à 17h 10 min

Famine définition <https://fr.wikipedia.org/wiki/Famine>, consulté le 28/08/2021 à 20h 05 min

<https://www.fao.org/3/w0073f/w0073f25.htm>, consulté le 28/08/2021 à 20h 30min

<https://dictionnaire-droit-humanitaire.org/content/2/famine/>, consulté le 28/08/2021 à 21 55min

Division administrative du Cameroun
https://fr.m.wikipedia.org/wiki/Subdivision_territoriale_du_Cameroun, consulté le 28/08/2021 à 22h 50 min

<https://www.fao.org/cameroun/fao-au-cameroun/fr/>, consulté le 10 mars 2021 à 19h 15min

L'agence des Nations Unies pour les réfugiés : statut du HCR de 1950, <https://www.unhcr.fr>, Consulté le 21 octobre 2021 à 17h 33 min.

<https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/b133-extreme-nord-du-cameroun-le-casse-tete-de-la-reconstruction-en-periode-de-conflit>, consulté le 02juin 2021 à 22h 47 min

HCR-bureau Cameroun, portail opérationnel crises de réfugiés au Cameroun (<https://data2.unhcr.org/fr/country/cmr>), consulté le 20 septembre 2019.

https://www.humanitarianreponse.info/sites/www.humanitarianreponse.info/files/assessments/unicef_rapport_evaluation_rapide_limani-amchide_08_05_2018_final.pdf Consulté le 21 septembre 2021 à 7h 36 min

UNHCR : plan d'opération par pays, 2006, WWW.refworld.org consulté le 13 janvier 2021.

Le choléra dans le Nord du Cameroun <http://www.lemonde.fr> présenté par Josiane Kouagheu (envoyée spéciale) publié le 10 décembre 2019 et consulté le 23 février 2021.

L'impact du Covid-19 au Cameroun, <https://onlinelibrary.wiley.com> consulté le 27 septembre 2021 à 9h 40min.

<https://siteresources.Worldbank.Org/DATASTATISTICS/Resources/OGHIST.xls>). Consulté le 24/09/2021 à 11h 22min.

Les terres arables au Cameroun, <https://www.investiraucameroun.com/index.php/agriculture-et-agroindustrie/2701-lere-des-grandes-exploitations-agricoles>, consulté le 10 octobre 2021 à 21h 27min

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	i
DÉDICACE	ii
REMERCIEMENTS	iii
LISTE DES ILLUSTRATIONS	iv
LISTE DES ABRÉVIATIONS, ACRONYMES ET DES SIGLES	vi
RÉSUMÉ	x
ABSTRACT	xi
INTRODUCTION GENERALE	1
1- Présentation du sujet	1
2- Les raisons du choix de ce sujet.....	4
3- Cadre théorique et conceptuel de l'étude.....	6
4- Délimitation de l'étude	11
5- Problématique de l'étude	16
6- Objectif de l'étude.....	17
7- Revue critique de littérature.....	18
8- Approche méthodologique.....	27
9- Intérêt de l'étude	32
10- Difficultés rencontrées	33
11- Plan de travail.....	34
CHAPITRE I :.....	36
CONTEXTE HISTORIQUE ET FONDEMENTS JURIDIQUES DE LA LUTTE CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE AU CAMEROUN SEPTENTRIONAL .	36
I- CONTEXTE HISTORIQUE MONDIAL DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE AVANT L'IMPLICATION DES ACTEURS INTERNATIONAUX DANS LA LUTTE CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE AU NORD CAMEROUN	37
1- La situation alimentaire mondiale d'avant l'institution des organisations internationales en 1945.....	37
2- La situation alimentaire du septentrion camerounais d'avant l'implantation des acteurs internationaux.....	39
II- LES DETERMINANTS JURIDICO-POLITIQUES ET TYPOLOGIE D'ACTEURS INTERNATIONAUX INTERVENANT DANS LA LUTTE CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE AU NORD-CAMEROUN	43

1- Cadre légal de l'intervention des organisations internationales en matière de sécurité alimentaire au nord Cameroun	44
a) Le principe de la non - ingérence des Etats et l'aide international au Cameroun	45
b) Les responsabilités juridiques des acteurs internationaux au Nord Cameroun.....	46
2- Typologie d'acteurs internationaux impliqués dans la lutte contre l'insécurité alimentaire présente au Nord Cameroun.....	49
a) Les Institutions Spécialisées des Nations Unies	49
b) Les Organes Subsidiaires des Nations Unies.....	50
c) Les Organisations Non Gouvernementales internationales (ONGI).....	53
d) Les Organisations Régionales.....	54
e) Les Etats amis du Cameroun.....	55
f) Les institutions financières internationales.....	55
III- CAUSES ET EVOLUTION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE AU NORD CAMEROUN DEPUIS LES INSTALLATIONS DES ACTEURS INTERNATIONAUX.	
.....	55
1- Les causes de l'insécurité alimentaire au Cameroun septentrional	55
a) Les facteurs environnementaux.	55
b) Les facteurs Sécuritaire.....	58
c) Les facteurs Sanitaires	60
d) Les facteurs socio-culturels.....	61
2- Évolution de la sécurité alimentaire au Nord Cameroun depuis les installations des acteurs internationaux	63
a) La situation socio-économique du Nord Cameroun de 1973 à l'an 2000.....	63
b) Contexte actuel de la sécurité alimentaire au Nord Cameroun (2000 – 2020).....	66
CHAPITRE II	71
ACTIVITE AGRICOLE ET POLITIQUES D'AIDE INTERNATIONALE EN MATIERE DE SECURITE ALIMENTAIRE AU NORD CAMEROUN.....	71
I- L'ACTIVITE AGROPASTORALE AU NORD CAMEROUN.....	71
1- La pratique agricole au Nord-Cameroun	71
2- Etude comparée des productions agricoles au Nord-Cameroun.....	73
II- LE DEPLOIEMENT DES ACTEURS INTERNATIONAUX DANS LA LUTTE CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE AU NORD CAMEROUN	78
1- Présentation des acteurs internationaux intervenants dans la sécurité alimentaire au nord Cameroun.....	78

2-	Les mécanismes d'interventions des acteurs internationaux dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au nord Cameroun.	80
a)	Les méthodes d'interventions ou stratégies d'aides des organisations internationales du système des Nations Unies au Nord Cameroun	80
b)	Les stratégies d'aides des ONGI dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord Cameroun.	81
III- LES REALISATIONS DES ACTEURS INTERNATIONAUX INTERVENANT DANS LA LUTTE CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE AU NORD CAMEROUN.		81
1-	Présentation des actions menées par les institutions des Nations Unies dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Cameroun septentrional.	81
a)	Les réalisations de la FAO dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord Cameroun	82
b)	Les réalisations du PAM dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord Cameroun	83
c)	Les réalisations du FIDA dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Cameroun septentrional.	86
2-	Présentation des actions menées par les OING dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au nord Cameroun	90
a)	Les actions de l'ONG Internationale Action Contre la Faim (ACF) dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord Cameroun.	91
b)	Les actions de l'ONG Internationale InterSOS dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord Cameroun.	91
c)	Les actions de l'ONG Internationale Solidarité Internationale dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord Cameroun.	92
d)	Les actions de l'ONGI Plan dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord-Cameroun.	92
CHAPITRE III.....		96
LES REALITES ET LES LOGIQUES DE LA LUTTE CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE AU CAMEROUN SEPTENTRIONAL		96
I-	L'IMPACT DES ALEAS CLIMATIQUES DANS LES DEPLOIEMENTS DES ACTEURS INTERNATIONAUX AU NORD CAMEROUN	97
1-	Les changements climatiques comme facteur d'inefficacité des acteurs internationaux dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord Cameroun.	97

2-	Les stratégies de résilience des acteurs internationaux dans la lutte contre les changements climatiques présents au Nord Cameroun.....	99
a)	Le financement des projets environnementaux.....	99
b)	La formation des agriculteurs et éleveurs aux nouvelles techniques agropastorales..	101
II-	LES ENTRAVES SECURITAIRES ET LA DIFFICILE ACTIVITE DES ACTEURS INTERNATIONAUX AU NORD CAMEROUN.....	103
1-	Les entraves sécuritaires comme obstacle majeur au déploiement efficace des acteurs internationaux dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord Cameroun.....	103
2-	Les stratégies mise en œuvre par les différents acteurs de la sécurité alimentaire pour assurer la survie des populations au Nord Cameroun	106
III-	LES OBSTACLES SOCIOLOGIQUES RENCONTRES PAR LES ACTEURS INTERNATIONAUX DANS LEURS MISSIONS AU NORD CAMEROUN.....	108
1-	Les obstacles sociologiques comme frein majeur au déploiement efficace des acteurs internationaux impliqués dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord Cameroun	109
a)	La grande pauvreté des populations septentrionale comme obstacle sociologique rencontré par les acteurs internationaux au Nord Cameroun	109
b)	Le faible niveau d'instruction des populations	111
c)	Le poids de la tradition et les préférences alimentaires au Nord Cameroun	113
2-	Les stratégies mise en œuvre par les différents acteurs de la sécurité alimentaire pour réduire les obstacles sociologiques présents au Nord Cameroun.....	116
	CHAPITRE IV	122
	EVALUATION DES MECANISMES ET DES OUTILS DEPLOYES PAR LES ACTEURS INTERNATIONAUX AU CAMEROUN SEPTENTRIONAL.....	122
I-	IMPACTS DE L'INTERVENTION DES ACTEURS INTERNATIONAUX DANS LA LUTTE CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE AU NORD CAMEROUN	122
1-	Les retombées des actions des acteurs internationaux au sein de la population bénéficiaire.....	123
a)	L'impact Socio-économique des interventions des institutions onusiennes au Nord Cameroun	123
b)	L'impact des organisations internationales non gouvernementales (OING) au Nord Cameroun	126
II-	LIMITES ET ENJEUX DE L'AIDE INTERNATIONALE AU NORD CAMEROUN.....	130

1-	Les limites de l'aide internationale au Nord Cameroun	130
a)	L'inadéquation des stratégies aux différents besoins des populations.....	130
b)	La multiplicité des domaines d'interventions	131
c)	La sélection des bénéficiaires	132
d)	Le manque de transparence dans les activités.....	132
e)	Le faible foisonnement de projets entre les acteurs	132
f)	Le manque de suivi réel de certains projets	133
2-	Les enjeux de l'aide internationale au Nord Cameroun.....	133
a)	Les enjeux géopolitiques des aides internationales au Nord Cameroun.....	133
b)	Les enjeux géostratégiques des aides internationales au Nord Cameroun	135
c)	Les enjeux socio-culturels des aides internationales au Nord Cameroun.....	135
III-	BILAN, DEFIS ET PERSPECTIVES POUR UNE SECURITE ALIMENTAIRE MAITRISABLE AU NORD CAMEROUN	136
1-	Bilan de l'insécurité alimentaire dont interviennent les acteurs internationaux au Nord Cameroun	136
a)	Une amélioration mitigée de l'insécurité alimentaire dans la région.	137
b)	Une pauvreté sans cesse grandissante.....	137
c)	Les problèmes de malnutritions et de sous - alimentation toujours inquiétant.....	138
2-	Les grands défis encombrant la sécurité alimentaire au Nord Cameroun	139
a)	Les contraintes de productivité et de production	139
b)	Les contraintes d'accès aux marchés ou au développement local	139
c)	Les contraintes liées à l'environnement institutionnel.....	140
d)	L'insuffisance des financements.....	140
3-	Les perspectives innovantes pour une sécurité alimentaire bien maitrisable au Nord Cameroun	141
a)	La sécurité alimentaire dans certains pays du sahel une inspiration utile pour le Nord Cameroun	142
b)	Le reboisement du Nord Cameroun.....	144
c)	L'urgence de la mécanisation de l'agriculture au Nord Cameroun	145
	CONCLUSION GENERALE	148
	ANNEXES	151
	SOURCES ET REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	195
	TABLE DES MATIERES.....	211